

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

RAPPORT FINANCIER ET COMPTES
de l'exercice terminé le 31 décembre 1973

et

RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Volume I

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 7 (A/9607)



NATIONS UNIES

New York, 1974

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le volume II contient le document intitulé "Centre du commerce international – Rapport financier et comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1973 et Rapport du Comité des commissaires aux comptes".

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Lettres d'envoi	xi
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973	1
II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	60
III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973	61
A. Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies	62
<u>Etat I.</u> Etat des ouvertures de crédits, des dépenses engagées et des soldes inutilisés des ouvertures de crédits au 31 décembre 1973	62
<u>Etat II.</u> Fonds général - Recettes, engagements et excédent budgétaire de l'exercice terminé le 31 décembre 1973	66
<u>Etat III.</u> Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux - Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1973	67
B. Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)	69
<u>Etat IV.</u> Etat des fonds au 31 décembre 1973	69
C. Force d'urgence des Nations Unies (1973)	71
<u>Etat V.</u> Etat des fonds au 31 décembre 1973	71
D. Compte "ad hoc" pour l'Opération des Nations Unies au Congo	73
<u>Etat VI.</u> Etat des fonds au 31 décembre 1973	73
E. Programmes techniques financés par les crédits ouverts au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies, par le Programme des Nations Unies pour le développement et par des fonds extra- budgétaires d'affectation spéciale, exécutés par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour le dévelop- pement industriel et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	75
<u>Etat VII.</u> Etat des Fonds au 31 décembre 1973	75
F. Fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux	76
<u>Etat VIII.</u> Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973	76

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973 (suite)

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES	77
A. Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies	78
1. Fonds général de l'Organisation des Nations Unies - Etat récapitulatif, par article, des dépenses engagées pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973 :	
Chapitre 15 - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	
Chapitre 16 - Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	
Chapitre 18 - Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	
Chapitre 19 - Cour internationale de Justice	
Chapitre 21 - Programme des Nations Unies pour l'environnement	78
2. Fonds général de l'Organisation des Nations Unies - Etat récapitulatif, par chapitre, des dépenses engagées pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973 :	
Office des Nations Unies à Genève (y compris la CEE)	
Commission économique pour l'Afrique	
Commission économique pour l'Amérique latine	
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	80
3. Fonds général de l'Organisation des Nations Unies - Etat récapitulatif des recettes au 31 décembre 1973	82
4. Activités productrices de recettes de l'Organisation des Nations Unies - Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1973	84
5. Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973	85
6. Fonds de péréquation des impôts - Situation au 31 décembre 1973	89
7. Fonds de roulement - Avances destinées à couvrir divers achats et opérations amortissables pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973	90
8. Fonds de roulement - Avances des Etats Membres au 31 décembre 1973	91

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973 (suite)

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES (suite)

9. Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies - Placements au 31 décembre 1973	95
10. Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU" - Obligations de l'ONU non remboursées et remboursement du principal venu à échéance : situation au 31 décembre 1973 .	96
11. Fonds général de l'Organisation des Nations Unies - Travaux de construction en cours au 31 décembre 1973	100
B. Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)	102
12. Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973	102
C. Force d'urgence des Nations Unies (1973)	104
13. Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973	104
14. Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973	107
D. Compte " <u>ad hoc</u> " pour l'Opération des Nations Unies au Congo	108
15. Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973	108
E. Programmes techniques financés par les crédits ouverts au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies, par le Programme des Nations Unies pour le développement et par des fonds extra-budgétaires d'affectation spéciale, exécutés par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	110
16. Programmes techniques financés par les crédits ouverts au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies - Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973	110
17. Programmes techniques financés par des fonds d'affectation spéciale - Etat des fonds au 31 décembre 1973	112
18. Programmes techniques financés par le Programme des Nations Unies pour le développement - Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973	127

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973 (suite)

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES (suite)

19. Programmes techniques financés par des contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements - Etat des fonds au 31 décembre 1973	130
F. Fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux	131
<u>Opérations de maintien de la paix</u>	
20. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre - Etat des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973	131
21. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre - Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973	133
<u>Opérations de secours</u>	
22. Opérations de secours des Nations Unies - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973	134
23. Bureau spécial des secours des Nations Unies au Bangladesh - Etat des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973	137
24. Bureau spécial des secours des Nations Unies au Bangladesh - Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973	138
25. Fonds des Nations Unies pour l'assistance humanitaire au Pakistan - Etat des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973	139
26. Fonds des Nations Unies pour l'assistance humanitaire au Pakistan - Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973	139
<u>Activités en matière de développement industriel et de commerce</u>	
27. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973	140
28. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973	141

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973 (suite)

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES (suite)

29. Activités en matière de développement industriel - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973 :	
a) Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	
b) Fonds des Nations Unies pour les services industriels spéciaux	
c) Fonds d'affectation spéciale (développement industriel) de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	
d) Fonds d'affectation spéciale de l'ONUDI pour les données sur la programmation industrielle	142
30. Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel - Etat des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973	144

Activités économiques et sociales

31. Activités économiques et sociales de l'ONU - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973	147
32. Activités économiques et sociales - A l'échelle mondiale - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973 :	
a) Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	
b) Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	
c) Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social	
d) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale	
e) Fonds d'affectation spéciale pour le développement social	
f) Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	
g) Fonds d'affectation spéciale pour le dessalement de l'eau	
h) Séminaire sur le droit international	
i) Fonds pour la création d'une université internationale	
j) Fonds pour la planification de l'assistance en cas de catastrophe	
k) Programme d'assistance et d'échanges des Nations Unies dans le domaine du droit international	148

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973 (suite)

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES (suite)

33. Activités économiques et sociales - A l'échelle mondiale - Etat récapitulatif des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973	149
34. Activités économiques et sociales - A l'échelle régionale - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973 :	
a) Fonds d'affectation spéciale du Centre de documentation et de recherche de la CEPAL	
b) Institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification (New Delhi)	153
35. Activités économiques et sociales - A l'échelle nationale - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973 :	
a) Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental	
b) Programme du Fonds d'affectation spéciale pour la République du Zaïre	
c) Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	
d) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	
e) Fonds des Nations Unies pour la Namibie	154
36. Activités économiques et sociales - A l'échelle nationale - Etat récapitulatif des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973	156

Frais généraux

37. Fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux - Fonds pour frais généraux - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973 :	
a) Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : fonds pour frais généraux au titre de projets du PNUD, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et des projets d'assistance technique de l'ONU financés par des fonds d'affectation spéciale	
b) Organisation des Nations Unies et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : fonds pour frais généraux au titre de projets financés par d'autres fonds d'affectation spéciale	159

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973 (suite)

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES (suite)

38. Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : fonds pour frais généraux au titre de projets du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et de projets d'assistance technique de l'ONU financés par des fonds d'affectation spéciale - Etat des fonds au 31 décembre 1973 160

39. Organisation des Nations Unies et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : fonds pour frais généraux au titre de projets financés par d'autres fonds d'affectation spéciale - Etat des fonds au 31 décembre 1973 .. 162

40. Autres fonds d'affectation spéciale - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973 :
Fonds d'affectation spéciale du Siège
 - a) Fonds de dotation de la Bibliothèque
 - b) Biens mobiliers et immobiliers légués à l'ONU
 - c) Fonds de réserve (assurance sur la vie des fonctionnaires)
 - d) Fonds d'affectation spéciale pour le paiement d'indemnités
 - e) Fonds Hamish Brown (bourses)
 - f) Médaille du Congrès mondial de la jeunesse
 - g) Congrès mondial de la jeunesse
 - h) Compte "Construction de l'Ecole internationale des Nations Unies"
 - i) Compte spécial (Ralph Bunche) du Secrétaire général pour des activités en rapport avec la paix et la sécurité
 - j) Fonds d'affectation spéciale divers du SiègeFonds d'affectation spéciale de Genève
 - k) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe
 - l) Musée philatélique de l'ONU
 - m) Société d'assurance mutuelle du personnel (assurance maladie-accidents)
 - n) Caisse des pensions des employés à temps partiel de l'Office des Nations Unies à Genève
 - o) Fonds de l'Ecole internationale
 - p) Conférence commémorative Gilberto Amado

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973 (suite)

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES (suite)

40. Autres fonds d'affectation spéciale - Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973 (<u>suite</u>) :	
q) Redevance cafétéria	
r) Création d'une base de données pluri-institutionnelle (COMPASS)	
s) Compte d'urgence de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	
t) Fonds d'affectation spéciale de la CNUCED	
u) Fonds d'affectation spéciale divers de Genève	163
41. Fonds de dotation de la Bibliothèque - Etat des fonds au 31 décembre 1973	164
42. Ecole internationale des Nations Unies - Compte "Construction" : état récapitulatif indiquant la source et l'utilisation des fonds pendant la période allant du 31 décembre 1965 au 31 décembre 1973	165
43. Autres fonds d'affectation spéciale - Etat récapitulatif des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973	166
<u>Annexe</u> : Notes explicatives sur les contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir	168
IV. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	171

LETTRES D'ENVOI

Le 31 mars 1974

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11.4 du règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes annuels de l'Organisation des Nations Unies, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973, que j'approuve par la présente lettre.

Des copies de ces états financiers sont également transmises au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire général,

(Signé) Kurt WALDHEIM

Monsieur le Président
du Comité des commissaires aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Le 25 juin 1974

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers de l'Organisation des Nations Unies présentés par le Secrétaire général pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés et certifiés exacts.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité sur les comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1973.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) J. E. ESCALLON O.

Monsieur le Président de l'Assemblée
générale des Nations Unies
New York

I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973

1. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après son rapport financier sur les comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris tous ses fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973, ainsi que les comptes vérifiés qui comprennent huit états (I à VIII), 43 tableaux, une annexe et les observations qui suivent qui font partie intégrante des comptes vérifiés et doivent donc être lues en même temps qu'eux. En outre, conformément aux résolutions et dispositions financières mentionnées ci-après, des comptes et des rapports distincts seront présentés à l'Assemblée générale concernant les organismes et comptes dont la liste suit :

- a) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (résolution 57 (I) de l'Assemblée générale);
- b) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale);
- c) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (résolution 538 B (VI) de l'Assemblée générale);
- d) Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (résolution 248 (III) de l'Assemblée générale);
- e) Comptes centraux du Programme des Nations Unies pour le développement, conformément à la décision de l'Assemblée générale relative à sa résolution 2196 (XXI), décision par laquelle elle a accepté la recommandation de la Cinquième Commission 1/, et conformément à l'article 15.1 du règlement financier et règles de gestion financière du Programme des Nations Unies pour le développement, que le Conseil d'administration a approuvés à sa treizième session (DP/2/Rev.1);
- f) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (résolution 1934 (XVIII) de l'Assemblée générale), pour lequel les comptes et un rapport financier seront présentés par le Directeur général de l'Institut à l'Assemblée générale, par l'entremise du Secrétaire général;
- g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement (résolution 3192 (XXVIII) de l'Assemblée générale);
- h) Centre du commerce international (résolution 2297 (XXII) de l'Assemblée générale);
- i) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale);

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 78 de l'ordre du jour, document A/6596.

Situation financière et mouvement des fonds

2. Une analyse de l'actif et du passif tels qu'ils apparaissent dans les états III (Fonds général de l'Organisation des Nations Unies), IV (Force d'urgence des Nations Unies, 1956) et VI /Opération des Nations Unies au Congo (ONUC)/ montre que la situation de trésorerie de l'Organisation est demeurée précaire pendant tout l'exercice. Il ressort des tableaux 1, 2 et 3 ci-après qu'à la fin de l'exercice, le Fonds de roulement et le Compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU" étaient pratiquement épuisés. D'une manière générale, ces tableaux indiquent que les dépenses courantes (y compris le paiement des traitements et salaires) ont été couvertes au moyen d'emprunts opérés sur les comptes intérieurs (Fonds de péréquation des impôts, comptes pour les travaux de construction et Compte spécial, par exemple). Il a encore fallu différer le paiement de marchandises livrées et de services fournis par des gouvernements pour s'acquitter de leurs obligations au titre de la FUNU (1956) et de l'ONUC. Les raisons de cette situation sont exposées dans l'annexe aux comptes.

Tableau 1

Situation financière au 31 décembre 1973

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Fonds général de l'Orga- nisation des Nations Unies	Force d'urgence des Nations Unies (1956) ^{g/}	Opération des Nations Unies au Congo	Totaux partiels	Fonds de roulement Compte "Obli- gations de l'ONU" et Compte spécial	Totaux
<u>Actif</u>						
Disponibilités nettes <u>a/</u>	12,0	(25,5)	(13,0)	(26,5)	12,2	(14,3)
Contributions mises en recouvrement	55,6	44,2	75,4	175,2	-	175,2
Compte spécial des contributions mises en recou- vrement	16,6 ^{b/}	5,3 ^{b/}	6,7 ^{b/}	28,6	-	28,6
Ouverture de crédits addi- tionnels	7,9	0,9	2,0	10,8	-	10,8
	<u>92,1</u>	<u>24,9</u>	<u>71,1</u>	<u>188,1</u>	<u>12,2</u>	<u>200,3</u>

Tableau 1 (suite)

	Fonds général de l'Orga- nisation des Nations Unies	Force d'urgence des Nations Unies (1956) ^{g/}	Opération des Nations Unies au Congo	Totaux partiels	Fonds de roulement Compte "Obli- gations de l'ONU" et Compte spécial	Totaux
<u>Passif</u>						
Engagements non réglés	9,3	-	0,1	9,4	-	9,4
Comptes intérieurs et fonds d'affec- tation spéciale	12,4 ^{c/}	-	-	12,4	-	12,4
Contributions volontaires remboursables	-	0,6 ^{d/}	1,6 ^{d/}	2,2	-	2,2
Compte spécial de l'ONU	22,9	3,4	0,2	26,5	11,8	38,3 ^{h/}
Compte "Produit de la vente des obli- gations de l'ONU"	-	8,1	35,9	44,0	-	44,0
Fonds de roulement	39,7	-	-	39,7	0,4	40,1
Fonds de réserve	-	10,4	-	10,4	-	10,4
Excédents budgétaires	7,8 ^{e/}	2,4	33,3	43,5	-	43,5
	<u>92,1</u>	<u>24,9</u>	<u>71,1</u>	<u>188,1</u>	<u>12,2</u>	<u>200,3</u>
Les disponibilités nettes consistent en :						
Encaisse et dispo- nible en banque	10,6	-	-	10,6	-	10,6
Placements	-	-	-	-	1,8	1,8
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers	29,4	-	-	29,4	10,4	39,8
<u>A déduire</u>						
Sommes (court terme) à payer aux gouvernements	-	(25,0)	(12,1)	(37,1) ^{f/}	-	(37,1)
Autres sommes à payer	(28,0)	(0,5)	(0,9)	(29,4)	-	(29,4)
	<u>12,0</u>	<u>(25,5)</u>	<u>(13,0)</u>	<u>(26,5)</u>	<u>12,2</u>	<u>(14,3)</u>

Notes du tableau 1

a/ Les disponibilités nettes comprennent l'encaisse et les sommes à recevoir (convertibles en espèces) déduction faite des soldes créditeurs divers et des sommes à payer pour les marchandises livrées et services fournis facturés à l'Organisation.

b/ Montants transférés à un compte spécial pour contributions mises en recouvrement non acquittées, en application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale.

c/ Se décompose comme suit : 9,3 millions de dollars dus au Fonds de péréquation des impôts, 0,7 million de dollars dus aux comptes spéciaux pour les travaux de construction, et 2,4 millions de dollars dus à des fonds d'affectation spéciale.

d/ Représente des contributions volontaires conditionnelles versées afin de couvrir les dépenses autorisées dépassant le montant total mis en recouvrement pour le deuxième semestre de 1963 et pour 1964.

e/ Comprend 3,9 millions de dollars représentant l'excédent budgétaire réalisé sur les opérations de 1972 qui est inscrit à un compte où il demeure comptabilisé temporairement en application de la résolution 2947 B (XXVII) de l'Assemblée générale.

f/ A la rubrique "Sommes (court terme) à payer aux gouvernements" figure un montant total de 37,1 millions de dollars se rapportant à la FUNU (1956) et à l'ONUC qui représente une accumulation de factures que des Etats Membres ont présentées pour des marchandises livrées et des services fournis et que l'Organisation a acceptées, mais dont le paiement est différé faute de fonds.

g/ Ne comprend pas la Force d'urgence des Nations Unies (1973) dont l'opération a commencé le 25 octobre 1973 en application de la résolution 340 (1973) du Conseil de sécurité.

h/ Comprend une somme à recevoir (10 millions de dollars) qui pourra, à certaines conditions, être utilisée pour faire face à des dépenses courantes et temporaires, puis pour résoudre les difficultés financières passées de l'Organisation.

Tableau 2

Sommes empruntées et utilisées au 31 décembre 1973

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Fonds général de l'Orga- nisation des Nations Unies		Force d'urgence des Nations Unies (1956) ^{a/}		Opération des Nations Unies au Congo		Total	
	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972
Prélèvements remboursables opérés sur :								
Le Fonds de roulement	39,7	39,5	-	-	-	-	39,7	39,5
Les fonds d'affectation spéciale et les comptes intérieurs	12,4	12,2	0,6	0,6	1,6	1,6	14,6	14,4
Prélèvements opérés sur :								
Le Compte "Produit de la vente des obli- gations de l'ONU"	-	-	8,1	8,1	35,9	35,9	44,0	44,0
Le Compte spécial de l'ONU	22,9	0,7	3,4	3,4	0,2	0,2	26,5	1,3
	<u>75,0</u>	<u>52,4</u>	<u>12,1</u>	<u>12,1</u>	<u>37,7</u>	<u>37,7</u>	<u>124,8</u>	<u>102,2</u>

^{a/} Voir la note g/ du tableau 1.

3. Comme il ressort du tableau 2 ci-dessus, à la fin de l'exercice 1973, 75 millions de dollars avaient été avancés au Fonds général et utilisés pour répondre aux besoins ci-après, contre 52,4 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent.

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	<u>1973</u>	<u>1972</u>
Pour couvrir les dépenses qui dépassaient le montant des contributions recouvrées durant l'année :		
Contributions non acquittées :		
Contributions mises en recouvrement	55,6	48,1
Montants non pris en considération pour le calcul des contributions (ouvertures de crédits additionnels)	7,9	-

	<u>1973</u>	<u>1972</u>
Soldes de contributions mises en recouvrement transférés à un compte spécial (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)	16,6	16,6
<u>A déduire</u> : Engagements non réglés	(9,3)	(10,6)
Solde de l'excédent budgétaire	(7,8)	(7,0)
	<u>63,0</u>	<u>47,1</u>
Pour avoir au 31 décembre les disponibilités nettes nécessaires pour verser les traitements et salaires payables au début de l'exercice suivant et régler les factures à acquitter à cette date :	12,0	5,3
	<u>75,0</u>	<u>52,4</u>

4. Le tableau 2 indique également qu'en ce qui concerne les fonds prélevés sur le Compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU" et sur le Compte spécial de l'ONU pour les opérations de la FUNU (1956) et de l'ONUC, la situation est demeurée la même en 1973, à savoir respectivement 44 millions de dollars et 3,6 millions de dollars. Ces fonds ont été utilisés pour régler les dettes contractées pour la livraison de marchandises et la fourniture de services (FUNU (1956) - 11,5 millions de dollars; ONUC - 36,1 millions de dollars) pendant la période au cours de laquelle les ouvertures de crédit correspondantes ont fait l'objet du recouvrement de contributions. N'est pas indiquée dans ce tableau une somme de 129 millions de dollars qui a été prélevée sur le Compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU" pour régler les dépenses autorisées pour la FUNU (1956) et l'ONUC pour la période allant du 1er juillet 1962 au 30 juin 1963 et pour lesquelles il n'a pas été mis de quotes-parts en recouvrement (voir l'actif de ce compte dans l'état III).

5. Le tableau 3 ci-après indique les mouvements des fonds en 1973 et montre leur incidence sur les disponibilités nettes de l'Organisation au titre du Fonds général, du Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) et du Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo. Il ressort de ce tableau qu'au 31 décembre 1973, l'Organisation n'avait pas les liquidités nécessaires pour régler les dettes exigibles correspondant pour l'essentiel à des factures présentées par des gouvernements pour des marchandises livrées et services fournis. Si l'on décidait de payer ces dettes, l'Organisation, après avoir complètement vidé sa caisse, serait encore à court de 14,3 millions de dollars, aurait épuisé toutes les ressources du Fonds de roulement (40,1 millions de dollars), du Compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU" (44 millions de dollars) et du Compte spécial (38,3 millions de dollars), aurait utilisé 12,4 millions de dollars prélevés sur les comptes intérieurs et n'aurait plus d'argent pour faire face aux engagements non réglés d'un montant total de 9,4 millions de dollars indiqués dans le tableau 1.

Tableau 3

Mouvements des fonds en 1973
(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Fonds général de l'Orga- nisation des Nations Unies	Force d'urgence des Nations Unies (1956) ^{c/}	Opération des Nations Unies au Congo	Totaux partiels	Fonds de roulement, Compte "Obli- gations de l'ONU" et Compte spécial	Totaux
<u>Encaissements</u>						
Contributions mises en recouvrement :						
Exercice considéré	145,7	-	-	145,7	-	145,7
Exercices antérieurs	43,7	-	-	43,7	-	43,7
Recettes accessoires et autres soldes créditeurs	9,0	-	-	9,0	12,4	21,4
	<u>198,4</u>	-	-	<u>198,4</u>	<u>12,4</u>	<u>210,8</u>
<u>Décaissements</u>						
Exercice considéré	205,4 ^{a/}	-	-	205,4	-	205,4
Exercice précédent	8,9	2,1	0,2	11,2	-	11,2
	<u>214,3</u>	<u>2,1</u>	<u>0,2</u>	<u>216,6</u>	-	<u>216,6</u>
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>	(15,9)	(2,1)	(0,2)	(18,2)	12,4	(5,8)
Augmentation (dimi- nution) des liqui- dités prélevées et utilisées :						
Comptes intérieurs et fonds d'affectation spéciale	0,2	-	-	0,2	-	0,2
Fonds de roulement	0,2	-	-	0,2	(0,2)	-
Compte spécial de l'ONU	<u>22,2</u>	-	-	<u>22,2</u>	<u>(22,2)</u>	-

Tableau 3 (suite)

	Fonds général de l'Orga- nisation des Nations Unies	Force d'urgence des Nations Unies (1956) ^{c/}	Opération des Nations Unies au Congo	Totaux partiels	Fonds de roulement, Compte "Obli- gations de l'ONU" et Compte spécial	Totaux
<u>Augmentation (dimi- nution) nette des ressources</u>	6,7	(2,1)	(0,2)	4,4	(10,0)	(5,6)
<u>A ajouter :</u>						
Disponibilités nettes (ou découvert) au début de l'exercice	<u>5,3</u>	(<u>23,4</u>) ^{b/}	(<u>12,8</u>) ^{b/}	(<u>30,9</u>)	<u>22,2</u>	(<u>8,7</u>)
Disponibilités nettes (ou découvert) à la fin de l'exercice	<u>12,0</u>	(<u>25,5</u>)	(<u>13,0</u>)	(<u>26,5</u>)	<u>12,2</u>	(<u>14,3</u>)

a/ Non compris 19,1 millions de dollars de recettes provenant des contributions du personnel prélevées sur les traitements bruts en 1973.

b/ Comprend des ajustements relatifs à des exercices antérieurs concernant des sommes supplémentaires dues à certains gouvernements pour des marchandises livrées et des services fournis pour lesquels l'Organisation n'a pas encore reçu de factures (FUNU (1956) : 2 millions de dollars; ONUC : 1,8 million de dollars).

c/ Ne comprend pas la Force d'urgence des Nations Unies (1973) dont l'opération a commencé le 25 octobre 1973 en application de la résolution 340 (1973) du Conseil de sécurité.

Analyse du déficit à court terme de l'Organisation
des Nations Unies au 31 décembre 1973

6. Le déficit à court terme de l'Organisation au 31 décembre 1972 était présenté dans le rapport du Comité spécial chargé d'examiner la situation financière de l'Organisation des Nations Unies 2/ et dans le document intitulé Rapport financier et Comptes de l'Organisation des Nations Unies. Dans le tableau 4 ci-après, ce déficit est mis à jour compte tenu d'une somme supplémentaire de 3,9 millions de dollars correspondant aux montants que certains Etats Membres ont déduits de leur contribution pour 1973 et ont annoncé qu'ils n'avaient pas l'intention de payer et d'une somme de 12,4 millions de dollars versée ultérieurement au Compte spécial et représentant des contributions reçues et des intérêts échus. On verra qu'au 31 décembre 1973, le déficit à court terme s'élevait à 70,8 millions de dollars, au minimum, et à 87,5 millions de dollars au maximum. On peut toutefois s'attendre à des augmentations de ce déficit dues à la Force d'urgence des Nations Unies (1973) dont l'opération n'a pas été prise en considération dans les calculs puisque la Force n'avait encore opéré que pendant une courte période commençant le 25 octobre 1973.

2/ Ibid., vingt-septième session, Supplément No 29 (A/8729) et ibid.,
vingt-huitième session, Supplément No 7 (A/9007).

Tableau 4

Analyse du déficit à court terme de l'Organisation
des Nations Unies au 31 décembre 1973

(Montants estimatifs en millions de dollars des Etats-Unis)

	<u>Déficit "A"</u>	<u>Déficit "B"</u>
1. <u>Budget ordinaire et Fonds de roulement</u>		
Montants déduits par les Etats Membres qui, en raison de leurs positions de principe, ne participent pas au financement de certaines dépenses inscrites au budget ordinaire	<u>57,9^{a/}</u>	<u>57,9^{a/}</u>
2. <u>Force d'urgence des Nations Unies (FUNU)</u>		
Contributions volontaires conditionnelles reçues, remboursables aux gouvernements	0,6	0,6
Dépenses engagées en sus du montant des contributions mises en recouvrement, des contributions volontaires et des recettes accessoires disponibles	38,9	38,9
<u>A déduire</u> : Dépenses couvertes à l'aide des obligations émises par l'ONU	(8,1)	(8,1)
Dépenses couvertes par prélèvement sur le Compte spécial de l'ONU (résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale)	<u>(3,9)</u>	<u>(3,9)</u>
Montant net des dépenses engagées en sus des fonds disponibles	<u>27,5</u>	<u>27,5</u>
3. <u>Opération des Nations Unies au Congo (ONUC)</u>		
Contributions volontaires conditionnelles reçues, remboursables aux gouvernements	1,6	1,6
Dépenses engagées en sus du montant des contributions mises en recouvrement, des contributions volontaires et des recettes accessoires disponibles	48,4	48,4
<u>A déduire</u> : Dépenses couvertes à l'aide des obligations émises par l'ONU	<u>(35,9)</u>	<u>(35,9)</u>
Montant net des dépenses engagées en sus des fonds disponibles	<u>14,1</u>	<u>14,1</u>
4. <u>Total brut du déficit "A"</u>	99,5	99,5

Tableau 4 (suite)

	<u>Déficit "A"</u>	<u>Déficit "B"</u>
5. <u>A déduire</u> : Contributions volontaires (reçues ou annoncées) au Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies	<u>28,7^{b/}</u>	<u>28,7^{b/}</u>
6. <u>Montant net du déficit "A"</u>	<u>70,8</u>	70,8
7. <u>A ajouter</u> : Montants à rembourser aux Etats Membres ou à porter à leur crédit, par prélèvement sur les excédents, pour leurs contributions :		
à la FUNU		1,1
à l'ONUC		<u>15,6</u>
8. <u>Montant net du déficit "B"</u>		<u>87,5</u>

a/ Y compris un montant de 16,6 millions de dollars qui, aux termes de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, est à considérer comme un élément du déficit à court terme.

b/ Non compris une somme de 10 millions de dollars à recevoir aux fins de la résolution 3049 A (XXVII), qui représente une contribution annoncée dans l'espoir d'inciter d'autres Etats Membres à verser des contributions volontaires d'un montant suffisant pour parvenir à résoudre complètement les problèmes financiers de l'Organisation.

Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de
l'Organisation des Nations Unies

Situation financière, recettes et excédents budgétaires

7. L'Assemblée générale a, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1973, approuvé des ouvertures de crédits initiales d'un montant de 225 920 420 dollars /résolution 3044 A (XXVII)/, qu'elle a ensuite augmentées de 7 859 954 dollars par sa résolution 3094 (XXVIII). Les recettes destinées à couvrir ces ouvertures de crédits se sont chiffrées à 234 216 828 dollars et ont dépassé de 412 490 dollars le total des dépenses engagées (233 804 338 dollars) pour 1973 (voir état II), comme il est indiqué ci-après :

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Exécution du budget de 1973</u>		
A l'aide des contributions mises en recouvrement :		
Contributions initialement mises en recouvrement auprès des Etats Membres		215 795 390
A l'aide d'autres ressources :		
Contributions des nouveaux Etats Membres pour 1971 et 1972 a/	311 032	
Recettes accessoires (autres que les contributions du personnel) prévues pour 1973	8 575 800	
Excédent de 1971 a/	<u>1 238 198</u>	<u>10 125 030</u>
Total des ouvertures de crédits initiales pour 1973		225 920 420
<u>A ajouter</u> : Ouvertures de crédits additionnels pour 1973		<u>7 899 954</u>
		233 820 374
<u>A déduire</u> : Dépenses engagées pour 1973 (état I)		<u>233 804 338</u>
Solde inutilisé (état I)		16 036
<u>A ajouter</u> : Excédent du montant effectif des recettes accessoires de 1973 (8 972 254 dollars) par rapport à leur montant estimatif (8 575 800 dollars)		<u>396 454</u>
Excédent des recettes sur les engagements pour 1973 (état II)		<u><u>412 490</u></u>

a/ Résolution 3044 C (XXVII) de l'Assemblée générale.

8. Sur le solde de l'excédent budgétaire, une somme de 1 209 677 dollars a été prévue par la résolution 3195 C (XXVIII) (alin. c) du paragraphe 1) pour l'exécution d'une partie du budget ordinaire en 1974, ce qui laisse un excédent budgétaire de 2 699 344 dollars pour l'exécution du budget ordinaire en 1975. Le montant de 1 209 677 dollars représentait le solde de l'excédent budgétaire de 1972 (1 864 402 dollars) déduction faite de 255 046 dollars, correspondant au solde inutilisé des crédits ouverts pour 1972, et de 399 679 dollars représentant le montant dont les recettes effectives (autres que les contributions du personnel) de 1973 ont été inférieures aux prévisions révisées approuvées. L'alinéa c) du paragraphe 1 de la résolution 3195 C (XXVIII) prévoyait en outre que les dépenses inscrites au budget de 1973 seraient couvertes jusqu'à concurrence de 5 211 062 dollars par les contributions des nouveaux Etats Membres pour l'exercice 1973. Ces contributions seront inscrites dans les comptes de 1974 et deviendront utilisables durant cette année-là.

9. Conformément à la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, les recettes provenant de l'application du barème des contributions du personnel ne sont pas comptabilisées comme recettes de l'exercice considéré dans l'état II, mais sont portées au crédit des Etats Membres au Fonds de péréquation des impôts, dont le solde constitue un poste distinct du passif dans l'état de l'actif et du passif (état III), le détail étant donné au tableau 6. Les recettes provenant des contributions du personnel en 1973 se sont chiffrées à 28 181 317 dollars dans le cas du personnel dont les traitements et indemnités sont imputés sur le budget ordinaire de l'ONU, soit 789 317 dollars de plus que les prévisions initiales (27 383 000 dollars) que l'Assemblée générale avait approuvées par sa résolution 3044 C (XXVII). Au 31 décembre 1973, le solde du Fonds comprenait un montant de 829 931 dollars, qui, conformément à la résolution 3195 C (XXVIII), a été déduit des contributions dues par les Etats Membres au titre de l'exécution du budget en 1974, et qui représentait l'excédent des recettes effectives provenant des contributions du personnel sur les prévisions approuvées pour 1972.

10. Comme aucun versement n'a été effectué en 1973 par la Caisse spéciale d'indemnisation /créée par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 888 C (IX)/, le montant des disponibilités de la Caisse demeure le même (242 605 dollars).

Ouvertures de crédits et dépenses engagées

11. Comme il ressort de l'état I, les engagements imputés sur les crédits ouverts pour 1973 se sont chiffrés au total à 233 804 338 dollars, contre 208 395 154 dollars pour l'exercice précédent. Les engagements sont récapitulés ci-après par principaux objets de dépense :

Tableau 5

Principaux objets de dépense

	1973		1972	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
	(Dollars)		(Dollars)	
Traitements, salaires et autres dépenses de personnel	166 494 701	71,21	147 775 409	70,91
Voyages et transports	9 627 690	4,12	8 442 434	4,05
Imprimerie	2 856 439	1,22	3 030 551	1,45
Location et entretien des locaux et installations	9 474 584	4,05	8 106 915	3,89
Programmes techniques	6 749 937	2,89	6 827 745	3,28
Immobilisations	10 106 304	4,32	7 830 000	3,76
Transformation et amélioration des locaux	1 543 579	0,66	1 718 678	0,83
Mobilier et matériel de bureau et autre matériel	2 143 145	0,92	1 921 937	0,92
Obligations émises par l'ONU - Annuités du principal venant à échéance et intérêts	8 570 527	3,67	8 592 734	4,12
Divers	<u>14 337 475</u>	<u>6,13</u>	<u>12 449 770</u>	<u>5,97</u>
	231 904 381	99,19	206 696 173	99,18
Cour internationale de Justice	<u>1 899 957</u>	<u>0,81</u>	<u>1 698 981</u>	<u>0,82</u>
	<u>233 804 338</u>	<u>100,00</u>	<u>208 395 154</u>	<u>100,00</u>

12. Conformément à l'article 10.3 du règlement financier, les versements à titre gracieux imputés sur les crédits budgétaires de 1973 sont indiqués ci-après :

Dollars

Indemnité versée à la mère d'un fonctionnaire décédé - troisième versement (le premier versement a été effectué en 1971)	750
Montant versé à une agence de théâtre pour des dépenses engagées par elle dont l'Organisation a directement bénéficié à l'occasion du concert de la Journée des Nations Unies	<u>2 500</u>
	<u>3 250</u>

Le détail de ces versements a été communiqué au Comité des commissaires aux comptes.

13. Aucun versement à titre gracieux n'a été effectué par prélèvement sur d'autres fonds ou comptes couverts par le présent rapport.

Contributions des Etats Membres au budget ordinaire

14. Au 31 décembre 1973, la situation en ce qui concerne les contributions non acquittées des Etats Membres était la suivante (voir également les notes explicatives sur les contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir, figurant en annexe aux comptes) :

	Contributions			
	Pour 1973	Pour 1972	Pour 1971	Pour 1970
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Contributions mises en recouvrement au titre des crédits ouverts pour l'exercice considéré et des crédits additionnels ouverts pour l'exercice précédent	215 795 390	203 203 426	178 718 816	159 833 395
<u>A déduire :</u>				
Sommes portées au crédit des Etats Membres au titre du Fonds de péréquation des impôts et des ajustements des avances au Fonds de roulement (montant net) ..	<u>19 116 211</u>	<u>17 871 776</u>	<u>15 938 161</u>	<u>12 987 123</u>
Montant net des contributions à recevoir au 1er janvier de l'exercice	196 679 179	185 331 650	162 780 655	146 846 272
Contributions recouvrées	<u>145 700 726</u>	<u>181 563 161</u>	<u>162 062 049</u>	<u>146 677 839</u>
Solde à recevoir au 31 décembre 1973	<u>50 978 453</u>	<u>3 768 489</u>	<u>718 606</u>	<u>168 433</u>
Pourcentage du montant recouvré par rapport au montant net des contributions à recevoir	74,1	98,0	99,6	99,9

15. En 1973, d'autres sommes ont été recouvrées sur les contributions dues par des Etats Membres au titre du budget ordinaire pour 1972 et des exercices antérieurs : les pourcentages indiqués l'année dernière, qui sont à rapprocher des pourcentages indiqués ci-dessus pour les montants recouverts, étaient respectivement de 75,9 pour 1972, 98,4 pour 1971 et 99,5 pour 1970. Le montant des contributions non acquittées pour l'ensemble de ces années se chiffrait à 55 633 981 dollars à la fin de 1973, contre 48 074 197 dollars à la fin de 1972, compte tenu de l'ajustement opéré au titre de la contribution mise en recouvrement non acquittée qui a été transférée à un compte spécial, conformément à la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale (16 613 395 dollars à la fin de 1973 et de 1972).

Inscription de pertes de numéraire, d'effets à recevoir
et de pertes de biens au compte des profits et pertes

16. Conformément à la règle de gestion financière 110.14, le Chef par intérim du Bureau des services financiers ou, dans les cas appropriés, le Secrétaire général, a autorisé, après enquête approfondie dans chaque cas, à passer par profits et pertes des montants allant de 0,63 dollar à 12 950 dollars et dont le total s'élevait à 69 849 dollars. Chaque cas a été soigneusement examiné avant que l'opération soit autorisée. En outre, l'enquête a permis dans chaque cas de déterminer qu'il n'y avait pas lieu de considérer un fonctionnaire de l'Organisation comme responsable de la perte, qu'aucun effort n'avait été épargné pour recouvrer les montants en question et que de nouveaux efforts pour les recouvrer seraient vains. Les montants passés par profits et pertes étaient les suivants : 36 874 dollars dans le cas de l'Administration postale (chiffre calculé d'après la valeur des timbres-poste de l'Organisation des Nations Unies), 23 894 dollars dans le cas de la vente des publications (chiffre calculé principalement en fonction des efforts déployés pour mettre les publications des Nations Unies en vente ailleurs qu'au Siège) et 52 autres montants se chiffrant au total à 9 081 dollars. En pourcentage, les pertes représentaient 0,68 p. 100 du chiffre d'affaires de l'Administration postale et 0,02 p. 100 de celui des ventes de publications.

Contributions mises en recouvrement acquittées à l'avance

17. Conformément à la résolution 3050 (XXVIII), la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande ont été admises à l'Organisation des Nations Unies à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale. Les contributions payables par ces nouveaux Etats Membres pour 1973, année où ils sont devenus Membres de l'Organisation, seront utilisées pour exécuter le budget de l'exercice 1974-1975 conformément à l'alinéa c) de l'article 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, les sommes de 4 436 275 dollars et de 500 000 dollars reçues en décembre 1973 de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande respectivement au titre de leurs contributions pour 1973 ont été comptabilisées comme contributions mises en recouvrement acquittées à l'avance au 31 décembre 1973 et seront utilisées en 1974.

Immobilisations

18. Le terrain du Siège, à New York - qui a été donné à l'Organisation - est estimé à 9,6 millions de dollars, inscrits à l'actif du Fonds général dans l'état III, et un montant identique est contre-passé sous "Dons". Les frais de construction des bâtiments du Siège (non compris la Bibliothèque Dag Hammarskjöld) et les frais connexes se sont chiffrés à 67 093 290 dollars. Ces frais ont été couverts au moyen de crédits ouverts par l'Assemblée générale (49 497 417 dollars), du solde (15 000 000 dollars) du prêt consenti par les Etats-Unis d'Amérique (65 millions de dollars) et de dons (95 873 dollars) pour aménagements spéciaux. Lorsque le bâtiment de l'ancienne bibliothèque, estimé à 1 650 285 dollars, a été démoli en 1960, le total net des immobilisations (au prix coûtant) a été ramené à 65 443 005 dollars. Les frais de construction de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, don fait à l'Organisation, se sont chiffrés à un total de 6 703 567 dollars.

19. Les immeubles de Genève comprennent le bâtiment du Secrétariat et de la Salle des assemblées, le bâtiment de la Bibliothèque et plusieurs villas, transférés de la Société des Nations à l'ONU et estimés à 11 054 540 dollars. Il convient également de signaler la construction d'un deuxième sous-sol avec galerie d'accès (82 000 dollars), des travaux d'agrandissement achevés en 1953 (1 024 482 dollars), l'aménagement, en 1962, de bureaux permanents supplémentaires (109 831 dollars) et la modernisation du Palais des Nations (2 080 960 dollars). Ces dépenses, qui représentent un total de 14 351 813 dollars, ont été en grande partie couvertes par les crédits ouverts par l'Assemblée générale (12 957 267 dollars) et le solde par des dons du Gouvernement suisse (1 394 546 dollars).

20. Les autres immobilisations comptabilisées se chiffrent au total à 4 805 842 dollars et se composent du terrain et des bâtiments de Mogadiscio qui ont été acquis en 1954 pour 23 000 dollars, d'un bâtiment construit en 1967 pour abriter un laboratoire de langues sur le site de la Maison de l'Afrique à Addis-Abeba et qui a coûté 10 000 dollars, du terrain du Cimetière de Pusan où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée, qui est estimé à 138 277 dollars, de quatre bâtiments qui sont la propriété de l'ONU au Cimetière de Pusan et dont la construction a coûté 123 716 dollars, de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili, dont la construction a coûté 4 355 849 dollars et du nouveau bâtiment, estimé à 155 000 dollars, offert par les Pays-Bas à Bangkok (Thaïlande). L'Organisation a couvert le coût de ces acquisitions et travaux de construction au moyen de crédits ouverts par l'Assemblée générale, à l'exception d'une somme de 584 471 dollars, consistant en majeure partie en dons des gouvernements hôtes, et d'une somme de 155 000 dollars représentant un don du Gouvernement néerlandais.

21. Outre les immobilisations susmentionnées, un certain nombre de travaux de construction de l'Organisation des Nations Unies sont en cours d'exécution, comme il ressort de l'état III et du tableau 11. Il s'agit de gros travaux continus d'amélioration des locaux et de la construction de nouvelles salles et installations de conférence au Palais des Nations à Genève, de la construction de nouveaux bâtiments aux sièges des commissions économiques régionales à Addis-Abeba et à Bangkok et de gros travaux d'amélioration des locaux au siège de la Commission économique pour l'Amérique latine à Santiago. Au 31 décembre 1973 le total des engagements s'établissait à 51 370 667 dollars. On trouvera dans le tableau 6 ci-après l'état récapitulatif de l'actif et du passif en ce qui concerne ces travaux de construction :

Tableau 6

Travaux de construction en cours

	Travaux d'amélioration, CEPAL	Travaux d'amélioration, Palais des Nations	Agrandis- sement, Palais des Nations	Travaux de cons- truction, CEA	Travaux de cons- truction, CEAFO	Total
	(En dollars)					
<u>Actif</u>						
Disponibles en banque	-	-	89 210	145 737	2 614 581	2 849 528
Lettres de crédit	-	-	-	510 947	-	510 947
Placements	-	44 697	1 875 000	-	-	1 919 697
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers	-	41 407	493 318	334 294	-	869 019
A recevoir du Fonds général de l'ONU	96 969	461 939	-	1 063 983	860 131	2 483 022
Dépenses engagées pour les travaux de construction en cours	1 018 448	6 689 073	36 395 646	2 672 708	4 594 792	51 373 667
Total de l'actif	1 115 417	7 237 116	38 853 174	4 727 669	8 069 504	60 002 880
<u>Passif</u>						
Sommes à payer et soldes créditeur divers	-	165 163	2 475 666	325 223	108 702	3 074 754
Engagements non réglés	6 117	865 149	2 872 192	572 446	2 732 950	7 048 854
Prêt du Gouvernement suisse	-	664 063	17 812 500	-	-	18 476 563
Dû au Fonds général de l'ONU	-	-	1 762 927	-	-	1 762 927
Crédits ouverts pour les travaux de construction	1 109 300	5 536 000	12 905 000	3 830 000	5 200 000	28 580 300
Dons de gouvernements	-	-	980 000	-	5 000	985 000
Intérêts échus	-	6 741	44 889	-	789	52 419
Gain au change	-	-	-	-	22 063	22 063
Total du passif	1 115 417	7 237 116	38 853 174	4 727 669	8 069 504	60 002 880

Matériel non consommable

22. La valeur, au prix coûtant (à la date de l'acquisition), du matériel non consommable qui est toujours utilisé au Siège, laquelle n'est pas comptabilisée comme élément d'actif, se chiffrait à 10 257 059 dollars au 31 décembre 1973, contre 9 905 004 dollars il y a un an.

23. En 1973, le Bureau des services financiers a demandé à tous les bureaux situés ailleurs qu'à New York de fournir ces mêmes renseignements sur la valeur de leur matériel non consommable. Selon les renseignements reçus de ces principaux bureaux au 31 décembre 1973, la valeur de leur matériel non consommable s'établissait comme suit :

	<u>Dollars</u>
Office de Genève	7 637 115
ONUST	2 922 283
ONUDI	938 806
CEPAL	732 324
CEA	512 461

Il faut noter à cet égard que l'Office des Nations Unies à Genève, qui tient sa comptabilité matières en francs suisses, a indiqué que la valeur (à la date de l'acquisition) de son matériel non consommable était de 24 438 767 francs suisses. Le montant indiqué ci-dessus est donc le résultat de la conversion de cette somme en dollars des Etats-Unis au taux de change en vigueur au 31 décembre 1973.

Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies

24. Ce compte a été constitué en septembre 1965 pour recevoir des contributions volontaires destinées à aider l'Organisation à sortir de ses difficultés financières. A la fin de 1973, 24 Etats Membres y avaient versé la somme totale de 37 193 224 dollars (dont 10 millions de dollars reçus du Gouvernement japonais le 10 janvier 1974); compte tenu des contributions de sources privées (56 073 dollars), d'autres recettes (28 257 dollars), des contributions annoncées à recevoir (370 000 dollars) et du revenu des placements (4 940 351 dollars), les sommes créditées à ce compte s'élevaient à 38 676 905 dollars. Un montant de 3 911 000 dollars a été prélevé sur ce compte conformément à la résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale au titre du crédit ouvert pour les opérations de la Force d'urgence des Nations Unies. Les sommes versées au Compte spécial ne comprennent pas les contributions de cinq Etats Membres, d'un montant total de 724 845 dollars, qui ont été déduites des contributions mises en recouvrement auprès desdits Etats Membres pour le financement de la Force d'urgence.

Prélèvements opérés à titre d'avances sur le Fonds de roulement

25. Conformément au paragraphe 1 de la résolution 3046 (XXVII) de l'Assemblée générale, le Fonds de roulement a été maintenu à 40 millions de dollars pour 1973. Les avances portées au crédit de chaque Etat Membre pour 1973 sont énumérées dans le tableau 8, qui indique que le solde du Fonds était de 40 096 000 dollars au 31 décembre 1973. La somme supplémentaire de 96 000 dollars représente les avances du Bhoutan et de Fidji (16 000 dollars chacun), qui ont été admis à

l'Organisation des Nations Unies à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, et celles de Bahreïn, des Emirats arabes unis, d'Oman et du Qatar qui ont été admis à l'Organisation à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale. Conformément aux résolutions 2762 (XXVI) et 2961 (XXVII) de l'Assemblée générale, ces avances versées en application de l'article 5.8 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies viennent s'ajouter au montant du Fonds.

Produit de la vente des obligations émises par l'ONU

26. Un compte spécial a été constitué en 1962 pour comptabiliser les recettes provenant de la vente des obligations émises par l'ONU. L'Assemblée générale a autorisé l'émission de ces obligations par sa résolution 1739 (XVI) et a décidé "d'inscrire chaque année au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ... une somme suffisante pour couvrir le service des intérêts afférents à ces obligations et le remboursement des annuités du principal venant à échéance". Par sa résolution 1989 (XVIII), l'Assemblée générale a prorogé la vente des obligations jusqu'au 31 décembre 1964. On trouvera ci-après le montant des obligations émises, les annuités du principal venu à échéance et les intérêts payés (au taux de 2 p. 100 par an) :

	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>Total</u>
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Obligations émises :					
Jusqu'au 15 janvier inclus		100 000			100 000
Du 16 janvier au 31 décembre	120 954 506	30 391 794	17 259 378	1 200 000 ^{a/}	169 805 678
Valeur totale des obligations émises	<u>120 954 506</u>	<u>30 491 794</u>	<u>17 259 378</u>	<u>1 200 000</u>	<u>169 905 678</u>
A déduire :					
Annuités payées jusqu'à la fin de 1972	40 948 958	9 261 354	4 625 512	278 400	55 114 224
Annuités payées le 15 janvier 1973				43 200	43 200
Huitième échéance			621 337		621 337
Neuvième échéance		1 121 443			1 121 443
Dixième échéance	4 519 027	3 800			4 522 827
Onzième échéance					
Total des annuités payées	<u>45 467 985</u>	<u>10 386 597</u>	<u>5 246 849</u>	<u>321 600</u>	<u>61 423 031</u>
Gain au change	<u>1 589 216</u>	<u>48 959</u>			<u>1 638 175</u>
Total	<u>47 057 201</u>	<u>10 435 556</u>	<u>5 246 849</u>	<u>321 600</u>	<u>63 061 206</u>
Obligations non amorties au					
31 décembre 1973	<u>73 897 305</u>	<u>20 056 238</u>	<u>12 012 529</u>	<u>878 400</u>	<u>106 844 472</u>
Intérêts payés jusqu'à la fin de 1972					25 668 244
Intérêts payés le 15 janvier 1973					<u>2 261 722</u>
Total des intérêts payés					<u>27 929 966</u>

a/ L'annonce de cet achat a été faite en 1964.

27. A ses seizième et dix-septième sessions, l'Assemblée générale a autorisé certaines dépenses au titre de l'Opération des Nations Unies au Congo /résolutions 1732 (XVI) et 1865 (XVII)/ et de la Force d'urgence des Nations Unies /résolutions 1733 (XVI) et 1864 (XVII)/ pour la période du 1er juillet 1962 au 30 juin 1963, mais elle n'a pas mis de quotes-parts en recouvrement auprès des Etats Membres pour couvrir ces dépenses. Il a donc fallu, faute de contributions, opérer des prélèvements sur le Compte "Obligations de l'ONU" : 109 971 480 dollars en ce qui concerne le Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo et 19 074 592 dollars en ce qui concerne le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies, soit 129 046 072 dollars au total. En outre, l'Organisation a dû couvrir des dépenses autorisées (pour le financement desquelles des dispositions avaient été prises en vue de la mise en recouvrement de quotes-parts et du versement de contributions volontaires) en prélevant sur le Compte "Obligations de l'ONU" des avances qui, au 31 décembre 1973, se chiffraient à 35 933 532 dollars en ce qui concerne le Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo et à 8 114 492 dollars en ce qui concerne le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies.

Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)

Etat IV, tableau 12

28. La situation de ce compte est indiquée dans l'état IV, dont la présentation a été modifiée pour qu'il rende compte des opérations et de la situation financière de façon plus exacte et plus utile et pour harmoniser la présentation des états financiers. La présentation du tableau 12 a aussi été modifiée et ce tableau a été établi sur ordinateur pour la première fois en 1973. Cette modification a été opérée pour tous les tableaux relatifs à des contributions qui apparaissent dans le présent rapport. Dans le tableau 12 et dans les notes explicatives reproduites en annexe aux comptes, on trouvera des précisions sur les contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir et qui, au 31 décembre 1973, s'élevaient à 44 242 137 dollars et concernaient les années suivantes :

	<u>Dollars</u>
1956/57	3 201 538
1958	5 525 667
1959	3 344 319
1960	3 560 867
1961	4 154 039
1962	2 010 830
1963	2 184 230
1964	3 990 704
1965	4 968 434
1966	4 988 897
1967	6 312 612
	<u>44 242 137</u>

En outre, en application de la résolution 3049 C (XXVII), un montant de 5 274 570 dollars correspondant à des contributions mises en recouvrement non acquittées a été transféré à un compte spécial.

29. Les sommes à recevoir (54 073 dollars) indiquées dans l'état IV ne comprennent pas une somme de 2 686 635 dollars représentant le montant total des dommages et intérêts réclamés par l'Organisation des Nations Unies à certains gouvernements pour des pertes de fournitures et de matériel subies par la Force d'urgence des Nations Unies du fait des hostilités de juin 1967, car le montant de ces dommages est susceptible d'être ajusté compte tenu d'une dépréciation raisonnable de la valeur de certains articles. Des efforts renouvelés sont en cours pour fixer le montant définitif de l'indemnisation demandée et parvenir à un accord.

30. Des dépenses autorisées n'ayant pas donné lieu au recouvrement de quotes-parts et s'élevant à 9 460 000 dollars pour le premier semestre de 1963 et à 9 746 880 dollars pour le second semestre de 1962, soit un total de 19 206 880 dollars, moins les recettes provenant des contributions du personnel (132 288 dollars) employé pour exécuter les activités correspondant auxdites dépenses, sont comptabilisées dans l'état III pour un montant net de 19 074 592 dollars sous la rubrique du Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU".

31. Les sommes dues par l'Organisation pour des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements et pour lesquels l'Organisation n'a pas encore reçu ni accepté de factures ont été estimées à 2 065 727 dollars et inscrites à ce compte pour l'exercice 1973. Ce montant comprend une somme de 399 567 dollars qui représente la valeur estimative de demandes de remboursement attendues des gouvernements. Compte tenu de ces exigibilités supplémentaires, le solde du compte en fin d'exercice s'établissait à 2 405 111 dollars, contre 4 470 838 dollars au 31 décembre 1972.

32. En réponse à une suggestion des commissaires aux comptes et après avoir examiné toutes les pièces et étudié la question avec des représentants du Service des missions, le Chef par intérim du Bureau des services financiers a autorisé à passer par profits et pertes, conformément à la règle de gestion financière 110.15, le montant de pertes sur les biens transférés de la FUNU à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) et à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, pertes s'élevant respectivement à 431 418 dollars et à 254 553 dollars.

Force d'urgence des Nations Unies (1973)

Etat V, tableaux 13 et 14

33. Le 25 octobre 1973, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 340 (1973) par laquelle il a constitué la Force d'urgence des Nations Unies (1973). Les fonctions de la Force d'urgence sont exposées dans le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 340 (1973) du Conseil de sécurité (S/11052/Rev.1) 3/, que le Conseil a approuvé par sa résolution 341 (1973). Pour

3/ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1973.

s'acquitter de ses tâches, la Force doit avoir l'entière coopération des observateurs militaires de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST).

34. L'Assemblée générale a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses de la Force d'urgence des Nations Unies (A/9285) et elle a adopté la résolution 3101 (XXVIII) par laquelle elle a ouvert un crédit de 30 millions de dollars pour les opérations de la FUNU pour la période allant du 25 octobre 1973 au 24 avril 1974 inclus. Le Secrétaire général a été autorisé à engager des dépenses pour la FUNU, à raison de 5 millions de dollars au maximum par mois, pour la période allant du 25 avril au 31 octobre 1974 inclus. Le 8 avril 1974, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 346 (1974) et décidé de prolonger le mandat de la FUNU (1973) jusqu'au 24 octobre 1974.

35. Le tableau 13 indique les montants nets des contributions mises en recouvrement auprès des Etats Membres pour 1973 (30 millions de dollars en tout) conformément à la résolution 3101 (XXVIII). Au 31 décembre 1973, une somme de 3 383 644 dollars avait été reçue de six gouvernements.

36. Le tableau 14 indique le montant des engagements comptabilisés pour la période allant du 25 octobre 1973 au 31 décembre 1973, soit 3 506 357 dollars, dont un montant de 866 178 dollars demeurerait non réglé au 31 décembre 1973. Ce montant ne comprend pas de crédit pour les dépenses supplémentaires et extraordinaires des gouvernements fournissant des contingents pour la période qui s'est terminée le 31 décembre 1973.

37. Pour que cette force soit opérationnelle dans les plus brefs délais, des contingents militaires, des observateurs, du matériel, des rations et d'autres approvisionnements lui ont été envoyés d'autres lieux où l'Organisation des Nations Unies a des missions, principalement par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et par l'ONUST. Des études sont en cours pour déterminer comment calculer le coût de ces services, qui sera imputé sur le compte de la FUNU (1973) en 1974.

Compte ad hoc pour l'opération des Nations Unies au Congo

Etat VI, tableau 15

38. La situation de ce compte est indiquée dans l'état VI, dont la présentation a été modifiée pour qu'il rende compte des opérations et de la situation financière de façon plus exacte et plus utile et pour harmoniser la présentation des états financiers. La présentation du tableau 15 a aussi été modifiée et ce tableau a été établi sur ordinateur pour la première fois en 1973. Cette modification a été opérée pour tous les tableaux relatifs à des contributions qui apparaissent dans le présent rapport. Dans le tableau 15 et dans les notes explicatives reproduites en annexe aux comptes, on trouvera des précisions sur les contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir et qui, au 31 décembre 1973, s'élevaient à 75 404 823 dollars et concernaient les années suivantes :

	<u>Dollars</u>
1960	14 004 840
1961	25 065 769
1962	21 983 223
1963	9 897 372
1964	<u>4 453 619</u>
	<u>75 404 823</u>

En outre, en application de la résolution 3049 C (XXVII), un montant de / 6 687 206 dollars correspondant à des contributions mises en recouvrement non acquittées a été transféré à un compte spécial.

39. Des dépenses autorisées n'ayant pas donné lieu au recouvrement de quotes-parts et s'élevant à 50 745 000 dollars pour le premier semestre de 1963 et à 59 980 800 dollars pour le second semestre de 1962, soit un total de 110 725 800 dollars, moins les recettes provenant des contributions du personnel (754 320 dollars) employé pour exécuter les activités correspondant auxdites dépenses, sont comptabilisées dans l'état III pour un montant net de 109 971 480 dollars sous la rubrique du Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU".

40. Les sommes dues à des gouvernements pour des marchandises livrées et des services fournis pour lesquels l'Organisation n'a pas reçu ni accepté de factures ont été estimées à 140 546 dollars et inscrites à ce compte pour l'exercice 1973. De ce fait, le solde du compte au 31 décembre 1973 se trouvait ramené à 33 332 427 dollars.

Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies
pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies
sur le commerce et le développement - Opérations d'assistance
technique dont le coût est imputé sur le Programme ordinaire de
l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement et
des fonds d'affectation spéciale extra-budgétaires

41. L'état VII est un état récapitulatif des fonds réservés aux opérations d'assistance technique de l'ONU, de l'ONUDI et de la CNUCED. Cette année, la présentation de cet état a été totalement remaniée pour que les données qui y figurent soient présentées non seulement de façon plus utile mais aussi d'une façon conforme à la présentation des autres états financiers publiés par l'Organisation. Une des principales caractéristiques de la nouvelle présentation est qu'elle fait ressortir des groupes importants d'éléments des comptes, comme le total de l'actif, le total du passif et des réserves, l'état des fonds pour l'exercice considéré selon leur source et leur utilisation, etc., éléments qui, les années précédentes, n'apparaissaient pas clairement. Les recettes accessoires à reverser en 1973 au Programme des Nations Unies pour le développement ont été comptabilisées comme sommes à payer dans les états financiers. Les remboursements de la Caisse des pensions, comptabilisés comme recettes accessoires, le sont maintenant comme dépenses de personnel. Cela est conforme aux règles suivies par le PNUD pour rendre compte des opérations.

42. Le total des fonds disponibles et des dépenses engagées en 1973 au titre du budget ordinaire de l'ONU s'est élevé à 7 696 085 dollars, répartis entre le titre V /Programmes techniques (7 506 919 dollars)/ et les rubriques suivantes du titre XI (Dépenses spéciales) : Programmes intégrés d'enseignement et de formation (100 000 dollars), Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (42 207 dollars), Assistance en cas de catastrophe naturelle (41 585 dollars) et Plans de protection contre les catastrophes (5 374 dollars). Le total des dépenses est indiqué dans les colonnes respectives correspondant au programme ordinaire pour l'Organisation des Nations Unies (6 223 952 dollars) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (1 472 133 dollars). Le tableau 16 donne la répartition de ces engagements par pays.

43. Le total des fonds reçus en 1973 au titre des fonds d'affectation spéciale extra-budgétaires a été de 22 959 905 dollars, dont 22 027 323 dollars pour l'ONU et 932 582 dollars pour l'ONUDI. Des dépenses d'un montant de 17 122 572 dollars (tableau 17) ont été engagées pendant cette période pour couvrir le coût de certaines opérations d'assistance technique financées directement par les gouvernements bénéficiaires de l'assistance, les gouvernements donateurs ou les organisations sous les auspices desquelles les opérations sont effectuées.

44. Comme l'indique l'état VII, les nouvelles allocations que les organisations ont reçues du PNUD en 1973, tant pour des projets que pour leurs frais généraux, se sont élevées à 93 514 515 dollars pour l'ONU, 38 116 559 dollars pour l'ONUDI et 7 938 757 dollars pour la CNUCED.

45. Le tableau ci-après est un état récapitulatif de la répartition de ces allocations par catégorie et par organisation chargée de l'exécution et bénéficiaire des allocations :

	<u>ONU</u> (Dollars)	<u>ONUDI</u> (Dollars)	<u>CNUCED</u> (Dollars)
Chiffres indicatifs de planification	67 964 617	28 944 927	6 798 896
Contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements	14 821 059	993 729	(17 999)
Réserve du programme	1 295 686	2 905 708	7 500
Participation des gouvernements aux frais	2 598 248	1 171 887	643 785
Mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés	117 450	1 199 361	10 000
Frais généraux	<u>6 717 455</u>	<u>2 900 947</u>	<u>496 375</u>
Total des allocations reçues en 1973	<u>93 514 515</u>	<u>38 116 559</u>	<u>7 938 757</u>

46. Comme il est indiqué dans le tableau 18, les dépenses engagées pendant l'année et imputées sur le total des allocations reçues pour des projets du PNUD jusqu'au 31 décembre 1973 se sont élevées à 53 086 238 dollars pour l'ONU, 18 203 490 dollars pour l'ONUDI et 4 483 563 dollars pour la CNUCED. Ainsi, l'excédent des fonds reçus sur les fonds utilisés en 1973 a été de 40 428 277 dollars pour l'ONU, 19 913 069 dollars pour l'ONUDI et 3 455 194 dollars pour la CNUCED.

47. Comme il ressort de la colonne "PNUD" de l'état VII, en 1973 le solde inutilisé des fonds au 31 décembre 1972 a fait l'objet des ajustements suivants : une réduction de 52 712 526 dollars pour l'ONU, une réduction de 13 937 149 dollars pour l'ONUDI et une réduction de 2 280 453 dollars pour la CNUCED. Ces réductions ont été nécessaires parce que les ajustements à effectuer pour faire concorder les allocations de 1972 avec les dépenses engagées pour la même année, sur la base des rapports d'exécution fournis au PNUD par l'ONU, l'ONUDI et la CNUCED, en tant qu'organisations chargées de l'exécution, ont été opérés en 1973, ce qui était à prévoir car 1972 a été la première année au cours de laquelle le PNUD a utilisé un système de programmation.

48. Compte tenu des ajustements mentionnés au paragraphe précédent, du solde des fonds inutilisés au 31 décembre 1973 et de l'excédent des fonds reçus en 1973 sur les fonds utilisés, les soldes inutilisés au 31 décembre 1973 qui étaient disponibles pour l'exécution de projets approuvés des années à venir s'établissaient comme suit : 78 182 682 dollars pour l'ONU, 43 361 627 dollars pour l'ONUDI et 8 888 100 dollars pour la CNUCED.

49. En 1973, aucun gouvernement bénéficiaire n'a versé directement de contributions de contrepartie en espèces à l'ONU ou à la CNUCED, tandis que l'ONUDI a reçu des contributions s'élevant à 105 000 dollars. En outre, l'ONU a remboursé à des gouvernements bénéficiaires un montant de 51 233 dollars, représentant le solde inutilisé de leurs contributions.

50. Les dépenses de 1973 indiquées dans le tableau 19 ont été de 1 002 dollars pour l'Organisation des Nations Unies et de 56 177 dollars pour l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, de sorte que l'état des fonds au 31 décembre 1973 était le suivant : pour l'Organisation des Nations Unies, un déficit de 6 189 dollars et pour l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, un solde disponible de 95 173 dollars. Le déficit dans le cas de l'Organisation des Nations Unies représente l'excédent des dépenses engagées sur les contributions reçues pour un projet exécuté au Nicaragua (Enquête sur les eaux souterraines dans la région centrale de la côte Pacifique), excédent qui sera compensé en 1974.

Fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux

51. L'état VIII (Etat récapitulatif des fonds) et les tableaux complémentaires 20 à 43 fournissent les données financières (sommes reçues et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973 et actif et passif au 31 décembre 1973) relatives aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux. Comme toutes les données concrètes sont clairement présentées dans les états et tableaux, où sont indiquées les augmentations ou diminutions des soldes inutilisés, on s'est borné, dans le présent rapport financier, à indiquer le texte en vertu duquel chaque fonds d'affectation spéciale a été constitué et à exposer brièvement ses buts et objectifs, sauf dans les cas où on a jugé nécessaire de donner des renseignements supplémentaires sur tels ou tels points présentant un caractère exceptionnel.

52. En application de la recommandation du Comité des commissaires aux comptes tendant à faire apparaître les opérations relatives aux fonds d'affectation spéciale dans les états financiers de l'Organisation intéressée, les virements ci-après ont été opérés par prélèvements sur les soldes disponibles au 1er janvier 1973.

A. Les fonds d'affectation spéciale ci-après ont été virés au PNUD :

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Par prélèvement sur les fonds disponibles pour les "Activités économiques et sociales - à l'échelle mondiale" :		
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	25 535 299	
Fonds d'équipement des Nations Unies	5 601 726	
Programme des Volontaires des Nations Unies	<u>259 562</u>	
Total	32 396 587	
Par prélèvement sur les fonds disponibles pour les "Activités économiques et sociales - à l'échelle nationale" :		
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'envoi de personnel d'exécution (OPEX) au Souaziland	40 305	
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes opérationnels (Lesotho)	<u>10 690</u>	
Total	50 995	
Par prélèvement sur les "Autres fonds d'affectation spéciale" :		
Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée - relictat des éléments d'actif	<u>49 338</u>	
Montant total viré au PNUD		32 496 920

B. Les fonds des comptes spéciaux ci-après ont été virés au Fonds général de l'ONU :

Par prélèvement sur les "Autres fonds d'affectation spéciale" :		
Fonds de stabilisation (taux des primes d'assurance-soins médicaux des fonctionnaires)	26 671	
Activités commerciales autonomes de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	129 491	
URSS : Institut soviétique pour les relations internationales	76 182	
Projet "Océana Publications" (Bibliothèque)	539	
Garage souterrain de l'ONU à Genève	<u>(501)</u>	
Montant total viré au Fonds général		232 382

C. Le fonds d'affectation spéciale ci-après a été ajouté aux "Autres fonds d'affectation spéciale" :

Fonds d'affectation spéciale de la CNUCED	(116 766)
Montant total des virements comptabilisés dans l'état VII	<u>32 612 536</u>

Maintien de la paix

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (état VIII et tableaux 20 et 21)

53. Le 4 mars 1964, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 186 (1964) par laquelle il a recommandé la création, avec l'assentiment du Gouvernement chypriote, d'une Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. La Force a été créée le 27 mars 1964, initialement pour une période de trois mois, mais ce délai a été prorogé en application de résolutions ultérieures dont la plus récente est la résolution 343 (1973) du 14 décembre 1973, par laquelle le Conseil de sécurité a prolongé le stationnement de la Force à Chypre jusqu'au 15 juin 1974.

54. Pour faire apparaître toutes les données financières, on a modifié la présentation du tableau 21 en y ajoutant une colonne correspondant aux engagements des exercices antérieurs et une colonne "Total" indiquant le montant cumulatif des engagements, par objet de dépenses, pour la période allant du début de l'opération, en mars 1964, au 31 décembre 1973.

55. Le montant cumulatif des dépenses supplémentaires et extraordinaires que les gouvernements qui fournissent des contingents ont pris ou prendront à leur charge, comme il est dit dans leurs rapports au Secrétaire général, a atteint un total estimatif de 43,1 millions de dollars pour la période allant du 27 mars 1964 au 15 décembre 1972. Ce chiffre ne comprend pas les dépenses couvertes par le Gouvernement chypriote, en application du paragraphe 19 de l'Accord relatif au statut de la Force ^{4/} ni les dépenses relatives aux services de transport aérien assurés à titre gracieux, au début des opérations de la Force, par le Gouvernement italien et par les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique. Aucun nouveau rapport n'avait été reçu au 31 décembre 1973.

56. En octobre 1973 a été créée la nouvelle Force d'urgence des Nations Unies (1973), dont le quartier général est au Caire (Egypte). Les contingents militaires, le matériel, les rations et autres approvisionnements nécessaires pour constituer la Force ont été fournis au début par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Des études sont en cours pour déterminer comment calculer le coût de ces services, qui sera imputé sur le compte de la Force d'urgence des Nations Unies (1973) en 1974.

Opérations de secours

Opération de secours des Nations Unies au Bangladesh (état VIII, tableaux 22, 23 et 24)

57. L'Opération de secours des Nations Unies au Bangladesh a été la continuation de l'Opération de secours des Nations Unies à Dacca, qui avait été instituée en juin 1971 comme suite à une initiative du Secrétaire général que l'Assemblée générale avait approuvée par sa résolution 2790 (XXVI) du 6 décembre 1971.

^{4/} Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-neuvième année, Supplément de janvier, février et mars 1964, document S/5634, annexe I.

L'Opération de secours des Nations Unies au Bangladesh a pris fin le 31 mars 1973 pour être remplacée, le 1er avril, par le Bureau spécial des secours des Nations Unies au Bangladesh. C'est au Bureau spécial qu'ont été confiées les deux principales responsabilités que le Premier Ministre du Bangladesh avait prié le Secrétaire général d'assumer en 1973, à savoir :

- a) Veiller à ce que la population du Bangladesh soit suffisamment nourrie;
- b) Fournir les moyens de décharger et de transporter à l'arrivée les importations de produits alimentaires nécessaires.

Le Bureau spécial s'est entièrement acquitté de ces deux responsabilités; il a cessé ses activités le 31 décembre 1973, comme prévu.

58. La réduction progressive des opérations a commencé en avril 1973. Plus de 700 camions, une soixantaine de véhicules légers, six entrepôts gonflables et deux remorqueurs utilisés par le Bureau spécial lors de l'opération ont été transférés au Gouvernement du Bangladesh. La responsabilité des opérations d'expédition et de déchargement a été transférée par le Bureau spécial à l'Equipe spéciale de transport du Bangladesh le 1er septembre 1973. Le Bureau spécial a continué à utiliser jusqu'à la fin de l'année deux avions loués. Il est inévitable qu'une opération de cette envergure donne lieu à des demandes d'indemnisation et demandes reconventionnelles. On s'occupe activement de ces questions à l'heure actuelle et on espère pouvoir les résoudre dans un délai raisonnable. Le Bureau spécial avait une provision suffisante pour faire face à tous les imprévus. Si, une fois réglé tout le contentieux, le compte du Bureau spécial présente un solde créditeur, on se propose, à moins qu'un gouvernement donateur ne donne des instructions contraires, de virer ce solde au PNUD pour qu'il l'utilise au Bangladesh.

59. Le tableau 24 indique le montant des engagements de 1973, soit environ 39,2 millions de dollars, dont 22,4 millions de dollars d'engagements d'exercices antérieurs qui ont été réglés en 1973. Un ajustement approprié, au titre des exercices antérieurs, apparaît à la rubrique "Recettes" de l'état des recettes et des dépenses dans le tableau 22. En conséquence, l'excédent des recettes sur les dépenses (453 932 dollars) représente le résultat financier de l'opération pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973.

Fonds des Nations Unies pour l'assistance humanitaire au Pakistan (état VIII, tableaux 22, 25 et 26)

60. Ce fonds a été constitué pour aider à faire face à la nécessité urgente de fournir une assistance humanitaire aux personnes déplacées au Pakistan par suite des activités militaires dans les régions frontalières du Pakistan en décembre 1971. En réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général, des contributions volontaires d'un montant total de 748 623 dollars ont été versées par quatre Etats Membres en 1973 et des dépenses d'un montant de 837 845 dollars ont été engagées. Compte tenu du solde de 1972 reporté sur l'exercice 1973 (237 024 dollars) et d'autres recettes reçues pendant l'exercice (161 146 dollars), il restait un solde de 308 948 dollars au 31 décembre 1973.

Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel /tableau 29 a)/

61. Par sa résolution 2152 (XXI), portant création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Assemblée générale demandait aux gouvernements de verser des contributions volontaires pour couvrir le coût des activités opérationnelles de l'Organisation conformément aux termes des articles 7.2 et 7.3 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et prévoyait la convocation d'une conférence pour les annonces de contributions, sur la recommandation du Conseil du développement industriel.

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les services industriels spéciaux /tableau 29 b)/

62. Le programme des services industriels spéciaux a été proposé par le Secrétaire général dans un rapport présenté à l'Assemblée générale à sa vingtième session 5/ en réponse à une demande formulée à la trente-neuvième session du Conseil économique et social en 1965, afin de mettre à la disposition des Etats Membres une gamme plus vaste de services d'assistance technique selon les procédures accélérées et simplifiées mieux adaptées aux besoins particuliers des projets industriels. Pour répondre à ces besoins, des moyens de financement supplémentaires sous forme de contributions volontaires de gouvernements ont été prévus et, après l'annonce de plusieurs contributions, un Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les services industriels spéciaux a été constitué en 1966 en vertu des articles 6.6 et 6.7 du Règlement financier.

Activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (tableau 31)

63. Ce tableau est établi cette année pour la première fois. Son principal objet est d'illustrer la participation de l'ONU dans les domaines du développement économique et social. Tous les chiffres récapitulés dans ce tableau proviennent d'autres états et tableaux établis pour 1973 qui ont déjà fait l'objet d'observations dans le présent rapport.

Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement /tableau 32 a)/

64. Depuis sa constitution en 1965, ce fonds a reçu des Gouvernements néerlandais, canadien et suédois des contributions d'un montant total de 11 431 095 dollars aux fins du renforcement des activités de l'Organisation des Nations Unies et des organisations et institutions qui s'y rattachent dans le domaine de la planification du développement.

Fonds d'affectation spéciale pour la lutte contre l'abus des drogues /tableau 32 b)/

65. Ce fonds a été constitué en application de la résolution 2719 (XXV) de l'Assemblée générale. Il a pour principal objet de lutter contre l'abus des drogues et ses effets désastreux pour les individus et les nations.

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 40 de l'ordre du jour, document A/6070/Rev.1.

Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social /tableau 32 c/

66. L'Institut a été créé en 1963 grâce à un don de 36 millions de florins du Gouvernement néerlandais. L'Institut a pour objet de faire des recherches et des études sur :

a) Les travaux du Secrétariat de l'ONU dans les domaines de la politique sociale, de la planification du développement social et d'un développement économique et social équilibré;

b) Les instituts de planification régionaux qui existent déjà ou sont en voie de création sous les auspices de l'ONU;

c) Les instituts nationaux de planification et de développement dans les domaines économique et social.

Fonds pour la création d'une université internationale /tableau 32 i/

67. Ce fonds a été constitué en juin 1971, lorsque l'Association des Etats-Unis d'Amérique pour les Nations Unies a versé à l'ONU une subvention de 12 000 dollars pour faire faire une étude sur la possibilité de créer une université internationale. Par sa résolution 2951 (XXVII) du 11 décembre 1972, l'Assemblée générale a décidé de créer, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une université internationale qui porterait le nom d'Université des Nations Unies et a demandé qu'une action soit entamée en vue de rassembler les fonds nécessaires au lancement de l'Université des Nations Unies dans un avenir aussi proche que possible. Le Gouvernement japonais avait versé une contribution de 30 000 dollars au 31 décembre 1973.

Programme d'assistance et d'échanges des Nations Unies dans le domaine du droit international /tableau 32 k/

68. Ce fonds a été constitué en application de la résolution 2099 (XX) du 20 décembre 1965 par laquelle l'Assemblée générale a invité les Etats Membres, les institutions et organisations nationales et internationales et les particuliers intéressés à participer par des contributions volontaires au financement d'un programme d'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international.

Activités économiques et sociales - A l'échelle régionale

(Etat VIII, tableau 34)

Fonds d'affectation spéciale pour le Centre de documentation et de recherche de la CEPAL (tableau 34)

69. Un fonds d'affectation spéciale de 500 000 dollars, représentant une contribution du Gouvernement néerlandais, a été constitué en 1969 pour financer la construction d'un Centre de documentation et de recherche, qui serait un bâtiment distinct du siège de la CEPAL. Le solde inutilisé des fonds était de 484 548 dollars au 31 décembre 1973.

Activités économiques et sociales - A l'échelle nationale

(Etat VIII, tableau 35)

Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental /tableau 35 a)/

70. Le Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental a été constitué en 1963 par un accord entre les Gouvernements néerlandais et indonésien, afin de développer l'économie de l'Irian occidental. Le Gouvernement néerlandais a annoncé et versé une contribution de 30 millions de dollars en devises; le Gouvernement indonésien s'est engagé à prendre à sa charge toutes les dépenses en monnaie locale et à fournir d'importantes contributions de contrepartie en nature. Toutes les institutions spécialisées des Nations Unies (sauf l'Union postale universelle) participent au développement de la région.

Programme du Fonds d'affectation spéciale pour la République du Zaïre /tableau 35 b)/

71. Le solde inutilisé de ce fonds (911 141 dollars) sera viré au Gouvernement zaïrois en 1974. Au cours d'une réunion à laquelle ont participé des représentants du PNUD et de la Division de la comptabilité de l'ONU, il a été convenu que, 1973 étant la dernière année où ce fonds était utilisé, les comptes y relatifs seraient présentés, comme les années précédentes, avec les comptes de l'ONU.

Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe /tableau 35 c)/

72. Par sa résolution 2349 (XXII) du 19 décembre 1967, l'Assemblée générale a décidé de fusionner et de regrouper les trois programmes suivants en un seul fonds d'affectation spéciale :

a) Les programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain, établis en 1961 en application de la résolution 1705 (XVI) de l'Assemblée générale et financés au moyen d'un crédit annuel inscrit au budget ordinaire d'un montant de 50 000 dollars pour les exercices 1962 à 1966 et de 30 000 dollars pour l'exercice 1967;

b) Le programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal, établi en 1962 en application de la résolution 1808 (XVII) de l'Assemblée générale et financé au moyen d'un crédit inscrit au budget ordinaire d'un montant annuel de 50 000 dollars pour les exercices 1964 à 1966 et de 70 000 dollars pour l'exercice 1967;

c) Le programme d'enseignement et de formation pour les Sud-Africains, établi en 1965, conformément à la résolution 191 (1964) du Conseil de sécurité et financé au moyen de contributions volontaires.

73. Par sa résolution 2981 (XXVII) l'Assemblée générale a approuvé l'ouverture d'un crédit de 100 000 dollars au budget de 1973 à titre de subvention au Fonds d'affectation spéciale.

Fonds d'affectation spéciale pour l'Afrique du Sud /tableau 35 d)/

74. Le Fonds d'affectation spéciale pour l'Afrique du Sud a été constitué en application de la résolution 2054 B (XX) de l'Assemblée générale alimenté par des contributions volontaires d'Etats, d'organisations et de particuliers, il doit permettre de consentir des dons aux organisations bénévoles, aux gouvernements des pays qui accueillent des réfugiés d'Afrique du Sud et à d'autres organismes appropriés.

Fonds des Nations Unies pour la Namibie /tableau 35 e)/

75. Conformément à la résolution 2679 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1970, un Fonds des Nations Unies pour la Namibie a été constitué pour fournir une assistance générale à la population du Territoire. Au 31 décembre 1973, le solde inutilisé du Fonds s'élevait à 219 233 dollars.

Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : fonds pour frais généraux au titre de projets du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et de projets d'assistance technique de l'ONU financés par des fonds d'affectation spéciale (tableau 38)

76. A la suite de la décision prise en 1973 de regrouper dans les comptes les dépenses imputées sur plusieurs fonds pour frais généraux qui étaient auparavant distincts, la comptabilisation des sommes prélevées sur ces fonds a été modifiée dans les états financiers pour 1973. En conséquence, les dépenses imputées précédemment sur les fonds pour frais généraux provenant de fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique, du Fonds des programmes opérationnels pour le Lesotho et le Souaziland et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population ont été regroupées avec les dépenses imputées sur les fonds pour frais généraux alloués à l'ONU, à l'ONUDI et à la CNUCED pour des projets du PNUD. Les recettes continuent d'être indiquées séparément dans le tableau 38, et le montant global de 9 773 561 dollars, ajouté aux soldes globaux ajustés au 1er janvier 1973, donne un total de 13 416 684 dollars disponible pour l'exercice 1973. Des dépenses d'un montant de 9 687 690 dollars ont été engagées en 1973, ce qui laisse un solde de 3 728 994 dollars à reporter sur 1974.

Organisation des Nations Unies et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : fonds pour frais généraux au titre de projets financés par d'autres fonds d'affectation spéciale (tableaux 37 b) et 39)

77. Comme il est indiqué ci-dessus, plusieurs éléments de ces fonds sont maintenant regroupés avec les fonds pour frais généraux alloués par le PNUD. Les fonds disponibles pour 1973 comprenaient le solde ajusté au 1er janvier 1973, soit 22 274 dollars, et une somme de 403 052 dollars portée en recettes pendant l'exercice; des dépenses d'un montant total de 368 444 dollars ont été engagées, ce qui laisse un solde de 56 582 dollars à utiliser en 1974.

Autres fonds d'affectation spéciale

Etat VIII, tableaux 40 à 43

Fonds de dotation de la Bibliothèque (tableaux 40 a) et 41)

78. En application de la résolution 79 (I) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1946, le Fonds de dotation de la Bibliothèque a été transféré de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies et divisé en deux parties, à savoir le capital et le revenu accumulé. Au 31 décembre 1973, le solde inutilisé du revenu du Fonds se chiffrait à 51 814 dollars et le capital à 485 884 dollars. Le montant total du Fonds de dotation de la Bibliothèque s'élevait à 537 698 dollars, compte tenu d'une perte de 12 354 dollars sur la vente d'effets en portefeuille qui a été imputée directement sur le capital du Fonds. Le tableau 41 indique un achat d'actions et d'obligations, au coût de 497 273 dollars. La valeur en bourse de ces placements était de 422 825 dollars au 31 décembre 1973.

Biens mobiliers et immobiliers légués à l'ONU (tableau 40 b))

79. Le solde au 31 décembre 1972 (432 313 dollars) de la succession Beulah Edge est demeuré dans ce fonds d'affectation spéciale en 1973; les legs d'Everett A. Meigs (28 614 dollars) et de Mme A. M. James (140 dollars) ont été virés au Fonds général pour être utilisés. D'autres legs d'un montant total de 81 000 dollars (80 000 dollars provenant de la succession Leo Rosenthal, à utiliser pour accorder des bourses dans le domaine de la prévention du crime à des ressortissants de pays d'Asie et d'Afrique, et 1 000 dollars légués par Mme Ruth Harsh Klingler) et le montant net du revenu des placements (93 149 dollars) de la succession Beulah Edge ont augmenté le solde du Fonds en 1973. Des sommes ont été prélevées sur le solde disponible pour allouer des fonds à l'UNITAR afin qu'il poursuive ses travaux sur le règlement pacifique des différends (50 000 dollars) et à l'Ecole internationale des Nations Unies pour qu'elle accorde des bourses. Le solde à reporter sur l'exercice 1974 (551 462 dollars) est indiqué dans le tableau 40 b).

Compte "construction" de l'Ecole internationale des Nations Unies (tableaux 40 h) et 42)

80. L'Ecole internationale des Nations Unies a ouvert ses portes le 22 janvier 1973. Le montant définitif des sommes dues à l'entrepreneur principal n'a pas encore été déterminé, mais il semblait, au 31 décembre 1973, que, malgré des problèmes financiers dus à la hausse des prix de revient résultant d'une grève prolongée des corps de métier du bâtiment, le coût de la construction de l'Ecole resterait dans les limites du budget approuvé avant le début des travaux, lequel prévoyait un déficit net d'environ 1,7 million de dollars. Le tableau 42 indique la source et l'utilisation des fonds dépensés pour la construction de l'Ecole. Le déficit est couvert, pour l'instant, par des prélèvements opérés sur le Fonds de développement de l'Ecole internationale des Nations Unies. Les sommes empruntées devront être remboursées pour reconstituer le capital du Fonds de développement et l'on s'efforce d'obtenir des contributions à cette fin.

Fonds pour l'entretien du Musée philatélique de l'ONU à Genève /tableau 40 i)/

81. Les frais d'installation et les frais ultérieurs ont été couverts par les recettes provenant de la vente de timbres des PTT suisses portant une surcharge spéciale. Ces timbres surchargés ont été mis à la disposition de l'Office des Nations Unies à Genève. Les fonds dont on n'a pas eu besoin immédiatement ont été déposés dans un compte d'épargne porteur d'intérêt.

Caisse des pensions des employés à temps partiel /tableau 40 n)/

82. Ce fonds a été constitué le 1er janvier 1965 à l'intention des employés à temps partiel de l'Office des Nations Unies à Genève engagés comme nettoyeurs. Il a pour objet de permettre le versement à ces employés d'une somme en capital lors de leur départ à la retraite ou de leur cessation de service, ou en cas de décès ou d'invalidité. Le Fonds est financé par ses membres et par l'Organisation des Nations Unies au moyen de cotisations mensuelles dont le montant représente un certain pourcentage de la rémunération nette des employés.

Ecole internationale, Genève /tableau 40 o)/

83. De 1967 à 1971, l'Assemblée générale a approuvé le versement d'une contribution annuelle de 30 000 dollars au Fonds d'équipement de l'Ecole internationale de Genève. Le montant de ces contributions a été porté au crédit du présent compte spécial en attendant d'être viré, conformément aux vœux du Conseil d'administration de l'Ecole, à son programme de construction. Les sommes en question ont été converties en francs suisses et placées. Le revenu des placements et les gains réalisés du fait de la réévaluation ont été portés au crédit du compte spécial. En outre, l'Organisation des Nations Unies a émis en 1971 un timbre-poste reproduisant un tableau de Picasso. Conformément à la résolution 2612 (XXIV) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a été autorisé à allouer le produit net de la vente de ce timbre au Fonds de développement de l'Ecole internationale des Nations Unies et au Fonds d'équipement de l'Ecole internationale de Genève. Le Fonds d'équipement de l'Ecole est alimenté par des prêts du canton de Genève et des dons de sociétés commerciales, d'institutions spécialisées et de l'Organisation des Nations Unies.

Autres fonds divers d'affectation spéciale du Siège /tableau 40 j)/

Il s'agit des fonds d'affectation spéciale suivants :

	<u>Dollars</u>
Dons de la ville de New York pour la salle de méditation	1 079
Sculpture en mémoire de Dag Hammarskjöld, subvention de la Fondation Blaustein	3 077
Réserve pour paiement d'indemnités	8 058
Total	<u>12 214</u>

Fonds d'affectation spéciale de la CNUCED /tableau 40 t)/

Il s'agit des fonds d'affectation spéciale suivants :

	<u>Dollars</u>
Etudes de la CNUCED sur les sociétés multinationales	6 850
Fonds d'affectation spéciale de la CNUCED pour les projets relatifs aux ports	30 063
Programme de recherche de la CNUCED sur les pays en voie de développement les moins avancés	46 884
Cours de formation de la CNUCED en matière d'installations portuaires	12 295
Deuxième cours de formation CNUCED/SIDA en matière d'installations portuaires	3 574
Table ronde des courtiers d'assurance africains, organisée par la CNUCED	7 068
Total	<u>106 734</u>

Fonds d'affectation spéciale divers de Genève /tableau 40 u)/

Il s'agit des fonds d'affectation spéciale suivants :

	<u>Dollars</u>
Projet de protection contre les catastrophes au Maghreb	3 750
Traduction de certaines publications des Nations Unies en allemand	11 054
Total	<u>14 804</u>

Réalignements monétaires

84. Les fluctuations monétaires de 1973 ont donné lieu à d'importants réalignements d'un certain nombre de monnaies et ont été l'une des raisons pour lesquelles le Secrétaire général a dû demander des crédits additionnels comme il l'a indiqué dans son rapport intitulé "Budget additionnel de l'exercice 1973" (A/9206). Les monnaies utilisées par l'Organisation en 1973 se répartissaient environ comme suit : dollars des Etats-Unis, 65 p. 100; francs suisses et schillings autrichiens, 25 p. 100; diverses autres monnaies, 10 p. 100.

85. Le tableau ci-après indique les variations du taux de change du schilling autrichien et du franc suisse par rapport au dollar des Etats-Unis en 1973 :

<u>Mois</u>	<u>Schilling autricien</u>	<u>Franc suisse</u>
Janvier	23,20	3,80
Mars	21,00	3,41
Avril	-	3,23
Juin	-	3,03
Juillet	18,70	-
Août	17,60	2,80
Septembre	18,00	3,03
Décembre	19,30	3,20

86. Les états font apparaître une perte de 799 276 dollars en 1973 en raison de la baisse du dollar des Etats-Unis par rapport à un certain nombre d'autres monnaies.

87. Le taux utilisé aux fins de l'établissement des états a été le taux de change fixé pour les opérations de l'ONU qui était en vigueur au 31 décembre 1973.

Naturellement, l'effet des réalignements qui pourront se produire en 1974 et 1975 se répercutera aussi sur le montant des crédits demandés pour ces années-là : les taux utilisés pour calculer les crédits nécessaires pour l'exercice biennal étaient de 21 schillings autrichiens et de 3,40 francs suisses pour un dollar.

88. L'Assemblée générale, à sa 2206ème séance plénière, le 18 décembre 1973, a décidé de créer un Groupe de travail de l'instabilité monétaire pour étudier les diverses solutions possibles aux difficultés dues aux effets de l'instabilité monétaire persistante et de l'inflation sur les budgets des organismes des Nations Unies. Le Groupe de travail étudiera la documentation pertinente ainsi que les comptes rendus des discussions qui ont eu lieu à la Cinquième Commission et il fera rapport sur les résultats de ses travaux à l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session.

Comptabilité analytique d'exploitation

89. De concert avec les institutions spécialisées, et sous les auspices du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), l'Organisation des Nations Unies a institué, en 1973, à titre expérimental, un système pour mesurer, entre autres, les dépenses d'appui aux programmes et les ventiler entre les activités de fond de l'Organisation. Ce système, connu sous le nom de comptabilité analytique d'exploitation, est désormais utilisé par l'Organisation des Nations Unies et certaines des grandes institutions spécialisées.

90. Pour que les organisations utilisent des méthodes identiques pour appliquer le système, le CCQA a constitué une équipe spéciale interinstitutions et l'a priée de mettre au point des systèmes qui fourniraient aux organisations "des données sur les coûts pour la planification, la budgétisation, le financement, l'exécution et l'évaluation des activités de leurs sièges et de leurs bureaux extérieurs et aux fins du contrôle des dépenses" (E/5133, par. 157). Le Secrétaire général, notant l'importance que l'Assemblée générale accorde à la communication de renseignements sur la répartition de ces dépenses selon les programmes qu'elles concernent /résolution 3199 (XXVIII) de l'Assemblée générale, par. 7 b)/, estime que le système de

comptabilité analytique d'exploitation, qui a été adopté à titre expérimental en 1973, fournira probablement les données utiles dont on a besoin aux fins de la gestion et du contrôle.

Mesures prises comme suite aux observations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport à l'Assemblée générale sur les comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972

91. Dans la présente section de son rapport financier, le Secrétaire général indique les mesures qui ont été prises ou que l'on envisage de prendre comme suite aux observations formulées dans les paragraphes 16 à 135 du rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice 1972 6/. Pour que l'on puisse s'y reporter plus facilement, les numéros des paragraphes correspondants du rapport du Comité sont indiqués et les différentes rubriques sont reprises telles qu'elles apparaissent dans ce rapport.

(Paragraphe 10 à 15) Application des recommandations faites par le Comité en 1971

92. L'Administration prend acte de ce que le Comité a remercié le Secrétaire général d'avoir rendu compte dans son rapport financier pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972 de l'application des recommandations antérieures du Comité des commissaires aux comptes et d'avoir transmis ledit rapport en temps opportun au Comité. Pour essayer de réduire le temps qui s'écoule entre la formulation des observations et des recommandations du Comité des commissaires aux comptes et la réponse officielle de l'Administration, celle-ci a décidé d'établir un document intérimaire sur les mesures qu'elle a prises ou envisage de prendre. Elle a discuté de ce document non officiel avec des représentants du Comité des commissaires aux comptes en septembre 1973 et en a tiré des observations qu'elle a présentées à l'Assemblée générale lorsque celle-ci a examiné les comptes de 1972 au cours de sa vingt-huitième session. L'Administration se réjouit en outre de ce que le Comité soit satisfait des modifications qu'elle a apportées à la présentation des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972. D'autres modifications ont été apportées aux comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1973, pour essayer de fournir aux lecteurs des états qui donnent plus de renseignements et de rendre compte de toutes les données de la situation. Ces modifications ont été examinées, avant d'être opérées, avec les principaux utilisateurs des états financiers et avec le Comité des commissaires aux comptes.

Siège de l'Organisation des Nations Unies

(Paragraphe 16 et 17) Situation financière de l'Organisation des Nations Unies

93. Le Comité des commissaires aux comptes avait pris note des conclusions du Comité spécial chargé d'examiner la situation financière de l'Organisation des

6/ Ibid., vingt-huitième session, Supplément No 7 (A/9007), chap. IV.

Nations Unies dans son rapport à l'Assemblée générale 7/. Le Comité s'était en outre déclaré entièrement satisfait de la résolution 3049 (XXVII) par laquelle l'Assemblée générale a instamment prié les Etats Membres et le Secrétaire général de continuer à explorer toutes les possibilités pour trouver une solution d'ensemble aux difficultés financières de l'Organisation. Le Secrétaire général, dans sa communication du 5 janvier 1973 concernant le paiement des contributions pour 1973 et dans une note verbale adressée le 20 juillet 1973 aux gouvernements des Etats Membres leur demandait instamment de revoir la structure de leurs paiements en ce qui concerne leurs contributions au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, en vue d'acquitter désormais leurs contributions en temps voulu, et de formuler des suggestions pour apporter au règlement financier ou à d'autres instructions et procédures des modifications qui viseraient à assurer un apport de fonds régulier et en temps voulu par le paiement à l'Organisation des contributions mises en recouvrement, et invitait les Etats Membres, de même que les Etats non membres dans une communication à eux adressée, à verser des contributions volontaires au compte spécial constitué à cet effet, soit en opérant des versements en espèces, soit en annulant des engagements contractés par l'Organisation des Nations Unies. En outre, le Secrétaire général a adressé à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, un rapport (A/9444) dans lequel il résumait les réponses des Etats Membres à sa note verbale, formulait d'autres observations sur les difficultés financières actuelles de l'Organisation et proposait différents moyens de les résoudre. La Cinquième Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre note du rapport du Secrétaire général et d'approuver la suggestion qui y figurait, à savoir que les Etats Membres pour qui la réduction générale de leur quote-part et la réduction effective de leur contribution en dollars constituent un gain inattendu et qui auront à dépenser des sommes moindres en monnaies nationales pour leurs contributions de 1974 et de 1975 pourraient envisager de verser une contribution équivalant au montant de ces économies. Au 31 mars 1974, aucune contribution n'avait été reçue de pays ayant ainsi réalisé un gain inattendu. Toutefois, en ce qui concerne l'invitation adressée à tous les Etats Membres et Etats non membres pour leur demander de verser des contributions volontaires en vue de résoudre les difficultés financières de l'Organisation des Nations Unies, deux Etats Membres ont versé au compte spécial des contributions d'un montant de 11 millions de dollars. Sur ce montant, une contribution de 10 millions de dollars a été versée dans l'espoir d'inciter d'autres Etats Membres à verser des contributions volontaires d'un montant suffisant pour parvenir à résoudre complètement les problèmes financiers de l'Organisation.

(Paragraphe 18 à 20) Vérification des comptes bancaires

94. Le Comité des commissaires aux comptes avait rappelé les difficultés qu'il avait eues à recevoir de certaines banques confirmation du solde des fonds qui y étaient déposés. Le Comité avait indiqué qu'en mai 1973 il n'avait pas reçu de confirmation directe de 38 banques, et que tous les détails relatifs aux comptes en question avaient été communiqués au Trésorier pour suite à donner. Le Trésorier a continué à insister auprès des banques pour obtenir les confirmations nécessaires et, à l'issue des opérations de vérification du Comité des commissaires aux comptes,

7/ Ibid., vingt-septième session, Supplément No 29 (A/8729).

il a pris des mesures supplémentaires pour obtenir ces confirmations. La situation actuelle se présente comme suit en ce qui concerne les demandes de confirmation auxquelles il n'a pas été donné suite :

	<u>Nombre de comptes</u>	<u>Solde comptable</u> (Dollars)
Bureau de la coopération technique de l'Organisation des Nations Unies	2	12 468,87

Confirmation du solde de ces deux comptes a de nouveau été demandée aux banques intéressées qui se trouvent toutes les deux dans le même pays. En outre, le représentant résident a reçu copies de notre correspondance avec les banques. Il a été invité à intervenir personnellement auprès de la direction des banques pour obtenir les confirmations nécessaires, mais jusqu'ici ses démarches ont été vaines. Malheureusement, étant donné la nature des institutions bancaires dans le pays intéressé, nous ne pouvons facilement appliquer la solution que l'on nous a souvent suggérée, à savoir fermer les comptes en question.

95. Comme on peut le voir, l'Administration a fait et fera tout son possible pour obtenir les confirmations nécessaires à l'intention des commissaires aux comptes.

96. D'autres mesures ont été prises conjointement avec les commissaires aux comptes pour essayer d'obtenir de meilleurs résultats. A cet égard, on a créé une équipe spéciale aux travaux de laquelle participent les commissaires aux comptes, le Trésorier et la Division de la comptabilité du Bureau des services financiers. L'équipe spéciale a décidé qu'il fallait mettre au point une formule type de confirmation par les banques, analogue à celles qu'utilisent les institutions comptables mondiales. L'utilisation d'une formule type, qui est envoyée directement aux dépositaires par les commissaires aux comptes a déjà beaucoup contribué à résoudre les difficultés rencontrées pour obtenir confirmation du montant des comptes bancaires en fin d'un exercice.

97. Le Comité avait pris note des mesures prises par l'Administration pour renforcer les contrôles intérieurs relatifs aux comptes bancaires. Toutefois, le Comité avait indiqué qu'il avait constaté que plusieurs comptes bancaires n'avaient pas été apurés mensuellement comme le prévoit la règle de gestion financière 111.11. Le Comité avait rappelé qu'il avait précédemment recommandé d'inviter le Service de vérification intérieure des comptes à vérifier les virements réguliers, la préparation de tous les apurements des comptes bancaires et les mesures prises pour suivre et apurer les éléments des comptes qui ne l'étaient pas encore. Le Service de vérification intérieure des comptes a pris des dispositions pour vérifier l'exactitude des apurements des comptes bancaires effectués par la Division de la comptabilité. Il fera des vérifications par sondage des apurements et des mesures prises pour suivre et apurer les éléments des comptes qui ne le sont pas encore. En outre, le Service de vérification intérieure des comptes a examiné les procédures suivies par la Trésorerie et, en particulier, par la Caisse : il a notamment examiné les procédures suivies par le Caissier pour obtenir confirmation des soldes auprès des dépositaires et pour obtenir des éclaircissements sur les articles des comptes qui posent des problèmes. Naturellement, toutes les vérifications supplémentaires qui permettraient de déceler plus tôt des erreurs et des défauts des procédures suivies sont accueillies avec satisfaction par l'Administration.

(Paragraphe 21) Contrôles financiers

98. Le Comité des commissaires aux comptes avait de nouveau recommandé que les instructions financières et comptables soient mises à jour et regroupées dans un manuel de comptabilité. Le Secrétaire général, dans son rapport financier, a informé le Comité qu'il reconnaissait la nécessité d'un tel manuel et qu'il avait demandé un crédit au budget pour 1974 pour pouvoir engager un consultant qui serait chargé de cette tâche car l'Organisation n'avait pas assez de personnel ni de spécialistes pour faire ce travail et exécuter en même temps toutes les autres tâches. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1974-1975 ^{8/}, a estimé lui aussi qu'il fallait recruter un consultant pour le Bureau des services financiers afin d'appliquer la recommandation du Comité. Plusieurs candidats ont été pressentis, plusieurs d'entre eux ont refusé l'offre qui leur était faite - ce qui a, malheureusement, retardé l'élaboration du manuel - mais un candidat ayant toutes les qualifications requises est sur le point d'être recruté et commencera à travailler vers le 1er juillet 1974. La Division de la comptabilité a également l'intention de revoir ses procédures, dans le cadre de l'établissement du manuel, pour essayer de suivre les procédures comptables les plus économiques et les plus efficaces et de rendre les meilleurs services possible.

(Paragraphe 22) Recouvrement de sommes à recevoir de deux délégations

99. Le Comité des commissaires aux comptes avait de nouveau fait observer qu'un montant d'environ 570 000 dollars, représentant des sommes à recevoir de deux Etats Membres, "semblait irrecouvrable". Ces sommes à recevoir remontent à 1965 et concernent principalement une demande d'indemnisation pour la destruction d'un avion par l'armée de l'air d'un Etat Membre. L'Administration s'est à maintes reprises mise en rapport directement avec les délégations intéressées et a, en outre, examiné la question de ces montants avec leurs représentants permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne la principale demande d'indemnisation, le chef par intérim du Bureau des services financiers a été avisé par le représentant permanent que la question recevrait toute l'attention nécessaire. En fait, la délégation a demandé à l'Organisation des renseignements complémentaires sur cette demande d'indemnisation, renseignements qu'on est en train de rechercher et d'envoyer. Comme on s'efforce toujours activement de recouvrer les sommes en question, elles figurent dans les états financiers comme sommes à recevoir. Il faut espérer qu'il ne sera pas nécessaire pour l'ONU d'envisager de déduire ces montants des sommes dues aux deux Etats Membres au titre de leur participation à l'ONUC et à la FUNU (1956).

(Paragraphe 23) Fonds de roulement

100. Le Comité des commissaires aux comptes avait rappelé que l'année précédente il avait constaté que, du fait des difficultés financières auxquelles l'Organisation des Nations Unies se heurtait faute de liquidités, les avances faites au Fonds général par prélèvement sur le Fonds de roulement pour exécuter le budget n'avaient pas été remboursées promptement. Dans son dernier rapport de vérification des comptes, le Comité a déclaré que le Fonds de roulement ne pourrait plus servir de

^{8/} Ibid., vingt-huitième session, Supplément No 8 (A/9008 et Corr.1).

fonds d'urgence tant que son capital n'aurait pas été effectivement reconstitué et sensiblement accru. Le Secrétaire général reconnaît que le montant d'environ 39,5 millions de dollars avancé au Fonds général ne peut être remboursé au Fonds de roulement, parce que des éléments des contributions mises en recouvrement et exigibles ont été déduits de leurs contributions par certains Etats Membres. En conséquence, le Fonds de roulement ne sert pas aux fins auxquelles il avait été créé. Il est généralement reconnu que l'on ne pourra probablement rétablir la solvabilité financière de l'Organisation qu'à l'aide de contributions volontaires. Dans sa résolution 3049 A (XXVII), l'Assemblée générale a lancé un appel aux Etats Membres pour qu'ils versent d'importantes contributions volontaires. Si de telles contributions étaient versées, elles permettraient de rembourser les avances et de reconstituer le Fonds de roulement. En outre, bien que le Secrétaire général ait tendance à penser, comme le Comité, que le Fonds de roulement, dont le montant est actuellement fixé à 40 millions de dollars, n'est peut-être pas suffisamment élevé pour servir de fonds d'urgence pour un budget biennal qui dépasse 513 millions de dollars, il semble que les Etats Membres doivent prendre un certain nombre de mesures avant que l'on puisse espérer augmenter le montant du Fonds.

(Paragraphe 24) Activités productrices de recettes

101. Dans le cadre de son examen des activités productrices de recettes, le Comité des commissaires aux comptes avait fait à l'Administration un certain nombre de recommandations, dont l'application, à son avis, devrait permettre de renforcer les contrôles intérieurs actuels et d'augmenter les recettes provenant de ces activités. Ces recommandations ont été examinées en détail et certaines d'entre elles ont été appliquées ou sont en voie de l'être dans la mesure jugée possible. En ce qui concerne, en particulier, la recommandation de comptabiliser les loyers correspondants avec les activités productrices de recettes de façon à faire apparaître les bénéfices de manière logique et cohérente, cette suggestion est toujours à l'étude encore que, pour l'Organisation, les résultats nets resteraient les mêmes.

Fonds d'affectation spéciale, missions spéciales et dépenses spéciales

(Paragraphe 25 et 26) Terminologie et définitions

102. Le Comité des commissaires aux comptes avait noté l'intérêt que le Secrétaire général prend aux questions susmentionnées. Le Comité avait indiqué en outre qu'il attendait les résultats des études que le CCQA devait faire pour clarifier les définitions et établir les classifications appropriées pour les fonds d'affectation spéciale, les missions spéciales et les dépenses spéciales, ainsi que l'instruction administrative que le Bureau des services financiers était en train d'élaborer. A cet égard, il faut signaler que, si le programme de travail approuvé par le CCQA (Finances-budget) en mars 1973 comprenait la question de la classification et de la gestion des fonds d'affectation spéciale, le CAC avait décidé d'accorder la priorité à un certain nombre d'autres études, et qu'en conséquence, l'étude relative aux fonds d'affectation spéciale avait été reportée. Sur les instances de l'Organisation des Nations Unies, la question a de nouveau été inscrite au programme de travail prioritaire du CCQA. Ce dernier a examiné la question de la gestion des fonds d'affectation spéciale à sa trente-neuvième session, et notamment :

- a) La mesure dans laquelle les organisations recouvrent leurs dépenses d'appui aux programmes sur les fonds d'affectation spéciale;
- b) Les règles et conditions qu'elles fixent quant à la convertibilité des monnaies dans lesquelles elles acceptent des fonds d'affectation spéciale;
- c) Si les intérêts perçus sur les soldes détenus et placés sont portés au crédit des fonds;
- d) Si les soldes de ces fonds sont utilisés provisoirement à d'autres fins.

Les pratiques suivies par l'Organisation des Nations Unies sont conformes, à tous égards ou presque, à la façon de penser actuelle du CCQA.

103. Le Secrétaire général a noté les observations du Comité sur le grand soin qu'on a pris, dans les comptes et états financiers de 1972, de rendre compte de toutes les opérations en se souciant de l'uniformité des données. Une instruction administrative régissant le contrôle des fonds d'affectation spéciale est presque entièrement rédigée et sera publiée sous peu. L'objectif du Secrétaire général est de renforcer, selon qu'il convient, le contrôle des recettes et des dépenses pour toutes les contributions volontaires et il accueille avec satisfaction la façon énergique dont le Comité des commissaires aux comptes a répondu à la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le Secrétaire général fera également en sorte que le Service de vérification intérieure des comptes accorde l'attention nécessaire aux contributions volontaires dans son programme de vérification, malgré les difficultés qu'il éprouve actuellement en raison de la mutation ou de la démission récentes de certains de ses fonctionnaires. Pour 1973, le Service de vérification intérieure des comptes a, dans son programme de vérification, accordé une attention particulière aux états et tableaux établis en fin d'exercice sur les fonds d'affectation spéciale et il a examiné un certain nombre de contributions volontaires.

(Paragraphe 27 à 32) Etats financiers et tableaux

104. Le Comité des commissaires aux comptes avait rappelé les recommandations qu'il avait faites à propos des états et tableaux financiers relatifs aux fonds d'affectation spéciale dans son rapport de 1971, et il avait noté l'amélioration que constituait l'adoption d'une nouvelle présentation pour les états financiers. Le Comité avait noté que la nouvelle présentation d'ensemble des fonds d'affectation spéciale était plus uniforme et plus complète. Le Comité avait toutefois formulé plusieurs suggestions en vue d'améliorations futures et il avait exprimé l'espoir qu'il en serait tenu compte dans les états financiers de 1973, qui seraient établis en prenant également en considération les conclusions auxquelles le Comité consultatif pour les questions administratives avait abouti ainsi que l'effet de l'application de la budgétisation par programme. Les observations faites par le Comité dans son rapport ont été prises en considération et un certain nombre de modifications ont été apportées aux états financiers relatifs aux fonds d'affectation spéciale en 1973. Les éléments de dépenses ont été modifiés pour 1973 de façon à correspondre à ceux que le PNUD utilise. La présentation des états financiers relatifs au budget-programme ne pourra être décidée que lors de l'établissement des états financiers pour l'exercice 1974-1975. Il convient d'ajouter que la nouvelle présentation des états relatifs aux fonds d'affectation spéciale pour 1972 est le

résultat d'une décision prise vers la fin de l'exercice. En conséquence, lors de l'application de cette décision, l'Administration a eu des difficultés à obtenir les rapports nécessaires des fonds d'affectation spéciale gérés à l'étranger et il a fallu opérer des ajustements ad hoc des allocations et des réserves pour allocation pour éviter tout chevauchement avec les documents d'engagements de dépenses précédemment comptabilisés. Toutefois, dans l'état relatif à 1973, il a été tenu compte, dans toute la mesure du possible, des soldes effectivement dépensés des fonds d'affectation spéciale qui ont été communiqués à temps par les organes de gestion. La Division de la comptabilité a appliqué une procédure selon laquelle les organisations chargées de l'exécution lui rendent compte des dépenses par l'intermédiaire des agents ordonnateurs en lui retournant la formule requise. Les organisations doivent indiquer sur cette formule les dépenses de l'exercice précédent, celles de l'exercice considéré ainsi que les dépenses prévues pour 1974.

105. Dans les états financiers de 1973, on a également modifié la présentation des états relatifs aux programmes techniques, à la FUNU, à l'ONUC et celle de plusieurs tableaux. En outre, plusieurs tableaux relatifs aux états de 1973 ont été établis sur ordinateur. On a préparé pour cela des programmes spéciaux conçus pour permettre à l'ordinateur de se conformer à la présentation requise et, en conséquence, les tableaux relatifs à 1973 ont été remaniés à cette fin. Certaines données qui figuraient auparavant dans les tableaux sont résumées et font l'objet d'observations dans le rapport financier. Le Secrétaire général a en outre examiné et accepté la suggestion du Comité tendant à éliminer de la lettre d'envoi du Secrétaire général la phrase suivante : "Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le chef par intérim du Bureau des services financiers".

(Paragraphe 33 à 35) Placements

106. Le Comité avait signalé qu'il n'avait pas reçu confirmation de l'un des dépositaires en ce qui concerne un montant total de 300 000 dollars. Le Comité espérait que le Trésorier obtiendrait dès que possible les renseignements manquants. La confirmation a été reçue et copie en a été communiquée au Comité des commissaires aux comptes.

107. Le Comité avait également noté que certaines valeurs achetées avec des fonds d'affectation spéciale et détenues par un dépositaire étranger étaient mêlées à d'autres valeurs appartenant à d'autres organismes des Nations Unies dans le portefeuille du dépositaire. Pour qu'on puisse facilement déterminer à quel organisme ou à quel fonds appartiennent telles ou telles valeurs, le Comité avait recommandé en 1971 de tenir des documents comptables auxiliaires. La Trésorerie tient depuis 1972 des fiches auxiliaires du grand livre des placements. Toutefois, le Comité a trouvé que, dans certains cas, ces fiches étaient incomplètes et ne contenaient pas les renseignements précis nécessaires pour identifier le propriétaire des valeurs. Le Trésorier a examiné les fiches auxiliaires du grand livre des placements et a ajouté des renseignements précis permettant d'identifier les valeurs ainsi que les comptes et les propriétaires correspondants. Lorsque les valeurs sont détenues par le Trésorier à New York, une fiche d'identification est jointe à chaque valeur pour en identifier le propriétaire. Ces fiches renvoient aux fiches auxiliaires du grand livre, et vice versa.

108. Le Comité avait appelé l'attention de l'Administration sur la règle de gestion financière 109.2 qui prévoit que toutes les valeurs sont déposées soit dans des

banques dûment désignées, soit dans les coffres d'un établissement financier agréé désigné par le Contrôleur. Le Comité avait noté la valeur importante des effets actuellement détenus par la Trésorerie et avait recommandé que le Bureau des services financiers réexamine les aspects pratiques du dépôt des valeurs compte tenu des dispositions de la règle 109.2. Après avoir réexaminé la question, le Bureau des services financiers propose de modifier la règle de gestion financière 109.2 de manière à autoriser la Trésorerie à conserver des valeurs dans son coffre. Cette règle sera modifiée lorsque seront promulguées les règles relatives à l'établissement du budget-programme biennal qui doivent être conformes aux articles du Règlement financier que l'Assemblée générale a modifiés à sa vingt-huitième session. Vu la fréquence avec laquelle on renouvelle les placements, les valeurs doivent souvent être conservées là où elles sont facilement accessibles. Des procédures de contrôle intérieur adéquates ont été adoptées pour assurer la bonne garde de ces valeurs.

(Paragraphe 36) Contributions des gouvernements

109. Dans son rapport sur la vérification des comptes de 1971, le Comité avait suggéré que l'on demande aux Etats Membres d'indiquer la date à laquelle ils comptaient verser les contributions qu'ils avaient annoncées. Comme suite à cette recommandation, l'Administration a fait figurer sur les formules d'annonce de contributions une phrase à cet effet. En outre, l'Administration a l'habitude de demander ce renseignement dans les lettres qu'elle envoie aux gouvernements pour les inviter à verser lesdites contributions.

(Paragraphe 37) Contributions annoncées à recevoir de gouvernements

110. Le Comité avait pris acte de l'accueil favorable que les gouvernements ont fait en 1972, en versant des contributions annoncées depuis longtemps, aux efforts incessants du Bureau des services financiers en vue du recouvrement de contributions annoncées mais non versées. Néanmoins, le Comité avait appelé à nouveau l'attention sur la nécessité de continuer à insister sur le recouvrement des montants non versés afin d'assurer la solidité de la situation financière des fonds d'affectation spéciale. Outre les efforts de recouvrement déployés par le Bureau des services financiers (voir ci-dessus), les administrateurs des divers fonds d'affectation spéciale sont chargés de suivre le recouvrement des contributions annoncées. L'Administration, de son côté, continuera à insister pour obtenir le versement des contributions, en recourant à diverses méthodes, et en espérant que ses efforts ne feront pas trop double emploi avec d'autres.

(Paragraphe 38) Contributions et recettes comptabilisées d'avance

111. Dans les comptes et états financiers de 1972, les contributions annoncées avant la fin de l'exercice 1972 mais pour des années à venir avaient été inscrites comme recettes comptabilisées d'avance. Ce principe de comptabilité généralement accepté a été appliqué aux fonds d'affectation spéciale en 1972. Toutefois, dans un certain nombre de cas, la Division de la comptabilité n'avait pas assez de renseignements pour pouvoir comptabiliser correctement les sommes en question. La pratique établie consiste pour la Section des contributions à envoyer à la Division de la comptabilité copies de toute la correspondance relative à l'annonce et au versement des contributions aux divers fonds d'affectation spéciale. Les rapports de la Division de la comptabilité sur l'état des contributions aux divers fonds d'affectation spéciale sont vérifiés par la Section des contributions. Cette vérification sert aussi à contrôler l'exactitude des comptes et des états financiers.

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

(Paragraphe 43 à 45) Contribution du Gouvernement chypriote

112. Le rapport des commissaires aux comptes faisait état de la poursuite des négociations avec le Gouvernement chypriote en ce qui concerne la responsabilité qui lui incombe en vertu de l'Accord sur le statut de la Force. En outre, le Comité avait noté que ces négociations au sujet du remboursement des frais de location de tentes n'avaient pas entièrement abouti, bien que Chypre ait augmenté sa contribution volontaire. Il ressort des entretiens qui ont eu lieu récemment avec le Représentant spécial du Secrétaire général à Chypre, comme suite à ces négociations, que le gouvernement continue à affirmer que la fourniture de tentes ne lui incombe pas. Néanmoins, le 29 décembre 1973, le Ministère des finances a versé environ 227 000 dollars au titre des frais d'entretien de la Force des Nations Unies à Chypre. Ce montant comprenait environ 100 000 dollars de remboursement à la Force pour 1972, au titre des engagements du gouvernement aux termes de l'article 19 de l'Accord sur le statut de la Force, et 100 000 dollars correspondant au solde non réglé de la contribution de 250 000 dollars que Chypre avait annoncée pour 1973. Le Gouvernement chypriote a également fait en 1973 une contribution en nature pour l'aménagement des locaux réservés au contingent autrichien.

Office des Nations Unies à Genève

(Paragraphe 46 à 48) Comptes et états financiers

113. Le Comité des commissaires aux comptes s'était félicité des mesures supplémentaires prises en 1972 à l'Office de Genève pour fournir à intervalles réguliers des états financiers à la direction. Le Comité avait en outre estimé que les états financiers actuels devaient indiquer et faire clairement ressortir le coût effectif des activités, des services et des départements par rapport aux coûts inscrits au budget et aux coûts correspondants pour les périodes antérieures. L'Office de Genève publie maintenant des états financiers récapitulatifs trimestriels. De l'avis de l'Administration, ces états répondent de façon

détaillée à la plupart des recommandations précédemment formulées par les commissaires aux comptes. Dans ces états, les dépenses ne sont pas ventilées par département mais par chapitre du budget. Les dépenses des départements peuvent être déterminées à partir de l'état des allocations de crédits qui est examiné par les fonctionnaires responsables de chaque département. Ces fonctionnaires comparent également les dépenses inscrites dans les comptes avec celles de l'exercice précédent. En outre, on espère que l'exécution de nouveaux programmes machine permettra d'automatiser certains des contrôles actuellement effectués à la main. De plus, chaque département ou service de l'Office de Genève est mis au courant, chaque mois, de l'état de ses allocations de crédits. Les états financiers trimestriels, ainsi que les rapports sur l'état des allocations de crédits, constituent les instruments dont la direction a besoin pour évaluer la situation financière par rapport aux résultats des opérations. En outre, le système de comptabilité est actuellement revu pour permettre de rendre compte des résultats de la budgétisation par programme dans les états financiers pour 1974-1975. De plus, l'Administration procède au Siège à la mise sur ordinateur de certains comptes et étudie la possibilité de produire des états et des comptes encore plus explicites grâce à un recours accru à l'ordinateur. Le système qui sera adopté à l'Office de Genève doit être compatible avec celui qui est suivi au Siège. Des états financiers récapitulatifs trimestriels pour l'Office de Genève seront publiés aussi rapidement que possible après la fin d'un trimestre compte tenu des effectifs disponibles.

(Paragraphe 49) Contrôles financiers intérieurs et comptes

114. Le Comité avait noté les mesures prises en 1972 pour améliorer les contrôles intérieurs en corrigeant certains des défauts qu'avaient fait apparaître les vérifications effectuées pendant les exercices antérieurs. Compte tenu des vérifications par sondage qu'ils avaient effectuées en 1972, les commissaires aux comptes avaient porté d'autres questions à l'attention de l'Administration et avaient suggéré de recourir à des procédures analytiques supplémentaires pour essayer d'empêcher les erreurs ou les omissions dans les comptes. Cela a été fait dans toute la mesure du possible. Il reste encore à déterminer si ce sont des procédures analytiques supplémentaires ou des vérifications de routine supplémentaires du Bureau des services financiers et du Service de vérification intérieure des comptes qui permettront le mieux de déceler les erreurs ou les omissions. L'Administration étudie toutefois la possibilité de traiter les comptes de l'Office de Genève sur ordinateur et de ne faire rapport que sur les situations anormales. L'établissement des états de paie de Genève a été automatisé en janvier 1974, ce qui constitue une mesure importante dans le cadre des efforts tendant à renforcer les contrôles.

(Paragraphe 50) Manuel de procédures financières et comptables

115. Le Comité avait noté que des instructions financières et comptables avaient été publiées, selon qu'il convenait, mais qu'il n'avait pas été établi de manuel à jour récapitulant toutes les procédures comptables. Le Comité avait de nouveau recommandé l'établissement d'un manuel récapitulatif et avait été informé que la meilleure façon de procéder serait probablement d'établir ce manuel pour Genève à l'occasion de l'établissement d'un manuel analogue à l'intention des services du

Siège (New York). Comme on l'a déjà indiqué, le Bureau des services financiers a obtenu des fonds pour entreprendre la rédaction de son manuel de comptabilité et il est en train de recruter les spécialistes nécessaires. Le manuel devrait être adapté aux conditions locales, y compris celles qui existent à l'Office de Genève, mais il faut également s'efforcer d'assurer l'indispensable uniformité de la pratique dans toute l'Organisation.

(Paragraphe 51 et 52) Pratique consistant à défalquer des recettes des dépenses pour comptabiliser un montant net

116. Le Comité des commissaires aux comptes avait noté que des recettes obtenues par l'Office des Nations Unies à Genève en remboursement de services fournis avaient été portées au crédit des comptes de dépenses imputées sur le budget ordinaire, contrairement à l'esprit du règlement financier et des règles de gestion financière. Le Comité avait recommandé qu'à l'avenir toutes ces recettes soient inscrites dans le projet de budget et, ultérieurement, comptabilisées dans les comptes de recettes. Il faut signaler que toutes les mesures de ce genre prises par l'Office de Genève en 1972 avaient été approuvées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui avait reçu un rapport annuel sur ces mesures. Dans un cas particulier, l'Assemblée générale avait accepté que l'on porte au crédit du compte de dépenses la somme versée pour couvrir les frais supplémentaires qu'entraînerait l'organisation d'une conférence. Il a été pris note de la recommandation du Comité, dont il sera tenu compte à l'avenir et, conformément aux dispositions de la règle de gestion financière 111.9, le produit de la location de biens, ou de la prestation de services de fonctionnaires du Secrétariat, ou de la fourniture d'autres services sera comptabilisé comme recettes accessoires, à moins que des circonstances particulières n'exigent une dérogation à la règle et que celle-ci ne soit dûment autorisée. L'Administration a tenu compte de cette recommandation, qui avait été faite expressément à la suite de la vérification des comptes de l'Office de Genève, dans d'autres domaines tels que les programmes techniques dans le cadre desquels des frais locaux d'exploitation qui sont à la charge des pays avaient été jusqu'ici déduits des sommes décaissées. Il a été convenu que désormais ces montants seraient comptabilisés comme recettes accessoires.

(Paragraphe 53 et 54) Contrôle intérieur des avis d'allocation de crédits

117. Le Comité avait souligné qu'il était indispensable au bon fonctionnement du système de contrôle intérieur que les avis d'allocation de crédits émanant du Siège soient reçus puis comptabilisés par l'Office des Nations Unies à Genève dans les délais voulus. Le Bureau des services financiers s'est efforcé de mettre au point une procédure pour envoyer les avis d'allocation de crédits destinés à l'Office de Genève aussi rapidement que les circonstances le permettent. Il faut toutefois signaler que les allocations de crédits sont comptabilisées directement au Siège et non à partir des bandes expédiées par l'Office de Genève. Cela a été et continue d'être la pratique courante. En 1973, on a adopté un système pour assurer la comptabilisation prompte et régulière à Genève, en vertu duquel la Division de la comptabilité envoie copie de tout avis d'allocation de crédits au chef de la Division des finances à Genève, outre les copies qui sont envoyées au destinataire indiqué sur l'avis d'allocation de crédits et au Directeur de l'Administration.

En outre, le Bureau des services financiers avait envisagé d'attribuer une série de numéros distincte aux avis d'allocation de crédits destinés à Genève. Mais le budget-programme pour 1974-1975 exige déjà qu'il y ait plusieurs séries de numéros distinctes pour Genève (budget ordinaire, activités productrices de recettes, autorisations de prélèvements sur le Fonds de roulement, fonds d'affectation spéciale utilisés dans le cadre du budget-programme et fonds d'affectation spéciale divers). L'Administration a par conséquent estimé qu'il n'était pas pratique d'établir une série de numéros distincte pour les avis d'allocation de crédits destinés à l'Office des Nations Unies à Genève.

(Paragraphe 55 et 56) Inventaires

118. Le Comité avait noté que le dernier inventaire complet du matériel et autres biens non consommables opéré à l'Office des Nations Unies à Genève remontait à 1963. Le Comité avait recommandé, vu l'important accroissement de la valeur du matériel depuis 1963, de procéder à un inventaire complet afin d'assurer un contrôle satisfaisant et de vérifier l'exactitude de la comptabilité matières. Il faut signaler qu'une liste complète de tout le mobilier et matériel de bureau est dressée à la main par la Division des services généraux de Genève : cet état est mis à jour chaque année et communiqué au Siège. Vu l'important accroissement du matériel au cours des dernières années à la suite de la mise en service de la nouvelle aile du Palais, on se propose d'automatiser la comptabilité matières dans les meilleurs délais, si possible en 1974. A cet effet, il faudra procéder à un inventaire complet, ce qui constituera une opération importante. Pour faire cet inventaire, il faudra recruter des commis temporaires. Ce personnel, qui travaillera sous la supervision des fonctionnaires permanents de la Division des services généraux, aura besoin de plusieurs mois pour procéder à l'inventaire de tout le Palais. Vu le temps nécessaire et les dépenses à faire, et compte tenu des arrangements de sécurité relativement satisfaisants, il ne sera pas nécessaire de procéder chaque année à un nouvel inventaire complet. Il devrait suffire de procéder à un inventaire tous les trois ou cinq ans, en faisant des vérifications par sondages, à des intervalles plus fréquents, pour les articles les plus tentants. Aux termes de la règle de gestion financière 110.26, le soin de faire procéder aux inventaires et de déterminer les articles à inventorier incombe au Sous-Secrétaire général Directeur des services généraux et au Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève. En conséquence, une étude conjointe sera faite pour déterminer la fréquence avec laquelle il faut procéder à un inventaire pour vérifier la comptabilité matières. Il sera tenu compte dans l'étude du cycle d'inventaires échelonnés qui existe au Siège. Il convient de signaler que, si l'Administration approuve en principe l'exécution de cet inventaire, elle dispose de fonds très limités pour les dépenses administratives de l'Office des Nations Unies à Genève pour 1974-1975. Elle envisagera toutefois la possibilité de transférer des fonds d'autres postes de dépenses à cette fin au cours de l'exercice biennal 1974-1975. L'Office des Nations Unies à Genève doit encore décider des meilleures dispositions à prendre pour procéder à l'inventaire nécessaire.

(Paragraphe 57) Nécessité de rendre compte à l'Assemblée générale de la valeur des biens inventoriés

119. Le Comité avait constaté que les états financiers de l'ONU ne font pas apparaître le coût du matériel non consommable comme élément de l'actif de l'Organisation. Traditionnellement, ce coût était inclus dans les dépenses

budgétaires de l'exercice au cours duquel la dépense correspondante était engagée. Le rapport financier du Secrétaire général comportait des observations sur le coût du matériel non consommable et autres éléments de l'actif au Siège, mais non sur ceux de l'Office de Genève. Le Comité avait recommandé que le coût du matériel non consommable de l'Office des Nations Unies à Genève soit également indiqué dans le rapport financier du Secrétaire général. Le Bureau des services financiers et le Bureau des services généraux ont consulté l'Office de Genève et lui ont demandé de fournir les données nécessaires pour que le Secrétaire général puisse indiquer ce coût dans son rapport financier pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973. En outre, la Division de la comptabilité a institué un système en vertu duquel tous les bureaux extérieurs fourniront régulièrement en fin d'exercice la liste de leur matériel non consommable, avec l'indication du coût correspondant. Les données qui ont été reçues ont été ajoutées à la valeur du matériel non consommable indiquée dans le présent rapport.

(Paragraphe 58 et 59) Programme d'amélioration des locaux et de gros travaux d'entretien

120. Le Comité des commissaires aux comptes avait constaté que le Comité des marchés avait approuvé a posteriori deux contrats connexes représentant 221 000 dollars. Le Comité des commissaires aux comptes avait estimé que la pratique consistant à approuver les contrats a posteriori était contestable et qu'il était indispensable que le Comité des marchés participe à l'examen des soumissions avant la passation des marchés, même dans des circonstances exceptionnelles. Le Comité des marchés de Genève ainsi que le Directeur général ont estimé, dans les cas en question, que la présentation de devis fragmentaires n'était pas du tout satisfaisante pour un grand projet. Le Comité des marchés a donc insisté pour que, désormais, on s'efforce de prévoir à l'avance les travaux à exécuter de façon que le rapport présenté au Comité des marchés soit complet et comporte toutes les données nécessaires avant de lui être soumis. Si, dans des cas exceptionnels, cela n'était pas possible, le Comité des marchés serait informé, au moment où le rapport lui serait soumis, que des données supplémentaires lui seraient communiquées par la suite, et l'ordre de grandeur des dépenses supplémentaires qu'il faudrait vraisemblablement engager lui serait indiqué.

(Paragraphe 60 à 64) Agrandissement des salles et installations de conférences du Palais des Nations

121. Le Comité des commissaires aux comptes avait constaté une certaine amélioration des contrôles et des procédures administratives applicables aux comptes relatifs au programme d'agrandissement du Palais. Il avait toutefois noté plusieurs défauts qui continuaient de nuire à l'efficacité des contrôles : le fait, par exemple, de ne pas inscrire dans les comptes les engagements et dépenses relatifs aux travaux achevés, le fait d'approuver un marché a posteriori, le fait de ne pas comptabiliser immédiatement les sommes supplémentaires réclamées par les entrepreneurs du fait de hausses de prix et, en cas de contestation desdites sommes, le fait de ne pas porter à l'attention des responsables de la gestion les dépenses imprévues qu'il faudrait éventuellement engager. En outre, le Comité avait rappelé ses recommandations précédentes concernant le grand livre des marchés, qui avait été ouvert et était tenu comme livre comptable auxiliaire, et avait

exprimé l'espoir que la vérification nécessaire par rapport au grand livre proprement dit serait opérée en 1973. Le Directeur général a pris note des observations du Comité, et les a portées à l'attention du Contrôleur financier des travaux d'agrandissement du Palais. Plusieurs des défauts signalés ont fait l'objet des paragraphes ci-dessus. La vérification du livre comptable auxiliaire par rapport au grand livre proprement dit sera un travail fastidieux et compliqué. L'Administration a estimé que le travail serait plus facile et donnerait des résultats plus positifs s'il était fait à l'issue des travaux de construction, car la question du taux de change à utiliser pour régler les engagements, les retenues et les avances est un facteur à prendre en considération. L'Administration envisage de continuer à s'assurer les services du Contrôleur financier des travaux d'agrandissement du Palais afin de lui confier, en 1974, le soin de commencer à vérifier, par rapport au compte de contrôle du grand livre proprement dit, la partie du grand livre des marchés relative au coût des travaux. La vérification des comptes des principaux entrepreneurs qui ont terminé les travaux a commencé. Le Contrôleur financier est également appelé à mettre au point le programme à long terme d'entretien et de remplacement biennal qui a été promis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

(Paragraphes 65 et 66) Perte au change - dévaluation du dollar des Etats-Unis

122. Le Comité des commissaires aux comptes avait noté que l'ONU avait appliqué un taux de change de 3,80 francs suisses pour un dollar des Etats-Unis pour établir le bilan du Fonds général au 31 décembre 1972, alors que le taux de change réel était de 3,76 francs suisses. De nouvelles dévaluations sont intervenues de sorte que le taux de change du franc suisse est tombé successivement à 3,41 et 3,23. Le Comité avait noté qu'il faudrait par conséquent demander des crédits additionnels en 1973. Dans le budget additionnel de l'exercice 1973 (chap. 10, art. IV) le Secrétaire général a demandé un crédit additionnel pour couvrir les pertes nettes au change qu'il prévoyait en raison des variations entre les taux fixés pour les opérations de l'ONU en vigueur dans les divers bureaux extérieurs au moment où ils achetaient les monnaies locales nécessaires pour faire face à leurs besoins courants et les taux effectivement pratiqués sur le marché. La perte effectivement subie en ce qui concerne les dépenses de l'Office de Genève a été d'environ 363 000 dollars.

Programmes techniques exécutés par l'Organisation des Nations Unies,
dont le coût est imputé sur le budget de l'ONU (Titre V), le
Programme des Nations Unies pour le développement et des fonds
d'affectation spéciale extra-budgétaires

(Paragraphes 67 à 72) Comptes et états financiers

123. Le Comité avait rappelé qu'en 1971 il avait estimé que les comptes et les états seraient plus significatifs et plus utiles si des états complets étaient établis séparément pour chacune des unités administratives qui sont responsables de leurs programmes respectifs et doivent en rendre compte. Le Comité avait noté que le Secrétaire général s'était conformé aux recommandations du Comité concernant la nécessité de rendre compte plus complètement des ressources disponibles pour l'exécution des programmes. Il avait dûment tenu compte de l'opinion du Comité selon laquelle les états financiers établis pour les activités de coopération

technique de l'Organisation des Nations Unies ne présentaient pas entièrement les renseignements disponibles d'une façon qui aide à les interpréter utilement. Outre les modifications apportées à l'état VI, qui faisaient apparaître toutes les données relatives aux ressources disponibles pour l'exécution des programmes, les états financiers de 1972 comportaient un tableau indiquant toutes les recettes et toutes les dépenses dans le cas de l'ONUDI. Les états financiers de 1973 comportent un tableau analogue pour les activités de coopération technique exécutées par la CNUCED. La présentation de l'état financier de 1973 relatif aux programmes techniques (état VII) a été considérablement modifiée. Cette modification, qui avait déjà été apportée en 1972 en ce qui concerne les fonds d'affectation spéciale, permet d'interpréter utilement et en connaissance de cause les données financières. L'état de 1973 fait apparaître, d'une part, l'actif, le passif et le solde inutilisé des fonds et, d'autre part, la source des fonds et leur utilisation au cours de l'exercice considéré. La partie de l'état qui concerne l'actif, le passif et le solde inutilisé fait apparaître le mouvement en 1973 des fonds disponibles pour des projets approuvés non encore exécutés. La nouvelle présentation de cet état a été examinée avec des représentants du Département des affaires économiques et sociales et de la CNUCED, qui ont convenu que les modifications apportées visaient bien à appliquer les recommandations précédentes du Comité. En outre, l'adoption en 1974 d'un système de budgétisation par programme permettra d'apporter de nouvelles améliorations aux états financiers relatifs à toutes les activités de coopération technique. En ce qui concerne l'observation du Comité quant au fait que des états intérimaires n'étaient pas établis en temps voulu, il faut signaler que la Division de la comptabilité a pu publier au début d'août 1973 les états intérimaires au 30 juin 1973 et, en novembre, les états intérimaires au 30 septembre 1973, malgré la réduction de ses effectifs due à des mutations à la FUNU (1973) et à divers bureaux extérieurs.

(Paragraphe 77 à 79) Révision des budgets des projets

124. Le Comité des commissaires aux comptes avait noté qu'une comparaison entre les comptes et états financiers et les budgets des projets établis par le PNUD sur ordinateur faisait apparaître une différence de 0,2 million de dollars imputable principalement au fait que les budgets des projets n'avaient pas été ajustés en fonction des dépenses effectives de 1971. Le Comité avait recommandé que l'on s'occupe en priorité de faire concorder ces comptes. Les imprimés révisés des budgets des projets, qui indiquaient les dépenses effectives de 1971 pour les grands projets, ont été reçus du PNUD le 7 août 1973. La Section des finances du Service administratif et financier du Département des affaires économiques et sociales, en coopération avec la Section des comptes du Bureau de la coopération technique (Division de la comptabilité), s'est engagée à examiner ces imprimés révisés pour s'assurer que tous les budgets des projets concordent bien désormais avec les états des dépenses. Les petits projets présentent encore un problème car, avant 1972, leurs budgets établis sur la base des rapports d'exécution présentés au PNUD étaient purement estimatifs alors que les états financiers faisaient apparaître les dépenses effectives comptabilisées. Il reste à déterminer les méthodes à suivre pour éliminer les différences qui existent actuellement. Le PNUD sera invité à envisager la possibilité de réviser les budgets des petits projets sur la base des dépenses effectives avant 1972, au lieu d'établir ces budgets en fonction des dépenses estimatives. A cette fin, il faudra réexaminer environ 850 projets exécutés par l'Organisation des Nations Unies.

125. Le Comité avait également noté que le Bureau de la coopération technique de l'ONU avait l'habitude d'établir des "Documents pour soumission des projets" qui permettaient de contrôler, sur le plan financier, les autorisations d'engagement de dépenses pour les projets financés par le PNUD. Le Comité avait constaté que, pour 1972, on n'avait pas vérifié la concordance des Documents pour soumission des projets et des budgets de projets établis par le PNUD sur ordinateur. Le Comité avait recommandé de vérifier promptement tout au long de l'année la concordance de ces deux séries de documents afin d'avoir un système plus efficace de contrôle financier intérieur. Le système de comptabilité proposé pour les activités de coopération technique fournit le cadre voulu pour automatiser les opérations nécessaires pour faire concorder les Documents pour soumission des projets et les autorisations d'engagements reçues du PNUD. On avait espéré pouvoir prendre les dispositions nécessaires pour établir un programme automatisé de vérification de la concordance à compter du 1^{er} janvier 1974. Pour la période intérimaire de 1973, on avait envisagé la possibilité de vérifier la concordance en comparant les bandes d'ordinateur du PNUD avec celles dont disposait le Bureau de la coopération technique, avant de tenter de faire faire la vérification à la main, ce qui aurait été très coûteux. Néanmoins, il n'a pas été possible d'entreprendre cette vérification en raison des modifications importantes à apporter au système de programmation.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

(Paragraphe 84 à 88) Comptes et états financiers

126. Le Comité avait noté avec satisfaction les mesures prises par le Secrétaire général pour donner suite aux recommandations présentées par le Comité en 1971 en vue de faire établir, en ce qui concerne l'ONUDI, des états financiers détaillés et utilisables. Le Comité continuait à souligner l'importance du rôle de tels états pour faciliter le contrôle financier intérieur exercé par l'Administration, et recommandait que les états financiers distincts établis par le Directeur exécutif de l'ONUDI servent de base pour établir un état financier récapitulatif et un rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale qui soient plus utiles et plus complets. Le Directeur exécutif a convenu que le tableau récapitulatif des ressources et des dépenses de l'ONUDI pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972 offrait à l'Assemblée générale un résumé complet et précis de la situation financière de l'ONUDI et de toutes ses opérations. Il compte améliorer encore la présentation des données détaillées à des fins de gestion interne et pour mieux informer le Conseil du développement industriel. En outre, on continuera à s'efforcer d'améliorer ces états de gestion et de mettre au point des procédures comptables qui permettent de les établir plus rapidement, non seulement en fin d'exercice, mais aussi pendant l'exercice.

(Paragraphe 93 à 95) Révision des budgets des projets

127. Comme dans le cas de la vérification des comptes du Bureau de la coopération technique de l'ONU, le Comité avait constaté qu'il y avait des différences entre les documents relatifs aux allocations pour les projets et les budgets des projets établis sur ordinateur par le PNUD, et avait recommandé d'assurer promptement

la concordance entre les deux pour qu'on puisse exercer un contrôle financier intérieur efficace. L'action de l'ONUDI est considérablement entravée par les retards avec lesquels le PNUD lui communique les renseignements nécessaires. Toutefois, la révision des budgets des projets et la vérification de leur concordance avec les documents relatifs aux allocations pour les projets de l'ONUDI ont bien progressé pendant l'année considérée. La vérification de la concordance au 31 août 1973 a été achevée le 31 mai 1974 et l'on prévoit que la vérification de fin d'exercice sera achevée avant la fin de l'année 1974.

(Paragraphe 96 à 100) Lacunes dans la réalisation des programmes

128. Le Comité avait noté les nouvelles mesures que l'ONUDI avait prises en 1972 pour améliorer l'exécution effective de ses programmes opérationnels. Il avait néanmoins déclaré que l'ONUDI continuait à accumuler des retards importants par rapport aux objectifs prévus pour l'exécution de son programme de 1972. Le Comité avait recommandé que l'ONUDI prenne de nouvelles mesures pour accroître l'efficacité de ses procédures d'exécution sur la base des rapports existants et d'états financiers complets établis en temps utile. L'ONUDI continue à mettre au point son rapport établi sur ordinateur ainsi que son état de gestion intérimaire, afin d'identifier les lacunes, d'améliorer l'exécution des programmes et d'aider à évaluer l'exécution des projets au cours de l'année. Il faut signaler que, s'il a eu des lacunes dans la réalisation de certains projets dans l'ensemble les résultats obtenus par l'ONUDI n'ont été que légèrement inférieurs aux objectifs initialement fixés pour l'exécution effective du programme : l'objectif qui avait été communiqué au Conseil du développement industriel était de 22 millions de dollars alors que la valeur des projets effectivement exécutés s'élevait à 21,2 millions de dollars.

(Paragraphe 101) Manuel des procédures financières et comptables

129. Le Comité avait noté que, si des instructions en matière de finances et de comptabilité avaient été publiées, il n'avait pas été établi de manuel récapitulant toutes les procédures comptables. Le Comité avait recommandé que, dans la mesure du possible, un manuel de comptabilité soit établi pour l'ONUDI en même temps qu'un manuel analogue pour le Siège de l'ONU. Le Directeur exécutif a estimé lui aussi que l'établissement d'un manuel des procédures financières et comptables était hautement souhaitable. Cependant, comme on l'a déjà expliqué, il n'a pas été possible de rédiger le manuel en question faute de personnel. Il faut signaler, en outre, que l'adoption de la budgétisation par programme, outre les nombreuses et profondes modifications apportées aux procédures du PNUD, devra naturellement être prise en considération dans tout manuel de procédures comptables. L'Administration se propose d'établir un manuel de comptabilité pour le Siège et de le modifier, selon qu'il conviendra, en fonction des conditions locales à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'ONUDI, ainsi que dans les commissions économiques.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

(Paragrapes 102 à 107) Etats financiers

130. Dans son dernier rapport, le Comité des commissaires aux comptes avait recommandé l'établissement à intervalles réguliers d'états financiers adéquats indiquant l'utilisation des fonds dont la CNUCED est comptable. Bien qu'il ait été informé que ni l'Administration de la CNUCED ni le Secrétaire général ne souhaitent l'établissement d'états financiers distincts, le Comité avait estimé qu'il deviendrait plus important à l'avenir d'avoir des rapports financiers adéquats pour contrôler les opérations de la CNUCED en raison de l'adoption de la budgétisation par programme. A cet égard, les arrangements actuels en matière de comptabilité que le Comité des commissaires aux comptes a décrits au paragraphe 105 de son rapport (voir plus loin, chap. IV) sont considérés comme satisfaisants pour les contrôles mensuels. En outre, on a inclus un tableau récapitulatif des ressources et des dépenses de la CNUCED dans les états financiers de 1973 pour donner des renseignements supplémentaires à des fins de gestion. Ce tableau récapitulatif est analogue à celui qui avait été inclus pour l'ONUDI dans les états financiers de 1972 et qui, de l'avis du Comité, représentait un progrès important sur la voie de la mise au point et de l'application des principes fondamentaux à suivre pour rendre compte intégralement de toutes les opérations dans des états financiers détaillés et utilisables.

131. Le système utilisé actuellement pour établir l'état des allocations récapitulant les dépenses engagées par la CNUCED à Genève et à New York ne permet pas, de l'avis du Comité, d'atteindre entièrement l'objectif visé, qui est de fournir en temps voulu à l'Administration de la CNUCED un état récapitulatif de toutes les allocations. Le Comité a recommandé d'accorder la priorité nécessaire à cette question lorsqu'on prendra les arrangements voulus pour relier le Centre de calcul de New York au Centre international de calcul de Genève. La recommandation du consultant en matière de communications visant à établir une liaison téléphonique entre les Centres de calcul de New York et de Genève prévoyait que des mesures concrètes seraient prises en 1974. Mais, il se peut qu'en raison des hausses de prix l'application de cette recommandation soit reportée à plus tard. De toute façon, la transmission des données par téléphone ne serait rentable qu'en dehors des heures de pointe. En fait, le nombre accru des messages transmis, du fait de l'opération de la FUNU, pose des problèmes de priorité supplémentaires. L'Administration envisage actuellement la possibilité d'expédier très rapidement les bandes par avion, au tarif marchandises, ce qui permettrait peut-être de résoudre, à bien moindres frais, le problème de l'établissement en temps voulu de l'état récapitulatif des allocations. Cette pratique plus économique a été adoptée et appliquée avec succès par le FISE. En outre, l'Administration a envisagé la possibilité de résoudre le problème en envoyant tous les mois à Genève les bandes relatives aux dépenses de la CNUCED à New York, ce qui permettrait à l'Office de Genève d'établir des comptes récapitulatifs sans trop de difficulté en utilisant l'ordinateur du Centre international de calcul de Genève.

(Paragraphe 108 et 109) Centre du commerce international

132. Dans ses rapports de 1970 et de 1971, le Comité avait recommandé à la CNUCED de conclure un accord écrit avec le GATT au sujet des arrangements détaillés touchant l'administration du Centre du commerce international. Le Comité avait noté que sa recommandation avait été suivie et que les arrangements administratifs et financiers concernant le Centre avaient été revus par le Directeur général du GATT et le Secrétaire général de la CNUCED. Le Comité avait noté que la caractéristique principale des nouveaux arrangements était le fait qu'on avait confié au Centre de nouvelles responsabilités sur le plan administratif, dont il s'acquitterait désormais en se conformant au Règlement et aux Règles de gestion financières de l'ONU. En 1973, les modifications qu'il avait été convenu d'apporter aux arrangements administratifs ont été soumises par le Secrétaire général au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/C.5/1533). Le Comité consultatif a approuvé les arrangements administratifs et l'Assemblée générale en a pris note. Les arrangements administratifs pour l'exercice 1973 sont entrés en vigueur le 1er mars 1973. L'Office des Nations Unies à Genève assume depuis le 1er janvier 1973 la responsabilité de l'établissement des états de paie, des paiements et de la tenue des comptes. Les états financiers et le rapport financier y relatif ont été établis par l'Organisation des Nations Unies, en collaboration avec la CNUCED, le GATT et le Centre du commerce international et ont été transmis par le Secrétaire général au Comité des commissaires aux comptes, pour examen. A la suite de la décision prise par l'Assemblée générale, le Groupe consultatif commun du Centre du commerce international a publié un rapport (ITC/AG(VII)/37) dans lequel il recommandait que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, y compris la CNUCED, ainsi que les secrétariats du GATT et du Centre du commerce international, formulent des propositions d'arrangements administratifs et financiers pour le Centre et que, à moins que cela ne soit de toute évidence pas possible, ces propositions soient conformes aux recommandations du Comité technique du Groupe consultatif commun 9/.

Commission économique pour l'Amérique latine

(Paragraphe 115 à 118) Système comptable

133. Le Comité avait noté que d'importants progrès avaient été réalisés dans l'établissement des états mensuels comme suite aux observations qu'il avait faites en 1970. Il avait néanmoins constaté que les engagements (qui, à la CEPAL, sont enregistrés à la main) n'apparaissaient pas dans les états mensuels des comptes soumis à la Division de la comptabilité, c'est-à-dire que les rapports mensuels ne portaient que sur les opérations de caisse. Les engagements n'apparaissaient qu'en fin d'exercice. Le Comité avait recommandé l'adoption d'un système de traitement sur ordinateur pour comptabiliser et faire apparaître de façon adéquate les engagements non réglés dans les états financiers mensuels. Les comptes de la CEPAL, bien qu'enregistrés par du matériel de traitement électronique des données, sont toujours tenus dans le cadre d'un système de comptabilité provisoire. Les travaux préparatoires en vue de la comptabilisation et de la liquidation des

9/ Pour les recommandations du Comité technique, voir ITC/AG(VII)/37, annexe I.

engagements ont été menés à bien. Toutefois, faute de personnel compétent, la CEPAL n'a pas encore pu passer au stade de l'application. Elle ne dispose actuellement que d'un seul analyste et n'a aucun programmeur ou programmeur assistant. La situation à Santiago fait qu'il est fort difficile à la CEPAL de procéder de façon ordonnée et planifiée. Le Directeur du Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques se rendra néanmoins à la CEPAL en 1974 et y étudiera les problèmes qui ont empêché d'améliorer le programme de traitement sur ordinateur. Ce déplacement se justifie d'autant plus que la CEPAL a indiqué que le coût des services d'ordinateur augmentera vraisemblablement de 500 p. 100. L'Administration approuve l'objectif que les commissaires aux comptes cherchent à réaliser.

134. D'autre part, le Comité avait déclaré qu'à son avis, il fallait absolument fournir plus de personnel à la Section des finances et superviser ses travaux de plus près. A cet égard, et notant que l'effectif de la Section des finances de la CEPAL était nettement insuffisant depuis près de deux ans, le chef par intérim du Bureau des services financiers a affecté un nouveau fonctionnaire des finances à la Section des finances de la CEPAL à partir du deuxième semestre de 1973. En outre, au cours du dernier trimestre de 1973, un fonctionnaire des finances (hors classe) a été envoyé à la CEPAL pour y assumer des responsabilités tant dans le domaine administratif que dans le domaine financier. Par la suite, le Service de vérification intérieure des comptes a envoyé à Santiago un vérificateur principal des comptes pour étudier à fond la situation financière et administrative qui, de l'avis des commissaires aux comptes, était peu satisfaisante. Au début de 1974, un fonctionnaire d'administration (hors classe) a été affecté à la CEPAL pour y diriger la Section de l'administration. Le chef par intérim du Bureau des services financiers, conformément à l'avis du Service de vérification intérieure des comptes, restitue à la CEPAL un poste de fonctionnaire des finances (hors classe) dont le titulaire sera chargé de prendre les mesures nécessaires pour mettre de l'ordre dans les comptes de la CEPAL et faire appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes d'ici le 30 juin 1974. En outre, au cours de 1974, le Siège, agissant en étroite collaboration avec le secrétaire exécutif de la CEPAL, aura affecté à la CEPAL le nombre nécessaire de comptables et de fonctionnaires d'administration compétents, ce qui devait permettre d'apporter les améliorations voulues.

(Paragraphe 119 et 120) Marchés et achats

135. La vérification par sondage des marchés et des achats à laquelle le Comité avait procédé avait révélé que dans plusieurs cas il n'avait pas été fait appel à la concurrence. Le Comité avait porté ces faits, qui sont contraires à la lettre du Règlement financier et des règles de gestion financière, à l'attention de l'Administration. Dans un cas, le marché a été attribué sans appels à soumissions parce que l'entrepreneur avait exécuté des travaux analogues sur le site de la CEPAL et que ses offres avaient toujours été les plus avantageuses. Les travaux exécutés par cet entrepreneur avaient toujours été satisfaisants. Néanmoins, les règles de gestion financière 110.18 et 110.19 seront désormais appliquées de façon plus stricte.

Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

(Paragraphe 122) Système comptable

136. Le Comité avait noté que tous les documents comptables et comptes de la CEAE0 étaient établis à la main, sauf les états de paie qui étaient établis sur ordinateur. Le Comité estimait que le programme d'automatisation de la comptabilité de la CEAE0 pourrait être mis au point de la même manière que celui de la CEPAL et il avait recommandé de prendre des mesures pour exécuter ce programme dans les meilleurs délais. L'opinion du Comité des commissaires aux comptes quant à l'automatisation de la comptabilité a été notée avec satisfaction. Des mesures préliminaires ont été prises pour traiter un plus grand nombre de données comptables de la CEAE0 sur ordinateur et, grâce au concours et à la coopération que la Division de statistique continue à apporter aux travaux de programmation et d'administration, on espère que l'on aura complètement automatisé la comptabilité dans un avenir pas trop lointain. Cependant, il est vraisemblable que des restrictions budgétaires retarderont quelque peu l'application totale de cette recommandation.

137. L'Administration a examiné avec beaucoup d'attention les observations des commissaires aux comptes et la meilleure façon d'automatiser rapidement et à moindres frais la comptabilité de la CEAE0, sans renoncer au contrôle positif exercé par l'ONU ni à la comptabilité des systèmes comptables dans toute l'Organisation. L'Administration estime que les travaux progressent de façon encourageante et compte que les nombreux problèmes auxquels on s'est heurté pourront être résolus de façon que les comptes pour 1974 puissent être clôturés principalement sur la base de données traitées sur ordinateur.

II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après numérotés de I à VIII, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973. Nous avons notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'exercice, lesquelles opérations étaient conformes au règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière au 31 décembre 1973.

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,

(Signé) J. S. ESCALLON O.

L'Auditeur général du Canada

(Signé) J. J. MACDONELL

Le Vérificateur général des comptes du Pakistan,

A. HAMID

Le 25 juin 1974

III. COMPTES DE L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1973

Etat des ouvertures de crédits, des
des ouvertures de crédits

Chapitres	Objet des allocations de crédits	Ouvertures de crédits initiales a/	Ouvertures de crédits addition- nels b/
		Dollars	Dollars
<u>Titre premier. Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comité; réunions et conférences spéciales</u>			
1.	Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	1 519 570	49 100
2.	Réunions et conférences spéciales	1 922 600	215 300
	TOTAL, TITRE PREMIER	3 442 170	264 400
<u>Titre II. Dépenses de personnel et dépenses connexes</u>			
3.	Traitements et salaires	99 989 500	2 500 100
4.	Dépenses communes de personnel	23 441 300	(18 300)
5.	Frais de voyage du personnel	2 646 350	350 800
6.	Versements prévus aux paragraphes 2 et 5 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation	150 000	10 000
	TOTAL, TITRE II	126 227 150	2 842 600
<u>Titre III. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien</u>			
7.	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	11 649 400	8 500
	TOTAL, TITRE III	11 649 400	8 500
<u>Titre IV. Matériel, fournitures et services</u>			
8.	Matériel et installations	1 246 800	21 000
9.	Entretien, location et utilisation des locaux	7 850 200	434 800
10.	Frais généraux	6 318 900	915 000
11.	Imprimerie	3 155 200	-
	TOTAL, TITRE IV	18 571 100	1 370 800
<u>Titre V. Programmes techniques</u>			
12.	Services consultatifs régionaux et sous-régionaux	1 825 000	(306 000)
13.	Développement économique, développement social, administration publique, services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, contrôle des stupéfiants	5 408 000	(907 000)
14.	Développement industriel	1 500 000	-
	TOTAL, TITRE V	8 733 000	(1 213 000)
<u>Titre VI. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</u>			
15.	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	13 252 600	1 306 300
	TOTAL, TITRE VI	13 252 600	1 306 300
<u>Titre VII. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel</u>			
16.	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	14 634 700	2 189 900
	TOTAL, TITRE VII	14 634 700	2 189 900

dépenses engagées et des soldes inutilisés
au 31 décembre 1973

1973			1972					
Virements ultérieurs entrés chapitre c/	Crédits révisés	Soldes inutilisés des ouvertures de crédits	Engagements				Engagements	
			Réglés	Non réglés	Total ^{d/}	Pourcentage	Total	Pourcentage
Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars		Dollars	
(75 828)	1 492 842	-	1 146 934	345 908	1 492 842	0,64	1 352 333	0,65
(88 168)	2 049 732	-	1 997 853	51 879	2 049 732	0,88	2 829 455	1,36
(163 996)	3 542 574	-	3 144 787	397 787	3 542 574	1,52	4 181 788	2,01
(392 382)	102 097 218	-	101 666 143	431 075	102 097 218	43,67	92 358 050	44,32
166 952	23 589 952	-	23 041 729	548 223	23 589 952	10,09	21 225 459	10,19
3 941	3 001 091	-	2 828 005	173 086	3 001 091	1,28	2 714 257	1,30
-	160 000	4 129	152 730	3 141	155 871	0,07	146 883	0,07
(221 489)	128 848 261	4 129	127 688 607	1 155 525	128 844 132	55,11	116 444 649	55,88
-	11 657 900	8 017	11 578 882	71 001	11 649 883	4,98	9 548 677	4,58
-	11 657 900	8 017	11 578 882	71 001	11 649 883	4,98	9 548 677	4,58
25 284	1 293 084	-	999 606	293 478	1 293 084	0,55	1 291 403	0,62
248 125	8 533 125	-	8 239 972	293 153	8 533 125	3,65	7 289 888	3,50
234 922	7 468 822	-	7 205 319	263 503	7 468 822	3,19	6 572 843	3,15
31 721	3 186 921	-	2 209 651	977 270	3 186 921	1,36	3 119 717	1,50
540 052	20 481 952	-	18 654 548	1 827 404	20 481 952	8,75	18 273 851	8,77
14 786	1 533 786	-	1 403 280	130 506	1 533 786	0,66	1 494 770	0,72
-	4 501 000	-	1 690 985	2 810 015	4 501 000	1,92	4 575 697	2,20
(14 786)	1 485 214	13 081	947 975	524 158	1 472 133	0,63	1 462 618	0,70
-	7 520 000	13 081	4 042 240	3 464 679	7 506 919 ^{d/}	3,21	7 533 085	3,62
45 030	14 603 930	-	14 267 328	336 602	14 603 930	6,25	12 159 876	5,83
45 030	14 603 930	-	14 267 328	336 602	14 603 930	6,25	12 159 876	5,83
(199 597)	16 625 003	47 317	15 749 521	828 165	16 577 686	7,09	14 103 129	6,77
(199 597)	16 625 003	47 317	15 749 521	828 165	16 577 686	7,09	14 103 129	6,77

Chapitres	Objet des allocations de crédits	Ouvertures de crédits initiales a/	Ouvertures de crédits additionnels b/
		Dollars	Dollars
	<u>Titre VIII. Missions spéciales</u>		
17.	Missions spéciales	8 959 100	365 500
	TOTAL, TITRE VIII	8 959 100	365 500
	<u>Titre IX. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</u>		
18.	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	5 925 900	730 000
	TOTAL, TITRE IX	5 925 900	730 000
	<u>Titre X. Cour internationale de Justice</u>		
19.	Cour internationale de Justice	1 714 900	247 500
	TOTAL, TITRE X	1 714 900	247 500
	<u>Titre XI. Dépenses spéciales</u>		
20.	Dépenses spéciales	10 810 400	202 500
	TOTAL, TITRE XI	10 810 400	202 500
	<u>Titre XII. Programme des Nations Unies pour l'environnement</u>		
21.	Programme des Nations Unies pour l'environnement	2 000 000	(160 000)
	TOTAL, TITRE XII	2 000 000	(160 000)
	TOTAL, TITRES I A XII	225 920 420	8 155 000
	Solde inutilisé des crédits révisés pour 1972 approuvé par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 2947 A (XXVII)	-	(255 046)
	TOTAL GENERAL	225 920 420 ^{a/}	7 899 954 ^{b/}

a/ Crédits ouverts par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 3044 A (XXVII) du

b/ Crédits ouverts par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 3094 (XXVIII) du

c/ Dont 770 761 dollars virés avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions adminis-

d/ Dont 189 166 dollars au titre XI (Dépenses spéciales) en ce qui concerne le programme intégré¹ fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international de l'Assemblée générale⁷, et l'assistance relative aux plans de protection contre les catastrophes pour les programmes techniques, soit un montant total de 7 696 085 dollars, qui figure à l'état VII dans les

CERTIFIE EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

New York, le 31 mars 1974

ETAT I (suite)

1973			1972					
Engagements ultérieurs entre chapitres c/	Crédits révisés	Soldes inutilisés des ouvertures de crédits	Engagements				Engagements	
			Réglés	Non réglés	Total ^{d/}	Pourcentage	Total	Pourcentage
Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars		Dollars	
-	9 324 600	4 525	8 923 013	397 062	9 320 075	3,99	8 325 047	3,99
-	9 324 600	4 525	8 923 013	397 062	9 320 075	3,99	8 325 047	3,99
-	6 655 900	22 493	6 421 382	212 025	6 633 407	2,84	5 397 748	2,59
-	6 655 900	22 493	6 421 382	212 025	6 633 407	2,84	5 397 748	2,59
-	1 962 400	62 443	1 899 957	-	1 899 957	0,81	1 698 981	0,82
-	1 962 400	62 443	1 899 957	-	1 899 957	0,81	1 698 981	0,82
-	11 012 900	23 050	10 556 536	433 314	10 989 850	4,70	10 728 323	5,14
-	11 012 900	23 050	10 556 536	433 314	10 989 850 ^{d/}	4,70	10 728 323	5,14
-	1 840 000	86 027	1 551 282	202 691	1 753 973	0,75	-	-
-	1 840 000	86 027	1 551 282	202 691	1 753 973	0,75	-	-
-	234 075 420	271 082	224 478 083	9 326 255	233 804 338	100,00	208 395 154	100,00
-	(255 046)	(255 046)	-	-	-			
-	233 820 374	16 036	224 478 083	9 326 255	233 804 338			

19 décembre 1972.

11 décembre 1973.

tratives et budgétaires.

d'enseignement et de formation [résolution 2349 (XXII) de l'Assemblée générale], le Programme d'assistance aux [résolution 2204 (XXI) de l'Assemblée générale], l'assistance en cas de catastrophe naturelle [résolution 2034 (X) naturelles [résolution 2435 (XXIII) de l'Assemblée générale] et le montant intégral de 7 506 919 dollars au titre sommes affectées aux programmes par prélèvement sur les crédits de l'ONU.

Fonds général de l'Organisation des Nations Unies

Recettes, engagements et excédent budgétaire de l'exercice terminé le 31 décembre 1973

	<u>1973</u> <u>Dollars</u>	<u>Pourcentage</u>	<u>1972</u> <u>Dollars</u>	<u>Pourcentage</u>
I. Recettes et engagements				
Receettes provenant des contributions des Etats Membres :				
Montant net des contributions mises en recouvrement pour 1973 (tableau 5)	196 679 179	83,97	185 331 650	87,18
Crédits additionnels pour 1973 /en application de la résolution 3094 A (XXVIII) de l'Assemblée générale/	7 899 954	3,37	(2 637 000)	(1,24)
Contributions des nouveaux Etats Membres /en application de la résolution 2961 A (XXVII) de l'Assemblée générale/	<u>311 032</u>	<u>0,13</u>	<u>75 951</u>	<u>0,04</u>
	204 890 165	87,47	182 770 601	85,98
Recettes provenant des contributions du personnel (montant estimatif) /en application de la résolution 3044 C (XXVII) de l'Assemblée générale/	19 116 211	8,16	17 871 776	8,41
Recettes provenant d'autres sources (tableau 3)	8 972 254	3,84	10 075 721	4,73
Montant de l'excédent budgétaire de 1971 /en application de la résolution 3044 C (XXVII) de l'Assemblée générale/	<u>1 238 198</u>	<u>0,53</u>	<u>1 874 033</u>	<u>0,88</u>
Total, recettes	<u>234 216 828</u>	<u>100,00</u>	<u>212 592 131</u>	<u>100,00</u>
Moins :				
Engagements de 1973 (état I)	233 804 338	99,82	208 395 154	98,03
Montant de la diminution des crédits ouverts pour 1972 par rapport au montant révisé /en application de la résolution 2947 A (XXVII) de l'Assemblée générale/	-	-	3 937 960	1,85
Total	<u>233 804 338</u>	<u>99,82</u>	<u>212 333 114</u>	<u>99,88</u>
Excédent des recettes sur les engagements	<u>412 490</u>	<u>0,18</u>	<u>259 017</u>	<u>0,12</u>
II. Excédent budgétaire				
Solde au 1er janvier	<u>3 102 600</u>		<u>3 112 231</u>	
Ajouter :				
Contributions versées par les nouveaux Etats Membres :				
Pour 1971 Bahreïn	6 970			
Emirats arabes unis	6 970			
Oman	6 970			
Qatar	6 970			
Pour 1972 Bahreïn	70 788			
Emirats arabes unis	70 788			
Oman	70 788			
Qatar	70 788			
Total, contributions versées par les nouveaux Etats Membres	311 032		75 951	
Economies réalisées lors du règlement d'engagements de l'exercice précédent	1 632 129		1 446 885	
Ajustement du montant estimatif des recettes autres que les contributions du personnel pour 1971 /résolution 2899 C (XXVI) de l'Assemblée générale/	-		158 500	
Excédent des recettes sur les engagements	<u>412 490</u>		<u>259 017</u>	
	<u>5 458 251</u>		<u>5 052 584</u>	
Moins :				
Sommes utilisées pour l'exécution du budget	1 238 198		1 874 033	
Sommes utilisées pour l'exécution du budget	<u>311 032</u>		<u>75 951</u>	
	<u>1 549 230</u>		<u>1 949 984</u>	
Solde au 31 décembre (état III)	<u>3 909 021</u>		<u>3 102 600</u>	

CERTIFIE EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,
(Signé) W. H. ZIEHL

New York, le 31 mars 1974

Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies
Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1972

ACTIF

Disponibilités à court terme :

Encaisse et disponible en banque ou en transit
Contributions mises en recouvrement non acquittées (tableau 5)
Sommes à recevoir, avances, dépôts, etc.
A recevoir des fonds d'affectation spéciale (état VIII)
Compte spécial pour des contributions mises en recouvrement non acquittées
(résolution 3049 C (XVII) de l'Assemblée générale)
Crédits additionnels pour 1973 (résolution 3094 (XVIII) de l'Assemblée générale ...

Dollars

Fonds général
Dollars

Exigibilités à court terme :

Engagements non réglés (état I)
Sommes à payer et soldes créditeurs divers
Dû au Fonds de roulement
Dû aux comptes pour les travaux de construction en cours (tableau 11)
Dû au Compte spécial de l'ONU
Dû aux fonds d'affectation spéciale (état VIII)
Contributions mises en recouvrement acquittées à l'avance
Fonds de précaution des impôts (tableau 6)
Excédent budgétaire non alloué et comptabilisé temporairement, en
application de la résolution 2047 B (XVII) de l'Assemblée générale ..
Excédent disponible à porter au crédit des Etats Membres (état II)

Dollars

Dollars

Immobilisations :

Bâtiment du Siège de l'ONU, New York, coût initial
A déduire
Coût du bâtiment de la bibliothèque démolie en 1960
Terrain du Siège, New York
Bâtiment du Secrétariat et Salle des assemblées, bâtiment de la bibliothèque et
village, Genève
Modernisation du Palais des Nations, Centre
Terrains et bâtiments Adria Dobo, Negadisco et Pusan
Immeuble des Nations Unies à Santiago
Immeuble offert par les Pays-Bas, Bangor

Dollars

Dollars

Immobilisations :

Investissements sous formes d'immobilisations, financés par :
Dettes à long terme :
Solde non remboursé du prêt de 65 millions de dollars consenti par
le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour la construction
du bâtiment du Siège de l'ONU
Dons
Crédits ouverts au budget ordinaire

Dollars

Dollars

Avances au Fonds général pour l'exécution du budget

Avances pour divers achats et opérations amortissables (tableau 7)

Fonds de roulement

Montant du Fonds de roulement (tableau 8)

Disponible en banque

Lettres de crédit
Placements
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers
A recevoir du Fonds général de l'ONU
Engagements :
Régles par décaissements
Non réglés

Travaux de construction en cours

Sommes à payer et soldes créditeurs divers
Engagements non réglés
Prêt du Gouvernement suisse
Dû au Fonds général de l'ONU
Crédits ouverts pour les travaux de construction
Dons de gouvernements
Intérêts échus
Gain au change

ACTIF

PASSIF

ETAT III (suite)

Compte spécial de l'ONU

Placements (tableau 9)
 Contributions annoncées non versées par des Etats Membres
 Avances au Fonds général pour l'exécution du budget
 Avances au Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies
 Avances au Compte ad hoc pour l'opération des Nations Unies au Congo
 Intérêts échus
 Total
 1 757 503
 10 370 000 s/
 22 915 564
 3 424 428
 197 525
 10 685

Dollars

Dollars

Contributions volontaires :
 Canada
 Danemark
 Egypte
 Emirats arabes unis
 Finlande
 France
 Grèce
 Islande
 Italie
 Jamaïque
 Japon
 Koweït
 Libéria
 Mali
 Malte
 Nigéria
 Norvège
 Ouganda
 Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
 Suède
 Tunisie
 Yougoslavie
 Zaïre
 Zambie
 Total
 3 871 769
 987 766
 50 000
 1 000 000
 507 865
 3 900 000
 50 000
 80 000
 1 499 755
 10 000
 2 500 000
 250 000
 8 000
 4 990
 9 000
 20 000
 678 136
 19 000
 9 527 943
 2 000 000
 5 000
 100 000
 100 000
 14 000
 26 193 224
 11 000 000
 37 193 224

Dollars

Dollars

Dollars

A déduire :
 Montant du crédit ouvert pour l'opération de la Force
 d'urgence des Nations Unies en application de la
 partie IV de la résolution 2115 II (XX) de
 l'Assemblée générale
 Total
 3 911 000
 35 282 224

A ajouter :
 Contributions de sources privées
 Recettes diverses
 Revenus des placements :
 Jusqu'au 31 décembre 1972
 En 1973
 Recettes comptabilisées d'avance
 Total
 56 073
 28 257
 3 665 503
 1 274 848
 4 940 351
 5 024 681
 370 000
 38 676 905

Dollars

Dollars

Dollars

g/ Une contribution de 10 000 000 dollars reçue le 10 janvier 1974.

Dépenses autorisées pour la période 1er juillet 1962-31 décembre 1973 pour
 lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement :
 Compte ad hoc pour l'opération des Nations Unies au Congo :
 Dépenses autorisées
 A déduire :
 Recettes provenant des contributions du personnel
 Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies :
 Dépenses autorisées
 A déduire :
 Recettes provenant des contributions du personnel
 Avances au Compte ad hoc pour l'opération des Nations Unies au Congo
 (état VI)
 Avances au Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies
 (état IV)
 Total
 110 725 800
 754 320
 19 206 880
 132 288
 19 074 592
 129 046 072
 35 933 532
 8 114 492
 173 094 096

Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU"

Total des obligations vendues
 A déduire :
 Principal remboursé au 31 décembre 1973 (tableau 10)
 Gain net au change (tableau 10)
 Obligations de l'ONU non remboursées
 A ajouter :
 Compte d'amortissement
 Gain net au change
 Total des obligations vendues
 Intérêts échus des placements :
 Jusqu'au 31 décembre 1965, 3 188 418 dollars, et ensuite,
 échu
 Total
 169 905 678
 61 423 031
 1 638 175
 106 844 472
 61 423 031
 1 638 175
 169 905 678
 3 188 418
 173 094 096

Dollars

Dollars

Dollars

CERTIFIÉ EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,
 (Signé) W. H. ZIEHL

B. COMPTE SPECIAL DE LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES (1956)

ETAT IV

Etat des fonds au 31 décembre 1973

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. <u>Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés</u>		
<u>Actif :</u>		
Contributions mises en recouvrement non acquittées (tableau 12)		44 242 137
Compte spécial pour des contributions mises en recouvrement non acquittées /résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale/		5 274 570
Excédent des dépenses autorisées sur les contributions mises en recouvrement et les contributions volontaires portées en recettes :		
Pour le second semestre de 1963	105 048	
Pour 1964	<u>771 303</u>	876 351
Sommes à recevoir, avances et autres éléments d'actif (voir plus haut, par. 29 du Rapport financier)		<u>54 073</u>
Total, actif		<u>50 447 131</u>
<u>Passif et réserves :</u>		
Sommes à payer aux Etats Membres		25 008 934
Montants portés au crédit d'Etats Membres au titre des recettes provenant des contributions du personnel dont on estime qu'elles ne seront pas nécessaires pour faire face au remboursement des impôts sur le revenu (Etats autres que les Etats-Unis d'Amérique)		465 138
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement - à rétrocéder aux Etats Membres qui ont versé les contributions volontaires :		
Pour le second semestre de 1963	108 587	
Pour 1964	<u>505 441</u>	614 028
Somme mise en recouvrement auprès des pays économiquement développés en vue de constituer une réserve		10 415 000
Dû au Compte spécial "Produits de la vente des obligations de l'ONU"		8 114 492
Dû au Compte spécial de l'ONU		<u>3 424 428</u>
Total, passif et réserves		<u>48 042 020</u>
<u>Solde des fonds inutilisés :</u>		
Solde disponible au 1er janvier 1973		4 470 838
<u>Moins</u> : Excédent des dépenses sur les recettes		<u>2 065 727</u>
Solde disponible au 31 décembre 1973		<u>2 405 111</u>
Total, passif et réserves et fonds inutilisés		<u>50 447 131</u>

ETAT IV (suite)

	1956 à 1972	Exercice terminé le 31 décembre 1973	Solde au 31 décembre 1973
	Dollars	Dollars	Dollars
II. Etat des recettes et des dépenses			
<u>Recettes :</u>			
Contributions des Etats Membres :			
Mises en recouvrement	166 375 419	-	166 375 419
Volontaires	28 086 176	-	28 086 176
Produit de la vente des obligations de l'ONU	19 206 880	-	19 206 880
Avance prélevée sur le Compte spécial de l'ONU	3 911 000	-	3 911 000
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	3 545 672	-	3 545 672
Total, recettes	221 125 147	-	221 125 147
<u>Moins : Dépenses</u>			
Personnel	57 114 450	-	57 114 450
Matériel et approvisionnements	158 099 017	-	158 099 017
Divers	1 440 842	2 065 727	3 506 569
Total, dépenses	216 654 309	2 065 727	218 720 036
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>	<u>4 470 838</u>	<u>(2 065 727)</u>	<u>2 405 111</u>

CERTIFIE EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

New York, le 31 mars 1974

C. FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES (1973)

ETAT V

Etat des fonds au 31 décembre 1973

Dollars

I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés

Actif :

Encaisse et disponible en banque ou en transit	4 430 140
Contributions mises en recouvrement à recevoir des Etats Membres (tableau 13)	26 616 356
Sommes à recevoir	41 349
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	44 501
Total, actif	<u>31 132 346</u>

Passif et réserves :

Sommes à payer	260 848
Engagements non réglés	866 178
Dû au Fonds général de l'ONU	<u>3 509 423</u>
Total, passif et réserves	<u>4 636 449</u>

Solde des fonds inutilisés :

Solde disponible au 25 octobre 1973	-
<u>A ajouter</u> : Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-dessous)	<u>26 495 897</u>
Solde disponible au 31 décembre 1973	<u>26 495 897</u>
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	<u>31 132 346</u>

ETAT V (suite)

DollarsII. Etat des recettes et des dépenses pour la période du
25 octobre 1973 au 31 décembre 1973Recettes :

Contributions mises en recouvrement reçues des Etats Membres (tableau 13)	30 000 000
Dons de sources privées	25
Revenu des placements	<u>2 229</u>
Total, recettes	<u>30 002 254</u>

Moins : Dépenses

Personnel	518 460
Matériel et approvisionnements	2 774 146
Divers	<u>213 751</u>
Total, dépenses (tableau 14)	<u>3 506 357</u>

Excédent des recettes sur les dépenses26 495 897

CERTIFIE EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,(Signé) W. H. ZIEHL

New York, le 31 mars 1974

D. COMPTE "AD HOC" POUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

ETAT VI

Etat des fonds au 31 décembre 1973

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. <u>Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés</u>		
<u>Actif :</u>		
Contributions mises en recouvrement non acquittées (tableau 15)		75 404 823
Compte spécial pour des contributions mises en recouvrement non acquittées /résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale/		6 687 206
Excédent des dépenses autorisées sur les contributions mises en recouvrement et les contributions volontaires portées en recettes :		
Pour 1961	268 455	
Pour le second semestre de 1963	1 118 712	
Pour le premier semestre de 1964	585 899	1 973 066
		<u>84 065 095</u>
Total, actif		
<u>Passif et réserves :</u>		
Sommes à payer aux Etats Membres		12 078 091
Engagements non réglés		107 943
Montants portés au crédit d'Etats Membres au titre des recettes provenant des contributions du personnel dont on estime qu'elles ne seront pas nécessaires pour faire face au remboursement des impôts sur le revenu (Etats autres que les Etats-Unis d'Amérique)		855 163
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement, à rétrocéder aux Etats Membres qui ont versé les contributions volontaires :		
Pour le second semestre de 1963	1 017 844	
Pour le premier semestre de 1964	542 470	1 560 314
Dû au Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU"		35 933 532
Dû au Compte spécial de l'ONU		197 625
Total, passif et réserves		<u>50 732 668</u>
<u>Solde des fonds inutilisés :</u>		
Solde disponible au 1er janvier 1973		33 472 973
<u>Moins</u> : Excédent des dépenses sur les recettes (voir ci-dessous)		<u>140 546</u>
Solde disponible au 31 décembre 1973		<u>33 332 427</u>
Total, passif et réserves et fonds inutilisés		<u>84 065 095</u>

ETAT VI (suite)

	1960 à 1972	Exercice terminé le 31 décembre 1973	Solde au 31 décembre 1973
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
II. <u>Etat des recettes et des dépenses</u>			
<u>Recettes :</u>			
Contributions des Etats Membres :			
Mises en recouvrement	241 548 990	-	241 548 990
Volontaires	36 192 702	-	36 192 702
Produit de la vente des obligations de l'ONU	110 725 800	-	110 725 800
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	45 262 340	-	45 262 340
Total, recettes	<u>433 729 832</u>	<u>-</u>	<u>433 729 832</u>
<u>Moins : Dépenses</u>			
Personnel	116 987 088	-	116 987 088
Matériel et approvisionnements	281 502 501	-	281 502 501
Divers	1 767 270	140 546	1 907 816
Total, dépenses	<u>400 256 859</u>	<u>140 546</u>	<u>400 397 405</u>
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>	<u>33 472 973</u>	<u>(140 546)</u>	<u>33 332 427</u>

CERTIFIE EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,(Signé) W. H. ZIEHL

New York, le 31 mars 1974

E. PROGRAMMES TECHNIQUES FINANCES PAR LES CREDITS OUVERTS AU TITRE V DU BUDGET DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, PAR LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT, ET PAR DES FONDS EXTRA-BUDGETAIRES D'AFFECTATION SPECIALE, EXECUTES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

ETAT VII

Etat des fonds au 31 décembre 1973

	Organisation des Nations Unies				Organisation des Nations Unies pour le développement industriel				Total
	Fonds d'affectation spéciale		Contributions de contre-partie (en espèces) des gouvernements		Programme ordinaire		Contributions de contre-partie (en espèces) des gouvernements		
	Dollars	Dollars	Compte FNUI	Dollars	Dollars	Dollars	Compte FNUI	Dollars	
I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés									
Actif :									
Disponible en banque	-	4 084 251	-	-	-	2 288 975	-	2 288 975	6 373 226
Solde inutilisé des allocations	16 712 400	65 200 932	-	-	-	55 694 905	-	55 694 905	146 895 007
Sommes à recevoir	-	5 175 614	-	-	-	1 046 147	-	1 046 147	4 221 761
Solides nets des sommes dues à une organisation par une autre	-	14 316 127	-	-	-	(13 890 051)	-	(13 890 051)	4 885 312
Solides à recevoir (virements interfonds)	418 988	3 956 624	-	-	222 727	191 790	95 173	45 612 700	162 365 306
Total, actif	418 988	20 669 034	-	-	222 727	194 824	95 173	8 888 100	4 881 928
Passif et réserves :									
Sommes à payer	-	-	-	-	-	1 115 920	-	1 115 920	571 100
Dû au FNUI au titre de recettes accessoires et d'ajustements de change	-	-	-	-	-	112 739	-	112 739	4 885 312
Solides à payer (virements interfonds)	418 988	7 789 300	6 189	4 375 622	222 727	509 690	-	429 664	8 637 952
Réserve pour engagements non réglés	418 988	7 789 300	6 189	16 808 279	222 727	206 937	-	2 168 013	18 976 292
Total, passif et réserves	-	6 934 350	46 046	97 908 232	-	95 938	46 350	37 607 178	143 228 769
Solde des fonds inutilisés :									
Solde disponible au 1er janvier 1973	-	40 428 277	(52 235)	46 321 426	-	19 913 069	48 823	19 853 841	69 630 461
A ajouter :									
Excédent des fonds fournis sur les fonds utilisés (voir ci-dessus)	-	5 945 384	-	(52 712 526)	-	(13 937 149)	-	(13 937 149)	(68 930 128)
Ajustement des allocations d'années antérieures	-	-	-	-	-	-	-	-	(540 088)
Recettes accessoires et ajustements de l'exercice précédent remboursés au FNUI	-	12 879 731	(460 905)	91 096 227	-	(79 183)	95 173	43 444 687	143 389 014
Solde disponible au 31 décembre 1973	-	20 669 034	(6 189)	107 864 506	-	45 099 976	95 173	45 612 700	162 365 306
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	6 223 952	22 027 323	(51 235)	121 714 557	1 472 133	932 582	105 000	40 626 274	170 279 588
II. Source et utilisation des fonds pour l'exercice 1973									
Fonds alloués en 1973	4 523 461	8 530 672	-	42 729 111	570 667	585 851	-	14 597 738	59 893 974
Moins : Fonds utilisés pour :									
Personnel	742 222	66 501	-	8 174 666	-	13 475	-	1 466 349	8 257 900
Contrats de sous-traitance	596 162	3 203 461	-	8 112 023	798 881	382 202	-	2 689 365	11 842 663
Formation	211 467	2 737 434	-	8 127 949	-	2 102	56 131	1 581 579	63 770
Matériel	150 640	1 540 871	1 002	8 096 869	102 223	57 003	46	423 927	9 773 298
Divers	6 223 952	16 031 939	1 002	75 393 131	1 472 133	1 040 633	56 177	20 772 135	100 649 127
Total, fonds utilisés (tableaux 16, 17, 18 et 19)	-	5 945 384	(52 235)	46 321 426	-	(108 051)	48 823	19 853 841	69 630 461
Excédent des fonds fournis sur les fonds utilisés									

a/ Ce montant représente les fonds disponibles pour des projets approuvés, non encore exécutés.

b/ Dans le cas du FNUI, seuls les décaissements sont indiqués.

CERTIFIE EXACT :

Le Chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZIEHL

New York, le 31 mars 1974

Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1972

I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés

Actif :	Maintien de la paix Dollars	Opération de secours Dollars	Dévelop- pement industriel Dollars	Activités économiques et sociales				Total
				A l'échelle mondiale Dollars	A l'échelle régionale Dollars	A l'échelle nationale Dollars	Frais généraux Dollars	
Caisses et disponible en banque	298 367	4 157 051	3 481 424	391 734	-	227 211	-	613 545
Compte bancaire porteur d'intérêts	-	-	5 379 058	1 066 872	177 710	2 476 341	-	3 720 923
Lettres de crédit	-	-	-	6 600 000	-	2 998 423	-	9 598 423
Placements	3 059 173	3 665 943	-	4 376 209	-	844 955	-	5 222 794
Contributions annoncées à recevoir d'Etats Membres	6 707 640	67 000	3 041 508	1 249 423	300 000	594 269	-	1 943 692
Sommes à recevoir	575 310	1 939 182	430 454	-	-	57 935	-	37 935
Intérêts échus des placements	7 364	138 888	65 485	145 659	6 838	40 205	-	190 682
Sommes versées aux organisations chargées de l'exécution	-	350 231	-	3 005	-	2 303 418	-	2 303 418
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	-	-	3 046	112 352	-	1 175 452	-	1 175 452
A recevoir du Fonds général de l'ONU (Etat III)	892 637	-	-	-	112	-	4 228 121	5 021 554
Total, actif	11 940 511	15 406 886	12 398 143	14 546 624	484 667	10 497 839	-	25 229 130
Passif et réserves :								
Sommes à payer	1 555 455	410 268	450 895	4 840	-	181	-	5 021
Engagements non réglés	3 354 908	3 007 954	763 421	212 160	-	5 875	-	213 335
Provision pour primes de rapatriement, demandes d'indemnisation, etc.	-	-	-	77 236	-	-	-	77 236
Contributions et recettes comptabilisées d'avance	-	500 025	2 537 998	73 282	-	335 429	-	408 751
Réserve pour allocations	-	-	-	179	-	6 641 602	-	6 641 781
Md au Fonds général de l'ONU (Etat III)	-	743 817	862 036	501 659	-	453 515	-	1 360 154
Total, passif et réserves	9 863 363	6 667 064	4 619 310	1 269 726	-	7 441 602	-	8 711 328
Solde des fonds inutilisés :								
Solde disponible au 1er janvier 1973	1 804 362	5 213 966	6 573 105	39 816 984	473 768	5 314 922	-	45 605 714
Moins : Virements	-	-	-	32 386 897	-	50 865	-	32 437 762
Solde disponible au 1er janvier 1973 (après virements)	1 804 362	5 213 966	6 573 105	7 430 087	473 768	5 263 957	-	13 158 132
A ajouter : Ajustement des dépenses (voir ci-dessous)	(5 656 487)	-	688 606	1 98 441	-	8 366 259	-	8 564 700
Moins : Allocations au titre de programmes	5 284 273	525 856	577 122	5 658 259	10 869	(7 102 364)	-	(1 433 236)
Solde disponible au 31 décembre 1973	1 672 148	5 739 822	7 778 333	13 276 398	484 667	3 471 615	-	3 471 794
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	11 940 511	15 406 886	12 398 143	14 546 624	484 667	10 497 839	-	25 229 130

II. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice

Recettes :								
Contributions d'Etats Membres	9 692 367	12 575 227	2 586 910	9 831 336	-	1 564 365	-	10 795 701
Don de sources privées	145	1 116	-	92 911	-	471	-	93 382
Subventions	-	-	-	-	-	209 148	-	209 148
Revenus des placements	399 212	1 157 333	350 507	343 362	11 026	194 599	-	948 977
Recettes accessoires, y compris allocations du FNUD et autres allocations	236 572	26 882 222	249 565	177 643	-	101 243	-	273 886
Total, recettes	10 308 696	40 595 928	3 136 922	9 845 252	11 026	2 069 816	-	11 266 094
Moins : Dépenses								
Personnel	1 496 831	1 169 649	46 774	2 965 684	-	2 023 005	-	4 989 689
Contrats de sous-traitance	-	-	-	87 735	-	294 258	-	382 051
Formation (bourses)	-	-	-	26 278	-	1 266 302	-	1 292 480
Matériel et fournitures	1 581 493	3 435 353	11 565	546 607	157	3 435 066	-	5 979 040
Frais généraux d'administration	1 706 092	35 300 392	2 432 697	559 731	-	259 645	-	2 352 632
Divers	4 784 423	40 070 072	2 602 960	-	-	9 172 180	-	13 359 330
Total, dépenses	5 284 273	95 896	577 122	5 658 259	10 869	(7 102 364)	-	(1 433 236)
Excédent des recettes sur les dépenses	(tableaux 20 et 21)	(tableaux 22 à 26)	(tableaux 27 et 29 à 30)	(tableaux 31 et 33)	(tableaux 34)	(tableaux 35 et 36)	(tableaux 37 à 39)	(tableaux 40 à 43)

CERTIFIÉ EXACT :

Le chef par intérim du Bureau des services financiers,

(Signé) W. H. ZHENG

New York, le 31 mars 1974

TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES

A. FONDS GENERAL, FONDS DE ROULEMENT ET COMPTES SPECIAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

TABEAU 1

Fonds général de l'Organisation des Nations Unies

Etat récapitulatif, par article, des dépenses engagées pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973

		1973 : Ouvertures de crédits					1973 : Engagements				1972 : Engagements	
		Ouvertures de crédits initiales	Ouvertures de crédits additionnels	Virements ultérieurs entre articles et chapitres	Crédits révisés	Soldes inutilisés des ouvertures de crédits	Réglés par décaissements	Non réglés	Total	Pourcentage	Total	Pourcentage
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars		Dollars	
Chapitre 15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement												
Article I.	Troisième session de la Conférence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 145 274	9,42
Article II.	Séssion des groupes d'experts et des organes consultatifs ...	84 000	6 000	(693)	89 317	-	89 317	-	89 317	0,61	25 070	0,21
Article III.	Traitements et salaires - secrétariat de la CNUCED ...	5 628 700	470 300	(544)	6 098 456	-	6 003 754	94 702	6 098 456	43,77	4 808 037	39,54
Article IV.	Dépenses communes de personnel	1 303 300	(28 300)	6 709	1 281 709	-	1 239 233	42 476	1 281 709	8,77	1 115 727	9,18
Article V.	Frais de voyage du personnel ...	210 000	58 000	(12 286)	255 714	-	232 264	23 450	255 714	1,75	231 165	1,90
Article VI.	Dépenses de représentation	10 000	(500)	(1 361)	8 139	-	6 639	1 500	8 139	0,06	8 136	0,07
Article VII.	Matériel et installations	15 000	2 000	(1 098)	15 962	-	12 844	3 117	15 962	0,11	15 191	0,12
Article VIII.	Frais généraux	396 000	44 000	16 023	456 023	-	394 301	61 722	456 023	3,12	334 766	2,75
Article IX.	Imprimerie	127 000	-	(8 451)	118 549	-	28 580	89 969	118 549	0,81	74 937	0,62
Article X.	Traitements et salaires - Services fournis par d'autres unités administratives de l'ONU	3 782 200	617 800	23 334	4 423 334	-	4 416 226	7 108	4 423 334	30,29	2 931 787	24,11
Article XI.	Dépenses communes de personnel correspondant aux services visés à l'article précédent ...	558 000	(22 000)	23 327	559 327	-	546 769	12 558	559 327	3,83	488 876	4,02
Article XII.	Centre du commerce international	1 138 400	159 000	-	1 297 400	-	1 297 400	-	1 297 400	8,88	980 110	8,06
Total, chapitre 15		13 292 600	1 306 300	45 030	14 601 930	-	14 267 328	336 602	14 603 930	100,00	12 159 876	100,00
Chapitre 16. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel												
Article I.	Septième session du Conseil du développement industriel et réunion de ses organes subsidiaires	293 500	198 600	(46 176)	445 924	-	366 697	79 227	445 924	2,69	344 877	2,45
Article II.	Réunions des groupes d'experts et des organes consultatifs ...	140 000	13 800	(35 084)	118 716	-	104 313	14 403	118 716	0,72	149 170	1,06
Article III.	Traitements et salaires	9 790 100	1 417 600	(63 387)	11 143 313	184 987	10 859 856	119 470	10 999 326	66,11	9 161 409	65,10
Article IV.	Dépenses communes de personnel ..	2 329 200	273 800	45 611	2 648 611	-	2 457 815	190 796	2 648 611	15,97	2 331 289	16,53
Article V.	Frais de voyage du personnel	392 000	84 500	36 596	513 096	-	458 156	74 940	513 096	3,09	441 423	3,13
Article VI.	Dépenses de représentation	12 000	(600)	131	11 531	-	11 168	363	11 531	0,07	11 363	0,08
Article VII.	Matériel et installations	47 200	(2 400)	784	45 584	-	32 134	13 450	45 584	0,28	110 217	0,78
Article VIII.	Entretien, utilisation et location des locaux	290 000	48 000	-	338 000	6 545	254 450	77 005	331 455	2,00	285 316	2,02
Article IX.	Frais généraux	771 500	168 800	46 810	987 110	-	784 896	202 214	987 110	5,95	755 613	5,36
Article X.	Programme de publications et services contractuels pour la reproduction des documents	295 200	(9 200)	14 715	300 715	-	252 034	48 681	300 715	1,81	292 460	2,07
Article XI.	Organisation et gestion administrative du siège	274 000	(3 000)	-	271 000	55 382	207 952	7 666	215 618	1,31	199 922	1,42
Total, chapitre 16		14 634 700	2 189 900	- 8/	16 824 600 ^{a/}	246 914 ^{a/}	15 749 521	828 165	16 577 686	100,00	14 103 129	100,00
Chapitre 18. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés												
Article I.	Traitements et salaires	4 234 000	499 000	(4 440)	4 728 560	10 575	4 707 913	10 067	4 717 985	71,13	3 682 820	68,23
Article II.	Dépenses communes de personnel ..	1 094 400	117 000	-	1 211 400	4 629	1 135 854	70 917	1 206 771	18,19	1 013 390	18,77
Article III.	Frais de voyage du personnel en mission	194 000	34 000	-	228 000	5 206	175 640	47 154	222 794	3,36	198 370	3,68
Article IV.	Information	40 000	9 000	-	49 000	1 736	15 080	32 184	47 264	0,71	38 630	0,72
Article V.	Dépenses de représentation	11 500	2 000	-	13 500	-	6 794	6 706	13 500	0,20	11 000	0,20
Article VI.	Matériel et installations	44 000	9 000	25	53 025	-	49 646	3 379	53 025	0,80	40 005	0,74
Article VII.	Frais généraux	283 000	54 000	4 415	341 415	-	312 631	28 784	341 415	5,15	294 805	5,46
Article VIII.	Travaux contractuels d'imprimerie	25 000	6 000	-	31 000	347	17 819	12 834	30 653	0,46	21 691	0,40
Article IX.	Postes provisoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	97 037	1,80
Total, chapitre 18		5 925 900	730 000	-	6 655 900	22 493	6 421 382	212 025	6 633 407	100,00	5 397 748	100,00
Chapitre 19. Cour internationale de Justice												
Article I.	Traitements et indemnités des membres de la Cour	859 300	28 000	-	887 300	6 494	881 306	-	881 306	46,39	892 700	50,19
Article II.	Traitements, salaires et indemnités du personnel	701 800	177 600	-	879 400	57 411	821 989	-	821 989	43,26	683 288	40,22
Article III.	Charges communes	138 300	43 400	-	181 700	(399)	182 099	-	182 099	9,58	152 166	8,95
Article IV.	Matériel et installations	15 000	(1 500)	-	13 500	(1 063)	14 563	-	14 563	0,77	10 827	0,64
Total, chapitre 19		1 714 900	247 500	-	1 962 400	62 443	1 899 957	-	1 899 957	100,00	1 698 981	100,00

TABLEAU 1 (suite)

1973 : Ouverture de crédits					1973 : Engagements				1972 : Engagements	
Ouvertures de crédits initiales	Ouvertures de crédits additionnels	Virements ultérieurs entre articles et chapitres	Crédits révisés	Soldes inutilisés des ouvertures de crédits	Régles par décaissements	Non régies	Total	Pourcentage	Total	Pourcentage
Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Chapitre 21. Programme des Nations Unies pour l'environnement										
Article I. Sessions du Conseil d'administration	40 000	-	22 067	62 067	-	62 014	53	62 067	3,54	-
Article II. Documentation nécessaire au Conseil d'administration	60 000	-	(60 000)	-	-	-	-	-	-	-
Article III. Traitements et salaires	1 137 000	(110 000)	(48 054)	978 946	27 065	942 061	9 820	951 881	54,27	-
Article IV. Dépenses communes de personnel ..	377 000	(52 000)	35 709	360 709	-	320 921	39 788	360 709	20,57	-
Article V. Frais de voyage du personnel	60 000	-	-	60 000	7 999	43 703	8 298	52 001	2,96	-
Article VI. Dépenses de représentation	10 500	-	-	10 500	963	9 537	-	9 537	0,54	-
Article VII. Matériel et installations	111 000	2 000	680	113 680	-	29 170	84 510	113 680	6,48	-
Article VIII. Entretien des locaux	28 000	-	12 103	40 103	-	13 624	26 479	40 103	2,29	-
Article IX. Frais généraux	126 500	-	37 495	163 995	-	130 252	33 743	163 995	9,35	-
Article X. Programme de publications	50 000	-	-	50 000	20 000	-	-	-	-	-
Total, chapitre 21	2 000 000	(160 000)	-	1 840 000	86 027	1 551 882	202 691	1 753 573	100,00	-

a/ Selon l'état I, un montant de 199 597 dollars a été prélevé sur le solde inutilisé des crédits ouverts au chapitre 16 et utilisé pour compenser des déficits à d'autres chapitres : c'est pourquoi l'état I indique, pour le chapitre 16, un montant de 16 625 003 dollars pour les crédits révisés et un montant de 47 317 dollars pour le solde inutilisé.

TABLEAU 2

Fonds général de l'Organisation des Nations Unies

Etat récapitulatif, par chapitre, des dépenses engagées pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973

	1973 : Engagements				1972 : Engagements			
	Solides inutilisés des allocations de crédits		Régles par décaissements		Non réglés		Pourcentage	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Total	Pourcentage
Office des Nations Unies à Genève (y compris la CEE)								
Chapitre 1. Frais de voyage des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	235 700	31 781	190 181	13 738	203 919	0,55	57 386	0,22
Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales	1 452 100	30 350	1 421 750	1 722	1 421 750	3,84	2 199 155	8,49
Chapitre 3. Traitements et salaires	21 415 000	(5 279)	21 393 403	26 876	21 420 279	57,88	15 795 789	61,03
Chapitre 4. Dépenses communes de personnel	4 292 300	(208)	4 219 063	73 445	4 292 508	11,60	3 392 272	13,11
Chapitre 5. Frais de voyage du personnel	270 000	(29 314)	274 775	24 539	299 314	0,81	228 947	0,88
Chapitre 6. Dépenses de représentation	3 500	(205)	3 705	-	3 705	0,01	3 663	0,01
Chapitre 7. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux	6 143 000	-	6 143 000	-	6 143 000	16,60	1 738 000	6,72
Chapitre 8. Matériel et installations	393 000	(43 623)	269 402	167 221	436 623	1,18	371 895	1,44
Chapitre 9. Entretien, utilisation et locations des locaux	1 319 000	(19 828)	1 119 395	219 433	1 338 828	3,62	812 569	3,14
Chapitre 10. Frais généraux	1 120 500	(12 127)	1 057 051	75 576	1 132 627	3,06	957 174	3,70
Chapitre 11. Imprimerie	361 000	44 350	194 692	121 958	316 650	0,85	326 433	1,26
Total, Office des Nations Unies à Genève (y compris la CEE)	37 005 100	(4 103)	36 284 695	724 508	37 009 203	100,00	25 883 283	100,00
Commission économique pour l'Afrique								
Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales	113 000	46	107 512	5 442	112 954	1,49	13 588	0,17
Chapitre 3. Traitements et salaires	4 401 700	21 500	4 333 843	46 357	4 380 200	57,73	3 897 249	49,78
Chapitre 4. Dépenses communes de personnel	1 350 300	98 507	1 202 262	49 531	1 251 793	16,50	1 186 424	15,16
Chapitre 5. Frais de voyage du personnel	274 200	606	239 582	34 012	273 594	3,60	305 062	3,90
Chapitre 6. Dépenses de représentation	1 600	351	1 249	-	1 249	0,02	1 915	0,02
Chapitre 7. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux	1 047 000	210	1 016 909	29 881	1 046 790	13,80	1 930 000	24,65
Chapitre 8. Matériel et installations	31 500	-	16 582	14 918	31 500	0,41	34 575	0,44
Chapitre 9. Entretien, utilisation et location des locaux	78 500	2 180	70 222	6 098	76 320	1,01	73 377	0,94
Chapitre 10. Frais généraux	334 000	-	305 099	28 901	334 000	4,40	330 690	4,22
Chapitre 11. Imprimerie	55 700	(23 500)	55 442	23 758	79 200	1,04	56 677	0,72
Total, Commission économique pour l'Afrique	7 687 500	99 900	7 348 702	238 898	7 587 600	100,00	7 829 551	100,00

TABLEAU 2 (suite)

	1973 : Engagements				1972 : Engagements			
	Solides inu-		Régles par		Non		Pourcen-	
	Allocations de crédits	titilisés des allocations de crédits	décais- sements	Non régles	Total	tags	Total	tags
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Commission économique pour l'Amérique latine								
Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales	83 600	1 385	82 215	-	82 215	1,30	-	-
Chapitre 3. Traitements et salaires	4 265 200	10 028	4 238 512	16 660	4 255 172	67,18	3 998 124	63,19
Chapitre 4. Dépenses communes de personnel	1 194 300	(51 632)	1 094 362	151 570	1 245 932	19,67	1 164 591	18,41
Chapitre 5. Frais de voyage du personnel	190 650	(6 846)	166 994	30 502	197 496	3,12	160 309	2,53
Chapitre 6. Dépenses de représentation	1 600	(300)	1 224	676	1 900	0,03	2 013	0,03
Chapitre 7. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre 8. Matériel et installations	111 700	13 027	76 510	22 163	98 673	1,56	500 000	7,90
Chapitre 9. Entretien, utilisation et location des locaux	135 000	6 713	121 759	6 528	128 287	2,02	86 043	1,36
Chapitre 10. Frais généraux	261 500	6 929	220 894	33 677	254 571	4,02	107 032	1,69
Chapitre 11. Imprimerie	37 700	(31 653)	34 336	35 017	69 353	1,10	262 030	4,14
Total, Commission économique pour l'Amérique latine	6 281 250	(22 349)	6 036 806	296 793	6 333 599	100,00	46 920	0,75
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient								
Chapitre 2. Réunions et conférences spéciales	91 800	128	91 672	-	91 672	1,27	82 367	1,11
Chapitre 3. Traitements et salaires	3 749 300	77 310	3 608 861	63 129	3 671 990	50,77	3 450 472	46,59
Chapitre 4. Dépenses communes de personnel	1 274 000	57 764	1 115 778	100 458	1 216 236	16,82	1 005 084	13,57
Chapitre 5. Frais de voyage du personnel	183 590	24 754	156 016	2 780	158 796	2,19	157 316	2,12
Chapitre 6. Dépenses de représentation	1 600	-	1 234	366	1 600	0,02	1 800	0,02
Chapitre 7. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre 8. Matériel et installations	1 700 000	-	1 700 000	-	1 700 000	23,50	2 400 000	32,40
Chapitre 9. Entretien, utilisation et location des locaux	47 700	947	26 925	19 828	46 753	0,65	18 593	0,25
Chapitre 10. Frais généraux	94 500	(79)	94 579	-	94 579	1,31	101 957	1,38
Chapitre 11. Imprimerie	165 500	7	161 392	4 101	165 493	2,29	160 000	2,16
Total, Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	28 300	(57 360)	37 112	48 548	85 660	1,18	29 192	0,40
	7 336 250	103 471	6 993 569	239 210	7 232 779	100,00	7 406 781	100,00

TABLEAU 3

Fonds général de l'Organisation des Nations Unies

Etat récapitulatif des recettes au 31 Décembre 1973

<u>Chapitres des recettes</u>	<u>Prévisions initiales approuvées</u>	<u>Prévisions initiales approuvées</u>	<u>Montants effectifs</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
2 Fonds extra-budgétaires			
Elément Assistance technique ...	-	-	-
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	710 000	664 000	664 368
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies...	<u>24 000</u>	<u>24 000</u>	<u>23 380</u>
Total partiel	<u>734 000</u>	<u>688 000</u>	<u>687 748</u>
3 Recettes générales			
Loyers	163 000	163 000	136 087
Remboursements au titre de personnel et de services fournis	695 000	579 500	592 239
Intérêts bancaires	60 000	60 000	149 005
Vente de matériel usagé	70 000	70 000	77 601
Remboursement de dépenses d'exer- cices précédents	235 000	235 000	426 690
Contributions d'Etats non membres	2 671 000	2 748 000	2 842 828
Services de télévision et services analogues	300 000	300 000	261 537
Remboursement d'une partie des frais de construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili	190 000	190 000	103 338
Remboursement, à l'occasion du retrait de participants, de la cotisation versée par l'Orga- nisation à la Caisse commune des pensions du personnel	450 000	635 000	663 995
Recettes accessoires	<u>100 000</u>	<u>100 000</u>	<u>84 102</u>
Total partiel	<u>4 934 000</u>	<u>5 080 500</u>	<u>5 387 422</u>

TABLEAU 3 (suite)

Chapitres des recettes	Prévisions initiales approuvées	Prévisions initiales approuvées	Montants effectifs
	Dollars	Dollars	Dollars
4 Activités productrices de recettes			
Vente de timbres-poste de l'ONU	2 170 500	2 170 500	1 818 539
Exploitation du garage	140 000	150 000	141 534
Magasin de souvenirs, comptoir d'articles pour cadeaux, restaurants et services annexes	560 000	500 000	429 446
Bénéfices - Médailles commémoratives	350 000	350 000	565 846 a/
	3 220 500	3 170 500	2 955 365
<u>Moins</u> : Dépenses de personnel (administration)	251 000	251 000	233 233
	2 969 500	2 919 500	2 722 132
Vente des publications et librairie de l'ONU	64 500	90 000	179 835
Services destinés aux visiteurs et visites guidées	(126 200)	(26 200)	(4 883
Total partiel	2 907 800	2 983 300	2 897 084
TOTAL GENERAL DES RECETTES (Etat II)	8 575 800	8 751 800	8 972 254

a/ Comprend les recettes et les dépenses relatives aux médailles vendues au personnel du Secrétariat, aux membres des délégations et au public.

Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1972

	Vente de timbres-poste de l'ONU	Exploitation du garage	Magasin de souvenirs	Comptoir d'articles pour cadeaux, restaurants et services annexes	Total	Vente de médailles	Publications	Services destinés aux visiteurs	Total général
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Recettes brutes	4 283 784	208 613	502 489	541 081	2 529 023	579 81 ^b / ₂	1 733 991	895 807	10 331 612
Moins :									
Dépenses imputées sur les recettes.									
Personnel	1 857 608	63 916	194 869	233 572	1 360 433	12 227	708 942	704 228	5 365 604
Dépenses de publicité	200 043	-	-	-	-	-	96 675	-	296 718
Autres frais d'exploitation	389 253	3 163	10 960	27 055	172 607	1 738	744 092	64 969	1 415 631
Mobilier et matériel	18 341	-	2 000	18 914	61 167	-	1 445	477	81 428
Commission du concessionnaire	-	-	-	-	13 000	-	3 000	-	41 914
Total des dépenses ^a /.....	2 465 245	67 079	207 829	279 541	1 612 207	13 965	1 534 156	849 674	7 201 295
Recettes nettes	1 818 539	141 534	294 660	261 540	(126 754)	565 846	179 835	46 133	3 130 317
Moins :									
Traitements des fonctionnaires du Service de gestion commerciale directement chargés de la supervision et de l'exécution des activités visées au présent chapitre, et dépenses communes de personnel correspondantes									
Recettes effectives (tableau 3)	1 818 539	141 534	294 660	261 540	(126 754)	565 846	179 835	46 133	2 897 084
Montant estimatif révisé des recettes (ou déficit)	2 170 500	150 000	270 000	230 000	-	350 000	90 000	(14 500)	3 234 300
Moins :									
Dépenses de personnel (administration)									
Total									

a/ Comprend des engagements non réglés (Administration postale de l'Organisation des Nations Unies : 28 584 dollars; Service de gestion commerciale : 25 000 dollars; vente de publications : 150 511 dollars; services destinés aux visiteurs : 40 999 dollars).

b/ Dont 389 744 dollars de bénéfices provenant de la vente de médailles.

c/ Le coût estimatif des travaux de supervision effectués par le Service de gestion commerciale se chiffre à 251 000 dollars.

Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972	Contributions (montants nets) mises en recou- vrement pour 1973 Rés. 3044 C (XXVII) de l'Assemblée générale	Montants recouvrés en 1973	Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Afghanistan	17 803	74 979	92 787	-
Afrique du Sud	461 768	1 012 221	956 051	517 938
Albanie	79 611	74 979	68 398	86 192
Algérie	-	168 703	-	168 703
Arabie Saoudite	-	131 215	131 215	-
Argentine	-	1 593 311	1 550 000	43 311
Australie	-	2 755 490	2 755 490	-
Autriche	-	1 030 965	1 030 965	-
Bahrein	-	152 737	152 737	-
Barbade	-	74 979	74 979	-
Belgique	-	1 968 207	1 968 207	-
Bhoutan	-	74 979	74 979	-
Birmanie	-	93 725	93 725	-
Bolivie	206 106	74 979	53 405	227 680
Botswana	-	74 979	74 979	-
Brésil	1 434 359	1 499 586	1 504 167	1 429 778
Bulgarie	572 573	337 407	263 690	646 290
Burundi	103 447	74 979	88 440	89 986
Cameroun	72 957	74 979	-	147 936
Canada	-	5 773 406	5 773 406	-
Chili	353 941	374 897	338 746	390 092
Chine	481 161	7 497 930	7 134 210	844 881
Chypre	-	74 979	74 979	-
Colombie	642 013	356 152	347 902	650 263
Congo	87 437	74 979	46 912	115 504
Costa Rica	72 422	74 979	75 732	71 669
Côte d'Ivoire	-	74 979	74 979	-
Cuba	470 667	299 917	390 667	379 917
Dahomey	120 452	74 979	35 394	160 037
Danemark	-	1 162 180	1 162 180	-
Egypte	-	337 407	337 407	-
El Salvador	133 518	74 979	98 124	110 373
Emirats arabes unis ..	-	152 737	152 737	-
Equateur	206 107	74 979	101 152	179 934
Espagne	-	1 949 462	1 949 462	-
Etats-Unis d'Amérique .	-	67 855 853	66 855 853	1 000 000

TABLEAU 5 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972	Contributions (montants nets) mises en recou- vrement pour 1973 Rés. 3044 C (XXVII) de l'Assemblée générale	Montants recouvrés en 1973	Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Ethiopie	-	74 979	74 979	-
Fidji	-	74 979	74 979	-
Finlande	-	843 518	843 518	-
France	4 452 507	11 246 895	11 085 887	4 613 515
Gabon	52 133	74 979	54 902	72 215
Gambie	84 421	74 979	66 780	92 620
Ghana	123 880	131 215	163 465	91 630
Grèce	-	543 600	513 200	30 400
Guatemala	-	93 725	93 725	-
Guinée	206 106	74 979	83 672	197 413
Guinée équatoriale ..	133 518	74 979	137 709	70 788
Guyane	70 624	74 979	61 764	83 839
Haiti	206 086	74 979	53 385	227 680
Haute-Volta	90 221	74 979	74 979	90 221
Honduras	97 547	74 979	49 735	122 791
Hongrie	1 157 855	899 751	1 049 459	1 008 147
Inde	187 545	2 905 448	2 905 448	187 544
Indonésie	-	524 855	524 855	-
Irak	-	131 215	-	131 215
Iran	-	412 387	412 387	-
Irlande	-	281 173	281 173	-
Islande	-	74 979	74 979	-
Israël	115 845	374 897	405 131	85 611
Italie	237 235	6 635 668	6 021 510	851 393
Jamaïque	-	74 979	74 979	-
Japon	-	10 122 206	10 122 206	-
Jordanie	70 788	74 979	-	145 767
Kenya	70 788	74 979	70 788	74 979
Koweït	-	149 959	149 959	-
Laos	70 788	74 979	70 788	74 979
Lesotho	-	74 979	-	74 979
Liban	-	93 725	93 725	-
Libéria	-	74 979	74 979	-
Luxembourg	-	93 725	93 725	-
Madagascar	-	75 341	75 341	-
Malaisie	-	187 448	187 448	-
Malawi	4 845	74 979	79 824	-
Maldives	-	74 979	-	74 979
Mali	144 688	74 979	-	219 667

TABLEAU 5 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972	Contributions (montants nets) mises en recou- vrement pour 1973 Rés. 3044 C (XXVII) de l'Assemblée Générale	Montants recouvrés en 1973	Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Malte	-	74 979	74 979	-
Maroc	-	168 703	168 703	-
Maurice	-	74 979	-	74 979
Mauritanie	100 755	74 979	34 408	141 327
Mexique	-	1 649 545	1 649 545	-
Mongolie	39 457	74 979	71 370	43 066
Népal	-	74 979	70 788	4 191
Nicaragua	185 328	74 979	32 630	227 677
Niger	36 852	74 979	111 831	-
Nigéria	-	224 938	212 800	12 138
Norvège	-	806 028	806 028	-
Nouvelle-Zélande	-	599 834	599 834	-
Oman	-	152 737	152 737	-
Ouganda	77 934	80 501	-	158 435
Pakistan	284 072	637 324	669 697	251 699
Panama	20 788	74 979	93 788	1 979
Paraguay	204 722	74 979	52 025	227 676
Pays-Bas	-	2 211 889	2 211 889	-
Pérou	299 649	187 448	187 448	299 649
Philippines	-	581 090	581 090	-
Pologne	1 428 821	2 643 020	2 516 377	1 555 464
Portugal	398 756	299 917	268 812	429 861
Qatar	-	152 737	152 737	-
République arabe libyenne	-	131 215	131 215	-
République arabe syrienne	189 774	74 979	37 766	226 987
République centrafricaine	182 335	74 979	47 524	209 790
République Dominicaine	206 106	74 979	53 405	227 680
République khmère	9 456	74 979	9 469	74 966
République socialiste soviétique de	-	-	-	-
Biélorussie	863 630	937 241	848 688	952 183
République socialiste soviétique d'Ukraine	2 385 599	3 505 283	3 174 092	2 716 790
République-Unie de Tanzanie	9 780	76 841	86 621	-
Roumanie	504 402	674 814	150 000	1 029 216

TABLEAU 5 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1972	Contributions (montants nets) mises en recou- vrement pour 1973 Rés. 3044 C (XXVII) de l'Assemblée générale	Montants recouvrés en 1973	Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ..	-	11 059 447	11 059 447	-
Rwanda	-	74 979	74 979	-
Sénégal	110 431	74 979	163 331	22 079
Sierra Leone	100 409	74 979	175 388	-
Singapour	-	93 725	93 725	-
Somalie	138	74 979	75 117	-
Soudan	70 788	74 979	74 979	70 788
Soudan	-	74 979	-	74 979
Sri Lanka	-	93 725	93 725	-
Suède	-	2 343 104	2 343 104	-
Tchad	151 825	74 979	119 653	107 151
Tchécoslovaquie	1 016 827	1 687 035	835 000	1 868 862
Thaïlande	-	243 683	243 683	-
Togo	76 401	74 979	-	151 380
Trinité-et-Tobago	-	74 979	74 979	-
Tunisie	-	74 979	74 979	-
Turquie	-	656 832	656 832	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	24 726 935	26 580 162	24 068 786	27 238 311
Uruguay	392 603	131 215	125 375	398 443
Venezuela	725 581	768 538	725 581	768 538
Yémen	108 483	74 979	74 979	108 483
Yémen démocratique ..	70 788	74 979	145 767	-
Yugoslavie	-	712 304	712 304	-
Zaire	1 000	75 358	-	76 358
Zambie	-	74 979	74 979	-
	<u>48 074 197</u>	<u>196 990 211 a/</u>	<u>189 430 427</u>	<u>55 633 981</u>

a/ Comprend les contributions de nouveaux membres mises en recouvrement en 1971 et 1972, conformément à la résolution 2961 (XXVII) de l'Assemblée générale, d'un montant de 311 032 dollars.

TABLEAU 6

Organisation des Nations Unies - Fonds de péréquation des impôts

Situation au 31 décembre 1973

	Etats-Unis d'Amérique	Autres Etats Membres	Total
	Dollars	Dollars	Dollars
Solde au 1er janvier 1973	7 211 850	626 937	7 838 787
Ajustements apportés aux soldes créditeurs (au titre d'années antérieures)	(195)	195	-
<u>A ajouter :</u>			
Montant effectif des recettes provenant des contributions du personnel pour 1973	8 861 096	19 320 221	28 181 317 ^{a/}
Soldes à porter au crédit d'Etats Membres (autres que les Etats-Unis d'Amérique) après les remboursements d'impôts effectués en 1971	-	8 888	8 888
Total disponible	<u>16 072 751</u>	<u>19 956 241</u>	<u>36 028 992</u>
<u>A déduire :</u>			
Sommes remboursées aux fonctionnaires qui sont ressortissants des Etats-Unis d'Amérique :			
Pour 1972 - Impôt fédéral	4 868 491	-	4 868 491
Impôt d'Etat	1 237 937	-	1 237 937
Impôt municipal	282 892	-	282 892
Sécurité sociale	256 397	-	256 397
Pour tous exercices antérieurs (montant net)	30 123	-	30 123
Avances à faire au titre des impôts perçus par les Etats-Unis d'Amérique			
Au 31 décembre 1973	7 307 468	-	7 307 468
Au 31 décembre 1972	(6 424 914)	-	(6 424 914)
Sommes portées au crédit des autres Etats Membres (sur la base du montant estimatif initial des recettes provenant des contributions du personnel pour 1973) et venant en déduction des contributions au budget ordinaire mises en recouvrement auprès d'eux pour 1973	-	18 772 543	18 772 543
Sommes portées au crédit des autres Etats Membres au titre de l'excédent du montant effectif des recettes provenant des contributions du personnel pour 1971 par rapport aux prévisions révisées	-	352 168	352 168
Sommes remboursées à des fonctionnaires au titre de l'impôt sur le revenu perçu par les Etats suivants :			
En 1973 - Canada	-	3 723	3 723
Espagne	-	2 458	2 458
Madagascar	-	666	666
Ouganda	-	1 744	1 744
République-Unie de Tanzanie	-	2 512	2 512
Turquie	-	1 944	1 944
Zaire	-	487	487
Total porté au débit du Fonds	<u>7 558 394</u>	<u>19 138 245</u>	<u>26 696 639</u>
Solde au 31 décembre 1973 (Etat III)	<u>8 514 357</u>	<u>817 996</u>	<u>9 332 353</u>

a/ Ce montant dépasse les prévisions initiales (27 383 000 dollars) approuvées par l'Assemblée générale /Résolution 3044 C (XXVII)/ de 798 317 dollars, dont 547 326 dollars seront déduits des contributions à mettre en recouvrement auprès des Etats Membres (abstraction faite de la contribution des Etats-Unis d'Amérique) pour exécuter le budget pendant l'année 1975.

TABLEAU 7

Fonds de roulement

Avances destinées à couvrir divers achats et opérations amortissables
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973

	<u>Crédits alloués</u>	<u>Solde au 1er janvier 1973</u>	<u>Avancé en cours d'exercice</u>	<u>Remboursé en cours d'exercice</u>	<u>Solde au 31 décembre 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Avec l'assentiment</u>					
<u>préalable du Comité</u>					
<u>consultatif pour les</u>					
<u>questions adminis-</u>					
<u>tratives et</u>					
<u>budgétaires :</u>					
Assurance du bâtiment du Secrétariat.....	9 635	58 894	-	-	58 894
Achats de papier.....	150 000	174 548	88 762	148 399	114 911
Restaurants et services annexes (capital d'explo- itation).....	75 000	75 000	323 696	323 696	75 000
Comptoir d'articles pour cadeaux (capital d'explo- itation).....	<u>125 000</u>	<u>125 000</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>125 000</u>
Total	359 635	433 442	412 458	472 095	373 805
Autres achats et opé- rations amortissables compte tenu du plafond de 150 000 dollars fixé pour le fonds d'avances rembour- sables.....					
	<u>143 000</u>	<u>71 601</u>	<u>165 078</u>	<u>176 999</u>	<u>59 680</u>
Total des avances (état III).....	<u>502 635</u>	<u>505 043</u>	<u>577 536</u>	<u>649 094</u>	<u>433 485</u>

TABLEAU 8

Fonds de roulement

Avances des Etats Membres au 31 décembre 1973

<u>Etats Membres</u>	A porter au crédit des Etats Membres en raison d'un virement d'excédents	Montants versés	Total des avances reçues
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Afghanistan	648	15 352	16 000
Afrique du Sud	6 044	209 956	216 000
Albanie	431	15 569	16 000
Algérie	-	36 000	36 000
Arabie Saoudite	648	27 352	28 000
Argentine	11 979	328 021	340 000
Australie	19 317	568 683	588 000
Autriche	4 640	215 360	220 000
Bahreïn	-	16 000	16 000
Barbade	-	16 000	16 000
Belgique	14 029	405 971	420 000
Bhoutan	-	16 000	16 000
Birmanie	863	19 137	20 000
Bolivie	431	15 569	16 000
Botswana	-	16 000	16 000
Brésil	11 007	308 993	320 000
Bulgarie	1 727	70 273	72 000
Burundi	-	16 000	16 000
Cameroun	-	16 000	16 000
Canada	33 561	1 198 439	1 232 000
Chili	2 914	77 086	80 000
Chine	-	1 600 000	1 600 000
Chypre	-	16 000	16 000
Colombie	3 346	72 654	76 000
Congo	-	16 000	16 000
Costa Rica	431	15 569	16 000
Côte d'Ivoire	-	16 000	16 000
Cuba	2 698	61 302	64 000
Dahomey	-	16 000	16 000
Danemark	6 475	241 525	248 000
Egypte	2 878	69 122	72 000
El Salvador	540	15 460	16 000
Emirats arabes unis	-	16 000	16 000
Equateur	648	15 352	16 000
Espagne	10 036	405 964	416 000
Etats-Unis d'Amérique	350 834	12 257 166	12 608 000
Ethiopie	648	15 352	16 000
Fidji	-	16 000	16 000
Finlande	3 885	176 115	180 000
France	69 066	2 330 934	2 400 000
Gabon	-	16 000	16 000
Gambie	-	16 000	16 000

TABLEAU 8 (suite)

Etats Membres	A porter au crédit des Etats Membres en raison d'un virement d'excédents	Montants versés	Total des avances reçues
	Dollars	Dollars	Dollars
Ghana	756	27 244	28 000
Grèce	2 482	113 518	116 000
Guatemala	540	19 460	20 000
Guinée	-	16 000	16 000
Guinée équatoriale	-	16 000	16 000
Guyane	-	16 000	16 000
Haïti	431	15 569	16 000
Haute-Volta	-	16 000	16 000
Honduras	431	15 569	16 000
Hongrie	4 533	187 467	192 000
Inde	26 547	593 453	620 000
Indonésie	5 073	106 927	112 000
Irak	971	27 029	28 000
Iran	2 267	85 733	88 000
Irlande	1 727	58 273	60 000
Islande	431	15 569	16 000
Israël	1 511	78 489	80 000
Italie	24 281	1 391 719	1 416 000
Jamaïque	-	16 000	16 000
Japon	23 634	2 136 366	2 160 000
Jordanie	431	15 569	16 000
Kenya	-	16 000	16 000
Koweït	-	32 000	32 000
Laos	431	15 569	16 000
Lesotho	-	16 000	16 000
Liban	540	19 460	20 000
Libéria	431	15 569	16 000
Luxembourg	648	19 352	20 000
Madagascar	-	16 000	16 000
Malaisie	1 835	38 165	40 000
Malawi	-	16 000	16 000
Maldives	-	16 000	16 000
Mali	-	16 000	16 000
Malte	-	16 000	16 000
Maroc	1 511	34 489	36 000
Maurice	-	16 000	16 000
Mauritanie	-	16 000	16 000
Mexique	7 662	344 338	352 000
Mongolie	-	16 000	16 000
Népal	431	15 569	16 000
Nicaragua	431	15 569	16 000
Niger	-	16 000	16 000
Nigéria	-	48 000	48 000
Norvège	5 288	166 712	172 000
Nouvelle-Zélande	4 533	123 467	128 000

TABLEAU 8 (suite)

Etats Membres	A porter au crédit des Etats Membres en raison d'un virement d'excédents	Montants versés	Total des avances reçues
	Dollars	Dollars	Dollars
Oman	-	16 000	16 000
Ouganda	-	16 000	16 000
Pakistan	4 317	131 683	136 000
Panama	431	15 569	16 000
Paraguay	431	15 569	16 000
Pays-Bas	10 900	461 100	472 000
Pérou	1 187	38 813	40 000
Philippines	4 640	119 360	124 000
Pologne	14 784	549 216	564 000
Portugal	2 158	61 842	64 000
Qatar	-	16 000	16 000
République arabe libyenne	431	27 569	28 000
République arabe syrienne	576	15 424	16 000
République centrafricaine	-	16 000	16 000
République Dominicaine	540	15 460	16 000
République khmère	431	15 569	16 000
République socialiste soviétique de Biélorussie ..	5 073	194 927	200 000
République socialiste soviétique d'Ukraine	19 425	728 575	748 000
République-Unie de Tanzanie ..	-	16 000	16 000
Roumanie	3 669	140 331	144 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	83 958	2 276 042	2 360 000
Rwanda	-	16 000	16 000
Sénégal	-	16 000	16 000
Sierra Leone	-	16 000	16 000
Singapour	-	20 000	20 000
Somalie	-	16 000	16 000
Souaziland	-	16 000	16 000
Soudan	648	15 352	16 000
Sri Lanka	1 079	18 921	20 000
Suède	15 000	485 000	500 000
Tchad	-	16 000	16 000
Tchécoslovaquie	9 388	350 612	360 000
Thaïlande	1 727	50 273	52 000
Togo	-	16 000	16 000
Trinité-et-Tobago	-	16 000	16 000
Tunisie	540	15 460	16 000
Turquie	6 367	133 633	140 000
Union des Républiques socialistes soviétiques	146 981	5 525 019	5 672 000

TABLEAU 8 (suite)

<u>Etats Membres</u>	A porter au crédit des Etats Membres en raison d'un <u>virement d'excédents</u>	<u>Montants versés</u>	Total des avances reçues
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Uruguay	1 296	26 704	28 000
Venezuela	5 396	158 604	164 000
Yémen	431	15 569	16 000
Yémen démocratique	-	16 000	16 000
Yougoslavie	3 777	148 223	152 000
Zaïre	-	16 000	16 000
Zambie	-	16 000	16 000
Total (état III)	1 025 092	39 070 908	40 096 000
	=====	=====	=====

TABLEAU 9

Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies

Placements au 31 décembre 1973

	<u>Dollars</u>
Irving Trust Company -	
Compte d'épargne de l'Organisation des Nations Unies, 5 p. 100	1 757 503
Total (état III)	<u>1 757 503</u>

TABLEAU 10

Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU"

Obligations de l'ONU non remboursées et remboursement du principal
venu à échéance : situation au 31 décembre 1973

A. <u>Etats Membres</u> ^{a/}	<u>Obligation</u> <u>No</u>	<u>Obligations</u> <u>non</u> <u>remboursées</u> <u>Dollars</u>	<u>Remboursement</u> <u>du principal</u> <u>Dollars</u>	<u>Total des</u> <u>obligations</u> <u>vendues</u> <u>Dollars</u>
Afghanistan	26	15 525	9 475	25 000
Arabie Saoudite	65	13 180	6 820	20 000
Australie	11	2 484 000	1 516 000	4 000 000
Autriche	60	593 100	306 900	900 000
Belgique	99	878 400	321 600	1 200 000
Birmanie	38	62 100	37 900	100 000
Cameroun	34	5 942	3 627	9 569
Canada	27	3 875 040	2 364 960	6 240 000
Chine <u>b/</u>	41	310 500	189 500	500 000
Chypre	69	17 249	8 926	26 175
Côte d'Ivoire	24	37 260	22 740	60 000
Danemark	3	1 552 500	947 500	2 500 000
Danemark	94	2 331 600	1 018 400	3 350 000
Egypte (71 630 664 livres égyptiennes).....	84	183 058	85 247	268 305
Etats-Unis d'Amérique ..	33	27 387 963	16 715 037	44 103 000
Etats-Unis d'Amérique ..	43	9 668 871	5 900 969	15 569 840
Etats-Unis d'Amérique ..	53	3 652 837	1 890 163	5 543 000
Etats-Unis d'Amérique ..	64	4 516 840	2 337 242	6 854 082
Etats-Unis d'Amérique ..	82	2 256 400	1 167 575	3 423 975
Etats-Unis d'Amérique ..	88	535 488	233 891	769 379
Ethiopie	96	131 800	68 200	200 000
Finlande	2	919 080	560 920	1 480 000
Ghana	74	65 900	34 100	100 000
Grèce	22	6 210	3 790	10 000
Honduras	45	6 210	3 790	10 000
Inde	49	1 318 000	682 000	2 000 000
Indonésie	21	124 200	75 800	200 000
Irak	75	65 900	34 100	100 000
Iran	55	164 750	85 250	250 000
Iran	86	174 000	760 000	250 000
Irlande	12	186 300	113 700	300 000
Islande	4	49 680	30 320	80 000
Israël	5	124 200	75 800	200 000
Italie	6	5 564 160	3 395 840	8 960 000
Jamaïque	68	13 180	6 820	20 000
Japon	52	3 295 000	1 705 000	5 000 000
Jordanie	15	15 525	9 475	25 000
Jordanie	70	32 950	17 050	50 000

TABLEAU 10 (suite)

A. <u>Etats Membres</u>	<u>Obligation</u> <u>No</u>	<u>Obligations</u> <u>non</u> <u>remboursées</u> <u>Dollars</u>	<u>Remboursement</u> <u>du principal</u> <u>Dollars</u>	<u>Total des</u> <u>obligations</u> <u>vendues</u> <u>Dollars</u>
Koweït	19	621 000	379 000	1 000 000
Liban	37	5 136	3 135	8 271
Libéria	87	38 718	16 911	55 629
Libéria	90	100 482	43 889	144 371
Luxembourg	44	62 100	37 900	100 000
Malaisie	100	211 140	128 860	340 000
Mali	66	13 180	6 820	20 000
Maroc	39	173 880	106 120	280 000
Maroc	91	83 520	36 480	120 000
Mauritanie (621 000 francs CFA)...	51	2 760	1 497	4 257
Nigéria	42	621 000	379 000	1 000 000
Norvège	1	1 117 800	682 200	1 800 000
Norvège	93	2 714 400	1 185 600	3 900 000
Nouvelle-Zélande (110 537,56 livres sterling)	13	261 318	174 086	435 404
Nouvelle-Zélande (47 071,43 livres sterling)	54	111 280	62 365	173 645
Nouvelle-Zélande (23 523,96 livres sterling)	58	55 612	31 166	86 778
Nouvelle-Zélande (23 535,71 livres sterling)	62	55 640	31 183	86 823
Nouvelle-Zélande (23 535,71 livres sterling)	63	55 640	31 182	86 822
Ouganda (2 352,44 livres sterling)	76	5 561	3 117	8 678
Pakistan	50	329 500	170 500	500 000
Pays-Bas	29	426 627	260 373	687 000
Pays-Bas	48	878 447	454 553	1 333 000
Philippines	71	494 250	255 750	750 000
République arabe libyenne	67	16 475	8 525	25 000
République khmère	80	3 295	1 705	5 000
République-Unie de Tanzanie	72	1 845	955	2 800
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2 660 240,97 livres sterling)	32	6 288 986	4 189 630	10 478 616
Sierra Leone (6 210 livres sterling)	23	14 681	9 780	24 461

TABLEAU 10 (suite)

A. <u>Etats Membres</u>	Obligation <u>No</u>	Obligations non remboursées <u>Dollars</u>	Remboursement du principal <u>Dollars</u>	Total des obligations vendues <u>Dollars</u>
Soudan	8	31 050	18 950	50 000
Sri Lanka (74 520 roupies de Sri Lanka)	30	11 500	8 373	19 873
Suède	7	3 601 800	2 198 200	5 800 000
Suède	92	6 034 320	2 635 680	8 670 000
Thaïlande	57	99 360	60 640	160 000
Togo	9	6 210	3 790	10 000
Trinité-et-Tobago	79	5 766	2 984	8 750
Tunisie	14	301 185	183 815	485 000
Turquie	78	65 900	34 100	100 000
Venezuela	59	197 700	102 300	300 000
Yougoslavie	47	62 100	37 900	100 000
Yougoslavie	56	65 900	34 100	100 000
Total, Etats Membres		97 881 962	56 075 541	153 957 503
B. <u>Etats non membres</u>				
Allemagne (République fédérale d') c/	28	6 210 000	3 790 000	10 000 000
Allemagne (République fédérale d') c/	77	1 318 000	682 000	2 000 000
République de Corée	40	248 400	151 600	400 000
République du Viet-Nam .	18	6 210	3 790	10 000
Suisse	36	1 179 900	720 100	1 900 000
Total, Etats non membres		8 962 510	5 347 490	14 310 000
Total		106 844 472	61 423 031	168 267 503

A ajouter :

Gain au change sur le principal non amorti d'obligations remboursables
dans des monnaies dévaluées en novembre 1967 et en août 1969 :

Obligations remboursables en livres sterling	1 564 549
Obligations remboursables en roupies de Sri Lanka	4 216
Obligations remboursables en francs CFA	372

TABLEAU 10 (suite)

	Total des obligations vendues <u>Dollars</u>
Gain (ou perte) au change sur le principal non amorti d'obligations remboursables dans des monnaies réévaluées en 1972 :	
Obligations remboursables en livres sterling	135 020
Obligations remboursables en roupies de Sri Lanka	1 488
Obligations remboursables en francs CFA	(274)
Gain (ou perte) au change sur le principal non amorti d'obligations remboursables dans des monnaies réévaluées en 1973 :	
Obligations remboursables en livres sterling	(48 231)
Obligations remboursables en roupies de Sri Lanka	(378)
Obligations remboursables en francs CFA	(273)
Obligations remboursables en livres égyptiennes	(18 314)
	<u>1 638 175</u>
Total des obligations vendues (état III)	<u>169 905 678</u>

a/ Le montant du principal non amorti à rembourser dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis est indiqué entre parenthèses.

b/ Créditées à la République populaire de Chine, conformément à la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale.

c/ La République fédérale d'Allemagne est devenue Membre de l'Organisation des Nations Unies le 18 septembre 1973 (résolution 3050 (XXVIII) de l'Assemblée générale).

Fonds général de l'Orga-
Travaux de construction en

ACTIF

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Compte "Gros travaux d'amélioration de l'immeuble des Nations Unies à Santiago"</u>		
A recevoir du Fonds général de l'ONU		96 969
Engagements		
Réglés par décaissements	1 012 331	
Non réglés	6 117	1 018 448
		<u>1 115 417</u>
<u>Compte spécial "Gros travaux d'entretien et d'amélioration au Palais des Nations (Genève)"</u>		
Placement		44 697
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers		41 407
A recevoir du Fonds général de l'ONU		461 939
Engagements		
Réglés par décaissements	5 823 924	
Non réglés	863 149	6 689 073
		<u>7 237 116</u>
<u>Agrandissement des salles et installations de conférence au Palais des Nations (Genève)</u>		
Encaisse et disponible en banque		89 210
Placement		1 875 000
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers		493 318
Engagements		
Réglés par décaissement	33 523 454	
Non réglés	2 872 192	36 395 646
		<u>38 853 174</u>
<u>Compte "Construction de l'immeuble des Nations Unies à Addis-Abeba"</u>		
Encaisse et disponible en banque		145 737
Lettres de crédit		510 947
Sommes à recevoir et soldes débiteurs divers		334 294
A recevoir du Fonds général de l'ONU		1 063 983
Engagements		
Réglés par décaissements	2 100 262	
Non réglés	572 446	2 672 708
		<u>4 727 669</u>
<u>Compte "Construction de l'immeuble des Nations Unies à Bangkok"</u>		
Encaisse et disponible en banque		2 614 581
A recevoir du Fonds général de l'ONU		860 131
Engagements		
Réglés par décaissements	1 861 842	
Non réglés	2 732 950	4 594 792
		<u>8 069 504</u>

TABLEAU 11

Organisation des Nations Unies
cours au 31 décembre 1973

PASSIF

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Engagements non réglés		6 117
Crédits ouverts pour les travaux de construction :		
Pour 1969	659 000	
Pour 1970	409 300	1 068 300
Crédit ouvert pour l'établissement de plans détaillés, de spécifications et de devis pour la construction d'un bâtiment annexe		41 000
		<u>1 115 417</u>
 Sommes à payer et soldes créditeurs divers		165 163
Engagements non réglés		865 149
Prêt du Gouvernement suisse		664 063
Crédits ouverts pour les travaux de construction :		
Pour 1967 et jusqu'à fin 1971	3 060 000	
Pour 1972	1 238 000	
Pour 1973	1 238 000	5 536 000
Intérêts échus		6 741
		<u>7 237 116</u>
 Sommes à payer et soldes créditeurs divers		2 475 666
Engagements non réglés		2 872 192
Dû au Fonds général de l'ONU		1 762 927
Prêt du Gouvernement suisse		17 812 500
Dons du Gouvernement suisse		980 000
Crédits ouverts pour les travaux de construction :		
Pour 1967 et jusqu'à fin 1971	5 500 000	
Pour 1972	2 500 000	
Pour 1973	4 905 000	12 905 000
Intérêts échus		44 889
		<u>38 853 174</u>
 Sommes à payer		325 223
Engagements non réglés		572 446
Crédits ouverts pour les travaux de construction :		
Pour 1971	900 000	
Pour 1972	1 930 000	
Pour 1973	1 000 000	3 830 000
		<u>4 727 669</u>
 Sommes à payer et soldes créditeurs divers		108 702
Engagements non réglés		2 732 950
Contribution en espèces - Indonésie		5 000
Crédits ouverts pour les travaux de construction :		
Pour 1971	1 100 000	
Pour 1972	2 400 000	
Pour 1973	1 700 000	5 200 000
Intérêts échus		789
Gain au change		22 063
		<u>8 069 504</u>

B. COMPTE SPECIAL DE LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES (1956)

TABLEAU 12

Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973

<u>Etats Membres</u>	<u>Contributions non acquittées au 31 décembre 1972</u>	<u>Montants recouvrés en 1973</u>	<u>Contributions non acquittées au 31 décembre 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
A. Arriérés restant à acquitter			
Afghanistan	29 499	-	29 499
Afrique du Sud	15 485	-	15 485
Algérie	8 932	-	8 932
Bolivie	41 905	-	41 905
Cameroun	1 689	-	1 689
Chili	165 903	-	165 903
Congo	9 249	-	9 249
Côte d'Ivoire	1 689	-	1 689
Dahomey	5 530	-	5 530
El Salvador	7 411	-	7 411
Equateur	10 129	-	10 129
Guinée	19 410	-	19 410
Haiti	25 661	-	25 661
Irak	100 407	-	100 407
Liban	19 850	-	19 850
Mali	5 469	-	5 469
Mexique	679 491	-	679 491
Niger	1 906	-	1 906
Ouganda	9 589	-	9 589
Panama	15 648	-	15 648
Paraguay	31 661	-	31 661
Pérou	77 441	-	77 441
Philippines	15 631	-	15 631
République arabe libyenne	1 689	-	1 689
République centrafricaine	2 256	-	2 256
République Dominicaine	22 898	-	22 898
République khmère	1 689	-	1 689
Sénégal	9 814	-	9 814
Sierra Leone	2 469	-	2 469
Somalie	11 191	-	11 191
Tchad	8 386	-	8 386
Thaïlande	9 026	-	9 026
Uruguay	54 388	-	54 388
Venezuela	32 298	-	32 298
Yougoslavie	7 598	-	7 598
Total partiel	<u>1 463 287</u>	-	<u>1 463 287</u>
B. Membres qui n'ont fait aucun versement			
Burundi	11 278	-	11 278
Egypte	351 946	-	351 946
Espagne	1 089 981	-	1 089 981
Haute-Volta	19 936	-	19 936
République arabe syrienne	46 654	-	46 654
Rwanda	11 278	-	11 278
Soudan	89 332	-	89 332
Togo	16 174	-	16 174
Yémen	45 299	-	45 299
Total partiel	<u>1 681 878</u>	-	<u>1 681 878</u>

TABLEAU 12 (suite)

Etats Membres	Contributions non acquittées au 31 décembre 1972	Montants recouvrés en 1973	Contributions non acquittées au 31 décembre 1973
	Dollars	Dollars	Dollars
C. Membres qui n'ont pas acquitté la contribution supplémentaire de 25 p. 100 qui leur a été demandée pour constituer une réserve			
Afrique du Sud	65 377	-	65 377
Australie	63 227	-	63 227
Belgique	144 583	-	144 583
France	765 655	-	765 655
Total partiel	1 038 842	-	1 038 842
D. Membres qui n'ont pas acquitté les montants correspondant à la différence entre la contribution mise en recouvrement et la contribution calculée d'après les prévisions de dépenses révisées pour l'exercice 1967 /résolution 2304 (XXII) de l'Assemblée générale/			
Etats-Unis d'Amérique	1 188 096	-	1 188 096
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	283 299	-	283 299
Total partiel	1 471 395	-	1 471 395
E. Membres qui ont indiqué qu'ils ne verseraient pas de contributions			
Albanie	45 299	-	45 299
Arabie Saoudite	74 890	-	74 890
Bulgarie	181 155	-	181 155
Cuba	249 811	-	249 811
Hongrie	898 298	-	898 298
Jordanie	45 299	-	45 299
Mongolie	12 387	-	12 387
Pologne	2 528 364	-	2 528 364
République socialistes soviétique de Biélorussie	911 964	-	911 964
République socialistes soviétique d'Ukraine	3 476 580	-	3 476 580
Roumanie	682 212	-	682 212
Tchécoslovaquie	1 814 845	-	1 814 845
Union des Républiques socialistes soviétiques	27 665 631	-	27 665 631
Total partiel	38 586 735	-	38 586 735
Total général	44 242 137	-	44 242 137

C. FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES (1973)

TABLEAU 13

Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973

Etats Membres	Contributions (montants nets) mises en recou- vrement pour 1973 Rés. 3101 (XXVIII) de l'Assemblée générale	Montants recouvrés en 1973	Montants non acquittés au 31 décembre 1973
	Dollars	Dollars	Dollars
Afghanistan	600	-	600
Afrique du Sud	150 000	-	150 000
Albanie	1 202	-	1 202
Algérie	4 810	-	4 810
Allemagne, République fédérale d'	2 130 000	2 130 000	-
Arabie Saoudite	3 607	-	3 607
Argentine	49 900	-	49 900
Australie	432 000	-	432 000
Autriche	168 000	-	168 000
Bahamas	1 202	-	1 202
Bahreïn	1 202	-	1 202
Barbade	1 202	-	1 202
Belgique	315 000	-	315 000
Bouthan	600	-	600
Birmanie	1 804	-	1 804
Bolivie	1 202	-	1 202
Botswana	600	-	600
Brésil	46 293	-	46 293
Bulgarie	8 417	-	8 417
Burundi	600	-	600
Cameroun	1 202	-	1 202
Canada	954 000	500 000	454 000
Chili	8 417 000	-	8 417 000
Chine	1 906 982	-	1 906 982
Chypre	1 202	-	1 202
Colombie	9 619	-	9 619
Congo	1 202	-	1 202
Costa Rica	1 202	-	1 202
Côte d'Ivoire	1 202	-	1 202
Cuba	6 613	-	6 613
Dahomey	600	-	600
Danemark	189 000	82 014	106 986
Egypte	7 214	-	7 214
El Salvador	1 202	-	1 202
Emirats arabes unis	1 202	-	1 202
Equateur	1 202	-	1 202
Espagne	59 519	-	59 519
Etats-Unis d'Amérique	8 668 100	-	8 668 100
Ethiopie	600	-	600
Fidji	1 202	-	1 202
Finlande	126 000	-	126 000
France	2 031 803	-	2 031 803
Gabon	1 202	-	1 202
Gambie	1 202	-	1 202
Ghana	2 405	-	2 405
Grèce	19 239	-	19 239
Guatemala	1 804	-	1 804
Guinée	600	-	600
Guinée équatoriale	1 202	-	1 202
Guyane	1 202	-	1 202
Haïti	600	-	600
Haute-Volta	600	-	600
Honduras	1 202	-	1 202
Hongrie	19 840	-	19 840
Inde	72 144	-	72 144
Indonésie	11 424	-	11 424
Irak	3 006	-	3 006
Iran	12 025	-	12 025
Irlande	45 000	-	45 000

TABLEAU 13 (suite)

Etats Membres	Contributions (montants nets) mises en recouvrement pour 1973 Rés. 3101 (XXVIII) de l'Assemblée générale		Montants recouvrés en 1973		Montants non acquittés au 31 décembre 1973	
	Dollars		Dollars		Dollars	
Islande	6 000		-		6 000	
Israël	12 626		-		12 626	
Italie	1 080 000		-		1 080 000	
Jamaïque	1 202		-		1 202	
Japon	2 145 000		-		2 145 000	
Jordanie	1 202		-		1 202	
Kenya	1 202		-		1 202	
Koweït	5 411		-		5 411	
Laos	600		-		600	
Lesotho	600		-		600	
Liban	1 804		-		1 804	
Libéria	1 202		-		1 202	
Luxembourg	12 000		-		12 000	
Madagascar	1 202		-		1 202	
Malaisie	4 208		-		4 208	
Malawi	600		-		600	
Maldives	600		-		600	
Mali	600		-		600	
Malte	1 202		-		1 202	
Maroc	3 607		-		3 607	
Maurice	1 202		-		1 202	
Mauritanie	1 202		-		1 202	
Mexique	51 703		-		51 703	
Mongolie	1 202		-		1 202	
Népal	600		-		600	
Nicaragua	1 202		-		1 202	
Niger	600		-		600	
Nigéria	6 012		-		6 012	
Norvège	129 000		61 728		67 272	
Nouvelle-Zélande	84 000		-		84 000	
Oman	1 202		-		1 202	
Ouganda	600		-		600	
Pakistan	8 417		-		8 417	
Panama	1 202		-		1 202	
Paraguay	1 202		-		1 202	
Pays-Bas	372 000		366 000		6 000	
Pérou	4 208		-		4 208	
Philippines	10 821		-		10 821	
Pologne	378 000		-		378 000	
Portugal	45 000		-		45 000	
Qatar	1 202		-		1 202	
République arabe libyenne	6 613		-		6 613	
République arabe syrienne	1 202		-		1 202	
République centrafricaine	1 202		-		1 202	
République démocratique allemande ...	366 000		-		366 000	
République Dominicaine	1 202		-		1 202	
République khmère	1 202		-		1 202	
République socialiste soviétique de Biélorussie	138 000		-		138 000	
République socialiste soviétique d'Ukraine	513 000		-		513 000	
République-Unie de Tanzanie	600		-		600	
Roumanie	18 037		-		18 037	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 841 105		243 902		1 597 203	
Rwanda	600		-		600	
Sénégal	600		-		600	
Sierra Leone	1 202		-		1 202	
Singapour	2 405		-		2 405	
Somalie	600		-		600	
Souaziland	1 202		-		1 202	
Soudan	600		-		600	
Sri Lanka	1 804		-		1 804	

TABLEAU 13 (suite)

<u>Etats Membres</u>	<u>Contributions (montants nets) mises en recouvrement pour 1973</u> <u>Rés. 3101 (XXVIII) de l'Assemblée générale</u>	<u>Montants recouvrés en 1973</u>	<u>Montants non acquittés au 31 décembre 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Suède	390 000	-	390 000
Tchad	600	-	600
Tchécoslovaquie	267 000	-	267 000
Thaïlande	6 613	-	6 613
Togo	1 202	-	1 202
Trinité-et-Tobago	1 202	-	1 202
Tunisie	1 202	-	1 202
Turquie	17 436	-	17 436
Union des Républiques socialistes soviétiques	4 497 010	-	4 497 010
Uruguay	3 607	-	3 607
Venezuela	19 239	-	19 239
Yémen	600	-	600
Yémen démocratique	600	-	600
Yougoslavie	20 441	-	20 441
Zaïre	1 202	-	1 202
Zambie	1 202	-	1 202
	<u>30 000 000</u>	<u>3 383 644</u>	<u>26 616 356</u>

TABLEAU 14

Force d'urgence des Nations Unies (1973)

Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973

	Crédits alloués ^{a/} (Dollars)	Décaissements (Dollars)	Engagements non réglés (Dollars)	Total (Dollars)
<u>Dépenses de personnel</u>				
Traitements et salaires	780 000	107 041	-	107 041
Traitements du personnel local	135 000	16 788	-	16 788
Dépenses communes de personnel	225 000	9 600	-	9 600
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel civil	360 000	166 064	34 757	200 821
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel militaire	-	184 210	-	184 210
Total, dépenses de personnel	1 500 000	483 703	34 757	518 460
<u>Matériel et approvisionnements</u>				
Entretien et utilisation du matériel de transport	1 500 000	27 009	-	27 009
Location et utilisation d'avions	1 000 000	145 191	-	145 191
Transport de marchandises et camionnage	250 000	134 578	49 063	183 641
Fournitures et services divers	750 000	1 055 278	447 011	1 502 289
Papeterie et fourniture de bureau	-	16 771	2 136	18 907
Achat de matériel de transport et de matériel mobile lourd	1 400 000	-	-	-
Achat de matériel opérationnel divers	500 000	568 998	328 111	897 109
Total, matériel et approvisionnements	5 400 000	1 947 825	826 321	2 774 146
<u>Autres dépenses</u>				
Dépenses supplémentaires et extraordinaires des gouvernements fournissant des contingents	19 700 000	-	-	-
Location de locaux	300 000	39 968	-	39 968
Communications	100 000	10 265	5 000	15 265
Relève des contingents	-	99 328	100	99 428
Rations	2 000 000	59 090	-	59 090
Imprévus	1 000 000	-	-	-
Total, autres dépenses	23 100 000	208 651	5 100	213 751
Total (état V)	30 000 000	2 640 179	866 178	3 506 357

^{a/} Pour la période du 25 octobre 1973 au 24 avril 1974.

D. COMPTE "AD HOC" POUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

TABLEAU 15

Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973

	Contributions non acquittées au 31 décembre 1972 (Dollars)	Montants recouvrés en 1973 (Dollars)	Contributions non acquittées au 31 décembre 1973 (Dollars)
A. Arriérés restant à acquitter			
Afghanistan	37 603	-	37 603
Bolivie	34 833	-	34 833
Brésil	248 838	-	248 838
Congo	9 938	-	9 938
Dahomey	6 994	-	6 994
Egypte	48 387	-	48 387
El Salvador	3 349	-	3 349
Equateur	4 120	-	4 120
Guatemala	38 209	-	38 209
Guinée	9 938	-	9 938
Haute-Volta	14 145	-	14 145
Honduras	5 677	-	5 677
Irak	22 362	-	22 362
Liban	12 108	-	12 108
Mali	24 259	-	24 259
Paraguay	24 229	-	24 229
République centrafricaine	6 589	-	6 589
Sénégal	20 418	-	20 418
Somalie	17 445	-	17 445
Soudan	5 860	-	5 860
Tchad	9 832	-	9 832
Yougoslavie	333 269	-	333 269
Total partiel	938 402	-	938 402
B. Membres qui n'ont fait aucun versement			
Afrique du Sud	1 503 337	-	1 503 337
Arabie Saoudite	69 487	-	69 487
Burundi	10 471	-	10 471
Chili	224 847	-	224 847
Espagne	985 159	-	985 159
Haïti	33 916	-	33 916
Mauritanie	17 215	-	17 215
Mexique	786 193	-	786 193
Nicaragua	33 916	-	33 916
Ouganda	10 471	-	10 471
Panama	33 916	-	33 916
Pérou	89 183	-	89 183
Portugal	201 673	-	201 673
République arabe syrienne	20 379	-	20 379
République Dominicaine	54 503	-	54 503
Rwanda	10 471	-	10 471
Togo	25 324	-	25 324
Uruguay	97 662	-	97 662
Yémen	43 602	-	43 602
Total partiel	4 251 725	-	4 251 725

TABLEAU 15 (suite)

	Contributions non acquittées au 31 décembre 1972 (Dollars)	Montants recouvrés en 1973 (Dollars)	Contributions non acquittées au 31 décembre 1973 (Dollars)
C. Membres qui ont indiqué qu'ils ne verseraient pas de contributions			
Albanie	43 602	-	43 602
Bulgarie	190 746	-	190 746
Cuba	260 259	-	260 259
France	17 031 152	-	17 031 152
Hongrie	995 024	-	995 024
Jordanie	43 602	-	43 602
Mongolie	17 215	-	17 215
Pologne	2 466 010	-	2 466 010
République socialiste soviétique de Biélorussie	1 357 881	-	1 357 881
République socialiste soviétique d'Ukraine	5 185 697	-	5 185 697
Roumanie	641 015	-	641 015
Tchécoslovaquie	2 759 408	-	2 759 408
Union des Républiques socialistes soviétiques	39 223 085	-	39 223 085
Total partiel	70 214 696	-	70 214 696
Total général	75 404 823	-	75 404 823

E. PROGRAMMES TECHNIQUES FINANCES PAR LES CREDITS OUVERTS AU TITRE V DU BUDGET DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, PAR LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT ET PAR DES FONDS EXTRA-BUDGETAIRES D'AFFECTATION SPECIALE, EXECUTES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

TABLEAU 16

Programmes techniques financés par les crédits ouverts au Titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies

Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973

Pays ou territoire	Régles par décaissements		Non réglés		Total des engagements	
	ONU	ONUDI	ONU	ONUDI	ONU	ONUDI
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Afghanistan	1 126	-	(972)	3 900	154	3 900
Afrique du Sud	25 000	-	-	-	25 000	-
Algérie	19 591	19 376	-	780	19 591	20 156
Arabie Saoudite	-	-	-	8 400	-	8 400
Argentine	5 176	1 195	3 700	4 105	8 876	5 300
Barbade	-	-	-	2 800	-	2 800
Birmanie	-	-	-	6 500	-	6 500
Bolivie	-	6 602	-	11 202	-	17 804
Brésil	1 516	-	-	23 200	1 516	23 200
Burundi	-	4 250	2 300	950	2 300	5 200
Chili	-	4 172	-	2 082	-	6 254
Chypre	-	20 945	-	-	-	20 945
Colombie	915	-	1 300	-	2 215	-
Congo	-	-	-	3 800	-	3 800
Costa Rica	-	252	-	1 300	-	1 552
Côte d'Ivoire	-	-	-	3 700	-	3 700
Cuba	-	1 933	-	22 167	-	24 100
Dahomey	40 001	-	67 887	-	107 888	-
Egypte	-	5 862	1 800	5 900	1 800	11 762
Equateur	4 023	4 884	(178)	-	3 845	4 884
Gambie	9 994	2 551	-	-	9 994	2 551
Ghana	-	-	2 000	4 200	2 000	4 200
Grèce	-	1 349	-	2 451	-	3 800
Guatemala	3 206	-	512	-	3 718	-
Haïti	73 658	-	524 146	3 700	597 804	3 700
Haute-Volta	82 171	-	63 929	-	146 100	-
Honduras	17 882	-	86 709	-	104 591	-
Hong-kong	-	-	2 900	-	2 900	-
Hongrie	-	-	-	4 800	-	4 800
Inde	-	9 296	2 100	34 721	2 100	44 017
Irak	-	1 373	-	11 338	-	12 711
Iran	2 582	3 073	-	14 677	2 582	17 750
Islande	14 374	-	-	-	14 374	-
Israël	-	1 264	-	5 835	-	7 099
Jordanie	1 521	-	579	1 200	2 100	1 200
Kenya	-	-	1 850	-	1 850	-
Koweït	-	-	-	2 200	-	2 200
Laos	37 320	-	27 727	11 400	65 047	11 400
Liban	-	684	-	-	-	684
Madagascar	3 160	-	-	8 135	3 160	8 135
Malaisie	-	-	1 750	-	1 750	-
Malawi	1 665	-	(87)	-	1 578	-
Mali	3 367	-	-	1 900	3 367	1 900
Malte	-	1 383	-	1 075	-	2 458
Maroc	-	23 772	-	1 278	-	25 050
Maurice	3 000	-	-	-	3 000	-
Mexique	-	237	-	8 763	-	9 000
Namibie	25 000	-	-	-	25 000	-
Népal	56 727	-	10 530	9 370	67 257	9 370
Nicaragua	-	2 022	-	-	-	2 022
Niger	63 846	-	168 277	-	232 123	-
Nigéria	-	16 567	-	1 553	-	18 120

TABLEAU 16 (suite)

Pays ou territoire	Régles par décaissements		Non réglés		Total des engagements	
	ONU	ONUDI	ONU	ONUDI	ONU	ONUDI
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Ouganda	43 068	-	42 511	-	85 579	-
Pakistan	1 350	19 771	-	-	1 350	19 771
Papua-Nouvelle-Guinée	-	1 508	-	2 792	-	4 300
Paraguay	-	2 447	2 200	507	2 200	2 954
Pérou	-	-	1 700	-	1 700	-
Philippines	-	5 792	3 000	15 450	3 000	21 242
Pologne	-	-	-	4 300	-	4 300
République arabe syrienne	-	-	1 700	8 400	1 700	8 400
République centrafricaine	106 634	-	76 051	-	182 685	-
République de Corée	-	5 796	-	2 553	-	8 349
République Dominicaine	-	-	-	3 700	-	3 700
République du Viet-Nam	-	-	-	10 700	-	10 700
République khmère	-	2 840	-	8 900	-	11 740
République-Unie de Tanzanie	2 442	-	1 524	-	3 966	-
Rhodésie	25 000	-	-	-	25 000	-
Roumanie	-	5 598	-	428	-	6 026
Rwanda	57 076	-	196 365	-	253 441	-
Samoa-Occidental	-	-	3 700	-	3 700	-
Sénégal	-	4 219	-	600	-	4 819
Singapour	-	-	-	7 400	-	7 400
Somalie	-	1 124	-	8 692	-	9 816
Souaziland	-	2 181	-	319	-	2 500
Soudan	-	2 896	1 608	11 804	1 608	14 700
Sri Lanka	-	4 285	-	12 815	-	17 100
Suède	-	-	1 600	-	1 600	-
Territoires portugais	25 000	-	-	-	25 000	-
Thaïlande	6 533	2 962	3 000	13 338	9 533	16 300
Togo	-	-	-	11 000	-	11 000
Tonga	-	-	1 000	-	1 000	-
Trinité-et-Tobago	5 793	-	-	-	5 793	-
Tunisie	-	-	-	3 200	-	3 200
Turquie	-	2 006	-	9 450	-	11 456
Uruguay	6 312	2 443	2 645	157	8 957	2 600
Venezuela	-	-	5 800	2 700	5 800	2 700
Yémen	63 878	-	200 428	-	264 306	-
Yémen démocratique	55 004	642	51 881	1 158	106 885	1 800
Yougoslavie	-	-	-	2 350	-	2 350
Zaïre	-	-	-	6 600	-	6 600
Zambie	-	-	-	4 400	-	4 400
Total partiel	894 911	199 552	1 565 472	383 095	2 460 383	582 647
Projets régionaux						
Afrique	538 085	113 648	317 069	22 853	855 154	136 501
Amérique latine et Caraïbes	263 861	58 422	156 347	1 445	420 208	59 867
Asie et Extrême-Orient	341 843	112 552	171 114	11 465	512 957	124 017
Europe, Méditerranée et Moyen-Orient	216 031	35 122	101 089	13 737	317 120	48 859
Projets interrégionaux	1 027 552	408 843	630 578	88 363	1 658 130	497 206
Projets mondiaux	-	19 836	-	3 200	-	23 036
Total partiel	2 387 372	748 423	1 376 197	141 063	3 763 569	889 486
TOTAL	3 282 283	947 975	2 941 669	524 158	6 223 952	1 472 133

Programmes techniques financés par des fonds d'affectation spéciale

Etat des fonds au 31 décembre 1973

1. Projets gérés par l'ONU	Origine des fonds	Objet	Solde inu- tillisé au 1er janvier 1973		Recettes		Total a/ des fonds dispo- nibles en 1973		Engagements				Solde inu- tillisé au 31 décem- bre 1973	
			Dollars		Dollars		Dollars		Régles par Mon régles au 31 dé- au 31 décem- cembre 1973 bre 1972		Dollars		Dollars	
			Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars	
Projets financés par les gouvernements bénéficiaires	Allemagne, République fédérale d'	Séminaire sur la vérification des comptes de l'Etat	-	7 500	7 500	8 552	369	-	-	8 921	-	(1 421)	-	-
	Arabie Saoudite	Mise en valeur des ressources naturelles et énergie	3 200 (5 941)	(3 200)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Arabie Saoudite	Construction routière	(208)	115 330	109 389	177 506	91 744	(138 862)	130 388	2 988	(2 988)	53 589	(4 975)	(2 150)
	Arabie Saoudite	Statistiques	57 417	208	-	3 084	-	(96)	-	-	-	-	-	-
	Arabie Saoudite	Conseiller juridique	(4 975)	-	57 417	4 855	-	(1 027)	3 828	-	-	-	-	-
	Arabie Saoudite	Promotion commerciale et commercialisation	-	-	(4 975)	2 150	-	-	-	-	-	-	-	-
	Botswana	Analyste	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Cameroon	Séminaire sur la promotion de relations harmonieuses entre les races	(4 999)	9 461	(4 999)	6 202	-	(6 684)	6 202	-	-	(4 999)	3 259	-
	Costa Rica	Etude des eaux souterraines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Danemark	Séminaire sur le financement de l'habitation et le développement urbain en Asie et en Extrême- Orient (Copenhague, 28 août- 9 septembre 1972)	(7 007)	8 597	1 590	22 803	7 132	(27 000)	2 935	-	-	(1 345)	-	-
Danemark	Danemark	Séminaire interrégional sur les problèmes des enfants qui quittent l'école trop tôt (Danemark, avril 1973)	-	70 000	70 000	52 490	13 718	-	66 208	-	-	3 792	-	-
	Danemark	Séminaire interrégional sur l'habitation	-	70 000	70 000	35 065	25 499	-	60 564	-	-	9 436	(886)	-
	Equateur	Finances publiques	(886)	-	(886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	France	Séminaire (droits de l'homme) sur l'intolérance et les moyens de la combattre (Nice, 24 août- 6 septembre 1971)	(1 346)	-	(1 346)	-	-	-	(1 799)	(1 799)	-	453	-	-
	Gabon	Séminaire (droits de l'homme) sur la participation des femmes à la vie économique (Gabon, 27 juillet- 9 août 1971)	277	263	540	-	1 139	(1 139)	-	-	-	540	-	-
	Grèce	Energie géothermique	-	5 522	5 522	3 581	635	-	4 216	-	-	1 306	(1 740)	-
	Haïti	Production de sucre	(1 740)	-	(1 740)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Irak	Planification industrielle	(4 691)	4 691	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Iran	Institut asiatique de statistique	-	-	-	-	5 000	(5 000)	-	-	-	-	-	-

Iran	Journées d'études sur l'orthopédie et les prothèses	-	48 000	-	-	-	-	48 000
Israël	Conseiller en appareils de prothèse	3 480	-	-	-	-	-	3 480
Japon	Programme de recherche et de formation en matière de développement régional (Nations Unies) (Nagoya, Japon)	332 472	661 696	994 168	518 568	273 373	(76 107)	715 834
Koweït	Population	1 319	-	1 319	-	-	-	278 334
Koweït	Urbanisme et évacuation des eaux usées	2 167	-	2 167	5 245	-	(366)	1 319
Koweït	Gestion des stocks et des entrepôts	(7 636)	38 219	30 583	30 928	7 065	(6 288)	(2 712)
Koweït	Statistiques	(211)	73 012	72 801	42 340	13 183	-	(1 122)
Koweït	Centre de développement des ressources en eau	-	137 826	137 826	60 509	22 309	-	55 523
Koweït	Recensement de population et études démographiques	-	35 155	35 155	8 286	153	-	82 818
Pays-Bas	Attribution à des ressortissants néerlandais de bourses de perfectionnement en matière de protection sociale	(15 188)	-	(15 188)	(135)	-	(969)	55 008
République arabe libyenne	Statistiques	(49 092)	49 092	-	-	-	-	(14 084)
République arabe libyenne	Développement social	(1 030)	1 030	-	-	-	-	-
République arabe libyenne	Administration publique	(9 750)	8 137	(1 613)	-	-	(1 613)	-
République arabe libyenne	Economiste	1 276	(1 276)	-	-	-	-	-
République arabe libyenne	Equipe chargée de l'aménagement des zones municipales	40 103	(40 103)	-	-	-	-	-
République arabe libyenne	Etablissement de cartes et levés	4 889	(4 889)	-	-	-	-	-
République arabe libyenne	Planification économique	5 191	(5 191)	-	-	-	-	-
République arabe libyenne	Services sociaux	11 570	(11 570)	-	-	-	-	-
République arabe libyenne	Lois en matière de pensions et administration publique	(652)	652	-	-	-	-	-
République arabe libyenne	Tourisme	8 276	(8 276)	-	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	Mise en valeur des ressources naturelles et énergie	12 773	-	12 773	526	-	(1 978)	14 225
Trinité-et-Tobago	Finances publiques	(391)	391	-	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	Séminaire interrégional sur la mise en valeur des ressources minérales du plateau continental (Port-of-Spain, 5-16 avril 1971)	-	-	-	7 026	12 985	(20 010)	(1)
Trinité-et-Tobago	Conseiller en matière de droit fiscal	855	(563)	292	292	-	-	292
Trinité-et-Tobago	Planification sociale	980	(980)	-	-	-	-	-

TABLEAU 17 (suite)

- 114 -

Arabie Saoudite	Frais de voyage de conseillers et de fonctionnaires du BESNUB envoyés en Arabie orientale	(32)	-	(32)	-	-	-	(32)
Autriche	Séminaire interrégional sur la vérification des comptes de l'Etat (Baden, Autriche, 3-14 mai 1971)	-	-	-	(517)	937	(937)	(517) 517
Autriche	Deuxième séminaire interrégional sur la vérification des comptes de l'Etat, Vienne	-	6 000	6 000	6 541	-	-	6 541 (541)
Chypre	Séminaire sur les problèmes spéciaux relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement	1 689	(1 689)	-	-	-	-	-
Danemark	Cours interrégional de formation d'instructeurs en matière de prothèse (Helsingør, Danemark, 30 août-25 septembre 1971)	(127)	-	(127)	-	12 348	(12 348)	- (127)
Danemark	Séminaire sur l'administration de l'habitation en Afrique	(4)	-	(4)	1 840	2 760	(2 760)	1 840 (1 844)
Danemark	(19 septembre-2 octobre 1971) Cycle d'études sur la préfabrication dans la construction pour l'Amérique latine, 1967	(1 045)	-	(1 045)	-	3 137	(4 463)	(1 326) 281
Danemark	Bourse de perfectionnement dans le domaine des statistiques - Afrique	2 415	-	2 415	-	-	-	- 2 415
Danemark	Cours de formation de groupe en matière de développement communautaire dans les zones rurales	839	-	839	-	-	-	- 839
Danemark	Séminaire régional en Afrique sur les politiques nationales relatives à la jeunesse (Nations Unies)	(10 385)	-	(10 385)	3 643	-	(903)	2 740 (13 125)
Danemark	Deuxième séminaire itinérant sur la coordination modulaire dans l'industrie du bâtiment	15 075	4 744	19 819	2 492	17 377	-	19 869 (50)
Danemark	Séminaire interrégional sur la recherche utilisée comme base de l'élaboration des politiques et des programmes de défense sociale	(786)	64 820	64 034	25 055	32 886	(136)	57 805 6 229
Danemark	Quatrième séminaire des Nations Unies sur le développement rural (cadres)	-	77 038	77 038	71 791	7 896	-	79 687 (2 649)
Pays-Bas	Programme de formation pour le personnel des services sociaux, Saigon (République du Viet-Nam)	(8 255)	-	(8 255)	4 793	241	(272)	4 762 (13 017)
Pays-Bas	Bourses d'étude (Institut asiatique de statistique)	11 447	8 709	20 156	5 498	7 800	-	13 298 6 858
Pays-Bas	Protection sociale	(3 218)	6 503	3 285	5 980	1 411	-	7 391 (4 106)
Pays-Bas	Equipe consultative des Nations Unies pour le développement (UNDP)	(2 790)	-	(2 790)	-	-	(2 790)	(2 790) -
Suède	Conseillers interrégionaux en matière de défense sociale	1 404	-	1 404	-	-	(1 781)	(1 781) 3 185
Union des Républiques socialistes soviétiques - Technopromexport	Interprètes accompagnant divers experts de l'URSS	(249 050)	193 731	(55 319)	95 257	35 861	(55 244)	75 874 (131 193)
Union des Républiques socialistes soviétiques - Technopromexport	Fonds virés à un compte d'attente qui serviront à couvrir les déficits des projets ci-dessus une fois que des instructions expressement quant à leur affectation auront été reçues	7 406	-	7 406	-	-	-	- 7 406

TABLEAU 17 (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde inu- tilisé au 1er janvier 1973		Recettes		Total a/ des fonds dispo- nibles en 1973		Engagements						Solde inu- tilisé au 31 décem- bre 1973	
		Dollars		Dollars		Dollars		Régulés par décais- sements		Non réglés au 31 dé- cembre 1973		Non réglés au 31 dé- cembre 1972		Total	
		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars	
Autres projets financés par les gouvernements donateurs															
Zambie	Séminaire (droits de l'homme) sur l'exercice des droits économiques et sociaux	4 720	-	4 720	-	4 720	-	-	-	-	-	-	-	4 720	
		(248 270)	391 620	143 350	241 551	134 272	(91 287)	284 536	(141 186)						
Autres fonds d'affectation spéciale															
Programme du Fonds d'affectation spéciale pour le Zaïre	Projets divers	87 050	259 879	346 929	345 651	14 498	(61 142)	299 007	47 922						
Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental	Projets divers	666 394	386 564	1 552 958	1 273 098	437 223	(1 071 397)	638 924	914 034						
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	Activités diverses en matière de population	4 560 008	14 864 280	19 424 288	5 958 376	5 309 219	(2 175 340)	9 092 255	10 332 033						
Fonds suédois d'af- fection spéciale pour les programmes opé- rationnels d'assistance (Lesotho et Souaziland)	Projets divers	302 075	8 190	310 265	107 291	35 884	(27 984)	115 191	195 074						
Fondation Ford	Centre latino-américain de démographie (CELADE)	146 891	-	146 891	71 708	34	-	71 742	75 149						
Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	Equipes consultatives pluridisciplinaires	889	-	889	-	-	-	-	889						
Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	Mission d'étude sur l'alimentation en eau	(2 376)	-	(2 376)	-	160	(160)	-	(2 378)						
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	Bourse de perfectionnement (construction de routes)	10 602	-	10 602	-	-	-	-	10 602						
The Population Council, Inc.	Programme d'appui concernant les études sur la fécondité dans les zones rurales (décembre 1971)	7 826	-	7 826	1 151	634	(533)	1 253	6 573						

The Population Council, Inc.	Centre de formation démographique (République arabe unie)	49 260	-	49 260	23 539	8 677	-	32 216	17 044
The Population Council, Inc.	Analyse et publication d'études comparatives sur la fécondité dans les zones rurales (Amérique latine) (CELADE)	(1 566)	-	(1 566)	57	-	-	57	(1 623)
The Population Council, Inc.	Etude de la fréquence et des conditions de l'avortement provoqué dans plusieurs pays d'Amérique latine (CELADE)	3 559	-	3 559	1 738	-	(1 061)	677	2 882
Etats-Unis d'Amérique	CELADE (United States Agency for International Development)	(18 168)	-	(18 168)	796	16 893	(16 991)	698	(18 866)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Bourses de perfectionnement en matière de service social et de développement communautaire	(4 229)	4 229	-	2 136	-	-	2 136	(2 136)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Tutor recruté sur le plan international (Ghana)	(2 666)	2 666	-	-	-	-	-	-
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Services sociaux	(6 175)	6 175	-	-	-	-	-	-
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Cours de formation en matière de planification sociale	(2 741)	2 741	-	-	1 651	(1 651)	-	-
Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée	Projets divers	4 344	5 770	10 114	3 649	11 188	(8 600)	6 237	3 877
Programme unifié d'enseignement et de formation pour l'Afrique australe (Nations Unies)	Contribution au Programme (résolution 191 (1964) du Conseil de sécurité)	450 907	500 000 ^{b/}	950 907	856 305	470 024	(454 496)	871 833	79 074
Fonds des Nations Unies pour la Namibie	Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	(1 722)	-	(1 722)	5 142	652	(4 403)	1 391	(3 113)
Fonds des Nations Unies pour la Namibie	Programme spécial d'enseignement et de formation	(6)	9 148	9 142	10 090	1 969	(2 793)	9 266	(124)
Programme des Nations Unies en matière d'assistance et d'échanges dans le domaine du droit international	Contribution au titre d'un programme destiné à favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international	-	8 617	8 617	8 438	-	-	8 438	179
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale	Défense sociale	-	4 447	4 447	4 447	-	-	4 447	-
Divers	Contribution pour l'installation d'une machine Xerox à l'Institut de planification nationale au Caire	22	(22)	-	-	-	-	-	-
Divers	Contributions au programme d'assistance technique destiné au Burundi et au Rwanda (Tunisie : 2 000 dollars, et Chypre : 279,70 dollars) versées en application de la résolution 1836 (XVII) de l'Assemblée générale	2 280	-	2 280	-	-	-	-	2 280
	Total partiel	6 252 456	16 562 684	22 815 140	8 673 613	6 308 706	(3 826 551)	11 155 768	11 659 372

TABLEAU 17 (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde inu-tilisé au 1er janvier 1973	Total a/ des fonds disponibles en 1973	Engagements					Solde inu-tilisé au 31 décembre 1973	
				Régliés par décaissements	Non réglés au 31 décembre 1973	Non réglés au 31 décembre 1972	Total			
								Dollars		Dollars
Dons gérés par les commissions économiques régionales										
Afrique										
Allemagne, République fédérale d'	Contribution au titre de la rémunération d'un expert en matière de transports (chemins de fer)	12 430	42 670	55 100	31 096	2 526	-	33 622	21 478	
Allemagne, République fédérale d'	Contribution au titre de la rémunération d'un expert en matière d'habitation, de construction et de planification	34 875	48 326	83 201	39 729	272	(2 011)	37 990	45 211	
Allemagne, République fédérale d'	Première réunion de l'assemblée générale de la "Union of African Railways"	-	5 842	5 842	7 524	2 246	-	9 770	(3 928)	
Belgique	Assistance technique bilatérale pour la création d'un service de documentation	7 305	-	7 305	10 224	189	(4 611)	5 802	1 503	
Etats-Unis d'Amérique	Coopération et échanges intrarégionaux dans le domaine de l'agriculture	5 749	-	5 749	193	-	-	193	5 556	
Etats-Unis d'Amérique	Planification d'un réseau hydrologique dans un pays d'Afrique	3 371	-	3 371	-	-	-	-	3 371	
Etats-Unis d'Amérique	Etude des moyens de promotion industrielle dans les pays en dehors de la région	(3 815)	-	(3 815)	-	-	-	-	(3 815)	
Etats-Unis d'Amérique	Consultant en matière de coopération et d'échanges intrarégionaux dans le domaine de l'agriculture	(13 660)	-	(13 660)	-	-	(4 014)	(4 014)	(9 646)	
Etats-Unis d'Amérique	Consultant pour des cours supérieurs sur les méthodes et techniques de la planification de l'emploi et de la programmation de la formation	11 818	-	11 818	-	-	-	-	11 818	
Etats-Unis d'Amérique	Consultant pour la réunion sous-régionale (Afrique de l'Est) sur certains aspects du financement de l'habitation	4 000	-	4 000	-	-	-	-	4 000	
Etats-Unis d'Amérique	Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest	(570)	-	(570)	-	-	-	-	(570)	
Etats-Unis d'Amérique	Programmes de stages de la CEA	19 781	-	19 781	-	-	(141)	(141)	19 922	
Etats-Unis d'Amérique	Etude commune CEA/FAO sur le bétail	(20 033)	-	(20 033)	(1 371)	504	(2 204)	(3 071)	(16 962)	
Etats-Unis d'Amérique	Etude des moyens de promotion industrielle dans les pays en dehors de la région	4 361	-	4 361	7 656	2 042	(4 462)	5 236	(875)	
Etats-Unis d'Amérique	Consultant en matière de transports	(1 889)	-	(1 889)	-	-	-	-	(1 889)	
Etats-Unis d'Amérique	Formation en cours d'emploi (un an) pour quatre boursiers africains au titre du deuxième programme international de la CEA pour l'Afrique	19 137	-	19 137	13 118	510	(13 334)	294	18 843	

Etats-Unis d'Amérique	Prorogation pour une deuxième année, des services de l'expert des Etats-Unis affecté au Centre africain du commerce	1 047	-	1 047	31 145	1 085	(8 414)	23 816	(22 769)
Etats-Unis d'Amérique	Fonds supplémentaires pour couvrir le coût estimatif des services de l'expert des Etats-Unis affecté à l'étude commune CEA/FAO sur le bétail	4 000	-	4 000	-	-	-	-	4 000
Etats-Unis d'Amérique	Quatre réunions d'organisations bénévoles organisées sous l'égide de la CEA	-	32 000	32 000	3 762	1 817	-	5 579	26 421
Etats-Unis d'Amérique	Engagement de longue durée de trois consultants dans le domaine de l'agriculture	-	120 000	120 000	6 986	1 855	-	8 841	111 159
Etats-Unis d'Amérique	Prolongation des services d'un expert affecté au Centre du commerce africain	-	28 000	28 000	-	-	-	-	28 000
Etats-Unis d'Amérique	Publication d'un bulletin et d'une brochure d'information sur les "Women's Bureaux"	-	4 500	4 500	-	-	-	-	4 500
Finlande	Expert principal en promotion commerciale chargé d'aider le Centre régional de promotion des exportations de la CEA à résoudre les problèmes relatifs à la promotion des exportations et aux politiques commerciales	13 744	-	13 744	27 547	-	(13 803)	13 744	-
Fondation Dag Hammarskjöld	Conférence régionale africaine sur la conception intégrée du développement rural (Moshi, 13-24 octobre 1969)	1 284	-	1 284	-	-	-	-	1 284
Fondation Ford	Journées d'études régionales sur le matériel pédagogique pour la formation et l'enseignement (13-21 septembre 1969)	432	-	432	-	-	(1 847)	(1 847)	2 279
Fondation Ford	Quatrième Conférence des secrétaires permanents et des secrétaires principaux des administrations locales en Afrique de l'Est	-	4 500	4 500	3 844	2 602	-	6 446	(1 946)
Fondation Ford	Conférence à l'occasion de la création de l'Association africaine d'enseignement par correspondance, et Journées d'études sur l'administration de l'enseignement par correspondance	-	15 000	15 000	12 470	3 030	-	15 500	(500)
Fondation Friedrich-Ebert	Première réunion du groupe de travail pour la création d'un centre de recherche et de formation en matière de développement social en Afrique	-	3 000	3 000	2 994	-	-	2 994	6
Pays-Bas	Contribution au financement du Colloque Institut d'études sociales/CEA sur les méthodes d'enseignement nouvelles	2 215	-	2 215	(2 529)	315	(3 078)	(5 292)	7 507
Pays-Bas	Programme de bourses CEA/Pays-Bas (formation de moniteurs africains dans des établissements africains)	-	69 464	69 464	29 140	24 736	-	53 876	15 588

TABLEAU 17 (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde inu- tilisé au 1er janvier 1973	Recettes	Total a/ des fonds dispo- nibles en 1973	Engagements				Solde inu- tilisé au 31 décem- bre 1973
					Régulés par décais- sements	Non réglés au 31 dé- cembre 1973	Non réglés au 31 dé- cembre 1972	Total	
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Pays-Bas	Programme de bourses CEA/Pays-Bas (monitrices d'enseignement ménager)	-	45 400	45 400	32 499	-	-	32 499	12 901
Pays-Bas	Cours de formation en matière de législation et d'administration fiscales	-	24 314	24 314	15 053	980	-	16 033	8 281
Suède	Conférence à l'occasion de la création de l'Association africaine d'ensei- gnement par correspondance, et Journées d'études sur l'adminis- tration de l'enseignement par correspondance	-	15 000	15 000	12 470	3 761	-	16 231	(1 231)
Suède	Deux experts du progrès économique et social des femmes en Afrique	15 515	100 619	116 134	46 414	-	(484)	45 930	70 204
Suède	Première réunion de l'Association africaine des marchés et approvi- sionnements (Dakar, 28 mai- 2 juin 1973)	-	50 000	50 000	28 219	763	-	28 982	21 018
Zambie	Contribution au titre des dépenses locales du Bureau sous-régional de la CEA	(6 282)	9 648	3 366	3 366	-	-	3 366	-
Amérique latine (Mexico)	Commission de l'électricité de l'Amérique centrale Office du Gouvernement mexicain	4 074	660	4 734	4 734	-	-	4 734	-
Amérique latine (Santiago)	Normalisation de l'équipement et du matériel électriques	-	5 000	5 000	5 000	-	-	5 000	-
Allemagne, République fédérale d'	Services d'experts pour la production d'énergie électrique	-	5 000	5 000	5 000	-	-	5 000	-
Amérique latine (Santiago)	Collaboration technique avec la CEPAL en vue de stimuler le développement économique et social de l'Amérique latine	30 033	-	30 033	21 216	-	-	21 216	8 817
Banque inter- américaine de développement	Etude des installations portuaires de Puerto Busch	4 575	-	4 575	-	-	-	-	4 575
Banque inter- américaine de développement	Etude sur le transfert des connaissances techniques entre entreprises brésiliennes et entreprises étrangères	2 493	-	2 493	-	-	-	-	2 493
Banque inter- américaine de développement	Inventaire des projets relatifs à l'infrastructure des transports dans la région des Antilles	42	-	42	-	-	-	-	42

Brésil	Contribution au titre des dépenses du Bureau de la CEPAL à Rio de Janeiro	1 438	62 881	64 319	48 299	2 838	-	51 137	13 182
Corporación de los Andes (Venezuela)	Programme de préinvestissement pour la mise en valeur de la sous-région Grita/Torbes	32 748	21 758	54 506	54 506	-	-	54 506	-
Corporación de los Andes (Venezuela)	Formulation d'un programme de préinvestissement et de mise en valeur pour Chame/Mocotics	14 458	76 008	90 466	87 555	1 267	-	88 822	1 644
Développement des institutions et participation populaire	Appui financier pour l'élaboration d'un livre de lecture (planification régionale)	-	6 000	6 000	-	3 600	-	3 600	2 400
Fondation Ford	Appui financier pour l'étude des théories et des idéologies relatives au développement de l'Amérique latine	13 570	38 000	51 570	67 134	5 925	-	73 059	(21 489)
Gouvernement canadien	Contribution au financement d'études générales sur la planification de l'agriculture en Amérique latine	107 685	-	107 685	92 209	2 595	-	94 804	12 881
Israël	Cours organisé en commun par l'ILPES et Rehovot	-	16 432	16 432	16 552	-	-	16 552	(120)
Jamaïque	Contribution au titre des dépenses du Bureau de la CEPAL pour les Antilles à Port-of-Spain	18 265	-	18 265	-	-	-	-	18 265
Organisation pan-américaine de la santé	Contribution à des cours de planification sanitaire organisés en commun par l'Institut et l'Organisation panaméricaine de la santé	1 671	-	1 671	23 746	79	-	23 825	(22 154)
Pays-Bas	Planification et projections relatives au développement	37 042	-	37 042	951	-	-	951	36 091
Pays-Bas	Contribution à la formulation d'une stratégie et d'un plan de développement agricole	143 199	-	143 199	23 729	-	-	23 729	119 470
Pays-Bas	Contribution au programme de bourses	20	-	20	(377)	-	-	(377)	397
Pays-Bas	Enquête sur les installations portuaires dans les pays de la CARIFTA	(439)	-	(439)	(439)	-	-	(439)	-
Trinité-et-Tobago	Contribution au titre des dépenses du Bureau de la CEPAL pour les Antilles à Port-of-Spain	(5 540)	23 066	17 526	19 479	109	-	19 588	(2 062)
Université Carleton (Canada)	Contribution pour des études sur l'intégration et la coopération entre pays en voie de développement de l'Amérique latine	-	4 500	4 500	2 046	-	-	2 046	2 454
Universidad de los Andes (Venezuela)	Elaboration d'une stratégie pour le développement de l'Universidad de los Andes	3 898	20 307	24 205	24 205	-	-	24 205	-
Sources diverses	Don à la bibliothèque de la Commission économique pour l'Amérique latine	780	-	780	780	-	-	780	-
Asie et Extrême-Orient									
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert auprès de la Direction technique des transports du Comité de coordination pour la route d'Asie	438	-	438	(1 898)	-	-	(1 898)	2 336

TABLEAU 17 (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde inu- tilisé au 1er janvier 1973	Total g/ des fonds		Engagements				Solde inu- tilisé au 31 décem- bre 1973	
			Recettes	Disponibles en 1973	Régls par décaisse- ments	Non régls au 31 dé- cembre 1973	Non régls au 31 dé- cembre 1972	Total	Dollars	Dollars
			Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un hydrogéologue	422	-	422	-	-	-	-	-	422
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert auprès de la Direction technique des transports du Comité de coordination pour la route d'Asie	9 300	-	9 300	10 441	(1 141)	9 300	-	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert auprès de la Direction technique du Comité de coordination pour la route d'Asie	9 300	-	9 300	10 441	(1 141)	9 300	-	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert auprès de l'Institut asiatique de dévelop- pement et de planification éco- nomiques des Nations Unies	7 282	-	7 282	3 644	(935)	2 709	4 573	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert auprès du projet de réseau de chemin de fer transasiatique	16 318	10 000	26 318	27 067	(5 372)	23 963	2 355	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert auprès de la Direction technique des transports du Comité de coordination pour la route d'Asie	2 034	-	2 034	2 378	(344)	2 034	-	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert des transports maritimes et des taux de fret	6 699	-	6 699	8 422	(7 803)	619	6 080	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un hydrogéologue	5 899	39 300	45 199	36 272	(19 829)	18 484	26 715	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert en informatique	-	116 000	116 000	57 699	-	61 381	54 619	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert pour la création d'un centre régional des ressources énergétiques	-	57 410	57 410	38 071	-	48 262	9 148	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert des chemins de fer régionaux auprès du projet de réseau de chemin de fer transasiatique	-	40 000	40 000	14 205	-	14 905	25 095	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert chargé de promouvoir l'utilisation efficace de l'énergie	-	98 300	98 300	51 623	-	52 761	45 539	-	-
Allemagne, République fédérale d'	Nomination d'un expert de la construction de routes comme conseiller auprès de la Direction technique des transports du Comité de coordination pour la route d'Asie	-	56 600	56 600	28 192	-	28 924	27 676	-	-
Banque inter- nationale pour la reconstruction et le développement Canada	Groupe de travail de la distribution du revenu, de la consommation et de l'accumulation	-	9 000	9 000	8 157	-	8 157	843	-	-
	Nomination auprès de l'Institut asiatique de développement et de planification économiques de deux experts chargés de collaborer à l'analyse des projets	-	40 816	40 816	25 830	-	25 908	14 908	-	-

Etats-Unis d'Amérique	Renforcement des effectifs de la Direction technique des transports du Comité de coordination pour la route d'Asie	4 982	-	4 982	1 243	312	(600)	955	4 027
Etats-Unis d'Amérique	Nomination d'un conseiller auprès du Directeur de la Division des services techniques (Comité du Mékong)	1 756	-	1 756	(1 977)	1 869	(1 869)	(1 977)	3 733
Etats-Unis d'Amérique	Séminaire sur les techniques de télédétection	3 788	-	3 788	10 956	-	(8 212)	2 744	1 044
Fondation Ford	Elargissement du programme de recherche de l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques, création d'un centre de documentation et aménagement de la bibliothèque de l'Institut	2 986	-	2 986	3 550	291	(856)	2 985	1
Fondation Konrad Adenauer	Programme de formation d'animateurs de groupes de jeunes	-	22 623	22 623	3 027	433	-	3 460	19 163
Fondation Lee	Institut asiatique pour le développement et la planification économiques	-	5 689	5 689	-	-	-	-	5 689
Fondation Shaw	Institut asiatique pour le développement et la planification économiques	-	5 432	5 432	-	-	-	-	5 432
Norvège	Contribution du Gouvernement royal de Norvège au titre de projets du Conseil des armateurs	7 966	-	7 966	8 541	1 252	(2 400)	7 393	573
Pays-Bas	Bourses de perfectionnement en matière d'administration du développement industriel	2 060	-	2 060	2 060	-	-	2 060	-
Pays-Bas	Programme de bourses aux fins d'études dans des instituts de formation	114 966	103 448	218 414	142 599	51 325	(19 485)	174 439	43 975
Pays-Bas	Bourses permettant de suivre des cours sur l'implantation des complexes et des domaines industriels	9 086	25 914	35 000	31 684	130	-	31 814	3 186
Pays-Bas	Contribution au titre de bourses de perfectionnement en matière de petite industrie aux Philippines	(15 991)	43 419	27 428	20 430	5 876	(4 135)	22 171	5 257
Pays-Bas	Cours de formation conjoint Institut asiatique de développement et de planification économiques/Mise en valeur et aménagement du bassin du Mékong	-	40 000	40 000	38 135	-	-	38 135	1 865
Pays-Bas	Séminaire sur la gestion des ressources en eau (3-21 septembre 1973)	-	31 332	31 332	23 509	-	-	23 509	7 823
Pays-Bas/Japon	Groupe d'évaluation des politiques, chargé de conseiller le secrétaire exécutif de la CEAO au sujet des politiques et procédures à adopter pour le reste de la période de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement	-	90 000	90 000	8 741	18 889	-	27 630	62 370
Press Foundation	Cours supérieurs de journalisme sur les questions relatives au développement	2 036	-	2 036	2 036	-	-	2 036	-
Suède	Conférence sur le fer et l'acier	934	-	934	-	-	-	-	934

TABLEAU 17 (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde in- utilisé au 1er janvier 1973	Recettes	Total a/ des fonds dispo- nibles en 1973	Engagements				Solde inu- tilisé au 31 décem- bre 1973
					Réglés par décais- sements	Non réglés au 31 dé- cembre 1973	Non réglés au 31 dé- cembre 1972	Total	
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Suède	Cours de formation (économie et administration des transports maritimes) (Bangkok, 12-31 janvier 1970)	1 889	-	1 889	-	300	(300)	-	1 889
Suède	Cours de formation aux projets relatifs aux transports	8 324	-	8 324	12 160	2 086	(11 871)	2 375	5 949
Suède	Séminaire sur la mobilisation de l'épargne	-	2 000	2 000	2 000	-	-	2 000	-
Europe									
Finlande	Recherches sur les pays en voie de développement les moins avancés (projet de la CNUCED)	-	71 000	71 000	24 116	-	-	24 116	46 884
Pays-Bas	Fonds d'affectation spéciale pour les études relatives aux sociétés multinationales (CNUCED)	10 000	-	10 000	-	3 150	-	3 150	6 850
Suède	Cours de formation CNUCED/Office suédois du développement inter- national en matière d'instal- lations portuaires	22 053	-	22 053	8 113	1 644	-	9 757	12 296
Suède	Deuxième cours de formation de la CNUCED en matière d'installations portuaires	-	138 955	138 955	63 185	72 196	-	135 381	3 574
Suède	Séminaire sur les assurances en Afrique de l'Est (CNUCED)	-	37 044	37 044	9 786	20 190	-	29 976	7 068
Sources diverses	Fonds d'affectation spéciale pour le projet de la CNUCED relatif aux installations portuaires	84 713	103 431	188 144	143 964	14 117	-	158 081	30 063
	Total partiel	834 767	2 080 608	2 915 375	1 720 835	280 536	(143 555)	1 857 816	1 057 559
	Total, projets gérés par l'ONU	6 934 350	22 027 323	28 961 673	13 237 429	7 789 298	(4 944 788)	16 081 939	12 879 734
2. Projets gérés par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel									
Projets financés par les gouvernements bénéficiaires									
Antilles néerlandaises	Promotion des industries orientées vers l'exportation	-	13 506	13 506	-	-	-	-	13 506
Costa Rica	Industrie automobile (chaînes de montage)	-	13 158	13 158	11 022	2 932	-	13 954	(796)
Jamaïque	Fabrication de chaussures	2 100	-	2 100	-	-	-	-	2 100

Koweït	Normalisation et contrôle de la qualité	(1 294)	-	(1 294)	-	-	-	(1 294)
Koweït	Secteur des investissements mixtes	-	10 000	10 000	-	12 379	-	(2 379)
Qatar	Production d'aluminium	(430)	-	(430)	-	-	-	(430)
Qatar	Utilisation du gaz naturel	(3 570)	-	(3 570)	-	-	-	(3 570)
Qatar	Organisation industrielle	(1 832)	-	(1 832)	296	175	-	(2 007)
Qatar	Sel produit par évaporation	(471)	-	(471)	-	-	-	(471)
Qatar	Laminerie d'acier	145	-	145	-	-	-	145
	Total partiel	(5 352)	36 664	31 312	18 992	7 637	(121)	4 804
Experts associés : projets financés par les gouvernements donateurs								
Allemagne, République fédérale d' Belgique	Institut national des techniques et des normes (Paraguay)	(4 795)	17 118	12 323	15 547	1 350	(16 295)	11 721
	Envoi de divers experts dans plusieurs pays	13 525	16 600	30 125	959	-	(1 510)	30 676
Danemark	Envoi de divers experts dans plusieurs pays	4 966	23 675	28 641	42 881	4 348	(34 820)	16 232
Pays-Bas	Développement industriel et productivité (Equateur)	(16 477)	-	(16 477)	-	-	-	(16 477)
Suède	Envoi de divers experts dans plusieurs pays	17 124	56 906	74 030	33 854	49 676	-	(9 500)
	Total partiel	14 343	114 299	128 642	93 241	55 374	(52 625)	32 652
Autres projets financés par les gouvernements donateurs								
Union des Républiques socialistes soviétiques - Technopromexport	Interprètes accompagnant divers experts de l'URSS	(41 501)	(377)	(41 878)	13 727	3 243	(7 438)	(51 410)
	Total partiel	(41 501)	(377)	(41 878)	13 727	3 243	(7 438)	(51 410)
Autres fonds d'affectation spéciale								
Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée	Bourses de perfectionnement (industrie pétrochimique)	-	3 034	3 034	-	-	-	3 034
Fonds central d'affectation spéciale pour la République du Zaïre	Développement industriel	-	(12 337)	(12 337)	(5 830)	-	(6 507)	-
Fonds des Nations Unies Réunion du Groupe d'experts, sur la matière de population	pour les activités en production de contraceptifs dans les pays peu développés	25 255	-	25 255	-	-	-	25 255
Programme du Fonds d'affectation spéciale suédois pour le développement industriel et commercial	Création d'une société de développement industriel et commercial	18 776	-	18 776	12 040	206	-	6 530
Souzaïland	Services industriels spéciaux	-	322 523	322 523	301 843	107 851	(87 171)	-
Fonds d'affectation spéciale ONUDI/PNUD	Coopération entre les institutions de financement du développement industriel	44 455	-	44 455	32 068	7 485	-	4 902
Allemagne, République fédérale d' Autriche	Centre international de formation en matière d'administration industrielle	-	2 408	2 408	979	-	-	1 429

TABLEAU 17 (suite)

Origine des fonds	Objet	Solde in- utilisé au 1er janvier 1973	Total a/ des fonds		Engagements				Solde inu- tilisé au 31 décem- bre 1973
			Recettes	Dollars	Réglés par décais- sements	Non réglés au 31 dé- cembre 1973	Non réglés au 31 dé- cembre 1972	Total	
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Finlande	Séminaire sur l'industrie du meuble	-	28 862	28 862	34 221	-	-	34 221	(5 359)
Venezuela	Evaluation de la capacité d'exportation de l'industrie	99	-	99	-	-	-	-	99
Banque internationale pour la recon- struction et le développement	Programme de coopération entre l'ONUDI et la BIRD	20 000	-	20 000	78 399	15 796	-	94 195	(74 195)
Centre de dévelop- pement industriel pour les Etats arabes	Information et documentation industrielles	11 971	-	11 971	2 102	-	-	2 102	9 869
Office danois du développement international	Séminaire interrégional sur les industries du ciment et du béton	-	(8 783)	(8 783)	(8 783)	-	-	(8 783)	-
Office suédois du développement international	Organisation et gestion des systèmes d'entretien : programme de formation en groupe dans l'entreprise, 1972	2 772	-	2 772	2 853	-	-	2 853	(81)
Office suédois du développement international	Premier programme ONUDI/Office suédois du développement industriel/IKO de formation en groupe de moniteurs et de consultants dans le domaine de l'organisation et de la gestion des systèmes d'entretien	-	141 758	141 758	137 730	-	-	137 730	4 028
Office suédois du développement international	Mission de contrôle (formation dans le domaine des industries électriques)	-	8 792	8 792	6 680	-	-	6 680	2 112
Office suédois du développement international	Organisation et gestion des systèmes d'entretien : formation en groupe de techniciens dans l'entreprise, 1973	-	131 957	131 957	123 075	154	-	123 229	8 728
Office suédois du développement international	Formation en groupe (contrôle de la qualité)	-	136 294	136 294	120 870	-	-	120 870	15 424
Port of New York Authority	Réunion de consultation sur l'adaptation de produits aux fins de l'exportation	5 120	480	5 600	6 750	-	-	6 750	(1 150)
Sveriges Pappersindus- triforbund (Suède)	Industrie du papier et de la pâte à papier : formation en groupe dans l'entreprise	-	17 008	17 008	16 092	-	-	16 092	916
UNESCO	Cours de formation pour le perfectionnement du personnel des services d'information industrielle	-	10 000	10 000	509	9 191	-	9 700	300
Total partiel		128 448	781 996	910 444	861 598	140 683	(93 678)	908 603	1 841
Total, projets gérés par l'ONUDI		95 938	932 582	1 028 520	987 558	206 937	(153 862)	1 040 633	(12 113)
Total, tous projets		7 030 288	22 959 905	29 990 193	14 224 987	7 996 235	(5 098 650)	17 122 572	12 867 621

a/ Non compris les sommes versées au titre des frais généraux d'administration, qui sont comptabilisés dans le tableau 33.

b/ Non compris une somme de 100 000 dollars virée du chapitre 12 du budget de l'ONU.

- 127 -

TABLEAU 18 (suite)

Pays et territoires	ONU			ONUDI			ONUCED			Mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement moins avancés		
	Chiffres indicatifs de planification	Contributions de contre-partie (en espèces) des gouvernements aux frais	Réserves du Programme	Chiffres indicatifs de planification	Contributions de contre-partie (en espèces) des gouvernements	Réserves du Programme	Chiffres indicatifs de planification	Participation aux frais	Réserves du Programme	Chiffres indicatifs de planification	Dollars	Dollars
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Koweït	55 236	-	-	42 131	-	-	42 131	-	-	-	-	-
Laos	82 249	-	-	68 178	-	7 500	75 678	-	-	-	-	-
Lesotho	436 723	-	-	58 000	-	2 832	60 832	-	-	-	-	-
Liban	68 343	-	-	-	-	14 750	14 750	-	-	-	-	-
Libéria	63 850	-	-	30 000	-	16 000	46 000	-	-	-	-	-
Madagascar	259 105	16 807	-	30 000	-	10 990	40 990	-	-	-	-	-
Malaisie	154 007	-	-	321 822	-	36 000	257 822	-	-	-	-	-
Malawi	309 137	-	-	39 137	-	1 500	40 637	-	-	-	-	-
Malte	424 207	-	13 532	38 624	-	2 243	40 867	-	-	-	-	-
Mali	85 141	3 133	-	24 000	-	26 832	50 832	-	-	-	-	-
Marroc	512 124	66 789	-	156 455	-	74 340	133 117	-	-	-	-	-
Maurice	13 964	23 995	-	17 250	-	17 250	17 250	-	-	-	-	-
Mauritanie	682 116	-	3 000	112 668	-	-	112 668	-	-	-	-	-
Mexique	378 908	-	-	248 118	-	-	248 118	-	-	-	-	-
Mongolie	775 269	-	-	17 668	-	-	17 668	-	-	-	-	-
Mongolie	526 348	18 156	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Népal	1 206	-	-	4 206	-	-	4 206	-	-	-	-	-
Nouvelles-Hébrides	309 803	46 330	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nicaragua	309 803	34 019	-	66 669	-	5 000	72 669	-	-	-	-	-
Niger	691 286	68 024	-	117 309	-	25 791	91 100	-	-	-	-	-
Nigéria	397 566	-	-	-	-	38 184	155 493	-	-	-	-	-
Nioud	2 999	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oman	19 142	-	-	19 142	-	-	19 142	-	-	-	-	-
Ouganda	322 301	-	-	65 350	-	-	65 350	-	-	-	-	-
Pakistan	619 875	-	-	139 139	-	33 727	97 077	-	-	-	-	-
Panama	426 716	1 863	-	10 000	-	17 750	156 889	-	-	-	-	-
Papua-Nouvelle-Guinée	17 952	-	-	428 579	-	8 250	18 250	-	-	-	-	-
Paraguay	122 852	-	-	17 952	-	-	2 070	-	-	-	-	-
Pérou	459 288	-	-	122 852	-	6 250	238 358	-	-	-	-	-
Pologne	349 392	-	234 698	694 086	-	37 140	99 640	-	-	-	-	-
Portugal	150 665	-	-	175 092	-	87 443	262 495	-	-	-	-	-
Qatar (RU)	8 229	-	-	141 022	-	-	141 022	-	-	-	-	-
République arabe libyenne	186 659	6 698	-	58 950	-	-	58 950	-	-	-	-	-
République arabe syrienne	146 134	-	-	156 323	-	86 250	156 323	-	-	-	-	-
République centrafricaine	130 910	-	-	25 880	-	18 250	112 130	-	-	-	-	-
République de Corée	163 023	-	-	50 022	-	18 250	18 250	-	-	-	-	-
République dominicaine	309 717	-	-	29 000	-	-	29 000	-	-	-	-	-
République du Viet-Nam	16 312	-	-	77 950	-	4 250	4 250	-	-	-	-	-
République d'Haïti	250 507	-	-	408 631	-	60 298	85 450	-	-	-	-	-
République-Unie de Tanzanie	206 619	-	-	222 619	-	-	468 929	-	-	-	-	-
Roumanie	10 719	-	9 569	9 559	-	57 523	86 785	-	-	-	-	-
Rwanda	311 436	-	-	29 260	-	7 750	251 142	-	-	-	-	-
Saint-Christophe-et-Nièves	23 541	-	-	243 392	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Eustache	70 085	-	-	3 744	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Jacques	1 101	-	-	5 744	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent	130 349	-	-	4 260	-	-	-	-	-	-	-	-
Samoa-Occidental	741 203	-	-	207 474	-	26 500	233 974	-	-	-	-	-
Sénégal	511 876	1 372	10 510	2 632	-	-	2 632	-	-	-	-	-
Sierra Leone	72 354	-	-	9 114	-	-	26 614	-	-	-	-	-
Singapour	1 018 586	349 531	-	35 315	-	17 500	109 967	-	-	-	-	-
Somalie	172 624	-	-	79 585	-	29 523	76 692	-	-	-	-	-
Soudan	459 810	59 567	-	181 170	-	37 031	109 106	-	-	-	-	-
Sri Lanka	527 022	-	-	80 688	-	37 173	117 861	-	-	-	-	-
Suriname	131 454	-	-	31 462	-	-	-	-	-	-	-	-
Tchad	272 308	-	10 299	282 567	-	27	31 489	-	-	-	-	-

TABLEAU 18 (suite)

Pays et territoires	ONU			ONUDI			CNUCED		
	Contributions de contre- partie (en espèces) des gouvernements aux frais		Mesures spéciales en faveur des pays en voie de dévelop- pement les moins avancés	Chiffres indicatifs de plani- fication		Total	Chiffres indicatifs de plani- fication		Total
	Dollars	Dollars		Dollars	Dollars		Dollars	Dollars	
Tchécoslovaquie	73 288	-	-	27 133	-	27 133	-	-	-
Thaïlande	112 999	-	-	672 493	-	716 243	37 095	-	37 095
Togo	498 969	-	-	132 766	-	153 751	-	-	-
Tonga	1 307	-	-	-	-	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	162 946	-	-	206 994	-	206 994	-	-	-
Tunisie	126 229	-	-	328 703	-	328 703	-	-	-
Turquie	565 975	-	-	386 886	-	416 886	874	-	874
Uruguay	394 932	-	-	150 634	-	160 634	46 356	-	46 356
Venezuela	366 717	-	-	40 750	-	72 250	2 570	-	2 570
Yémen	126 955	-	-	8 696	-	63 196	-	-	-
Yémen démocratique	380 393	-	-	30 141	-	337 247	-	-	-
Yugoslavie	40 690	-	-	224 061	-	322 302	15 696	-	15 696
Zaire	22 227	-	-	319 552	-	244 977	18 000	-	18 000
Zambie	479 530	-	-	222 457	-	-	-	-	-
Total partiel	34 020 518	109 372	20 262	12 923 940	1 845	15 159 544	15 000	7 500	1 732 449
PROJETS MULTINATIONAUX									
REGIONAUX									
Afrique	3 856 632	103 863	-	62 725	-	151 490	173 895	-	173 895
Amérique latine et Caraïbes	2 894 808	132 807	-	68 500	-	152 070	444 722	-	444 722
Asie et Extrême-Orient	2 073 202	324 099	-	14 407	-	40 657	166 010	-	166 010
Europe, Méditerranée et Moyen-Orient	445 736	-	-	212 964	-	212 964	27 775	-	27 775
INTERREGIONAUX	335 308	-	-	392 558	-	392 558	1 322 338	-	1 322 338
MONDIAUX	192 965	-	-	-	-	-	1 250	-	1 250
TOTAL PARTIEL	9 798 651	560 769	-	731 154	-	949 739	2 135 990	-	2 135 990
TOTAL DES DEPENSES AU TITRE DES PROJETS	43 812 169	2 493 564	20 262	13 675 094	1 845	16 109 283	3 844 699	7 500	3 863 699
FRAIS GENERAUX	5 696 492	-	2 634	1 777 762	240	2 094 207	611 804	975	614 984
TOTAL DES DEPENSES	49 515 661	2 493 564	22 896	15 452 856	2 085	18 203 490	4 456 443	8 475	4 483 565

Note : Conformément aux règles suivies par le FNUD pour la présentation des comptes, seules les dépenses (à l'exclusion des engagements non réglés) sont indiquées.

TABLEAU 19

Programmes techniques financés par des contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements

Etat des fonds au 31 décembre 1973

	Contributions à recevoir		Contributions reçues				Ajustements de change et recettes accessoires				Décaissements				Solde disponible au 31 décembre 1973 Dollars
	Total Dollars	Au 31 décembre 1973 Dollars	Exercices antérieurs Dollars	Exercice considéré Dollars	Total Dollars	Exercices antérieurs Dollars	Exercice considéré Dollars	Total Dollars	Exercices antérieurs Dollars	Exercice considéré Dollars	Total Dollars				
Projets en cours d'exécution															
Colombie - Institut de recherche technologique (Bogota) (deuxième phase) a/	20 000	20 000	20 000	-	20 000	-	-	-	-	17 011	-	17 011	2 989		
Israël - Centre de recherche industrielle a/	1 025 245	1 025 245	920 245	105 000	1 025 245	62	-	62	876 949	56 177	933 126	92 181			
Nicaragua - Prospection des eaux souterraines dans la région centrale de la côte du Pacifique	132 000	132 000	132 000	-	132 000	-	-	-	137 187	1 002	138 189	(6 189)			
Pakistan - Etudes des ressources minérales	657 986	657 986	658 127	(51 416)	606 711	4	-	4	606 715	-	606 715	-			
Philippines - Etude des ressources en charbon de Mindanao	101 700	101 700	101 700	183	101 883	-	-	-	101 883	-	101 883	-			
Rwanda - Usine pilote d'industrialisation et de production de pyrèthre (Mukingo) a/ ...	- b/	- b/	111 900	-	111 900	-	-	-	111 897	-	111 897	3			
Total, Projets en cours d'exécution	1 936 931	1 936 931	1 943 972	53 767	1 997 739	66	-	66	1 851 642	57 179	1 908 821	88 984			

Note : Le CNUCED n'a pas reçu de fonds au titre des contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements.

a/ Projets gérés par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

b/ Le document modifiant le plan d'opérations compte tenu de cette contribution n'avait pas encore été signé le 31 décembre 1973.

F. FONDS D'AFFECTATION SPECIALE ET AUTRES COMPTES SPECIAUX

TABLEAU 20

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Etat des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973

Etats Membres	Non versées au 31 dé- cembre 1972	Contributions annoncées et ajustements en 1973	Montants recouvrés en 1973	Non versées au 31 dé- cembre 1973
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Allemagne, République fédérale d'	-	1 000 000	1 000 000	-
Australie	100 000	-	100 000	-
Autriche	-	200 000	100 000	100 000
Belgique	-	62 150	62 150	-
Chypre	250 000	(1 923)	248 077	-
Danemark	600 000	240 000	360 000	480 000 ^{a/}
Etats-Unis d'Amérique	8 900 000	2 400 000	5 721 177	5 578 823
Finlande	125 000	-	50 000	75 000 ^{a/}
Grèce	-	1 200 000	1 200 000	-
Guyane	-	2 450	2 450	-
Iran	-	11 000	11 000	-
Islande	-	4 400	-	4 400
Italie	541 360	362 988	544 348	360 000
Jamaïque	-	1 834	1 834	-
Japon	-	50 000	50 000	-
Liban	300	-	-	300
Libéria	1 500	-	-	1 500
Luxembourg	-	5 000	5 000	-
Mauritanie	2 000	329	2 329	-
Népal	400	-	-	400
Norvège	-	302 279	302 279	-
Pakistan	-	2 991	2 991	-
Philippines	-	1 000	1 000	-
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	1 889 838	3 131 994	2 672 292	2 349 540 ^{a/}
Sierra Leone	-	9 750	3 250	6 500
Singapour	-	500	500	-
Somalie	1 000	-	1 000	-
Suède	1 080 000	380 000	540 000	920 000 ^{a/}
Suisse	-	265 625	265 625	-
Yougoslavie	-	20 000	20 000	-
Zambie	10 000	-	-	10 000
Moins :	13 501 398	9 652 367	13 267 302	9 886 463
Etats-Unis d'Amérique ...	3 178 823	-	-	3 178 823 ^{b/}
Total des contributions annoncées (état VIII) ...	10 322 575	9 652 367	13 267 302	6 707 640

Notes du tableau 20

a/ Pour ce qui est des modalités de paiement, le montant de cette contribution sera déduit des sommes que le gouvernement demandera en remboursement des dépenses faites par lui pour la Force.

b/ La contribution de 3 178 823 dollars annoncée mais non versée par les Etats-Unis n'a pas été comptabilisée comme un avoir du compte spécial "Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre" car il n'est pas certain que le Gouvernement des Etats-Unis la versera.

TABLEAU 21

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973

	<u>Engagements de 1973</u>				<u>Exercices antérieurs</u>	<u>Total</u>
	<u>Allocations</u>	<u>Décaissements</u>	<u>Engagements non réglés</u>	<u>Total</u>		
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
<u>Dépenses de personnel</u>						
Traitements et salaires	419 116	416 812	1 121	417 933	3 027 637	3 445 570
Traitements du personnel local .	719 100	135 130	583 970	719 100	3 076 898	3 795 998
Dépenses communes de personnel .	181 854	179 225	2 282	181 507	1 066 331	1 247 838
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	178 291	155 570	22 721	178 291	2 207 662	2 385 953
Total, dépenses de personnel .	1 498 361	886 737	610 094	1 496 831	9 378 528	10 875 359
<u>Matériel et approvisionnements</u>						
Entretien et utilisation du matériel de transport	573 356	230 166	343 190	573 356	5 038 616	5 611 972
Transport de marchandises et camionnage	9 051	7 810	1 241	9 051	359 162	368 213
Fournitures et services divers .	971 779	418 041	553 738	971 779	6 688 669	7 660 448
Papeterie et fournitures de bureau	16 008	13 377	2 631	16 008	105 983	121 991
Matériel divers	11 299	10 478	821	11 299	168 113	179 412
Total, matériel et approvisionnements	1 581 493	679 872	901 621	1 581 493	12 360 543	13 942 036
<u>Divers</u>						
Location de locaux	185 166	127 156	58 010	185 166	1 950 100	2 135 266
Communications	146 382	112 821	33 561	146 382	992 528	1 138 910
Relève des contingents	260 653	259 712	941	260 653	4 481 464	4 742 117
Rations	1 110 584	373 230	737 354	1 110 584	9 362 769	10 473 353
Affranchissement du courrier personnel et autre	3 314	3 314	-	3 314	99 180	102 494
Total, divers	1 706 099	876 233	829 866	1 706 099	16 886 041	18 592 140
Dépenses supplémentaires et extraordinaires des gouvernements fournissant des contingents	-	-	-	-	101 800 356	101 800 356
Total, engagements a/ (état VIII)	4 785 953	2 442 842	2 341 581	4 784 423	140 425 468	145 209 891

a/ Les engagements comptabilisés au compte de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre se limitent aux fonds dont le Secrétaire général dispose grâce aux contributions volontaires annoncées ou versées audit compte pour faire face aux dépenses de la Force qui sont à la charge de l'Organisation. En 1973, le montant estimatif des dépenses relatives à l'entretien de la Force qui sont à la charge de l'Organisation s'est chiffré à 15 450 000 dollars, dont 10 665 000 dollars ne sont pas enregistrés dans les comptes parce que l'Organisation n'a pas les fonds correspondants. De même, des engagements d'un montant total de 11 400 000 dollars n'ont pas été enregistrés dans les comptes des exercices antérieurs, ce qui porte le total des engagements non comptabilisés à 22 065 000 dollars.

TABLEAU 22

Opérations de secours des Nations Unies

Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973

	Bureau spécial des secours des Nations Unies au Bangladesh ^{a/}	Fonds des Nations Unies pour l'assis- tance humani- taire au Pakistan	Total
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. <u>Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés</u>			
<u>Actif</u>			
Encaisse et disponible en banque	4 157 031	-	4 157 031
Placements	8 259 520	406 428	8 665 948
Contributions annoncées à recevoir de gouvernements (tableaux 23 et 25) ...	67 000	-	67 000
Sommes à recevoir	1 839 142	-	1 839 142
Intérêts échus des placements	117 283	21 605	138 888
Sommes versées aux organisations chargées de l'exécution	280 231	250 000	530 231
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	8 646	-	8 646
Total, actif	<u>14 728 853</u>	<u>678 033</u>	<u>15 406 886</u>
<u>Passif et réserves</u>			
Sommes à payer	407 464	2 804	410 268
Engagements non réglés ...	7 741 047	266 907	8 007 954
Contributions et recettes comptabilisées d'avance	500 025	-	500 025
Dû au Fonds général de l'ONU	649 443	99 374	748 817
Total, passif et réserves	<u>9 297 979</u>	<u>369 085</u>	<u>9 667 064</u>

TABLEAU 22 (suite)

	Bureau spécial des secours des Nations Unies au Bangladesh ^{a/}	Fonds des Nations Unies pour l'assis- tance humani- taire au Pakistan	Total
	Dollars	Dollars	Dollars
<u>Solde des fonds inutilisés</u>			
Solde disponible au 1er janvier 1973	4 976 942	237 024	5 213 966
<u>A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-dessous)</u>	453 932	71 924	525 656
Solde disponible au 31 décembre 1973 (état VIII)	5 430 874	308 948	5 739 622
Total, passif, réserves et fonds inutilisés .	14 728 853	678 033	15 406 886
 <u>II. Etat des recettes et des dépenses</u>			
<u>Recettes</u>			
Contributions de gouver- nements	11 826 604	748 623	12 575 227
Dons de sources privées .	1 116		1 116
Revenu des placements ...	1 122 495	34 838	1 157 333
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs et ajustements	26 735 944 ^{b/}	126 308	26 862 252
Total, recettes	39 686 159	909 769	40 595 928
 <u>Moins : Dépenses</u>			
Personnel	1 564 960	22 522	1 587 482
Contrats de sous- traitance	24 563 244	-	24 563 244
Matériel et fournitures	11 329 818	100 000	11 429 818
Frais généraux d'administration	106 171	-	106 171
Divers	1 668 034	715 323	2 383 357
Total, dépenses (tableaux 24 et 26)	39 232 227 ^{c/}	837 845	40 070 072
Excédent des recettes sur les dépenses	453 932	71 924	525 856

Notes du tableau 22

a/ Le 31 mars 1973, l'Opération de secours des Nations Unies au Bangladesh a terminé ses activités et a été remplacée, le 1er avril 1973, par un organisme différent, le Bureau spécial des secours des Nations Unies au Bangladesh.

b/ Comprend le report de la provision de 1972 (22,4 millions de dollars) pour engagements non réglés.

c/ Comprend des engagements de l'exercice précédent (22,4 millions de dollars) qui ont été réglés en 1973.

TABLEAU 23

Bureau spécial des secours des Nations Unies au Bangladesh

Etat des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973

	Non versées au 31 décembre 1972	Contributions annoncées en 1973	Montants recouvrés en 1973	Non versées au 31 décembre 1973
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Autriche	65 000	-	-	65 000
Bangladesh	-	1 500 000	1 500 000	-
Etats-Unis d'Amérique ..	-	6 652 445	6 652 445	-
Malte	-	1 375	1 375	-
Nouvelle-Zélande	-	66 360	66 360	-
Pays-Bas	-	869 230	869 230	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	1 498 750	1 498 750	-
Suède	-	1 171 444	1 171 444	-
Tunisie	-	2 000	-	2 000
Yougoslavie	-	65 000	65 000	-
Total (tableau 22) ..	<u>65 000</u>	<u>11 826 604</u>	<u>11 824 604</u>	<u>67 000</u>

Bureau spécial des secours des Nations Unies au Bangladesh

TABLEAU 24

Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973

Domaine d'activité	Allocations ^{a/} (Dollars)	Monnaie locale		Devises		Monnaie locale et devises		
		Décaissements	(Dollars)	Décaissements	Engagements non réglés	Total	Décaissements	Engagements non réglés
				(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
A. Dépenses d'administration								
Traitement des fonctionnaires recrutés sur le plan international	1 725 000	-	-	730 144	13 405	743 549	730 144	13 405
Traitement du personnel local	589 000	77 733	-	-	-	-	77 733	-
Dépenses communes de personnel	361 000	-	-	267 167	12 028	279 195	267 167	12 028
Frais de voyage et indemnité de subsistance	1 305 000	92 856	-	221 022	96 345	317 367	313 878	96 345
Location d'avions	40 000	-	-	-	-	-	-	-
Location et entretien des locaux	206 000	9 514	-	-	-	-	9 514	-
Entretien et utilisation du matériel de transport	265 000	32 857	-	1 950	-	1 950	34 807	-
Communications	143 000	6 355	-	25 523	10 224	35 747	31 878	10 224
Transport de marchandises et camionnage	173 000	1 326	-	18 422	-	18 422	19 748	-
Fournitures et services divers	223 000	7 707	-	26 399	27 513	53 912	34 106	27 513
Papeterie et fournitures de bureau	100 000	9 073	-	3 954	224	4 178	13 027	224
Matériel divers	365 000	-	-	112 517	10 425	122 942	112 517	10 425
Total, Dépenses d'administration	5 500 000	237 421	-	1 407 098	170 164	1 577 262	1 644 519	170 164
								1 814 683
B. Dépenses opérationnelles								
Traitement et salaires	90 000	-	-	46 650	-	46 650	46 650	-
Dépenses communes de personnel	2 000	-	-	-	-	-	-	-
Frais de voyage et indemnité de subsistance	26 000	-	-	7 610	-	7 610	7 610	-
Essence et lubrifiants	1 050 000	-	-	277 829	56 689	334 518	277 829	56 689
Entretien et utilisation du matériel de transport	450 000	-	-	207 281	42 719	250 000	207 281	42 719
Location d'avions	810 000	-	-	307 323	174 635	481 958	307 323	174 635
Location de bateaux	41 500 000	-	-	19 594 069	4 487 217	24 081 286	19 594 069	4 487 217
Transport de marchandises, camionnage et messageries	4 600 000	-	-	853 438	168 459	1 021 897	853 438	168 459
Fournitures et services divers	22 072 000	-	-	5 538 614	2 397 851	7 936 465	5 538 614	2 397 851
Matériel de transport	4 200 000	-	-	2 065 907	-	2 065 907	2 065 907	-
Matériel divers	3 500 000	-	-	947 940	243 313	1 191 253	947 940	243 313
Total, Dépenses opérationnelles	78 300 000	-	-	29 846 661	7 570 883	37 417 544	29 846 661	7 570 883
								37 417 544
Total des dépenses (tableau 22)	83 800 000	237 421	-	31 253 759	7 741 047	38 994 806	31 491 180	77 741 047
								39 232 227 ^{b/}

a/ Pour la période allant du 4 juin 1971 au 31 décembre 1973.

b/ Dont 22,4 millions de dollars d'engagements de l'exercice précédent qui ont été réglés en 1973.

TABLEAU 25

Fonds des Nations Unies pour l'assistance humanitaire au Pakistan

Etat des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973

<u>Etats Membres</u>	<u>Non versées au</u>	<u>Contributions</u>	<u>Montants recouvrés</u>	<u>Non versées au</u>
	<u>31 décembre 1972</u>	<u>annoncées en</u>	<u>en 1973</u>	<u>31 décembre 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>1973</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Autriche	10 000	-	10 000	-
Iran	-	20 000	20 000	-
Malaisie	-	14 187	14 187	-
Oman	-	1 000	1 000	-
Suède	-	<u>713 436</u>	<u>713 436</u>	-
Total (tableau 22)	<u>10 000</u>	<u>748 623</u>	<u>758 623</u>	-

TABLEAU 26

Fonds des Nations Unies pour l'assistance humanitaire au Pakistan

Engagements de l'exercice terminé le 31 décembre 1973

	<u>Allocations^{a/}</u>	<u>Décaissements</u>	<u>Engagements</u>	<u>Total</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>non réglés</u>	<u>Dollars</u>
Traitements et salaires	26 000	22 522	-	22 522
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	22 000	12 531	2 659	15 190
Fournitures et services divers	966 182	435 885	264 248	700 133
Matériel divers	<u>100 000</u>	<u>100 000</u>	-	<u>100 000</u>
Total (tableau 22)	<u>1 114 182</u>	<u>570 938</u>	<u>266 907</u>	<u>837 845</u>

a/ Pour la période allant du 27 novembre 1972 au 31 décembre 1973.

TABLEAU 27

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973

	Budget ordinaire de l'ONU	Fonds général d'affectation spéciale	Activités d'assistance technique a/	Fonds pour frais généraux	Total
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
I. <u>Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés</u>					
<u>Actif :</u>					
Encaisse et disponible en banque	-	3 415 441	2 288 975	-	5 704 416
Comptes bancaires porteurs d'intérêts ...	-	3 779 945	-	-	3 779 945
Contributions annoncées à recevoir de gouvernements	-	3 041 508	-	-	3 041 508
Sommes à recevoir	-	335 523	1 046 147	-	1 381 670
Allocations inutilisées	-	-	55 657 939	-	55 657 939
Total, actif	-	10 572 417	58 993 061	-	69 565 478
<u>Passif et réserves :</u>					
Sommes à payer	-	450 479	1 228 659	-	1 679 138
Engagements non réglés	-	754 414	429 664	939	1 185 017
Contributions et recettes comptabilisées d'avance	-	2 537 958	-	-	2 537 958
Sommes dues à une organisation par une autre	-	-	13 890 051	-	13 890 051
Dû au Fonds général de l'ONU	-	584 108	-	329 201	913 309
Total, passif et réserves	-	4 326 959	15 548 374	330 140	20 205 473
<u>Solde des fonds inutilisés :</u>					
Solde disponible au 1er janvier 1973	-	4 691 708	37 607 178	236 323 ^{b/}	42 535 209
<u>A ajouter :</u> Ajustement	-	620 039 ^{c/}	(14 016 332) ^{d/}	19 384	(13 376 909)
Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-dessous)	-	933 711	19 853 841	(585 847)	20 201 705
Solde disponible au 31 décembre 1973	-	6 245 458	43 444 687	(330 140)	49 360 005
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	-	10 572 417	58 993 061	-	69 565 478
II. <u>Etat des recettes et des dépenses</u>					
<u>Recettes :</u>					
Fonds alloués pendant l'année	16 577 686	3 063 824	38 526 726	2 161 198 ^{e/}	60 329 434
<u>Moins : Dépenses</u>					
Personnel	14 696 724	-	12 498 190	2 747 045	29 941 959
Contrats de sous-traitance	-	-	1 479 824	-	1 479 824
Formation	-	-	2 689 365	-	2 689 365
Matériel et fournitures	46 064	-	1 581 579	-	1 627 643
Divers	1 834 898	2 130 113	423 927	-	4 388 938
Total, dépenses	16 577 686 ^{f/}	2 130 113	18 672 885 ^{f/}	2 747 045	40 127 729
Excédent des recettes sur les dépenses ..	-	933 711	19 853 841	(585 847)	20 201 705

a/ Selon l'état VII, après déduction des allocations et des engagements d'un montant de 2 099 548 dollars représentant les fonds pour frais généraux versés par le PNUD, montant qui est inclus dans la colonne "Frais généraux" du présent tableau.

b/ Soit 158 010 dollars de fonds pour frais généraux versés par le PNUD et 78 313 dollars représentant le solde au 31 décembre 1972 des fonds pour frais généraux prélevés sur les fonds d'affectation spéciale.

c/ L'ajustement représente le report de 620 038 dollars provenant de la provision de 1972 pour engagements non réglés, plus un dollar pour arrondir la somme.

d/ Soit un ajustement de 13 937 149 dollars des allocations de 1972 et 79 183 dollars de recettes accessoires de 1972 reversées au compte du PNUD.

e/ Soit 61 650 dollars de fonds pour frais généraux prélevés sur les fonds d'affectation spéciale et 2 099 548 dollars de fonds pour frais généraux versés par le PNUD.

f/ Conformément aux règles suivies par le PNUD pour la présentation des comptes, seules les dépenses sont indiquées pour le PNUD.

g/ Non compris 1 472 133 dollars, provenant des crédits ouverts au Titre V du budget ordinaire, qui sont inclus dans la colonne "Activités d'assistance technique".

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973

	Budget ordinaire de l'ONU (Dollars)	Activités d'assistance technique a/ (Dollars)	Fonds d'affec- tation spéciale gérés par la CNUCED (Dollars)	Fonds pour frais généraux (Dollars)	Total (Dollars)
I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés					
Actif :					
Allocations inutilisées	-	9 314 176	-	-	9 314 176
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	-	-	218 032	-	218 032
A recevoir du Programme des Nations Unies pour le développement	-	(426 076)	-	-	(426 076)
A recevoir du Fonds général de l'ONU	-	-	-	325 271	325 271
Total, actif	-	8 888 100	218 032	325 271	9 431 403
Passif et réserves :					
Engagements non réglés	-	-	111 297	2 197	113 494
Total, passif et réserves	-	-	111 297	2 197	113 494
Solde des fonds inutilisés :					
Solde disponible au 1er janvier 1973	-	7 713 359	116 766	33 258	7 863 383
A ajouter : Ajustement	-	(2 280 453)	-	6 151	(2 274 302)
Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-dessous)	-	3 455 194	(10 031)	283 665	3 728 828
Solde disponible au 31 décembre 1973	-	8 888 100	106 735	323 074	9 317 909
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	-	8 888 100	218 032	325 271	9 431 403
II. Etat des recettes et des dépenses					
Recettes :					
Fonds alloués pendant l'année	14 603 930	7 323 833	350 430	614 924	22 893 117
Moins : Dépenses					
Personnel	12 715 996	2 507 125	-	329 681	15 552 802
Contrats de sous-traitance	-	103 410	-	-	103 410
Matériel et fournitures	15 962	63 770	-	1 549	81 281
Formation	-	1 041 275	-	-	1 041 275
Divers	1 871 972	153 059	360 461	29	2 385 521
Total, dépenses	14 603 930	3 868 639^{b/}	360 461	331 259	19 164 289
Excédent des recettes sur les dépenses	-	3 455 194	(10 031)	283 665	3 728 828

a/ Selon l'état VII, après déduction des allocations et des engagements d'un montant de 614 924 dollars représentant les fonds pour frais généraux versés par le PNUD, montant qui est inclus dans la colonne "Frais généraux" du présent tableau.

b/ Conformément aux règles suivies par le PNUD pour la présentation des comptes, seules les dépenses sont indiquées.

Activités en matière de développement industriel

Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973

	Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Fonds des Nations Unies pour les services indus- triels spéciaux	Fonds d'af- fectation spéciale (développement industriel) de la Commission écono- mique pour l'Asie et l'Extrême- Orient	Fonds d'af- fectation spéciale de la de l'ONUDI pour l'industrie (don de la Suède)	Total
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés					
Actif :					
Encaisse et disponible en banque	3 415 441	66 043	-	-	3 481 484
Comptes bancaires porteurs d'intérêts	3 779 945	1 482 780	116 313	-	5 379 038
Contributions annoncées à recevoir de gouvernements	3 041 508	-	-	-	3 041 508
Sommes à recevoir	335 523	94 931	-	-	430 454
Intérêts échus des placements	-	60 227	5 258	-	65 485
Sommes versées aux organisations chargées de l'exécution	-	-	-	-	-
A recevoir du Fonds général de l'ONU (état VIII)	-	-	-	174	174
Total, actif	10 572 417	1 703 981	121 571	174	12 398 143
Passif et réserves :					
Sommes à payer	450 479	416	-	-	450 895
Engagements non réglés	754 414	-	14 007	-	768 421
Contributions et recettes comptabilisées d'avance	2 537 958	-	-	-	2 537 958
Réserve pour allocations	-	-	-	-	-
Dû au Fonds général de l'ONU (état VIII)	584 108	277 928	-	-	862 036
Total, passif et réserves	4 326 959	278 344	14 007	-	4 619 310
Solde des fonds inutilisés :					
Solde disponible au 1er janvier 1973	4 691 708	1 732 427	148 796	174	6 573 105
A ajouter : Ajustement	620 039	-	8 567	-	628 606
Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-dessous)	933 711	(306 790)	(49 799)	-	577 122
Solde disponible au 31 décembre 1973	6 245 458	1 425 637	107 564	174	7 778 833
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	10 572 417	1 703 981	121 571	174	12 398 143

TABLEAU 29 (suite)

Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	Fonds des Nations Unies pour les services indus- triels spéciaux	Fonds d'affec- tation spéciale (développement industriel) de la Commission écono- mique pour l'Asie et l'Extrême- Orient	Fonds d'affec- tation spéciale de l'ONUDI pour les données sur la programmation industrielle (don de la Suède)	Total
Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
2 588 189	(1 279)	-	-	2 586 910
244 417	97 612	8 478	-	350 507
231 218	18 285	62	-	249 565
3 063 824	114 618	8 540	-	3 186 982
-	-	46 774	-	46 774
-	-	11 565	-	11 565
-	98 884	-	-	98 884
2 130 113	322 524	-	-	2 452 637
2 130 113	421 408	58 339	-	2 609 860
933 711	(306 790)	(49 799)	-	577 122
(a)	(b)	(c)	(d)	

II. Etat des recettes et des dépenses de l'exercice terminé
le 31 décembre 1973

Recettes :
Contributions de gouvernements
Revenus des placements
Recettes accessoires, y compris allocations du Programme
des Nations Unies pour le développement et autres
allocations

Moins : Dépenses
Personnel
Matériel et fournitures
Frais généraux d'administration
Divers

Total, dépenses

Excédent des recettes sur les dépenses

Fonds général d'affectation spéciale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Etat des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973

Etats	Contributions annoncées pour 1973 et des exercices antérieurs				Contributions annoncées pour l'année suivante			
	Contributions annoncées non versées au 1er janvier 1973		Ajustements au titre d'exercices antérieurs		Total à recevoir pour 1973 et des exercices antérieurs		Contributions reçues pour 1974	
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Afghanistan	1 000	1 000	-	2 000	1 000	-	-	1 000
Algérie (dinars)	20 000	-	-	20 000	10 000	-	-	10 000
Allemagne, République fédérale d'	-	120 000	-	120 000	-	200 000	-	320 000
Arabie Saoudite	10 000	-	-	10 000	-	-	-	-
Argentine	30 000	-	-	30 000	-	-	-	-
Autriche	17 000	-	-	17 000	-	50 000	-	50 000
Bahrein	4 000	-	-	4 000	-	4 000	-	4 000
Bangladesh (takas)	1 000	-	-	1 000	1 000	1 000	-	2 000
Barbade	1 000	-	-	1 000	-	1 000	-	1 000
Belgique	5 682	54 318	-	60 000	-	75 949	-	75 949
Bhoutan	1 000	-	-	1 000	-	1 000	-	1 000
Birmanie (kyats)	2 000	-	-	2 000	1 000	1 000	-	2 000
Bolivie	3 025	(1 225)	-	1 800	1 800	-	-	1 800
Brésil	40 000	-	-	40 000	30 000	15 000	-	45 000
Bulgarie (leva)	2 699	331	-	3 030	-	18 182	-	18 182
Cameroun (francs CFA)	2 000	203	-	2 203	-	2 222	-	2 222
Chili	10 000	-	-	10 000	-	5 000	-	15 000
Chine (yuan renminbi)	176 445	23 555	-	200 000	-	234 375	-	234 375
Chypre (livres chypriotes) ..	2 611	230	-	2 841	-	2 778	-	2 778
Colombie	4 000	4 000	-	8 000	-	-	-	8 000
Congo	7 000	-	-	7 000	8 000	-	-	7 000
Costa Rica	1 000	2 000	-	3 000	1 500	2 000	-	3 500
Côte d'Ivoire (francs CFA) ..	6 000	(118)	-	5 882	5 882	6 667	-	6 667
Cuba (pesos)	-	-	-	-	-	30 675	-	30 675
Dahomey	-	-	-	-	-	1 000	-	1 000
Egypte (livres égyptiennes) ..	-	-	-	-	-	121 390	-	121 390
Ethiopie	-	-	-	-	-	1 120	-	1 120
Fidji	1 000	-	-	1 000	-	1 100	-	1 100
France (francs)	55 489	4 946	-	60 435	-	62 472	-	62 472
Gabon (francs CFA)	11 348	738	-	12 086	8 164	6 160	-	14 324
Gambie (dalasis)	1 789	163	-	1 952	1 952	-	-	1 952
Ghana (cédis)	29 400	-	-	29 400	29 400	17 391	-	17 391
Grèce (drachmes)	29 000	-	-	29 000	6 000	6 000	-	12 000
Guyanne (dollars guyanais) ..	3 000	-	-	3 000	1 864	1 364	-	3 228
Haute-Volta (francs CFA)	10 000	-	-	10 000	-	-	-	-
Hongrie (forints)	43 431	4 762	-	48 193	-	48 193	-	48 193
Inde (roupies)	50 000	-	-	50 000	-	55 000	-	105 000
Indonésie	25 000	-	-	25 000	25 000	25 000	-	25 000
Irak	12 500	-	-	12 500	-	12 500	-	25 000

TABLEAU 30 (suite)

Etats	Contributions annoncées pour 1973 et des exercices antérieurs				Contributions annoncées pour l'année suivante			
	Contributions annoncées non versées au 1er janvier 1973		Ajustements au titre d'exercices antérieurs		Total à recevoir pour 1973 et des exercices antérieurs		Contributions reçues pour 1974	
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Iran	65 000	-	-	65 000	-	65 000	-	65 000
Israël (livres israéliennes) ..	30 000	-	-	30 000	30 000	-	-	30 000
Italie	300 000	-	-	300 000	-	-	-	-
Jamaïque	4 000	-	-	4 000	-	4 000	-	4 000
Kenya (shillings)	4 006	139	-	4 145	-	4 145	-	4 145
Koweït	30 000	-	-	30 000	30 000	-	-	60 000
Laos	2 700	-	-	2 700	1 200	2 000	-	3 500
Lesotho	1 000	-	-	1 000	1 000	1 000	-	1 000
Liban (livres libanaises)	9 665	2 335	-	12 000	12 000	5 882	-	5 882
Libéria	6 000	-	-	6 000	6 000	3 000	-	3 000
Libye	-	85 375	-	85 375	85 375	-	-	-
Madagascar	-	8 889	-	8 889	-	-	-	8 889
Malaisie	2 000	-	-	2 000	2 000	2 000	-	2 000
Mali	3 000	3 000	-	6 000	6 000	-	-	-
Malte (livres maltaises)	519	21	-	540	540	553	-	553
Maroc (dirhams)	10 877	1 191	-	12 068	12 068	12 657	-	12 657
Maurice	-	-	-	-	-	500	-	500
Mauritanie	2 000	-	-	2 000	2 000	-	-	-
Mexique	-	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-
Mongolie (tughrig)	1 500	-	-	1 500	1 500	1 600	-	1 600
Nauru	500	-	-	500	-	-	-	500
Niger (francs CFA)	1 000	111	-	1 111	1 111	-	-	1 111
Nigéria (naira)	15 400	-	-	15 400	7 000	8 000	-	16 400
Oman	10 000	-	-	10 000	10 000	10 000	-	10 000
Ouganda	500	-	-	500	500	-	-	-
Pakistan (roupies)	57 273	1 919	-	59 192	40 000	19 192	-	38 384
Pérou	36 000	-	-	36 000	22 000	15 000	-	29 000
Philippines	20 000	-	-	20 000	-	20 000	-	40 000
Pologne (zlotys)	54 348	5 893	-	60 241	60 241	60 241	-	60 241
Qatar	-	15 000	-	15 000	15 000	15 000	-	15 000
République arabe syrienne	8 500	-	-	8 500	-	3 000	-	11 500
République centrafricaine	440	49	-	489	489	-	-	489
République de Corée	11 000	-	-	11 000	-	-	-	11 000
République démocratique allemande	-	-	-	-	-	111 111	-	111 111
République du Viet-Nam	1 000	-	-	1 000	1 000	1 000	-	1 000
République-Unie de Tanzanie (shillings)	2 003	40	-	2 043	2 043	2 072	-	2 072
Roumanie (lei)	36 166	-	-	36 166	36 166	50 302	-	50 302
Rwanda	-	-	-	-	-	1 744	-	1 744
Sierra Leone	2 000	-	-	2 000	1 000	-	-	1 000
Singapour	1 000	-	-	1 000	1 000	1 000	-	1 000

TABLEAU 30 (suite)

Etats	Contributions annoncées pour 1973 et des exercices antérieurs				Contributions annoncées pour l'année suivante			
	Contributions annoncées non versées au 1er janvier 1973		Ajustements au titre d'exercices antérieurs		Total à recevoir pour 1973 et des exercices antérieurs		Contributions reçues pour 1974	
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Souaziland (rands)	2 500	476	-	2 976	2 976	2 976	-	5 952
Soudan (livres)	20 000	-	-	20 000	10 000	10 000	-	20 000
Sri Lanka (roupies)	3 000	3 000	-	6 000	3 000	3 000	-	6 000
Tchécoslovaquie (couronnes) ..	191 132	-	-	191 132	-	222 025	-	222 025
Thaïlande	10 000	-	-	10 000	-	10 000	-	10 000
Togo	-	-	-	-	-	2 778	-	2 778
Trinité-et-Tobago	5 000	-	-	5 000	-	5 000	-	5 000
Tunisie	5 000	-	-	5 000	-	5 000	-	5 000
Turquie	10 000	-	-	10 000	10 000	10 000	-	20 000
Union des Républiques socia- listes soviétiques (roubles)	609 756	(2 960)	-	606 796	-	670 241	-	670 241
Uruguay	20 000	-	-	20 000	20 000	-	-	20 000
Venezuela (bolivars)	61 365	(1 365)	-	60 000	19 813	20 000	-	39 813
Yémen	-	-	-	-	-	1 000	-	1 000
Yémen démocratique	2 745	(1 345)	-	1 400	1 400	800	-	2 200
Yougoslavie (nouveaux dinars)	100 000	-	-	100 000	-	100 000	-	100 000
Zaire	20 000	-	-	20 000	10 000	10 000	-	20 000
Zambie (kwacha)	5 041	-	-	5 041	-	5 601	-	5 601
	<u>2 414 352</u>	<u>346 671</u>		<u>2 761 026</u>	<u>503 550</u>	<u>2 537 958</u>		<u>3 041 508</u>

Note : Sauf indication contraire, les sommes annoncées pour 1974 ont été annoncées en dollars des Etats-Unis.

TABLEAU 31

Activités économiques et sociales de l'ONU
Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973

	Budget ordinaire a/	Frais généraux	Projets d'assistance technique b/	Fonds d'affectation spéciale	Total
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés					
Actif					
Encaisse et disponible en banque ou en transit	-	-	4 084 251	618 945	4 703 196
Comptes bancaires porteurs d'intérêts	-	-	-	3 720 923	3 720 923
Lettres de crédit	-	-	-	9 598 423	9 598 423
Placements	-	-	-	5 822 794	5 822 794
Contributions annoncées à recevoir de gouvernements	-	-	-	1 943 692	1 943 692
Allocations inutilisées	-	-	81 912 892	-	81 912 892
Sommes à recevoir	-	-	3 175 614	1 407 072	4 582 686
Solde net des sommes dues à une organisation par une autre	-	-	14 316 127	-	14 316 127
Solde à recevoir (virements interfonds)	-	3 902 850	-	-	3 902 850
Total, actif	-	3 902 850	103 488 884	23 111 849	130 503 583
Passif et réserves					
Sommes à payer	-	-	3 766 008	491 058	4 257 066
Réserve pour engagements non réglés	-	110 208	8 208 288	218 335	8 536 831
Réserve pour allocations	-	-	-	4 338 184	4 338 184
Dû au Fonds central du PNUD (recettes accessoires et ajustements de change)	-	-	458 361	-	458 361
Dû au Fonds général de l'ONU	-	-	-	1 246 470	1 246 470
Total, passif et réserves	-	110 208	12 432 657	6 294 047	18 836 912
Solde des fonds inutilisés					
Solde disponible au 1er janvier 1973	-	3 395 816	97 908 232	13 158 132	114 462 180
A ajouter : Ajustement	-	54 236	(53 173 431) c/	8 564 700	(44 554 495)
Excédent des fonds fournis sur les fonds utilisés (voir ci-dessous)	-	342 590	46 321 426	(1 433 236)	45 230 780
Allocations au titre de programmes	-	-	-	(3 471 794)	(3 471 794)
Solde disponible au 31 décembre 1973	-	3 792 642	91 056 227	16 817 802	111 666 671
Total, passif et réserve et fonds inutilisés	-	3 902 850	103 488 884	23 111 849	130 503 583
II. Source et utilisation des fonds pour l'exercice 1973					
Fonds alloués en 1973	41 269 268	7 294 544	115 946 615	11 924 097	176 434 524
Moins : Fonds utilisés pour :					
Personnel	40 242 630	6 423 760	42 729 111	4 987 692	94 383 193
Contrats de sous-traitance	-	154 521	6 674 666	382 051	7 211 238
Formation	-	-	8 112 023	1 292 480	9 404 503
Matériel et fournitures	-	5 053	8 127 949	3 979 830	12 112 832
Divers	1 026 638	368 620	3 981 440	2 715 280	8 091 978
Total, fonds utilisés	41 269 268	6 951 954	69 625 189	13 357 333	131 203 744
Excédent des fonds fournis sur les fonds utilisés	-	342 590	46 321 426	(1 433 236)	45 230 780

a/ Département des affaires économiques et sociales, commissions économiques régionales et BESNUB, ainsi que le Service de recrutement pour l'assistance technique.

b/ Selon l'état VII, après déduction des allocations et des engagements d'un montant de 5 767 942 dollars représentant les fonds pour frais généraux versés par le PNUD, montant qui est inclus dans la colonne "Frais généraux" du présent tableau.

c/ Ajustement des allocations de 1972 (52 712 526 dollars) et recettes accessoires (460 905 dollars) de 1972 reversées au PNUD.

Activités économiques et sociales - A l'échelle mondiale
État récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973

	Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale	Fonds d'affectation spéciale pour le développement social	Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	Fonds d'affectation spéciale pour le développement de l'eau	Séminaire sur le droit international national	Fonds pour la création d'une université internationale nationale	Fonds pour la planification de l'assistance en cas de catastrophe	Programme d'assistance et d'échanges des Nations Unies dans le domaine de l'assainissement international	Total
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
I. État de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés												
Actif :												
Encaisse et disponible en banque	144 309	247 425	638 226	86 986	168 037	-	18 083	-	27 539	312	-	391 734
Comptes bancaires porteurs d'intérêts	-	127 089	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 066 872
Lettrés de crédit	-	6 680	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 600 000
Placements	4 219 385	750 884	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 978 209
Contributions annoncées à recevoir :												
de gouvernements	1 106 095	79 044	-	18 809	-	45 475	-	-	-	-	-	1 249 423
de sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts échus des placements	100 513	7 732	17 158	8 098	8 723	-	675	-	690	12	38	143 639
Sommes versées aux organisations chargées de l'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	179	179
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	-	-	-	3 003	-	-	-	-	-	-	-	3 003
A recevoir du Fonds général de l'ONU (état VIII)	-	-	-	-	-	-	-	8 719	-	-	-	113 955
Total, actif	5 570 302	7 862 622	691 413	24 216	176 760	48 168	18 798	8 719	28 229	324	217	14 546 624
Passif et réserves :												
Sommes à payer	66 920	98 615	3 151	34 070	6 140	1 689	-	-	-	-	-	4 840
Engagements non réglés	-	-	5 099	-	-	1 616	-	-	-	-	-	212 460
Provision pour primes de rapatriement, demandes d'indemnisation, etc.	71 466	-	5 820	-	-	-	-	-	-	-	-	77 286
Contributions et recettes comptabilisées d'avance	1 000	44 510	-	7 812	20 000	-	-	-	-	-	179	73 322
Réserves pour allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	2 337	-	-	901 639
Moins : Allocations au titre de programmes	899 102	-	-	-	-	-	-	-	2 337	-	-	1 869 726
Moins : Allocations au titre de programmes	1 038 488	143 125	14 070	41 882	26 140	3 305	-	-	2 337	-	179	1 869 726
Solde des fonds inutilisés :												
Solde disponible au 1er janvier 1973	3 092 533	3 349 815	435 126	225 441	241 772	51 060	17 669	6 518	138	305	-	7 420 377
Augmentations :	87 896	44 129	-	32 761	16 949	-	-	-	1 164	-	15 922	198 441
Moins : Allocations au titre de programmes	1 351 425	4 325 493	242 217	(158 972)	(108 101)	(6 197)	1 089	2 201	24 390	19	(15 305)	5 698 299
Solde disponible au 31 décembre 1973	4 531 814	7 719 497	677 343	99 230	150 620	44 863	18 798	8 719	25 692	324	38	13 276 698
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	5 570 302	7 862 622	691 413	141 112	176 760	48 168	18 798	8 719	28 229	324	217	14 546 624
II. État des recettes et des dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1973												
Recettes :												
Contributions de gouvernements	2 721 095	5 728 578	455 223	219 875	-	54 121	-	13 706	30 000	-	8 438	9 231 336
Dons de sources privées	-	1 149	-	91 742	-	-	-	-	20	-	-	92 911
Revenus des placements	253 792	59 608	-	13 615	13 909	-	1 089	-	1 113	19	217	343 362
Recettes accessoires, y compris allocations du Programme des Nations Unies pour le développement et autres allocations	2 925	55 644	113 763	5 106	205	-	-	-	-	-	-	-
Total, recettes	2 977 812	5 844 979	569 286	330 338	14 114	54 121	1 089	13 706	31 133	19	8 655	9 845 232
Moins : Dépenses												
Personnel	1 407 878	612 636	297 078	460 340	121 691	60 318	-	-	6 743	-	-	2 966 624
Contrats de sous-traitance	85 885	1 908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	87 793
Matériel et fournitures	6 584	490 561	25 361	1 366	-	-	-	-	-	-	23 960	26 178
Divers	126 040	413 299	4 630	23 277	284	-	-	11 905	-	-	-	546 607
Total, dépenses	1 626 387	1 519 436	327 069	489 310	122 215	60 318	-	11 905	6 743	-	23 960	4 186 993
Excédent des recettes sur les dépenses	1 351 425	4 325 493	242 217	(158 972)	(108 101)	(6 197)	1 089	2 201	24 390	19	(15 305)	5 698 299
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)

Activités économiques et sociales - A l'échelle mondiale

Etat récapitulatif des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973

	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1972	Contributions annoncées pour 1973 et ajustements	Contributions annoncées pour des années ultérieures	Contributions reques en 1973	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
<u>Pays/Fonds d'affectation spéciale</u>					
Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement					
Pays-Bas	615 000	2 106 095	-	615 000	-
Suède	-	-	-	1 000 000	1 106 095
Total partiel	615 000	2 106 095	-	1 615 000	1 106 095
<u>Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues</u>					
Argentine	-	3 000	-	3 000	-
Australie	-	100 000	-	100 000	-
Autriche	-	10 000	-	10 000	-
Barbade	-	500	-	-	25 000
Belgique	-	25 000	-	-	2 778
Chypre	-	2 778	-	-	-
Danemark	-	50 000	-	50 000	-
Espagne	-	10 000	-	10 000	-
Etats-Unis d'Amérique	-	5 000 000	-	5 000 000	-
France	-	100 000	-	100 000	-
Grèce	-	2 000	-	2 000	-
Iran	5 000	-	-	10 000	(5 000)
Islande	-	1 500	-	1 500	-
Japon	-	200 000	-	200 000	-
Liechtenstein	-	1 000	-	1 000	-
Luxembourg	-	1 000	-	1 000	-
Malte	-	251	-	251	-
Maroc	-	2 208	-	2 208	-
Norvège	-	17 855	-	17 855	-
Nouvelle-Zélande	-	22 277	44 510	22 277	44 510
Philippines	-	3 000	-	-	3 000
Portugal	-	1 000	-	1 000	-
Qatar	-	2 000	-	2 000	-
République arabe Libyenne	-	6 757	-	-	6 757
République du Viet-Nam	2 000	-	-	-	2 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ..	-	119 059	-	119 059	-
Suède	-	47 393	-	47 393	-
Total partiel	7 000	5 728 578	44 510	5 701 043	79 045

TABLEAU 33 (suite)

<u>Pays/Fonds d'affectation spéciale</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1972</u>	<u>Contributions annoncées pour 1973 et ajustements</u>	<u>Contributions annoncées pour des années ultérieures</u>	<u>Contributions reques en 1973</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social</u>					
Allemagne, République fédérale d'	-	28 191	-	28 191	-
Danemark	-	30 000	-	30 000	-
Finlande	-	27 988	-	27 988	-
France	-	43 406	-	43 406	-
Jamaïque	-	2 322	-	2 322	-
Norvège	-	34 722	-	34 722	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	33 203	-	33 203	-
Suède	-	235 066	-	235 066	-
Suisse	-	15 625	-	15 625	-
Yougoslavie	-	5 000	-	5 000	-
Total partiel	-	455 523	-	455 523	-
<u>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale</u>					
Emirats arabes unis	1 500	-	-	-	1 500
France	-	20 331	-	20 331	-
Grèce	5 000	-	-	-	5 000
Irak	-	1 651	-	1 651	-
Italie	-	126 476	-	126 476	-
Norvège	-	8 928	-	8 928	-
Pologne	2 497	-	-	-	2 497
Suède	-	48 662	-	48 662	-
Suisse	6 579	1 672	7 812	8 251	7 812
Thaïlande	2 000	-	-	2 000	-
Tunisie	2 000	-	-	-	2 000
Yougoslavie	2 000	4 000	-	6 000	-
Zaire	-	576	-	576	-
Total partiel	21 576	212 296	7 812	222 875	18 809
<u>Comité pour l'élimination de la discrimination raciale</u>					
Algérie	638	598	-	-	1 236
Allemagne, République fédérale d'	-	3 924	-	3 924	-
Argentine	3 344	762	-	3 276	830
Autriche	954	922	-	1 876	-
Barbade	-	563	-	-	563
Bolivie	1 478	117	-	-	1 595
Brésil	3 276	731	-	2 150	1 857
Bulgarie	700	449	-	1 149	-
Canada	-	1 112	-	1 112	-
Chili	714	675	-	-	1 389
Chypre	605	371	-	976	-
Costa Rica	832	371	-	742	461
Côte d'Ivoire	-	563	-	-	563
Cuba	686	647	-	1 333	-

TABLEAU 33 (suite)

Pays/Fonds d'affectation spéciale	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1972		Contributions annoncées pour 1973 et ajustements		Contributions annoncées pour des années ultérieures		Contributions recues en 1973		Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973	
	Dollars		Dollars		Dollars		Dollars		Dollars	
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (suite)										
Danemark	-		972		-		972		-	
Egypte	-		436		-		436		-	
Equateur	2 062		371		-		2 433		-	
Espagne	1 290		983		-		2 273		-	
Fidji	-		563		-		-		563	
Finlande	-		572		-		572		-	
France	4 694		4 770		-		4 694		4 770	
Ghana	623		381		-		1 004		-	
Grèce	776		509		-		1 285		-	
Haiti	-		563		-		-		563	
Hongrie	1 453		585		-		2 038		-	
Inde	1 640		1 078		-		-		2 718	
Irak	-		388		-		388		-	
Iran	-		467		-		467		-	
Islande	-		371		-		371		-	
Jamaïque	1 478		(105)		-		1 373		-	
Koweït	-		399		-		339		60	
Lesotho	605		563		-		-		1 168	
Liban	611		569		-		-		1 180	
Madagascar	-		371		-		371		-	
Malte	1 178		(105)		-		1 073		-	
Maroc	-		123		-		123		-	
Maurice	605		563		-		-		1 168	
Mongolie	-		371		-		371		-	
Népal	1 478		117		-		1 595		-	
Niger	2 062		371		-		-		2 433	
Nigéria	659		403		-		1 062		-	
Norvège	547		239		-		547		239	
Nouvelle-Zélande	-		760		-		760		-	
Pakistan	-		516		-		-		516	
Panama	2 062		371		-		-		2 433	
Pays-Bas	-		1 367		-		-		1 367	
Pérou	645		605		-		-		1 250	
Philippines	-		501		-		-		501	
Pologne	-		1 078		-		-		1 078	
République arabe libyenne	-		405		-		248		157	
République arabe syrienne	2 062		371		-		-		2 433	
République centrafricaine	1 478		(105)		-		-		1 373	
République socialiste soviétique de Biélorussie	801		616		-		1 417		-	
République socialiste soviétique d'Ukraine	1 741		1 326		-		3 067		-	
République-Unie de Tanzanie	-		563		-		-		563	
Roumanie	-		215		-		215		-	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-		3 140		-		3 140		-	
Saint-Siège	605		371		-		-		976	
Sénégal	605		563		-		-		1 168	
Sierra Leone	605		371		-		-		976	
Soudan	2 062		-		-		2 433		-	
Soudan du Sud	-		1 416		-		1 416		-	

TABLEAU 33 (suite)

Pays/Fonds d'affectation spéciale	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1972	Contributions annoncées pour 1973 et ajustements	Contributions annoncées pour des années ultérieures	Contributions reçues en 1973	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
<u>Comité pour l'élimination de la discrimination raciale</u> (suite)					
<u>Pays/Fonds d'affectation spéciale</u>					
Tchécoslovaquie	-	822	-	822	-
Togo	-	563	-	-	563
Tonga	605	563	-	-	1 168
Tunisie	-	371	-	371	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	10 189	7 807	-	17 996	-
Uruguay	2 123	376	-	-	-
Venezuela	274	549	-	-	2 499
Yémen	-	563	-	-	823
Yougoslavie	2 587	544	-	2 587	563
Zambie	605	563	-	-	544
Total partiel	64 037	56 235	-	74 797	1 168
					45 475
<u>Séminaire sur le droit international</u>					
Allemagne, République fédérale d'	-	1 500	-	1 500	-
Danemark	-	4 319	-	4 319	-
Finlande	-	2 000	-	2 000	-
Israël	-	1 200	-	1 200	-
Norvège	-	1 500	-	1 500	-
Pays-Bas	-	1 687	-	1 687	-
Suède	-	1 500	-	1 500	-
Total partiel	-	13 706	-	13 706	-
<u>Fonds pour la création d'une université internationale</u>					
Japon	-	30 000	-	30 000	-
Total partiel	-	30 000	-	30 000	-
<u>Programme d'assistance et d'échanges des Nations Unies</u> <u>dans le domaine du droit international</u>					
Argentine	-	5 000	-	5 000	-
Iran	-	2 000	-	2 000	-
Kenya	-	280	-	280	-
Suède	-	1 158	-	1 158	-
Total partiel	-	8 438	-	8 438	-
TOTAL GENERAL	707 613	8 610 871	52 322	8 121 382	1 249 424

TABLEAU 34

Activités économiques et sociales - A l'échelle régionale

Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973

	Fonds d'affectation spéciale du Centre de documentation et de recherche de la CEPAL (Dollars)	Institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification (New Delhi) (Dollars)	Total (Dollars)
I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés			
<u>Actif</u>			
En caisse et disponible en banque	177 710	-	177 710
Contributions annoncées à recevoir de gouvernements	300 000	-	300 000
Intérêts échus des placements	6 838	-	6 838
A recevoir du Fonds général de l'ONU (état VIII)	-	119	119
Total, actif	484 548	119	484 667
<u>Solde des fonds inutilisés</u>			
Solde disponible au 1er janvier 1973	473 679	119	473 798
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-dessous)	10 869	-	10 869
Solde disponible au 31 décembre 1973	484 548	119	484 667
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	484 548	119	484 667
II. Etat des recettes et des dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1973			
<u>Recettes</u>			
Revenus des placements	11 026	-	11 026
Total, recettes	11 026	-	11 026
<u>Moins : Dépenses</u>			
Matériel et fournitures	157	-	157
Total, dépenses	157	-	157
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>	<u>10 869</u>	<u>-</u>	<u>10 869</u>
	(a)	(b)	

Activités économiques et sociales - A l'échelle nationale
Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973

	Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Iran occidental		Programme du Fonds d'affectation spéciale pour la République du Zaïre		Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe		Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud		Fonds des Nations Unies pour la Namibie		Total
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés											
Actif :											
Encaisse et disponible en banque	199 102	28 109	-	-	-	-	-	-	-	227 211	
Compte bancaire porteur d'intérêts	1 573 160	-	501 195	-	209 008	-	192 978	-	2 476 341		
Lettres de crédit	2 998 423	-	-	-	-	-	-	-	2 998 423		
Placements	-	844 585	-	-	-	-	-	-	844 585		
Contributions annoncées à recevoir de gouvernements	118 023	136 160	107 708	9 378	-	-	23 000	-	394 269		
Sommes à recevoir	37 835	-	-	-	-	-	100	-	37 935		
Intérêts échus des placements	6 171	3 504	18 440	8 314	-	-	3 776	-	40 205		
Sommes versées aux organisations chargées de l'exécution	1 740 240	-	548 481	-	-	-	14 697	-	2 303 418		
Dépenses payées d'avance et autres éléments d'actif	1 175 452	-	-	-	-	-	-	-	1 175 452		
Total, actif	7 848 406	1 012 358	1 175 824	226 700	226 700	226 700	234 551	234 551	10 497 839		
Passif et réserves :											
Sommes à payer	-	-	-	-	-	-	181	-	181		
Engagements non réglés	5 435	-	-	-	-	-	440	-	5 875		
Contributions et recettes comptabilisées d'avance	335 429	-	-	-	-	-	-	-	335 429		
Réserve pour allocations	5 977 207	101 217	548 481	-	-	-	14 697	-	6 641 602		
Dû au Fonds général de l'ONU (état VIII)	458 515	-	-	-	-	-	-	-	458 515		
Total, passif et réserves	6 776 586	101 217	548 481	-	-	-	15 318	15 318	7 441 602		
Solde des fonds inutilisés :											
Solde disponible au 1er janvier 1973	4 037 134	836 694	163 056	164 096	164 096	164 096	62 977	62 977	5 263 957		
A ajouter : Ajustement	7 360 034	514	1 005 710	1	1	1	-	-	8 366 259		
Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-dessous)	(7 416 911)	73 933	7 058	62 603	62 603	62 603	170 953	170 953	(7 102 364)		
Moins : Allocations au titre de programmes	2 908 437	-	548 481	-	-	-	14 697	14 697	3 471 615		
Solde disponible au 31 décembre 1973	1 071 820	911 141	627 343	226 700	226 700	226 700	219 233	219 233	3 056 237		
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	7 848 406	1 012 358	1 175 824	226 700	226 700	226 700	234 551	234 551	10 497 839		

TABLEAU 35 (suite)

	Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental	Programme du Fonds d'affectation spéciale pour la République du Zaïre	Dollars	Programme d'enseignement et de formations des Nations Unies pour l'Afrique australe	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	Fonds des Nations Unies pour la Namibie	Total
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Recettes :							
Contributions de gouvernements	46 250	-	934 273	485 005	98 837	1 564 365	
Dons de sources privées	-	-	280	191	-	471	
Subventions	-	-	109 148	-	100 000	209 148	
Revenus des placements	88 278	57 082	29 734	13 406	6 089	194 589	
Recettes accessoires, y compris les allocations du Programme des Nations Unies pour le développement et autres allocations	52 776	48 466	-	1	-	101 243	
Total, recettes	187 304	105 548	1 073 435	498 603	204 926	2 069 816	
Moins : Dépenses							
Personnel	2 023 005	-	-	-	-	2 023 005	
Contrats de sous-traitance	294 258	-	-	-	-	294 258	
Formation	193 824	-	1 066 377	-	6 101	1 266 302	
Matériel et fournitures	3 411 914	20 838	-	-	314	3 433 066	
Frais généraux d'administration	397 267	2 378	-	-	-	399 645	
Divers	1 283 947	8 399	-	436 000	27 558	1 755 904	
Total, dépenses	7 604 215	31 615	1 066 377	436 000	33 973	9 172 180	
Excédent des recettes sur les dépenses	(7 416 911)	73 933	7 058	62 603	170 953	(7 102 364)	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)		

TABLEAU 36

Activités économiques et sociales - A l'échelle nationale

Etat récapitulatif des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973

<u>Pays/Fonds d'affectation spéciale</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1972</u>	<u>Contributions annoncées pour 1973 et ajustements</u>	<u>Contributions annoncées pour des années ultérieures</u>	<u>Montants recouvrés en 1973</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental</u>					
Indonésie	142 734	46 250	-	70 961	118 023
Total partiel	142 734	46 250	-	70 961	118 023
<u>Programme du Fonds d'affectation spéciale pour la République du Zaïre</u>					
Zaïre	136 160	-	-	-	136 160
Total partiel	136 160	-	-	-	136 160
<u>Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe</u>					
Australie	12 750	(25)	-	12 725	-
Autriche	-	5 000	-	5 000	-
Canada	-	75 000	-	75 000	-
Colombie	-	5 000	-	5 000	-
Danemark	-	141 306	-	71 058	70 248
Finlande	-	60 000	-	60 000	-
France	-	100 000	-	100 000	-
Grèce	500	3 000	-	3 500	-
Inde	-	1 000	-	1 000	-
Indonésie	-	1 500	-	1 500	-
Iran	-	3 000	-	3 000	-
Irlande	-	8 000	-	8 000	-
Japon	-	80 000	-	80 000	-
Kenya	-	2 002	-	2 002	-
Libéria	-	1 000	-	1 000	-
Luxembourg	-	1 000	-	1 000	-
Malaisie	-	1 000	-	1 000	-
Niger	-	656	-	656	-
Norvège	-	105 000	-	105 000	-
Nouvelle-Zélande	-	6 636	-	6 636	-
Oman	-	3 000	-	3 000	-
Pays-Bas	-	36 363	-	-	36 363
Philippines	-	2 000	-	2 000	-
Qatar	-	2 000	-	2 000	-
République arabe libyenne	-	6 738	-	6 738	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	175 000	-	175 000	-
Suède	-	100 600	-	100 600	-
Togo	-	429	-	-	429
Trinité-et-Tobago	-	668	-	-	668
Tunisie	-	1 000	-	1 000	-
Yougoslavie	-	5 000	-	5 000	-
Zambie	-	1 400	-	1 400	-
Total partiel	13 250	934 273	-	839 815	107 708

TABLEAU 36 (suite)

<u>Pays/Fonds d'affectation spéciale</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1972</u>	<u>Contributions annoncées pour 1973 et ajustements</u>	<u>Contributions annoncées pour des années ultérieures</u>	<u>Montants recouvrés en 1973</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud</u>					
Allemagne, République fédérale d'	-	25 000	-	25 000	-
Australie	6 375	(13)	-	6 362	-
Autriche	-	6 000	-	6 000	-
Brésil	5 000	5 000	-	10 000	-
Bulgarie	-	1 000	-	1 000	-
Canada	-	10 000	-	10 000	-
Chine (République populaire de)	-	20 000	-	20 000	-
Chypre	-	288	-	288	-
Danemark	-	88 982	-	88 982	-
Finlande	-	60 000	-	60 000	-
France	-	30 000	-	30 000	-
Guinée	-	5 555	-	5 555	-
Inde	-	1 000	-	1 000	-
Indonésie	-	1 500	-	1 500	-
Iran	-	2 000	-	2 000	-
Irlande	-	4 000	-	4 000	-
Islande	500	1 000	-	1 000	500
Jamaïque	-	770	-	770	-
Japon	-	10 000	-	10 000	-
Libéria	-	2 000	-	2 000	-
Malaisie	1 000	-	-	1 000	-
Maroc	-	4 354	-	4 354	-
Niger	-	656	-	656	-
Nigéria	-	9 120	-	9 120	-
Norvège	-	60 000	-	60 000	-
Nouvelle-Zélande	5 955	681	-	6 636	-
Pakistan	-	3 000	-	3 000	-
Pays-Bas	-	6 780	-	-	6 780
Philippines	-	5 000	-	5 000	-
République du Viet-Nam	500	500	-	-	1 000
Sierra Leone	-	2 600	-	2 600	-
Singapour	-	500	-	500	-
Suède	-	111 235	-	111 235	-
Togo	-	429	-	-	429
Trinité-et-Tobago	-	668	-	-	668
Tunisie	-	3 000	-	3 000	-
Turquie	-	1 000	-	1 000	-
Zambie	-	1 400	-	1 400	-
Total partiel	19 330	485 005	-	494 958	9 377
<u>Fonds des Nations Unies pour la Namibie</u>					
Allemagne, République fédérale d'	-	20 000	-	-	20 000
Argentine	-	1 000	-	1 000	-
Australie	6 375	(12)	-	6 363	-
Autriche	-	2 000	-	2 000	-
Cameroun	2 000	-	-	-	2 000
Chine (République populaire de)	-	10 000	-	10 000	-
Finlande	-	15 000	-	15 000	-
Inde	-	1 000	-	1 000	-
Indonésie	-	2 500	-	2 500	-
Iran	-	2 000	-	2 000	-
Irlande	-	1 000	-	1 000	-
Islande	-	1 000	-	1 000	-

TABLEAU 36 (suite)

<u>Pays/Fonds d'affectation spéciale</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1972</u>	<u>Contributions annoncées pour 1973 et ajustements</u>	<u>Contributions annoncées pour des années ultérieures</u>	<u>Montants recouvrés en 1973</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Fonds des Nations Unies pour la Namibie (suite)</u>					
Japon	-	10 000	-	10 000	-
Libéria	-	2 500	-	2 500	-
Pakistan	-	3 000	-	3 000	-
Pays-Bas	-	16 949	-	16 949	-
Philippines	-	1 000	-	1 000	-
République du Viet-Nam	500	500	-	-	1 000
Tunisie	-	2 000	-	2 000	-
Turquie	-	1 000	-	1 000	-
Yougoslavie	-	5 000	-	5 000	-
Zambie	-	1 400	-	1 400	-
Total partiel	8 875	98 837	-	84 712	23 000
Total général	320 349	1 564 365	-	1 490 446	394 268

Fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux - Fonds pour frais généraux

Etat récapitulatif des fonds au 31 décembre 1973

	Dollars	
I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés		
Actif :		
A recevoir du Fonds général de l'ONU	4 168 728	59 393
Total, actif	4 168 728	59 393
Passif et réserves :		
Engagements non réglés	110 533	2 811
Dû au Fonds général de l'ONU	329 201	-
Total, passif et réserves	439 734	2 811
Solde des fonds inutilisés :		
Solde disponible au 1er janvier 1973	3 643 123	22 274
A ajouter : Ajustement	79 771	-
Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-dessous)	6 100	34 308
Solde disponible au 31 décembre 1973	3 728 994	56 582
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	4 168 728	59 393
II. Etat des recettes et des dépenses		
Recettes :		
Recettes accessoires, y compris les allocations du Programme des Nations Unies pour le développement et autres allocations	9 693 790	403 052
Total, recettes	9 693 790	403 052
Moins : Dépenses		
Personnel	9 500 486	347 477
Contrats de sous-traitance	154 521	-
Matériel et fournitures	6 602	-
Divers	26 081	21 267
Total, dépenses	9 687 690	368 744
Excédent des recettes sur les dépenses	6 100	34 308
	(Tableau 38)	(Tableau 39)
	(a)	(b)
		(Etat VIII)

TABLEAU 38

Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : fonds pour frais généraux au titre de projets du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et de projets d'assistance technique de l'ONU financés par des fonds d'affectation spéciale

Etat des fonds au 31 décembre 1973

	<u>ONU</u>	<u>ONUDI</u>	<u>CNUCED</u>	<u>Total</u>
	(En dollars des Etats-Unis)			
I. <u>Etat de l'actif et du passif et solde</u> <u>des fonds inutilisés</u>				
<u>Actif :</u>				
A recevoir du Fonds général de l'ONU	3 843 457	-	325 271	4 168 728
Total, actif	<u>3 843 457</u>	<u>-</u>	<u>325 271</u>	<u>4 168 728</u>
<u>Passif et réserves :</u>				
Engagements non réglés	107 397	939	2 197	110 533
Dû au Fonds général de l'ONU	-	329 201	-	329 201
Total, passif et réserves ...	<u>107 397</u>	<u>330 140</u>	<u>2 197</u>	<u>439 734</u>
<u>Solde des fonds inutilisés :</u>				
Solde au 1er janvier 1973	3 373 542 ^{a/}	236 323 ^{b/}	33 258 ^{c/}	3 643 123
<u>A ajouter</u> : Ajustement	54 236	19 384	6 151	79 771
Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-dessous)	<u>308 282</u>	<u>(585 847)</u>	<u>283 665</u>	<u>6 100</u>
Solde au 31 décembre 1973	<u>3 736 060</u>	<u>(330 140)</u>	<u>323 074</u>	<u>3 728 994</u>
Total, passif et réserves et fonds inutilisés ..	<u>3 843 457</u>	<u>-</u>	<u>325 271</u>	<u>4 168 728</u>

TABLEAU 38 (suite)

ONU ONUDI CNUCED Total
 (En dollars des Etats-Unis)

II. Etat des recettes et des dépenses

Recettes :

Programme des Nations Unies pour le développement	5 767 942 2 094 207	614 924	8 477 073
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	685 032	-	685 032
Projets d'assistance technique financés par des fonds d'affectation spéciale	437 157	61 650	498 807
Contributions de contrepartie (en espèces) des gouvernements	-	5 000	5 000
Recettes accessoires	27 537	341	27 878
Total, recettes	6 917 668 2 161 198	614 924	9 693 790

Moins : Dépenses

Personnel	6 423 760 2 747 045	329 681	9 500 486
Contrats de sous-traitance	154 521	-	154 521
Matériel et fournitures ..	5 053	1 549	6 602
Divers	26 052	29	26 081
Total, dépenses	6 609 386 2 747 045	331 259	9 687 690

Excédent des recettes sur les dépenses	308 282	(585 847)	283 665	6 100
--	---------	-----------	---------	-------

a/ Comprend les soldes suivants au 31 décembre 1972 : 2 252 162 dollars de fonds pour frais généraux versés par le PNUD, 443 006 dollars de fonds pour l'appui administratif aux projets d'assistance technique, 95 898 dollars provenant du Fonds des programmes opérationnels pour le Lesotho et le Souaziland et 582 476 dollars provenant du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

b/ Comprend les soldes suivants au 31 décembre 1972 : 158 010 dollars de fonds pour frais généraux versés par le PNUD et 78 313 dollars de fonds pour l'appui administratif aux projets d'assistance technique financés par des fonds d'affectation spéciale.

c/ Uniquement fonds pour frais généraux versés par le PNUD.

Organisation des Nations Unies et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel -
Fonds pour frais généraux au titre de projets financés par d'autres fonds d'affectation spéciale

Etat des fonds au 31 décembre 1973

	Fonds des Nations Unies pour le développement de l'Irian occidental		Services industriels spéciaux		Total
	Dollars	Dollars	ONU	ONUDI	Dollars
I. Etat de l'actif et du passif et solde des fonds inutilisés					
Actif :					
A recevoir du Fonds général de l'ONU	10 741	48 491	161	-	59 393
Total, actif	10 741	48 491	161	-	59 393
Passif et réserves :					
Engagements non réglés	-	2 650	161	-	2 811
Total, passif et réserves	-	2 650	161	-	2 811
Solde des fonds inutilisés :					
Solde au 1er janvier 1973	16 867	5 407	-	-	22 274
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses (voir ci-dessous)	(6 126)	40 434	-	-	34 308
Solde au 31 décembre 1973	10 741	45 841	-	-	56 582
Total, passif et réserves et fonds inutilisés	10 741	48 491	161	-	59 393
II. Etat des recettes et des dépenses					
Recettes :					
Fonds alloués	149 832	150 636	72 708	26 176	399 352
Recettes accessoires	1 795	1 905	-	-	3 700
Total, recettes	151 627	152 541	72 708	26 176	403 052
Moins : Dépenses					
Personnel	136 486	112 107	72 708	26 176	347 477
Divers	21 267	-	-	-	21 267
Total, dépenses	157 753	112 107	72 708	26 176	368 744
Excédent des recettes sur les dépenses	(6 126)	40 434	-	-	34 308

[illegible]

a/ Valeur en bourse : 422 825 dollars d'après l'état des valeurs et du numéraire daté du 31 décembre 1973 (Fiduciary Trust Company de New York).

TABLEAU 41

Fonds de dotation de la Bibliothèque

Etat des fonds au 31 décembre 1973

	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
Revenu accumulé :			
Solde au 1er janvier 1973			49 977
<u>A ajouter :</u>			
Intérêts nets échus et perçus pendant l'exercice			23 650
			73 627
<u>Moins :</u>			
Dépenses engagées en 1973 pour l'achat de livres et de matériel de bibliothèque			19 000
Solde non dépensé au 31 décembre 1973			54 627
Capital du Fonds au 31 décembre 1972	498 238		
<u>Moins :</u>			
Pertes nettes sur la vente de titres en portefeuille	15 167	483 071	
Total du Fonds		537 698	
Ce total se décompose comme suit :			
Portefeuille :	<u>Valeur nominale</u>	<u>Valeur en bourse</u>	<u>Prix d'achat</u>
Obligations au prix d'achat :			
Emprunts convertibles de la Rank Organization,			
4 1/4 p. 100, 15 février 1993	45 000	31 950	44 550
Obligations secondaires garanties et convertibles de			
Honeywell Capital N.V., 6 p. 100, 15 novembre 1986 ...	40 000	36 400	45 363
Obligations garanties de la Transocean Gulf Oil Co.,			
7 1/2 p. 100, 1er janvier 1987	50 000	47 000	50 000
Obligations garanties de la Shell International			
Finance N.V., 7 1/2 p. 100, 15 janvier 1987	50 000	47 000	50 000
	185 000	162 350	189 913
	<u>Valeur en bourse</u>	<u>Prix d'achat</u>	<u>Prix d'achat</u>
Actions au prix d'achat :			
Carolina Power and Light Co., 1 200 actions	25 200	32 850	
Columbia Gas System Inc., 1 300 actions	32 500	40 936	
International Business Machines, 150 actions	37 050	28 745	
May Department Stores Co., 800 actions	17 600	41 434	
Minnesota Mining and Manufacturing Co., 400 actions	31 200	26 644	
Ford Motor Co., 630 actions	25 200	39 902	
Travelers Corp., 1 100 actions	36 300	38 369	
Warner Lambert Co., 900 actions	33 300	40 781	
Superior Oil Co., 75 actions	22 125	17 699	307 360
	260 475		497 273
Disponible en banque			37 828
Sommes à recevoir			12 290
Intérêts échus à recevoir			9 307
			556 698
<u>Moins :</u>			
Montant dû à l'Organisation des Nations Unies			19 000
			537 698
Etat des prélèvements autorisés :			
Prélèvement autorisé par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 3044 A (XXVII)			19 000
<u>Moins :</u>			
Engagements de 1973			19 000
			-

Note : Ce Fonds a été transféré de la SDN à l'ONU et il est géré selon des règles visant à assurer l'utilisation exclusive du revenu du Fonds aux fins pour lesquelles le Fonds a été initialement constitué, à savoir pour l'entretien d'une bibliothèque au Palais des Nations.

Ecole internationale des Nations Unies

Compte "Construction" : état récapitulatif indiquant la source et l'utilisation
des fonds pendant la période allant du 31 décembre 1965 au 31 décembre 1973

	<u>Montants effectifs</u>			<u>Budget</u>	
			<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Fonds provenant de :					
Fondation Ford			11 801 875	11 801 875	
Frères Rockefeller			1 128 361	1 128 361	
Revenu des placements et recettes accessoires			2 969 243	2 958 464	
Fonds de développement de l'Ecole internationale (avances/prêts)			1 475 000	1 700 000	
Total des fonds fournis			<u>17 374 479</u>	<u>17 588 700</u>	
	<u>Etudes de faisabilité et coût des locaux provisoire</u>	<u>39ème rue</u>	<u>25ème rue</u>	<u>Total</u>	
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	
II. Fonds utilisés pour :					
Etudes du site et dépenses correspondantes	93 904	-	511 790	605 694	605 694
Amélioration des locaux loués	886 209	-	-	886 209	886 209
Subventions pour loyers ..	1 438 764	-	-	1 438 764	1 438 764
Frais de déménagement	<u>10 559</u>	<u>-</u>	<u>116 270</u>	<u>126 829</u>	<u>126 829</u>
Total, dépenses non capitalisées	<u>2 429 436</u>	<u>-</u>	<u>628 060</u>	<u>3 057 496</u>	<u>3 057 496</u>
Construction :					
Aménagement du site	-	-	2 412 940	2 412 940	2 412 940
Marché principal	-	-	9 497 667	9 497 667	9 497 690
Honoraires, dépenses d'administration, etc.	112 450	83 937	1 028 903	1 225 290	1 225 290
Divers	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>558 001</u>	<u>558 001</u>	<u>558 001</u>
Total, construction ..	<u>112 450</u>	<u>83 937</u>	<u>13 497 511</u>	<u>13 693 898</u>	<u>13 693 921</u>
Mobilier et accessoires ..	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>837 283</u>	<u>837 283</u>	<u>837 283</u>
Total, construction, mobilier et accessoires	<u>112 450</u>	<u>83 937</u>	<u>14 334 794</u>	<u>14 531 181</u>	<u>14 531 204</u>
Total des fonds utilisés	<u>2 541 886</u>	<u>83 937</u>	<u>14 962 854</u>	<u>17 588 677</u>	<u>17 588 700</u>
Excédent des fonds utilisés sur les fonds fournis			214 198		

TABLEAU 43

Autres fonds d'affectation spéciale

Etat récapitulatif des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973

<u>Pays/Fonds d'affectation spéciale</u>	<u>Contributions</u> <u>annoncées non</u> <u>versées au</u> <u>31 décembre 1972</u>	<u>Contributions</u> <u>annoncées</u> <u>pour 1973 et</u> <u>ajustements</u>	<u>Contributions</u> <u>annoncées pour</u> <u>des années</u> <u>ultérieures</u>	<u>Montants</u> <u>recouvrés</u> <u>en 1973</u>	<u>Contributions</u> <u>annoncées</u> <u>non versées au</u> <u>31 décembre 1973</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
<u>Congrès mondial de la jeunesse</u>					
Côte d'Ivoire	3 290	-	-	-	3 290
Espagne	840	-	-	-	840
Total partiel	4 130	-	-	-	4 130
<u>Bureau du Coordonateur des Nations Unies</u> <u>pour les secours en cas de catastrophe</u>					
Danemark	-	41 064	-	41 064	-
Jamaïque	-	4 800	-	4 800	-
Nicaragua	-	1 147	-	1 147	-
Norvège	-	44 769	-	44 769	-
Total partiel	-	91 780	-	91 780	-
<u>Conférence commémorative Gilberto Amado</u>					
Brésil	-	3 000	-	3 000	-
Total partiel	-	3 000	-	3 000	-
<u>Fonds d'affectation spéciale de la CNUCED</u> <u>pour les projets relatifs aux ports</u>					
Danemark	-	11 000	-	11 000	-
Norvège	-	44 431	-	44 431	-
Pays-Bas	-	48 000	-	-	48 000
Total partiel	-	103 431	-	55 431	48 000

TABLEAU 43 (suite)

<u>Pays/Fonds d'affectation spéciale</u>	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1972</u> Dollars	<u>Contributions annoncées pour 1973 et ajustements</u> Dollars	<u>Contributions annoncées pour des années ultérieures</u> Dollars	<u>Montants recouvrés en 1973</u> Dollars	<u>Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1973</u> Dollars
<u>Programme de recherches de la CNUCED sur les pays en voie de développement les moins avancés - Finlande</u>					
Finlande	-	71 000	-	71 000	-
Total partiel	-	71 000	-	71 000	-
<u>Traduction en allemand de certaines publications des Nations Unies</u>					
Allemagne, République fédérale d'	-	12 503	-	12 503	-
Total partiel	-	12 503	-	12 503	-
Total général	4 130	281 714	-	233 714	52 130

ANNEXE

Notes explicatives sur les contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir

1. Le montant des contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir a été calculé sur la base du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. En ce qui concerne les montants indiqués comme non acquittés par certains Etats Membres, les gouvernements intéressés ont demandé que soit signalée la position adoptée par leurs délégations lors de sessions successives de l'Assemblée générale, et en particulier ce qui suit :

- i) Dans la mesure où les montants en question ont trait à des dépenses imputées sur le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies ou sur le Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo, ces dépenses, de l'avis de ces Etats, ont été imputées illégalement sur lesdits comptes et ces Etats ne s'estiment pas tenus d'y contribuer en vertu des dispositions de l'Article 17 de la Charte;
- ii) Ces Etats ont adopté une position de principe analogue pour les exercices 1963 à 1973 en ce qui concerne leur part estimative de certaines dépenses qui ont été inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, telles que les dépenses relatives aux obligations émises par l'ONU, à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, au Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée et, avant 1968, à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine et au Service mobile de l'ONU;
- iii) Dans la mesure où les montants respectifs dus au titre du budget ordinaire ont trait à leur part en dollars des crédits ouverts pour l'assistance technique au titre V des budgets de 1963-1973, la Bulgarie, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont expressément offert d'en verser l'équivalent en monnaie locale. La Bulgarie, la République socialiste soviétique de Biélorussie, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont fait savoir que lesdits montants, représentant respectivement l'équivalent de 81 252 dollars, 391 739 dollars, 1 479 068 dollars et 11 200 628 dollars, ont été versés au compte de l'ONU. En ce qui concerne la République socialiste soviétique d'Ukraine, l'équivalent en roubles de 880 000 dollars a été accepté pour le règlement des dépenses imputées sur le titre V du budget ordinaire.

2. Du fait de la position de principe adoptée par des Etats Membres en ce qui concerne le financement de certaines dépenses inscrites au budget ordinaire, notamment les dépenses relatives aux obligations émises par l'ONU, on estime à un total cumulatif de 41,3 millions de dollars les sommes que 16 Etats Membres avaient déduites de leurs contributions au 31 décembre 1973. Ce total, qui représente les sommes de 3,9 millions de dollars pour 1973 et 37,4 millions de dollars pour

des exercices antérieurs, comprend un montant de 12,3 millions de dollars que des Etats Membres ont offert de payer dans des monnaies nationales non convertibles. Il convient de noter que ce montant estimatif de 41,3 millions de dollars, correspondant aux sommes que des Etats Membres, pour des raisons de principe, ont déduites de leurs contributions ou ont offert de payer dans des monnaies nationales non convertibles, est compris dans le montant des contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973 qui, comme l'indique l'état III, se chiffrent à un total de 55,6 millions de dollars.

3. Les contributions mises en recouvrement à recevoir qui sont indiquées dans l'état III ne comprennent pas, toutefois, un montant de 16 613 395 dollars, représentant des contributions mises en recouvrement auprès de la Chine, qui a été inscrit à un compte spécial en application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972.

4. En ce qui concerne le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) et le Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC), les contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1973 qui sont comptabilisées dans les états IV et V se chiffrent à un total de 44 242 137 dollars a/ pour la FONU et à un total de 75 404 823 dollars a/ pour l'ONUC. Etant donné la position de principe adoptée par quelques Etats Membres et vu que certains Etats Membres n'ont fait aucun versement et d'autres seulement des versements partiels à ces deux comptes, la majeure partie des soldes non acquittés devra peut-être, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après, être considérée comme non recouvrable :

	FONU		ONUC	
	<u>Nombre de Membres</u>	<u>Montant Dollars</u>	<u>Nombre de Membres</u>	<u>Montant Dollars</u>
a) Membres qui ont indiqué qu'ils ne verseraient pas de contributions	13	38 586 735	13	70 214 696
b) Membres qui n'ont fait aucun versement	9	1 681 878	19	4 251 726
c) Membres qui n'ont pas acquitté pour la FONU la contribution supplémentaire de 25 p. 100 qui leur a été demandée pour constituer une réserve <u>b/</u>	4	1 038 842	-	-
d) Membres qui n'ont pas acquitté les montants correspondant à la différence entre la contribution mise en recouvrement et la contribution calculée d'après les prévisions de dépenses révisées pour 1967 <u>c/</u> ..	2	1 486 880	-	-
e) Autres arriérés	34	1 447 802	22	938 401
TOTAL	<u>62</u>	<u>44 242 137</u> <u>a/</u>	<u>54</u>	<u>75 404 823</u> <u>a/</u>

(Voir notes page suivante)

a/ En application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972, les contributions mises en recouvrement non acquittées indiquées ci-dessous, qui figuraient précédemment dans lesdits états, ont été inscrites à un compte spécial :

FUNU :	5 274 570 dollars
ONUC :	6 687 206 dollars

b/ Pour les exercices 1965, 1966 et 1967, l'Assemblée générale a demandé aux pays développés de verser au titre de la FUNU une contribution supplémentaire de 25 p. 100 pour constituer une réserve.

c/ Par sa résolution 2304 A (XXII), l'Assemblée générale a pris note des prévisions de dépenses révisées de la FUNU pour l'exercice 1967 présentées par le Secrétaire général, à savoir 11 396 000 dollars. Les soldes non acquittés représentent la différence entre la contribution mise en recouvrement pour 1967, calculée sur la base d'un chiffre de dépenses de 14 millions de dollars, et la contribution calculée par les Etats Membres eux-mêmes sur la base des prévisions de dépenses révisées du Secrétaire général.

IV. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1. Le Comité des commissaires aux comptes, que l'Assemblée générale a créé par sa résolution 74 (I), est tenu de procéder à la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris de tous ses fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, conformément à l'article XII du règlement financier et à l'annexe à ce règlement, intitulée "Mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies".

2. En application de ces dispositions, le Comité présente ci-après à l'Assemblée générale son rapport sur l'examen de ces comptes, ainsi que son opinion sur les états financiers, conformément au paragraphe 5 de l'annexe.

Etats financiers présentés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973

3. Le Secrétaire général a soumis, pour vérification, les huit états financiers ci-après, accompagnés de 43 tableaux explicatifs et d'une annexe :

A. Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies

I. Etat des ouvertures de crédits, des dépenses engagées et des soldes inutilisés des ouvertures de crédits de l'exercice 1973.

II. Fonds général - Recettes, dépenses engagées et excédent budgétaire de l'exercice terminé le 31 décembre 1973.

III. Fonds général, Fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies - Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1973.

B. Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies

IV. Etat des fonds au 31 décembre 1973.

C. Force d'urgence des Nations Unies (1973)

V. Etat des fonds au 31 décembre 1973.

D. Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo

VI. Etat des fonds au 31 décembre 1973.

E. Organisation des Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement - Opérations d'assistance technique dont le coût est imputé sur le programme ordinaire de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement et des fonds d'affectation spéciale extra-budgétaires

VII. Etat des fonds au 31 décembre 1973.

F. Fonds d'affectation spéciale et autres comptes spéciaux

VIII. Etat récapitulatif de l'actif et du passif, des recettes, des dépenses engagées et des soldes disponibles au 31 décembre 1973.

G. Annexe - Notes explicatives sur les contributions mises en recouvrement qui demeurent à recevoir.

Etendue de la vérification

4. L'étendue de la vérification effectuée par le Comité des commissaires aux comptes est régie par le règlement financier, qui prévoit que :

"La vérification des comptes est effectuée conformément aux normes usuelles généralement acceptées en la matière et, sous réserve de toutes directives spéciales de l'Assemblée générale, conformément au mandat additionnel joint en annexe au présent règlement.

Le Comité des commissaires aux comptes a la faculté de formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers intérieurs et, en général, sur l'administration et la gestion de l'Organisation.

Le Comité des commissaires aux comptes est complètement indépendant et seul responsable de la conduite de la vérification.

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires peut demander au Comité des commissaires aux comptes de faire certaines vérifications spécifiques et de présenter des rapports distincts sur leurs résultats."

5. Le paragraphe 1 de l'annexe susmentionnée au règlement financier exige que :

"Le Comité des commissaires aux comptes vérifie conjointement et séparément les comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris tous les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s'assurer :

a) Que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l'Organisation;

b) Que les opérations financières dont les états rendent compte ont été conformes aux règles et règlements, aux dispositions budgétaires et aux autres directives applicables;

c) Que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés;

d) Que les contrôles intérieurs, y compris la vérification intérieure des comptes, sont adéquats eu égard à la mesure dans laquelle on s'y fie;

e) Que tous les éléments de l'actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu'il juge satisfaisantes."

6. Le Comité a effectué ses vérifications conformément aux dispositions qui précèdent. Il a notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables, systèmes de contrôle intérieur, et autres pièces justificatives qu'il a jugées nécessaires en l'occurrence.

7. Le Comité a examiné les comptes et états financiers à New York, à Genève, à Vienne, à La Haye, à Santiago et à Addis-Abeba. Il a eu communication de tous les renseignements dont il a eu besoin, et il tient à exprimer ses remerciements pour le concours et l'aide qui lui ont été prêtés.

8. Pendant qu'ils procédaient aux vérifications, les membres du Comité des commissaires aux comptes se sont tenus en rapport avec le Corps commun d'inspection, le Service de vérification intérieure des comptes, le Service de gestion administrative et le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, afin d'éviter les doubles emplois et les chevauchements dans les travaux.

Communication des rapports de vérification des comptes au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

9. Le Comité a communiqué des exemplaires du présent rapport au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le Comité tient à remercier le Comité consultatif de l'intérêt qu'il a porté à ses travaux et du concours qu'il lui a prêté.

Applications des recommandations faites par le Comité en 1972

10. Dans sa résolution 3053 A (XXVIII), par laquelle elle a accepté le rapport financier et les comptes de l'ONU pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972 ainsi que l'opinion du Comité des commissaires aux comptes, l'Assemblée générale s'est associée aux observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/9153) et a prié le Secrétaire général, compte tenu des débats qui s'étaient déroulés à la Cinquième Commission, de prendre les mesures correctives qui s'imposeraient eu égard aux observations faites par le Comité des commissaires aux comptes.

11. Les mesures correctives que le Secrétaire général a prises ou qu'il envisage de prendre sont présentées dans leurs grandes lignes dans son rapport financier pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973 (voir plus haut, par. 91 à 137, chap. I).

12. A sa vingt-huitième session ordinaire, qui s'est tenue du 3 au 24 juin 1974, le Comité des commissaires aux comptes a pris note des observations formulées par le Secrétaire général dans lesdits paragraphes au sujet des diverses questions importantes qui avaient été portées à l'attention du Comité consultatif et de l'Assemblée générale l'année dernière.

13. Plusieurs recommandations avaient été faites dans le rapport du Comité sur la vérification des comptes de 1972 ^{1/}. L'examen de la suite donnée à ces recommandations en 1973 a révélé que, si beaucoup d'entre elles ont été appliquées, il reste nécessaire de prendre des mesures correctives en ce qui concerne les procédures de contrôle intérieur.

Siège de l'Organisation des Nations Unies

14. Retard dans la présentation des comptes. Les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1973 ont été soumis au Comité le 23 avril 1974. La règle de gestion financière III.12 prévoit que les comptes sont soumis au Comité le 31 mars au plus tard. En outre, des modifications ont été apportées aux comptes entre la date de soumission initiale et le 26 mai 1974, date à laquelle les comptes définitifs ont été soumis.

15. Situation financière. La situation financière de l'Organisation s'est détériorée à un point tel que, si la situation de trésorerie du Fonds général au 31 décembre 1973 était approximativement la même qu'au 31 décembre 1972, ce résultat a été obtenu :

- i) En prélevant plus de 20 millions de dollars sur le Compte spécial de l'ONU;
- ii) En acceptant environ 5 millions de dollars de paiements anticipés au titre de contributions dues en 1974.

16. Le Secrétaire général a instamment prié les Etats Membres qui avaient réalisé un gain inattendu en raison de la réduction de leur contribution en dollars du fait du réalignement des monnaies d'envisager de verser des contributions volontaires équivalant au montant dudit gain. Au 31 mars 1974, aucune contribution de ce genre n'avait été reçue.

17. Depuis 1963, 16 Etats Membres retranchent, "pour des raisons de principe", certains montants de la contribution due par eux. Le montant total ainsi retranché s'élève à environ 31 millions de dollars, auxquels viennent s'ajouter environ 13 millions de dollars qui sont offerts, contrairement aux dispositions de l'article 5.5 du règlement financier, en monnaies nationales non convertibles. Les chiffres correspondant de l'exercice précédent étaient de 27 millions de dollars pour les montants retranchés des contributions et de 11 millions de dollars pour les sommes offertes en monnaies nationales non convertibles. En outre, un montant de plus de 16 millions de dollars a été transféré à un compte spécial en application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972, et il semble qu'il ne soit pas recouvrable.

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 7 (A/9007), chap. IV.

18. Outre les dépenses de la FUNU (1956) et de l'ONUC pour lesquelles des contributions ont été mises en recouvrement mais n'ont pas été acquittées par des Etats Membres, l'Organisation a engagé pour ces opérations des dépenses d'environ 176 millions de dollars au titre desquelles il n'a même pas été mis de contributions en recouvrement auprès des Etats Membres.

19. Le Comité recommande que l'Administration formule des propositions précises au sujet de ce qu'il faudra faire finalement quant aux montants retranchés des contributions, aux arriérés d'un ancien Etat Membre et aux dépenses de la FUNU (1956) et de l'ONUC.

20. Vérification des comptes bancaires. L'alinéa c) du paragraphe 1 de l'annexe au règlement financier, dans laquelle figure le mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies, prévoit que le Comité doit s'assurer "que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés".

21. Le Comité a de nouveau eu des difficultés cette année à recevoir de certains dépositaires la confirmation du montant des soldes en dépôt, bien que dans certains cas le Trésorier leur ait adressé, au nom du Comité, trois demandes consécutives à cet effet. A l'issue de ses opérations détaillées de vérification, en mai 1974, le Comité n'avait pas reçu de confirmation directe d'un certain nombre de banques, en ce qui concerne les comptes ci-après :

	<u>Nombre de comptes</u>	<u>Soldes comptables</u> (En dollars)
Siège de l'Organisation des Nations Unies	3	50 767
Bureau de la coopération technique de l'Organisation des Nations Unies	3	13 950
Office des Nations Unies à Genève	3	17 430

Tous les détails relatifs aux comptes susmentionnés ont été donnés au Trésorier pour qu'il demande aux dépositaires de bien vouloir envoyer dès que possible au Comité les confirmations qu'il n'avait pas reçues.

22. Lors de son examen des comptes bancaires, le Comité a également noté que les confirmations reçues de quatre banques ne concordaient pas avec les soldes apparaissant sur les relevés de comptes établis à la même date et que la différence était d'environ 35 000 dollars.

23. Activités productrices de recettes. Les bénéfices nets provenant des activités productrices de recettes se sont élevés en 1973 à 2 897 084 dollars, soit une augmentation de 225 060 dollars par rapport aux bénéfices réalisés en 1972. Le Comité a formulé plusieurs recommandations concernant la gestion,

la planification et l'utilisation des avoirs dans le cadre de ces diverses activités afin d'améliorer les opérations et d'accroître ainsi les bénéfices.

24. Comptabilité matières. Le contrôle du matériel non consommable laisse quelque peu à désirer. Des recommandations ont été faites en vue de confier la comptabilité matières aux divers départements plutôt qu'à un service central afin d'augmenter la responsabilité directe des fonctionnaires responsables des biens.

25. Manuel des procédures comptables et financières. Dans son rapport à l'Assemblée générale pour l'exercice terminé le 31 décembre 1972, le Comité rappelait qu'il avait recommandé d'établir un manuel à jour regroupant toutes les procédures comptables 2/. Le Comité a maintenant appris que l'Administration cherche à s'assurer les services d'un consultant pour appliquer la recommandation du Comité et qu'un consultant actuellement "en cours de recrutement" devrait commencer à travailler vers le 1er juillet 1974. Le Comité accorde une grande importance à cette recommandation et estime, en outre, qu'un manuel de procédures financières et comptables est indispensable à l'efficacité des contrôles intérieurs. Le Comité fait plus loin une recommandation identique en ce qui concerne l'Office des Nations Unies à Genève et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel dans les paragraphes 47 et 78.

26. Service de vérification intérieure des comptes. Le Comité a examiné le travail accompli par le Service de vérification intérieure des comptes en 1973 et a constaté que beaucoup de progrès avaient été réalisés malgré les grosses difficultés auxquelles ce service se heurtait du fait qu'il ne pouvait pas recruter de spécialistes expérimentés et pourvoir les postes permanents vacants inscrits à son tableau d'effectifs.

27. Le Comité considère qu'un Service de vérification intérieure des comptes vigoureux est un élément important du système de contrôles intérieurs et recommande en conséquence que l'Administration prenne les mesures nécessaires pour renforcer le Service de vérification intérieure des comptes.

Cour internationale de Justice

28. Tenue des livres relatifs aux dépenses budgétaires. Le Comité a suggéré d'apporter un certain nombre d'améliorations à la tenue des livres utilisés pour contrôler les dépenses budgétaires de la Cour. L'Administration a accepté les suggestions du Comité qui seront mises en application au cours de l'année 1974.

Fonds d'affectation spéciale, missions spéciales et dépenses spéciales

29. Dans les paragraphes qui suivent, le Comité résume les recommandations et les conclusions auxquelles il est arrivé à l'issue de la vérification des comptes des fonds d'affectation spéciale, des comptes spéciaux, des missions spéciales et des dépenses spéciales.

2/ Ibid., par. 21.

30. Terminologie et définition. Dans son rapport de 1972, le Comité des commissaires aux comptes appelait l'attention sur l'étude entreprise par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQA) qui devait permettre, entre autres, de mettre au point des définitions claires et d'établir des classifications appropriées pour les fonds d'affectation spéciale, les comptes de réserve, les comptes spéciaux, les missions spéciales et les dépenses spéciales afin que les organismes des Nations Unies suivent une politique rationnelle en la matière. Cette étude est réalisée comme suite aux recommandations formulées dans le rapport du Corps commun d'inspection relatif aux fonds d'affectation spéciale publié en 1972 (A/8840). Le Comité compte que l'étude permettra également de donner suite à ses observations antérieures sur les comptes et opérations financières des fonds d'affectation spéciale.

31. Le Comité a appris que le Comité administratif de coordination (CAC) avait accordé la priorité à d'autres questions, ce qui signifiait que le CCQA devait s'en occuper et que, de ce fait, son étude sur les fonds d'affectation spéciale avait été reportée, de sorte qu'il n'a pas été donné suite aux principales recommandations formulées dans le rapport du Corps commun d'inspection. Le CCQA a reporté l'étude à sa prochaine session qui doit se tenir à la fin de 1974.

32. Etats financiers et tableaux. Grâce aux mesures prises en 1972 et 1973, les états financiers relatifs aux fonds d'affectation spéciale et aux comptes spéciaux sont maintenant plus uniformes et plus complets. L'état VIII, dont la présentation a été modifiée, récapitule, par catégorie d'activités, tous les fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux constitués par le Secrétaire général en vertu du règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU. Le Comité a appris que d'autres améliorations seront apportées à cet état comme suite à l'adoption de la budgétisation par programme instituée pour l'exercice biennal 1974-1975.

33. Le Comité a constaté toutefois que, dans le cas des missions spéciales et des dépenses spéciales (qui font l'objet des titres VIII et XI, respectivement, du budget ordinaire) pour lesquelles les totaux sont indiqués dans l'état I, il n'est pas donné de chiffres plus détaillés dans le tableau 1, comme c'est le cas pour d'autres titres du budget ordinaire. Le Comité estime que la présentation de chiffres plus détaillés dans le tableau 1 pour les missions spéciales et les dépenses spéciales améliorerait la qualité et l'ordonnance de l'ensemble des comptes et états financiers annuels de l'Organisation. L'Administration en a convenu et apportera les modifications nécessaires dans ses états intérimaires établis au 30 juin 1974.

34. Instruction administrative pour régir le contrôle des fonds d'affectation spéciale. En 1972, le Comité avait indiqué que le Bureau des services financiers mettait au point une instruction administrative pour régir le contrôle des fonds d'affectation spéciale 3/. Cette tâche n'a pas été menée à bien en 1973.

3/ Ibid., par. 26.

35. Vu le retard apporté à la réalisation de l'étude du CCQA, le Comité prie instamment le Bureau des services financiers de mettre au point des instructions appropriées portant sur les procédures appliquées en 1972 et 1973. Dans ces instructions, il faudrait définir et consigner les principes d'une comptabilité saine et de contrôles financiers efficaces et tenir compte des conséquences de la budgétisation par programme. L'Administration a fait savoir qu'elle compte publier ces instructions dès que possible.

36. Dépôt des valeurs. Vu la valeur importante des effets détenus par la Trésorerie, le Comité avait recommandé en 1972 que le Bureau des services financiers réexamine les aspects pratiques liés au dépôt des valeurs, compte tenu des dispositions de la Règle de gestion financière 109.2 qui prévoit que "toutes les valeurs sont déposées soit dans des banques dûment désignées, soit dans les coffres d'un établissement financier agréé" 4/. Le Comité a maintenant appris que le Bureau des services financiers se propose de faire modifier la Règle de gestion financière 109.2 en 1974 de manière qu'elle permette de conserver des valeurs dans le coffre de la Trésorerie.

37. Manque à gagner sur des placements. Les vérifications par sondage auxquelles le Comité a procédé en 1972 ont fait apparaître que, dans certains cas, des fonds dont on n'avait pas besoin immédiatement continuaient d'être déposés dans des comptes courants non porteurs d'intérêt ou des comptes d'épargne à faible intérêt, ce qui entraînait un manque à gagner pour l'Organisation. Le Comité recommande en conséquence que le Bureau des services financiers revoie de façon systématique à intervalles réguliers l'état des liquidités de chacun des fonds d'affectation spéciale en vue de maximiser les recettes provenant du placement de ces liquidités.

38. Retards dans le versement de contributions annoncées à recevoir de gouvernements. Le Comité a appris que de nouvelles démarches avaient été faites en 1973 en vue de recouvrer des contributions annoncées mais non versées par des gouvernements. Malgré l'amélioration des procédures de recouvrement, les contributions annoncées mais non versées à la fin de l'exercice s'élevaient à 11,8 millions de dollars, dont 1,5 million de dollars aurait dû être versé depuis plus d'un an. De l'avis du Comité, le versement en temps voulu des contributions annoncées est essentiel et aiderait directement l'Administration à planifier de façon plus efficace l'exécution des programmes.

39. Retards dans le paiement de sommes à recevoir. Les vérifications par sondage auxquelles le Comité a procédé en 1973 ont révélé que des sommes à recevoir n'étaient pas recouvrées depuis trop longtemps. C'est ainsi que, dans le cas d'un fonds d'affectation spéciale dont les comptes locaux indiquaient des sommes à recevoir, au titre de services divers et de location de matériel, d'un montant de 1 037 000 dollars en fin d'exercice, un montant d'environ 597 000 dollars n'avait toujours pas été recouvré le 31 mars 1974, dont 66 600 dollars étaient dus depuis 1972. Depuis lors, le recouvrement d'un montant d'environ 204 000 dollars a été confié au Service juridique de l'Organisation des Nations Unies.

4/ Ibid., par. 35.

40. Le Comité recommande en conséquence l'établissement et l'application d'une procédure systématique permettant d'identifier rapidement les comptes auxquels des sommes sont dues depuis trop longtemps afin que l'Administration puisse prendre en temps voulu des mesures efficaces pour recouvrer ces sommes.

Force des Nations Unies chargée du maintien de
la paix à Chypre

41. Mode de financement non satisfaisant. Depuis que l'Organisation des Nations Unies a commencé à assumer son rôle de maintien de la paix à Chypre, le 27 mars 1964, conformément à la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité adoptée le 4 mars 1964, le mode de financement de la Force s'est révélé insatisfaisant du fait que le Secrétaire général n'est pas habilité à utiliser des fonds autres que des contributions volontaires, lesquelles ne sont pas suffisantes pour couvrir le coût de la Force. Pendant la période allant du 27 mars 1964 au 31 décembre 1973, les dépenses relatives à la Force ont représenté au total 167,3 millions de dollars, non compris les dépenses supplémentaires (dont le montant estimatif dépassait 50,8 millions de dollars au 31 décembre 1973) qui sont couvertes par les gouvernements qui fournissent des contingents. Au cours de cette période de neuf ans, le Secrétaire général a reçu des contributions volontaires de 51 Etats Membres et de quatre gouvernements d'Etats non membres pour un montant total de 139,9 millions de dollars, y compris les recettes accessoires. Le déficit de trésorerie, qui se chiffrait à 27,4 millions de dollars au 31 décembre 1973, devra être couvert à l'aide de nouvelles contributions volontaires. On compte que les contributions annoncées mais non versées (6,7 millions de dollars) comptabilisées dans les comptes au 31 décembre 1973 seront reçues en temps utile.

42. En 1973, 23 gouvernements seulement ont versé au total 13 267 302 dollars au titre de contributions annoncées en 1973 et les années précédentes. Les dépenses engagées au cours de l'exercice se sont élevées à environ 15 450 000 dollars, dont 4 784 423 dollars seulement ont été inscrits dans les comptes. Cela porte à 22 065 000 dollars les engagements qui ne sont pas inscrits dans les comptes parce que l'Organisation n'a pas les fonds correspondants.

43. Le 1er février 1974, le Secrétaire général a lancé un nouvel appel pour demander le versement de contributions volontaires d'un montant plus élevé.

44. Contribution du Gouvernement chypriote. Au début de 1973, les négociations ont été poursuivies avec le Gouvernement chypriote au sujet des frais de location de tentes. Néanmoins, dans un aide-mémoire daté du 19 juin 1973, le Ministère des affaires étrangères a fait savoir au Secrétaire général que la location de tentes par la Force des Nations Unies n'emportait pas d'obligation juridique pour le Gouvernement chypriote, en vertu de l'article 19 de l'Accord sur le statut de la Force 5/.

5/ Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-neuvième année, Supplément de janvier, février et mars, document S/5634, annexe I.

45. Le Comité des commissaires aux comptes recommande en conséquence que des mesures appropriées soient prises pour résoudre les questions en suspens relatives à l'interprétation et à l'application de l'article 19 de l'Accord sur le statut de la Force, en particulier dans la mesure où cet article concerne les demandes de remboursement présentées par l'Organisation au titre des frais de location de tentes.

Office des Nations Unies à Genève

46. Comptes et états financiers. Le Comité a noté les nouveaux progrès réalisés en 1973 pour fournir à intervalles réguliers des états financiers à l'Administration. L'application de la budgétisation par programme aux services installés à l'Office des Nations Unies à Genève aura des répercussions importantes sur la façon de rendre compte de leurs opérations et de les comptabiliser. Le Comité se propose en conséquence de continuer à rechercher dans quelle mesure ces états et rapports financiers sont établis de manière à permettre à l'Administration d'assurer l'utilisation la plus économique et la plus efficace des ressources confiées à l'Office de Genève.

47. Manuel des procédures financières et comptables. L'application de la recommandation formulée en 1972 par le Comité et tendant à faire établir un manuel des procédures financières et comptables a été reportée à l'exercice biennal 1974-1975.

48. Inventaire du matériel non consommable et d'autres biens. L'Administration de l'Office des Nations Unies à Genève a accepté la recommandation du Comité tendant à faire faire un inventaire complet de tous ces biens et détermine actuellement la façon la plus efficace d'exécuter cette tâche au cours de l'exercice biennal 1974-1975.

49. Agrandissement des salles et installations de conférence du Palais des Nations. Les derniers travaux de construction importants doivent être terminés en 1974. L'examen récent de la situation par l'Administration indique que les frais de construction ne dépasseront pas le montant total de 33 624 000 dollars (127 millions de francs suisses) autorisé par l'Assemblée générale, auquel s'ajoutent 4 376 000 dollars représentant l'augmentation du montant en dollars des Etats-Unis nécessaire pour rembourser le prêt suisse et 4 676 000 dollars (14 752 000 francs suisses) représentant les intérêts à payer sur le prêt suisse, ce qui porte à 42 676 000 dollars le coût total du programme approuvé par l'Assemblée générale.

50. Au 31 décembre 1973, les comptes faisaient apparaître des engagements d'un montant total de 36,4 millions de dollars, qui comprenaient des frais d'amortissement de 4,9 millions de dollars, représentant les intérêts payables à cette date, soit 1,2 million de dollars, et la dépense qu'entraîne la réévaluation du franc suisse, soit 3,7 millions de dollars.

51. En examinant l'utilisation des liquidités dont l'Organisation dispose pour le programme d'agrandissement, le Comité a constaté que des fonds dont on n'avait pas besoin immédiatement étaient déposés à un compte courant non porteur

d'intérêts, ce qui entraînait, pour l'Organisation, un manque à gagner estimé, au bas mot, à 10 000 dollars environ. L'Administration a déclaré qu'en 1974 des liquidités ne seraient demandées au Siège qu'au fur et à mesure des besoins et non plus, comme c'était le cas les années précédentes, pour des périodes assez longues.

52. En ce qui concerne ses recommandations antérieures concernant le grand livre des marchés qui a été ouvert et qui est tenu comme livre comptable auxiliaire, le Comité a constaté que cet important registre permanent des frais de construction n'était toujours pas à jour et que l'on n'avait pas non plus tenté en 1973 de vérifier s'il concordait avec les comptes de contrôle de l'Organisation. Le Comité a appris que ces travaux seraient faits en 1974, une fois les travaux de construction terminés.

53. Contrôles financiers intérieurs et comptes. A la suite des vérifications par sondage auxquelles il a procédé en 1973, le Comité a formulé plusieurs recommandations tendant à améliorer le contrôle intérieur des comptes. Ces observations ont été portées à l'attention de l'Administration au cours des opérations de vérification, et des mesures correctives ont été ou seront prises.

Opérations d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies
dont le coût est imputé sur le programme ordinaire de l'ONU, le
Programme des Nations Unies pour le développement et des fonds
d'affectation spéciale extra-budgétaire

54. Comptes et états financiers. En 1973, un changement important a été apporté à la présentation des états financiers par rapport à ceux des années précédentes. L'état VII fait apparaître, par source principale de fonds, l'actif, le passif et le solde des fonds inutilisés en fin d'exercice et indique, de façon sommaire, la source et l'utilisation des fonds pour l'exercice 1973. Cette présentation constitue certes une amélioration, mais les états financiers de 1973 ne rendent toujours pas compte de l'ensemble des résultats financiers des opérations d'assistance technique de l'ONU sous une forme qui fournirait le maximum de renseignements utiles pour évaluer l'efficacité avec laquelle toutes les ressources sont utilisées pour réaliser les objectifs définis de l'Organisation.

55. A cet égard, le Comité a constaté que les dépenses d'appui de la CNUCED et de l'ONUDI qui sont imputées sur le budget ordinaire sont indiquées séparément dans l'état I, sous les titres VI et VII, respectivement, mais que les dépenses d'appui de l'Organisation des Nations Unies ne sont pas identifiables dans cet état financier, car elles sont regroupées avec d'autres dépenses de l'ONU. En outre, les dépenses considérables au titre des services d'appui qui sont financées au moyen de fonds extra-budgétaires ne sont pas présentées de façon à faire apparaître leur rapport direct avec les programmes opérationnels. Ces fonds proviennent essentiellement du Programme des Nations Unies pour le développement et, dans une moindre mesure, de fonds d'affectation spéciale et sont indiqués séparément dans les tableaux complémentaires.

56. De l'avis du Comité des commissaires aux comptes, il faudrait améliorer encore les états financiers en regroupant dans un seul état toutes les données financières disponibles sur les opérations d'assistance technique. De plus, le Comité recommande d'indiquer dans les états financiers les dépenses qui étaient prévues pour l'exercice afin de faire apparaître la mesure dans laquelle les objectifs de l'Organisation ont été réalisés. Des états financiers qui fourniraient des renseignements sous cette forme seraient utiles pour évaluer l'exécution des programmes et établir des priorités.

57. Lacunes dans la réalisation des programmes. Comme les années précédentes, le Bureau de la coopération technique de l'Organisation des Nations Unies est assez en retard, par rapport aux objectifs fixés, dans la réalisation des programmes de 1973 financés par le PNUD. Il y a eu des lacunes dans la réalisation des programmes de 1973 bien que l'Organisation ait établi un nouveau calendrier d'exécution pour les objectifs non réalisés à la fin de 1972 et pour les programmes des années suivantes. Du fait de ces lacunes, qui l'obligent à reporter sur les années à venir la réalisation des objectifs qui ne sont pas atteints, l'Organisation des Nations Unies aura du mal à accepter et à exécuter de nouveaux projets, à moins que ses procédures d'exécution ne soient améliorées et rendues plus efficaces.

58. Le Secrétaire général a rendu compte au Conseil d'administration, à sa dix-huitième session en juin 1974, de la nature de ces problèmes et des diverses

mesures prises ou envisagées pour surmonter ces difficultés 6/. Le Comité des commissaires aux comptes, ayant exposé dans son rapport de 1972 certains des facteurs qui continuent à compromettre l'exécution des projets, demande instamment que les mesures conçues pour améliorer l'efficacité des procédures d'exécution effective des projets soient appliquées sans délai.

59. Budgets des projets - Manque de concordance avec le PNUD. A la suite de la vérification des comptes de l'exercice 1972, le Comité avait signalé que les documents auxiliaires correspondant aux budgets des projets (à savoir les Documents pour soumission des projets) ne concordaient pas avec les budgets de projets établis par le PNUD sur ordinateur, qu'il s'agisse du chiffre total ou de chaque projet. Le Comité a été informé que l'on n'a pas essayé d'assurer la concordance de ces deux séries de documents en 1973.

60. En outre, l'Organisation des Nations Unies n'avait pas établi un état au 31 décembre 1973 qui indique d'où provenait la différence de 3,9 millions de dollars entre le total des Documents pour soumission des projets (123,5 millions de dollars environ) et le total des budgets de projet établis par le PNUD sur ordinateur (127,4 millions de dollars).

61. Ce manque de concordance entre les documents des deux organisations a été constaté à la fin des deux exercices consécutifs, en 1972 et 1973. En conséquence, le Comité des commissaires aux comptes recommande, comme il l'avait déjà fait en 1972, de vérifier promptement tout au long de l'année la concordance des documents comptables de l'ONU et des budgets de projets du PNUD, ce qui est indispensable pour que l'Organisation des Nations Unies ait un système efficace de contrôle financier intérieur.

62. Contrôle de la comptabilité - Documents pour soumission des projets. Les données comptables que fournit le système des Documents pour soumission des projets ne sont pas inscrites dans les comptes. En conséquence, le Comité a recommandé de reporter dans le grand livre les comptes de contrôle relatifs aux Documents pour soumission des projets, afin d'assurer un système efficace de contrôle.

63. Contrôle financier intérieur et contrôle de la comptabilité. Le Comité a appelé l'attention sur plusieurs défauts qu'il faudrait corriger, à savoir :

a) En 1973, des comptes bancaires n'ont pas été apurés immédiatement, chaque mois, comme le prévoit la règle de gestion financière 111.11;

b) Des soldes débiteurs divers et autres comptes à ajuster n'ont pas été ajustés en fin d'exercice pour passer les transactions en écritures dans les comptes appropriés. C'est ainsi qu'un dépôt de 300 000 dollars qui était en transit en fin d'exercice a été inscrit comme solde débiteur divers alors qu'il aurait dû apparaître comme disponible en banque.

6/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-septième session, Supplément No 2A (E/5543).

64. Le Comité des commissaires aux comptes recommande de suivre ces comptes avec plus d'attention pour pouvoir faire rapidement les écritures rectificatives nécessaires.

65. Sommes à recevoir - Paiements en retard. Un examen des sommes à recevoir a révélé que, dans certains cas, les paiements étaient en fait en retard. Le Comité des commissaires aux comptes recommande que le Bureau des services financiers revoie l'efficacité des procédures actuelles de recouvrement pour que les sommes à recevoir ne comprennent pas de sommes qui auraient dû déjà être reçues.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

66. Comptes et états financiers. Les comptes et états financiers de 1973 présentés à l'Assemblée générale donnent des renseignements supplémentaires sur les principales ressources mises à la disposition de l'ONUDI pour exécuter ses programmes d'assistance technique. L'état VII fait apparaître, par source principale de fonds, l'actif, le passif et le solde des fonds inutilisés en fin d'exercice, et indique, de façon sommaire, la source et l'utilisation des fonds pour l'exercice 1973. En outre, le tableau 27 récapitule, sous une forme analogue, tous les fonds dont l'ONUDI était comptable.

67. Dans ses rapports précédents, le Comité des commissaires aux comptes avait souligné l'importance que présentent les états financiers de gestion intérieure de l'ONUDI, qui sont encore plus détaillés en 1973, pour aider l'administration à contrôler efficacement l'exécution de ses programmes en comparant les dépenses engagées avec les objectifs fixés pour les dépenses. L'objectif fondamental des états financiers étant de fournir des données utiles pour évaluer l'efficacité avec laquelle les fonds sont utilisés pour réaliser les objectifs définis de l'Organisation, le Comité des commissaires aux comptes avait recommandé que les états financiers établis par l'ONUDI à l'intention du Directeur exécutif et du personnel de direction servent de base pour établir un état financier récapitulatif et un rapport à l'Assemblée générale qui soient plus significatifs et plus complets afin de fournir des renseignements utiles pour prendre les décisions d'ordre économique. C'est à ce besoin fondamental de données financières que la Cinquième Commission pensait certainement lorsqu'elle a demandé en 1972 que le rapport financier du Secrétaire général et les comptes pour l'exercice précédent, y compris le rapport du Comité des commissaires aux comptes lui soient soumis chaque année avant qu'elle entreprenne son examen approfondi du projet de budget du Secrétaire général.

68. Si les comptes et états financiers de l'ONUDI pour 1973 qui sont soumis à l'Assemblée générale contiennent plus de renseignements que les années précédentes, ils ne répondent cependant pas entièrement aux besoins essentiels susmentionnés des utilisateurs. C'est pourquoi le Comité des commissaires aux comptes continue de recommander de prendre de nouvelles mesures pour présenter des états financiers qui répondent mieux à ces objectifs fondamentaux, ce qui devrait permettre à l'administration, à son tour, de mettre au point son système de contrôle et d'analyse et d'améliorer la qualité des rapports qu'elle présente à l'Assemblée générale.

69. Lacunes dans la réalisation des programmes. Dans ses rapports précédents, le Comité des commissaires aux comptes avait appelé l'attention sur des lacunes importantes dans l'exécution effective des programmes annuels de l'ONUDI. Le Comité avait exposé les diverses mesures envisagées ou appliquées par la direction de l'ONUDI pour être mieux à même d'atteindre les objectifs fixés pour les dépenses dans le cas de chaque projet financé par le PNUD.

70. Comme les années précédentes, l'ONUDI est assez en retard, par rapport aux objectifs fixés, dans la réalisation de ses programmes de 1973 financés par le PNUD. Il y a eu des lacunes dans la réalisation des programmes de 1973 bien que les objectifs qui n'avaient pas été atteints à la fin de 1972 aient été répartis, selon un nouveau calendrier d'exécution, entre 1973 et les années suivantes. Ces lacunes importantes, au cours de deux années consécutives, indiquent un excès d'optimisme dans la planification. En outre, le report échelonné des objectifs qui ne sont pas atteints réduira l'aptitude de l'ONUDI à exécuter de nouveaux programmes à moins que ses procédures d'exécution ne soient améliorées et rendues plus efficaces.

71. Le Comité a été informé qu'il n'existait pas d'analyse complète des nombreux facteurs qui compromettent l'exécution effective des projets, mais que l'administrateur du PNUD avait prié les institutions de faire une analyse approfondie pour identifier les secteurs qui exigeaient une attention particulière et dans lesquels il fallait prendre des mesures spéciales pour faire face aux problèmes de façon constructive et améliorer l'exécution effective des projets. En attendant, le Comité recommande que l'ONUDI prenne de nouvelles mesures pour améliorer l'efficacité de ses procédures d'exécution.

72. Budgets des projets - manque de concordance avec le PNUD. A la suite de la vérification des comptes de l'exercice 1972, le Comité avait signalé que les documents auxiliaires de l'ONUDI correspondant aux budgets des projets (à savoir les documents d'allocation aux projets, DAP) ne concordaient pas entièrement avec les budgets de projets établis par le PNUD sur ordinateur, qu'il s'agisse du chiffre total ou de chaque projet. Au début de 1974, l'ONUDI s'est efforcée d'assurer la concordance de ces deux séries de documents en examinant, projet par projet, la situation au 31 août 1973, examen qui a fait apparaître un excédent net (1,2 million de dollars) des budgets de projets du PNUD par rapport aux documents de l'ONUDI relatifs aux allocations aux projets, excédent qui s'expliquait comme suit :

	<u>Dollars</u>
a) Cas dans lesquels les budgets des projets du PNUD dépassaient le montant des documents de l'ONUDI relatifs aux allocations aux projets	6 600 000
b) Cas dans lesquels le montant des documents de l'ONUDI relatifs aux allocations aux projets dépassait les budgets des projets du PNUD	5 400 000
Excédent net des budgets de projets du PNUD sur le montant des documents de l'ONUDI relatifs aux allocations aux projets	1 200 000

A l'issue de la vérification des comptes de 1973, l'ONUDI et le PNUD n'étaient pas tombés d'accord sur le solde exact au 31 août pour de nombreux projets.

73. Au 31 décembre 1973, la différence nette était devenue un excédent de 2 millions de dollars des documents de l'ONUDI relatifs aux allocations aux projets par rapport aux budgets des projets du PNUD. L'ONUDI avait établi pour les projets financés par le PNUD des documents d'allocation aux projets d'un montant total de 63,2 millions de dollars alors que les allocations du PNUD, sous forme de budgets de projets établis sur ordinateur, représentaient au total 61,2 millions de dollars.

74. Ce manque de concordance entre les documents des deux organisations a été constaté à la fin de deux exercices consécutifs, en 1972 et 1973. En conséquence, le Comité des commissaires aux comptes recommande, comme il l'avait déjà fait en 1972, de vérifier promptement, tout au long de l'année, la concordance des documents comptables de l'ONUDI et des budgets de projets du PNUD, ce qui est indispensable pour que l'ONUDI ait un système efficace de contrôle financier intérieur.

75. Contrôle de la comptabilité - Documents d'allocation aux projets. La vérification par sondage des comptes de 1973 a révélé plusieurs défauts dans le contrôle de la comptabilité et le contrôle financier qui ont été portés à l'attention de la direction, avec les suggestions suivantes :

a) Il faudrait reporter dans le grand livre les comptes de contrôle relatifs aux documents d'allocation aux projets;

b) Il faudrait assurer promptement tout au long de l'année la concordance avec les comptes du PNUD;

c) Il faudrait revoir les critères fixés par l'ONUDI pour l'établissement des documents d'allocation aux projets.

76. Le Comité des commissaires aux comptes recommande qu'on envisage immédiatement de suivre ces suggestions afin d'assurer à l'ONUDI l'avantage de contrôles financiers efficaces.

77. Contrôle financier intérieur et contrôle de la comptabilité. La vérification des comptes de 1973 a révélé d'autres défauts qui ont été examinés avec la direction, qui a accepté de prendre des dispositions pour les corriger; ces défauts étaient les suivants :

a) En 1973 des comptes bancaires n'ont pas été apurés immédiatement, chaque mois, comme le prévoit la règle de gestion financière 111.11;

b) En fin d'exercice, des virements et des frais bancaires qui apparaissaient sur les relevés de compte n'ont pas été enregistrés par l'ONUDI dans ses comptes parce que les comptes bancaires n'ont été apurés qu'après la clôture des comptes de l'ONUDI pour l'exercice 1973;

c) En fin d'exercice, les sommes dues à une autre organisation ou à recevoir d'elle, à inscrire dans les comptes de l'ONUDI, n'ont pas été comptabilisées par l'ONUDI du fait qu'elle s'est strictement conformée aux instructions de la Division de la comptabilité de l'ONU pour la clôture des comptes de 1973. Toutefois, l'ONUDI avait le temps de transmettre le montant de ces sommes à comptabiliser au Siège de l'ONU qui aurait pu apporter les modifications nécessaires avant la clôture des comptes de 1973 au Siège de l'ONU.

78. Manuel des procédures financières et comptables. Les recommandations faites en 1972 par le Comité concernant l'établissement d'un manuel de procédures comptables n'ont pas été appliquées parce que l'ONUDI espérait pouvoir s'inspirer des travaux que ferait le Siège de l'ONU pour établir un manuel semblable. Toutefois, sur la suggestion du Comité, l'Administration a décidé de faire faire en 1974 des travaux préliminaires pour le manuel en rassemblant les instructions et les procédures qui existent actuellement.

79. Rapports du Service de vérification intérieure des comptes. Pour que l'ONUDI bénéficie au maximum des travaux utiles du Service de vérification intérieure des comptes, le Comité des commissaires aux comptes recommande qu'elle donne suite plus rapidement aux observations et aux recommandations formulées dans les rapports du Service de vérification intérieure des comptes afin de prendre à temps les mesures correctives voulues. Le Comité recommande aussi vigoureusement que l'ONUDI applique les principes sur lesquels ces observations et recommandations sont fondées à d'autres projets et activités analogues en cours, pendant leur période d'exécution.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

80. Rapport sur la situation financière des projets. Le Comité a recommandé les années précédentes que, pour assurer un contrôle efficace de la gestion des projets d'assistance technique exécutés par la CNUCED, un rapport sur la situation financière des projets soit établi tous les mois, et non tous les trimestres comme c'est le cas à l'heure actuelle. En outre, ce rapport devrait rendre compte non seulement des décaissements mais aussi des engagements qui modifient le montant des fonds disponibles pour chaque projet.

81. Centre CNUCED/GATT du commerce international. Dans son rapport pour l'exercice 1972 sur la vérification des comptes de la CNUCED, le Comité avait noté qu'il avait été donné suite à sa recommandation tendant à ce que le Secrétaire général de la CNUCED et le Directeur général du GATT concluent un accord écrit au sujet des arrangements administratifs et financiers détaillés concernant le Centre.

82. Le rapport du Comité sur les comptes du Centre du commerce international pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973 est présenté à l'Assemblée générale dans un document distinct 7/.

Commissions économiques régionales

Commission économique pour l'Amérique latine

83. Application des recommandations du Comité. En vérifiant les comptes de la CEPAL pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973, le Comité des commissaires aux

7/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément No 7 (A/9607), vol. II.

comptes s'est enquis de la suite donnée aux diverses observations et recommandations qu'il avait formulées les années précédentes.

84. Organisation du secrétariat. La question de la réorganisation du secrétariat de la CEPAL remonte à 1970. En 1971, la CEPAL n'avait pas donné suite à certaines recommandations formulées dans le rapport du Comité pour 1970 et en 1972 elle en avait reporté l'application à plus tard du fait qu'un nouveau secrétaire exécutif venait de prendre ses fonctions et qu'il avait besoin d'un certain temps pour se familiariser avec le secrétariat afin de procéder lui-même à sa propre évaluation avant de prendre une mesure quelconque.

85. Certaines réformes administratives d'ordre général ainsi que le regroupement et le déplacement de certains services à l'intérieur du secrétariat ont été effectués et des efforts ont été entrepris en vue d'une réorganisation complète du secrétariat.

86. Le Comité estime qu'il faut déployer des efforts concertés pour réorganiser le secrétariat afin qu'il puisse faire face à la croissance rapide et aux responsabilités supplémentaires de la Commission.

87. A la fin de 1973 et au début de 1974, certaines mesures ont été prises en ce qui concerne l'effectif de la Section des finances. Le poste vacant de Chef de la Division administrative a été pourvu; un fonctionnaire supérieur du Siège a été affecté temporairement au poste de Chef de la Section des finances et un fonctionnaire des finances a été nommé. Le Comité espère que ces mesures permettront une normalisation rapide de la situation de la Division administrative et, surtout, de la Section des finances.

88. Pour donner suite à une recommandation présentée en 1970 par le Comité, la CEPAL a en partie mis sur pied un système automatisé de comptabilité que le Comité a examiné en 1973. Cet examen a révélé des défauts qui créaient des difficultés pour l'établissement des comptes mensuels et de fin d'exercice. En conséquence, le Comité n'a pas été en mesure de vérifier des créances recouvrables sur place d'un montant de 44 000 dollars ni de déterminer à quand elles remontaient. L'Administration du Siège à New York a pris les mesures nécessaires, avec le concours du Service de vérification intérieure des comptes, pour rectifier la situation et elle a assuré le Comité qu'elle aurait remis ces comptes en ordre avant le 30 juin 1974 pour qu'il puisse les examiner.

89. Le 1er janvier 1974, un nouveau système automatisé de comptabilité a commencé à être appliqué et le Comité a convenu de l'examiner au mois de juillet de cette année. A cet égard, le Comité estime que le Service de vérification intérieure des comptes devrait envoyer plus fréquemment des vérificateurs à la CEPAL durant la mise en place du système.

Commission économique pour l'Afrique

90. Contrôles financiers intérieurs et comptes. La vérification par sondage des comptes de 1973 a révélé des défauts dans les contrôles financiers intérieurs que le Comité a portés à l'attention de la direction qui a accepté de prendre des mesures correctives afin d'améliorer les contrôles.

91. En outre, le Comité a constaté que la CEA pourrait améliorer le système automatisé de comptabilité en établissant à intervalles réguliers une balance de vérification des comptes du grand livre et en formulant un programme-machine plus détaillé en ce qui concerne les sommes à recevoir, pour que l'on sache à quand remonte chaque créance.

92. Le Comité a également porté à l'attention de la direction la nécessité d'une analyse approfondie et détaillée de toutes les avances recouvrables sur place. Le Comité a trouvé dans les soldes de ces comptes un nombre considérable de sommes dues depuis longtemps dont la nature n'a pas pu être clairement établie au moment où le Comité procédait à sa vérification.

93. Construction de locaux. A sa vingt-cinquième session, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à entreprendre la construction de nouveaux locaux pour la Commission économique pour l'Afrique, conformément aux propositions formulées dans son rapport sur la question 8/ et aux recommandations y relatives du Comité consultatif 9/.

94. La recommandation du Secrétaire général concernant la construction de locaux supplémentaires à Addis-Abeba répondait également aux besoins de certains organismes des Nations Unies dont les bureaux sont actuellement situés dans des bâtiments distincts de ceux de la Commission.

95. En autorisant le projet de travaux de construction, l'Assemblée générale a approuvé pour les dépenses un montant total de 6,2 millions de dollars et les crédits à ouvrir chaque année ont été répartis comme suit :

<u>Année</u>	<u>Dollars</u>
1971	900 000
1972	1 930 000
1973	2 800 000
1974	570 000
	<u>6 200 000</u>

96. En fin d'exercice les soldes inutilisés des crédits ouverts sont reportés sur l'exercice suivant jusqu'à l'achèvement des travaux. On compte que la provision pour imprévus comprise dans les prévisions initiales pour les travaux de construction assurera une marge suffisante pour absorber les effets de la dévaluation, encore que le Secrétaire général ait prévenu que "selon toutes probabilités, il sera finalement nécessaire d'opérer un ajustement pour tenir compte de la dévaluation

8/ Ibid., vingt-cinquième session, Annexes, point 73 de l'ordre du jour, document A/C.5/1328.

9/ Ibid., vingt-cinquième session, Supplément No 8A (A/8008/Add.1 à 15), document A/8008/Add.12.

du dollar des Etats-Unis" (A/C.5/1461). Au 31 décembre 1973, les sommes décaissées pour les travaux de construction se chiffraient à 2,7 millions de dollars environ.

97. Onze sociétés ont été invitées à présenter des soumissions pour la construction du bâtiment mais deux soumissions seulement ont été reçues, toutes deux supérieures au montant prévu au budget. Ni l'une ni l'autre n'a été acceptée mais un marché a été passé pour le montant prévu au budget avec deux entrepreneurs associés qui n'avaient pas été invités à présenter une soumission parce que l'on considérait que, pris séparément, ils n'avaient pas l'expérience et le matériel nécessaires pour effectuer ces travaux.

98. Comme à peine plus d'un tiers des travaux de construction ont été exécutés, il est peut-être trop tôt pour procéder à une évaluation générale du projet quant au calendrier des travaux et aux fonds qui y sont affectés. De l'avis du Comité, il paraît indispensable que l'Administration continue d'exercer un contrôle très strict pour éviter d'avoir à se heurter à nouveau aux problèmes qui ont surgi lors de la construction du bâtiment des Nations Unies à Santiago du Chili.

Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)

99. L'état IV indique l'état des fonds du Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) au 31 décembre 1973. La présentation de cet état a été modifiée par rapport à celle des exercices précédents. Grâce à cette amélioration, l'état fait apparaître clairement l'actif, le passif, les recettes et les dépenses.

100. Contributions mises en recouvrement non acquittées (44 242 137 dollars). Sur un montant de 49 516 707 dollars dû par des Etats Membres au titre des contributions mises en recouvrement auprès d'eux, un montant de 5 274 570 dollars a été transféré dans le courant de l'exercice 1972 à un compte spécial pour des contributions mises en recouvrement non acquittées, conformément à la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, ce qui laisse un solde non acquitté de 44 242 137 dollars. On trouvera dans le tableau 12 la ventilation de ce solde.

101. Les contributions non acquittées (44 242 137 dollars) comprennent un montant de 38 586 735 dollars dû par des Etats Membres qui n'ont pas voulu contribuer au Compte spécial de la FUNU parce que, à leur sens, les contributions mises en recouvrement pour alimenter ce compte étaient illégales. Outre les Etats Membres qui ont adopté cette position de principe, d'autres Etats Membres n'ont fait aucun versement. Ainsi, la majeure partie des contributions non acquittées devra sans doute être considérée comme non recouvrable.

102. Les contributions non acquittées s'établissent comme suit :

	<u>Dollars</u>
a) Dû par des Etats Membres qui n'ont pas voulu verser de contributions au Compte spécial de la FUNU	38 586 735
b) Dû par des Etats Membres qui n'ont jamais rien versé au Compte de la FUNU	1 681 878
c) Sommes non acquittées représentant la contribution supplémentaire de 25 p. 100 mise en recouvrement pour constituer une réserve	1 038 842
d) Soldes non acquittés correspondant à la différence entre la contribution mise en recouvrement pour 1967 et la contribution calculée par certains gouvernements eux-mêmes sur la base des prévisions de dépenses révisées présentées par le Secrétaire général pour 1967 et visées dans la résolution 2304 (XXII) de l'Assemblée générale	1 471 395
e) Contributions dues par d'autres Etats Membres	1 463 287
	<u>44 242 137</u>

103. Excédent des dépenses approuvées sur les contributions mises en recouvrement. La situation quant au montant des dépenses approuvées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement n'a subi aucun changement au cours de l'exercice 1973. L'excédent des dépenses approuvées sur les contributions mises en recouvrement et les contributions volontaires portées en recettes pour la période allant du 1er juillet 1963 au 31 décembre 1964 s'élève toujours à 876 351 dollars, comme il était indiqué au paragraphe 93 du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1970 10/.

104. Pertes résultant des hostilités de 1967. Les pertes en matériel, fournitures et approvisionnement subies par la FUNU du fait des hostilités de 1967 n'ont pas encore été toutes évaluées.

105. Clôture des comptes. Au 31 décembre 1973, les comptes relatifs au Compte spécial de la FUNU n'avaient toujours pas été clôturés. Comme il est indiqué au paragraphe 96 du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1970, cette situation est due principalement au fait que certains Etats Membres n'ont pas versé les contributions mises en recouvrement auprès d'eux en ce qui concerne la Force et que, de ce fait, l'ONU ne peut

10/ Ibid., vingt-sixième session, Supplément No 7 (A/8407), chap. II.

régler le passif de la Force, y compris les sommes à payer à d'autres gouvernements (25 008 934 dollars, comme il est indiqué dans l'état IV). Il faut trouver une solution à cette situation sans issue pour que les comptes ne restent pas ouverts indéfiniment.

106. En conséquence, le Comité recommande que l'Administration formule des propositions précises pour régler la question des contributions mises en recouvrement et pour liquider les dettes contractées en les payant intégralement ou sur la base d'un compromis.

Force d'urgence des Nations Unies (1973)

107. L'état V indique l'état des fonds du Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1973) au 31 décembre 1973.

108. Contributions mises en recouvrement à recevoir de gouvernements (26 616 356 dollars). L'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 3101 (XXVIII) adoptée le 11 décembre 1973, d'ouvrir un crédit de 30 millions de dollars pour les opérations de la FUNU (1973) pour la période allant du 25 octobre 1973 au 24 avril 1974. Ces dépenses devaient être couvertes par les Etats Membres conformément à la répartition prévue pour les contributions dans cette résolution.

109. Les contributions recouvrées en 1973 s'élevaient à 3 383 644 dollars, ce qui laisse au 31 décembre 1973 un solde de 26 616 356 dollars à recevoir des gouvernements respectifs des Etats Membres.

110. Les contributions à recevoir s'établissent comme suit :

	<u>Dollars</u>
a) Membres du Conseil de sécurité	18 701 098
b) Etats Membres économiquement développés	7 294 258
c) Etats Membres économiquement peu développés	606 000
d) Etats Membres économiquement peu développés spécifiés dans la résolution	15 000
	<u>26 616 356</u>

111. Le tableau 13 donne la ventilation, par Etat Membre, du solde de 26 616 356 dollars.

112. Les crédits n'ont pas été alloués séparément pour l'exercice terminé le 31 décembre 1973 et pour le reste de la période en 1974. En conséquence, des allocations ont été établies pour 30 millions de dollars pour toute la période allant du 25 octobre 1973 au 24 avril 1974. Au 31 décembre 1973 une somme de 3 506 357 dollars avait été dépensée.

Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo

113. Le Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) concerne la phase militaire des opérations des Nations Unies au Congo. L'ONUC a cessé d'être une unité administrative distincte le 12 décembre 1964, lorsque le poste du Chef de l'administration a été supprimé et qu'une équipe de liquidation a été constituée et s'est vu confier la tâche de liquider l'opération. Un petit groupe des demandes de remboursement a été créé le 1er avril 1965 pour régler le reste des sommes dues pour prix des installations, services et approvisionnements fournis pour l'Opération des Nations Unies au Congo. Ce groupe n'avait pu régler toutes les demandes de remboursement au 24 juin 1967, date à laquelle ses fonctions ont été transférées à la Direction de l'appui des Nations Unies au Congo et où le Compte a été intégré aux activités du Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement à Kinshasa.

114. Comme le Compte n'était guère actif et que la responsabilité des décisions à prendre sur tous les problèmes relatifs au règlement des demandes de remboursement, etc., incombait au Siège de l'ONU, toutes les opérations de comptabilité ont été transférées au Siège, au 1er janvier 1971.

115. L'état VI indique l'état des fonds du Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo au 31 décembre 1973 (voir plus haut, chap. III).

116. Sommes à payer aux gouvernements (12 078 091 dollars). La somme indiquée représente le montant des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix au Congo qui est à rembourser aux gouvernements participants. Au cours de l'exercice 1973, ce montant a augmenté de 140 547 dollars par rapport au chiffre de l'an dernier (11 937 544 dollars). Cette différence est due aux fluctuations des taux de change et à la présentation de deux nouvelles demandes de remboursement, tandis que le montant d'une demande antérieure a été réduit. La somme indiquée correspond à des demandes de remboursement qui ont été acceptées par l'ONU mais non réglées, à des demandes qui n'ont pas encore été acceptées par l'ONU et au montant estimatif de dépenses remboursables pour lesquelles l'ONU n'a pas encore reçu de demandes de remboursement.

117. Situation du compte de l'Opération des Nations Unies au Congo. Il y a eu très peu de changement dans la situation financière du compte de l'Opération des Nations Unies au Congo au cours de l'exercice 1973. Le passif de ce compte se chiffre à 50 732 668 dollars et l'actif à 84 065 095 dollars : on en trouvera la ventilation dans l'état VI des états financiers de l'Organisation des Nations Unies. L'actif comprend principalement des contributions mises en recouvrement non acquittées d'un montant total de 75 404 823 dollars. Ce montant comprend 70 214 696 dollars que certains Etats Membres n'ont pas voulu payer parce qu'ils considèrent que les dépenses engagées pour les opérations au Congo sont illégales aux termes de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies. De ce fait, le solde excédentaire du compte de l'ONUC (33 332 427 dollars) ne reflète pas la situation réelle. Faute de fonds, l'ONU ne peut régler le passif de l'ONUC ni clôturer définitivement le compte de l'ONUC.

118. Le Comité recommande que l'Administration formule des propositions précises pour régler la question des contributions mises en recouvrement et pour liquider les dettes contractées en les payant intégralement ou sur la base d'un compromis.

Rapports sur la vérification d'autres comptes

119. Conformément aux directives de l'Assemblée générale selon lesquelles le Comité des commissaires aux comptes vérifie les comptes de certains autres organismes et présente des rapports distincts à leur sujet, le Comité a communiqué à l'Assemblée générale des rapports sur les autres opérations de vérification qu'il a faites et qui sont indiquées ci-après :

- Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies 11/
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance 12/
- Opération cartes de vœux du FISE 13/
- Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 14/
- Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 15/
- Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 16/
- Programme des Nations Unies pour le développement 17/
- Centre CNUCED/GATT du commerce international 18/
- Programme des Nations Unies pour l'environnement 19/

120. Aux termes de la règle 114.5 de l'article XIV du règlement financier et des règles de gestion financière du Programme des Nations Unies pour le développement (DP/2/Rev.1), le Comité des commissaires aux comptes est par ailleurs tenu de vérifier l'état récapitulatif des comptes du Programme des Nations Unies pour le développement en fin d'exercice et de faire rapport à ce sujet. Ces opérations ont été effectuées le 3 décembre 1973 en ce qui concerne l'exercice 1972.

Etablissement biennal des rapports financiers et vérification biennale des comptes

121. Le Comité des commissaires aux comptes a transmis au Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires un document dans

-
- 11/ Ibid., vingt-neuvième session, Supplément No 9 (A/9609).
 - 12/ Ibid., Supplément No 7 B (A/9607/Add.2), première partie, chap. IV.
 - 13/ Ibid., deuxième partie, chap. IV.
 - 14/ Ibid., Supplément No 7 D (A/9607/Add.4), chap. IV.
 - 15/ Ibid., Supplément No 7 C (A/9607/Add.3), chap. III.
 - 16/ Ibid., Supplément No 7 E (A/9607/Add.5), chap. III.
 - 17/ Ibid., Supplément No 7 A (A/9607/Add.1), chap. IV.
 - 18/ Ibid., Supplément No 7 (A/9607), vol. II, chap. IV.
 - 19/ Ibid., Supplément No 7 F (A/9607/Add.6), chap. IV.

lequel le Comité exprimait ses vues sur l'établissement biennal des rapports financiers et la vérification biennale des comptes.

Remerciements

122. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Greffier de la Cour internationale de Justice, les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, ainsi que leurs collaborateurs et les membres de leur personnel, de l'aide et du concours qu'ils lui ont apportés.

Le Contrôleur général des comptes de Colombie,

(Signé) J. E. ESCALLON O.

L'Auditeur général du Canada,

(Signé) J. J. MACDONELL

Le Vérificateur général des comptes du Pakistan,

(Signé) A. HAMID

Le 25 juin 1974

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
